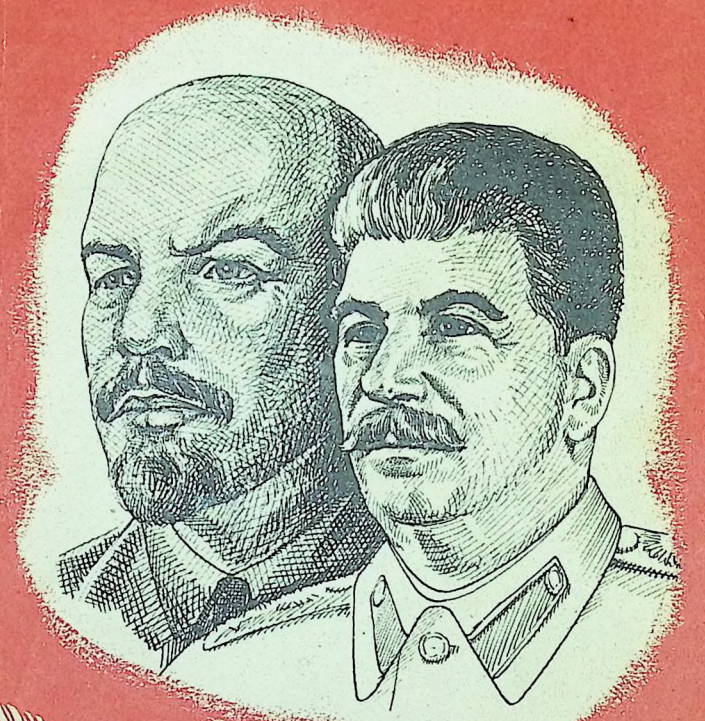
LE XIX^e CONGRÈS
du
PARTI COMMUNISTE
DE L'UNION SOVIÉTIQUE



STALINE

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN U.R.S.S.

CAHIERS
DU COMMUNISME

REVUE THÉORIQUE ET POLITIQUE MENSUELLE
DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Rédaction : 44, rue Le Peletier, Paris (9e)

Directeur : Victor MICHAUT

NOS ÉDITORIAUX

traitant d'un problème politique du moment examiné à la lumière du marxisme-léninisme.

NOS ÉTUDES FONDAMENTALES

consacrées au mouvement ouvrier, à l'économie politique, à l'histoire et à la philosophie.

NOS CHRONIQUES ET DOCUMENTS

font des " Cahiers du Communisme "

UN GUIDE PRÉCIEUX POUR L'ACTION.

« Le marxisme-léninisme, le matérialisme dialectique, est notre boussole. Il nous permet d'avancer sur un terrain pas toujours commode, sans perdre de vue le but : la totale émancipation de la classe ouvrière dans une France qui ne connaîtra plus la division en classes, l'exploitation du plus grand nombre par la minorité, et dans un monde où toutes les causes d'oppression, de misère, de conflits et de guerre auront disparu parce qu'aura disparu le capitalisme. »

Maurice THOREZ.
(Rapport au XIe Congrès.)

Tout militant doit être abonné aux " Cahiers "

Conditions d'abonnement :

	France	Etranger
6 numéros	**240 fr.**	**300 fr.**
12 numéros.....	**450 fr.**	**600 fr.**

C. C. Postal : C. D. L. P. 4629-39 Paris

Adressez les demandes d'abonnement et les commandes au C. D. L. P., 142, boulevard Diderot, PARIS-XIIe

AVIS AUX ABONNÉS

L'expiration de votre abonnement vous est signalée sur la bande entourant votre dernier numéro. Nous vous demandons de le renouveler alors, sans attendre, par mandat ou virement postal. A défaut, nous vous ferons présenter à domicile, un mois après, une traite postale de 500 francs (réabonnement pour un an + frais de recouvrement).

Pour tout changement d'adresse, adresser la dernière bande d'abonnement et la somme de 20 francs au C. D. L. P.

Numéro spécial
des
CAHIERS DU COMMUNISME
(Novembre 1952)

★

L'ouvrage de
J. STALINE

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN U. R. S. S.

Les travaux du

XIX^e CONGRÈS

du

PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

(5 au 14 octobre 1952)

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN U. R. S. S.

par J. STALINE



REMARQUES SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES RELATIVES A LA DISCUSSION DE NOVEMBRE 1951

J'AI reçu tous les documents relatifs à la discussion économique qui s'est déroulée autour de l'appréciation du projet de manuel d'économie politique. J'ai reçu notamment les « Propositions pour améliorer le projet de manuel d'économie politique », les « Propositions pour éliminer les erreurs et les imprécisions » du projet, ainsi qu'un « Relevé des questions controversées ».

Pour tous ces matériaux, de même que pour le projet de manuel, je tiens à faire les remarques suivantes.

I. — Du caractère des lois économiques en régime socialiste

Certains camarades nient le caractère objectif des lois de la science, notamment celui des lois de l'économie politique en régime socialiste. Ils nient que les lois de l'économie politique reflètent la régularité des processus qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine. Ils estiment que, étant donné le rôle particulier que l'histoire réserve à l'Etat soviétique, celui-ci, ses dirigeants, peuvent abolir les lois existantes de l'économie politique, peuvent « former », « créer » des lois nouvelles.

Ces camarades se trompent gravement. Ils confondent visiblement les lois de la science réflétant les processus objectifs dans la nature ou dans la société, qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine, avec les lois édictées par les gou-

L'ouvrage du camarade Staline, *les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, a été publié pour la première fois dans *le Bolchévik* n° 18-1952. La présente traduction a été établie d'après la brochure parue, en langue française, aux Editions politiques d'Etat, à Moscou. (N.D.L.R.)

vernements, créées par la volonté des hommes et n'ayant qu'une force juridique. Mais il n'est point permis de les confondre.

Le marxisme conçoit les lois de la science, — qu'il s'agisse des lois de la nature ou des lois de l'économie politique, — comme le reflet des processus objectifs qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine. Ces lois, on peut les découvrir, les connaître, les étudier, en tenir compte dans ses actes, les exploiter dans l'intérêt de la société, mais on ne peut les modifier ou les abolir. A plus forte raison ne peut-on former ou créer de nouvelles lois de la science.

Est-ce à dire, par exemple, que les résultats de l'action des lois de la nature, des forces de la nature sont, en général, inéluctables; que l'action destructrice des forces de la nature se produit toujours et partout avec une spontanéité inexorable, qui ne se prête pas à l'action des hommes ? Evidemment non. Si l'on fait abstraction des processus astronomiques, géologiques et quelques autres analogues, où les hommes, même s'ils connaissent les lois de leur développement, sont véritablement impuissants à agir sur eux, ils sont en maintes occasions loin d'être impuissants quant à la possibilité d'agir sur les processus de la nature. Dans toutes ces circonstances, les hommes, en apprenant à connaître les lois de la nature, en en tenant compte et en s'appuyant sur elles, en les appliquant avec habileté et en les exploitant, peuvent limiter la sphère de leur action, imprimer aux forces destructives de la nature une autre direction, les faire servir à la société.

Prenons un exemple parmi tant d'autres. Aux temps anciens, on considérait les débordements des grands fleuves, les inondations, la destruction des habitations et des cultures, comme un fléau contre lequel les hommes étaient impuissants. Mais avec le temps, avec le progrès des connaissances humaines, les hommes ayant appris à construire des barrages et des centrales hydrauliques, on a trouvé moyen de préserver la société du fléau des inondations qui paraissaient autrefois inéluctables. Bien plus : on a appris à museler les forces destructives de la nature, à les dompter pour ainsi dire, à faire servir la puissance des eaux à la société et à l'exploiter pour irriguer les champs, pour obtenir l'énergie électrique.

Est-ce à dire que l'on ait par là même aboli les lois de la nature, les lois de la science, que l'on ait créé de nouvelles lois de la nature, de nouvelles lois de la science? Evidemment non. La vérité est que toutes ces mesures tendant à prévenir l'action des forces destructives de l'eau et à l'exploiter dans l'intérêt de la société, sont prises sans que les lois de la science soient le moins du monde violées, changées ou abolies, sans que de nouvelles lois de la science soient créées. Au contraire, toutes ces mesures sont prises sur la base exacte des lois de la nature, des lois de la science, car une violation quelconque des

lois de la nature, la moindre atteinte à ces lois amènerait la désorganisation, l'échec de ces mesures.

Il faut en dire autant des lois du développement économique, des lois de l'économie politique, — qu'il s'agisse de la période du capitalisme ou de la période du socialisme. Là aussi, comme dans les sciences de la nature, les lois du développement économique sont des lois objectives reflétant les processus du développement économique qui s'opèrent indépendamment de la volonté des hommes. On peut découvrir ces lois, les connaître et, s'appuyant sur elles, les exploiter dans l'intérêt de la société, imprimer une autre direction à l'action destructrice de certaines lois, limiter la sphère de leur action, laisser le champ libre aux autres lois qui se fraient un chemin, mais on ne peut les détruire ou créer de nouvelles lois économiques.

Un des traits particuliers de l'économie politique est que ses lois, à la différence des lois de la nature, ne sont pas durables; qu'elles agissent, du moins la plupart d'entre elles, au cours d'une certaine période historique, après quoi elles cèdent la place à d'autres lois. Elles ne sont pas détruites, mais elles perdent leur force par suite de nouvelles conditions économiques et quittent la scène pour céder la place à de nouvelles lois qui ne sont pas créées par la volonté des hommes, mais surgissent sur la base de nouvelles conditions économiques.

On se réfère à l'*Anti-Dühring* d'Engels, à sa formule selon laquelle l'abolition du capitalisme et la socialisation des moyens de production permettront aux hommes d'exercer leur pouvoir sur les moyens de production, de se libérer du joug des rapports économiques et sociaux, de devenir les « maîtres » de leur vie sociale. Engels appelle cette liberté la « nécessité comprise ». Et que peut vouloir dire la « nécessité comprise »? Cela veut dire que les hommes, après avoir compris les lois objectives (la « nécessité »), les appliqueront en toute conscience, dans l'intérêt de la société. C'est pourquoi Engels y dit que :

« *Les lois de leur propre pratique sociale, qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées* (1). »

Comme on voit, la formule d'Engels ne parle nullement en faveur de ceux qui pensent que l'on peut abolir, en régime socialiste, les lois économiques existantes et en créer de nouvelles. Au contraire, elle ne demande pas l'abolition, mais la connaissance des lois économiques et leur application judicieuse.

On dit que les lois économiques revêtent un caractère

(1) F. Engels : *Anti-Dühring*, p. 322, Editions Sociales, Paris, 1950.

spontané; que l'action de ces lois est inéluctable; que la société est impuissante devant elles. C'est faux. C'est considérer les lois comme des fétiches et s'en faire l'esclave. Il est prouvé que la société n'est pas impuissante devant les lois ; qu'elle peut, en connaissant les lois économiques et en s'appuyant sur elles, limiter la sphère de leur action, les exploiter dans l'intérêt de la société et les « dompter », comme cela se passe à l'égard des forces de la nature et de leurs lois, comme le montre l'exemple cité plus haut sur le débordement des grands fleuves.

On se réfère au rôle particulier que le pouvoir des Soviets joue dans l'édification du socialisme, et qui lui permettrait de détruire les lois existantes du développement économique et d'en « former » de nouvelles. Cela est également faux.

Le rôle particulier du pouvoir des Soviets s'explique par deux faits; en premier lieu, le pouvoir des Soviets ne devait pas remplacer une forme d'exploitation par une autre, comme ce fut le cas dans les anciennes révolutions, mais liquider toute exploitation; en second lieu, vu l'absence dans le pays d'embryons tout prêts de l'économie socialiste, il devait créer, pour ainsi dire, sur un « terrain nu », des formes nouvelles, socialistes, de l'économie.

Tâche assurément difficile et complexe, et qui n'a pas de précédent. Néanmoins, le pouvoir des Soviets a rempli ce devoir avec honneur. Non point parce qu'il a soi-disant aboli les lois économiques existantes et en a « formé » de nouvelles, mais uniquement parce qu'il s'est appuyé sur la loi économique de la CORRESPONDANCE NÉCESSAIRE entre les rapports de production et le caractère des forces productives. Les forces productives de notre pays, notamment dans l'industrie, revêtaient un caractère social; la forme de propriété était privée, capitaliste. Fort de la loi économique de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, le pouvoir des Soviets a socialisé les moyens de production, en a fait la propriété du peuple entier, a aboli par là le système d'exploitation et créé des formes d'économie socialistes. Sans cette loi et sans s'appuyer sur elle, le pouvoir des Soviets n'aurait pas pu s'acquitter de sa tâche.

La loi économique de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives se fraie depuis longtemps la voie dans les pays capitalistes. Si elle n'est pas encore arrivée au bout de cette voie et n'a pas réussi à se donner libre cours, c'est qu'elle rencontre la résistance la plus énergique des forces déclinantes de la société. Ici, nous nous heurtons à une autre particularité des lois économiques. Alors que dans le domaine de la nature, la découverte et l'application d'une nouvelle loi ont lieu plus ou moins sans entrave, dans le domaine économique, la découverte et l'application d'une nouvelle loi qui porte atteinte aux

intérêts des forces déclinantes de la société, rencontrent la résistance la plus énergique de ces forces. Il faut donc une force, une force sociale, capable de vaincre cette résistance. Cette force s'est trouvée dans notre pays sous la forme de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, qui constituent l'immense majorité de la société. Cette force ne s'est pas encore trouvée dans les autres pays, dans les pays capitalistes. C'est ce qui explique pourquoi le pouvoir des Soviets a pu briser les forces anciennes de la société, et pourquoi la loi économique de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives a été appliquée chez nous avec une telle ampleur.

On dit que la nécessité d'un développement harmonieux (proportionné) de notre économie nationale permet au pouvoir des Soviets d'abolir les lois économiques existantes et d'en créer de nouvelles. Cela est absolument faux. Il ne faut pas confondre nos plans annuels et nos plans quinquennaux avec la loi économique objective du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale a surgi en opposition à la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production en régime capitaliste. Elle a surgi sur la base de la socialisation des moyens de production, après que la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production a perdu sa valeur. Elle est entrée en vigueur parce que l'économie socialiste d'un pays ne peut être dirigée que sur la base de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale. C'est dire que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale offre à nos organismes de planification la POSSIBILITÉ de planifier correctement la production sociale. Mais on ne doit pas confondre POSSIBILITÉ et RÉALITÉ. Ce sont deux choses différentes. Pour transformer cette possibilité en réalité, il faut étudier cette loi économique, s'en rendre maître, il faut apprendre à l'appliquer en pleine connaissance de cause; il faut dresser des plans qui reflètent pleinement les exigences de cette loi. On ne saurait dire que nos plans annuels et nos plans quinquennaux reflètent pleinement les exigences de cette loi économique.

On dit que certaines lois économiques, y compris la loi de la valeur, en vigueur chez nous, en régime socialiste, sont des lois « transformées » ou même « foncièrement transformées » sur la base de l'économie planifiée. Cela est également faux. On ne peut « transformer » des lois, et encore moins « foncièrement ». Si on peut les transformer, on peut aussi les abolir, en leur substituant des lois nouvelles. La thèse de la « transformation » des lois est une survivance de la formule fausse sur l' « abolition » et la « formation » des lois. Bien que la formule de la transformation des lois économiques soit depuis longtemps chose courante chez nous, force nous sera

d'y renoncer, pour être plus exact. On peut limiter la sphère d'action de telles ou telles lois économiques, on peut prévenir leur action destructrice, si tant est qu'elle s'exerce, mais on ne saurait les « transformer » ou les « abolir ».

Par conséquent, quand on parle de « subjuguer » les forces de la nature ou les forces économiques, de les « dominer », etc., on ne veut nullement dire par là qu'on peut « abolir » les lois de la science ou les « former ». Au contraire, on veut seulement dire par là que l'on peut découvrir des lois, les connaître, les assimiler, apprendre à les appliquer en pleine connaissance de cause, à les exploiter dans l'intérêt de la société et les conquérir par ce moyen, les soumettre à sa domination.

Ainsi, en régime socialiste, les lois de l'économie politique sont des lois objectives qui reflètent la régularité des processus intervenant dans la vie économique indépendamment de notre volonté. Nier cette thèse, c'est au fond nier la science; or nier la science, c'est nier la possibilité de toute prévision, — c'est donc nier la possibilité de diriger la vie économique.

On pourrait dire que ce qui vient d'être avancé est juste, universellement connu, mais qu'il n'y a là rien de nouveau et que, par suite, on perdrait son temps à répéter des vérités universellement connues. Sans doute, il n'y a là vraiment rien de nouveau, mais on aurait tort de croire qu'on perdrait son temps à répéter certaines vérités connues de nous. C'est que, chaque année, des milliers de nouveaux jeunes cadres viennent à nous, qui sommes le noyau dirigeant; ils brûlent du désir de nous aider, de montrer ce dont ils sont capables, mais ils n'ont pas une éducation marxiste suffisante, ils ignorent beaucoup de vérités bien connues de nous, et sont obligés d'errer dans les ténèbres. Ils sont frappés par les prodigieuses réalisations du pouvoir des Soviets, les succès extraordinaires du régime soviétique leur tournent la tête, et les voilà qui s'imaginent que le pouvoir des Soviets « peut tout », que « rien n'est au-dessus de ses forces », qu'il peut abolir les lois de la science, former des lois nouvelles. Comment faire avec ces camarades? Comment les éduquer dans l'esprit du marxisme-léninisme? Je pense que la répétition systématique des vérités dites « notoires », que leur explication patiente est un des meilleurs moyens pour donner à ces camarades une éducation marxiste.

II. — De la production marchande en régime socialiste

Certains camarades soutiennent que le Parti a conservé à tort la production marchande après avoir pris le pouvoir et nationalisé les moyens de production dans notre pays. Ils estiment que le Parti aurait dû, à ce moment, éliminer la

production marchande. Ce faisant, ils se réfèrent à Engels, qui dit :

« *Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée et, par suite, la domination du produit sur le producteur* (1). »

Ces camarades se trompent gravement.

Analysons la formule d'Engels. On ne peut la considérer comme parfaitement claire et précise, puisqu'elle n'indique pas s'il s'agit de la prise de possession, par la société, de TOUS les moyens de production ou d'une partie seulement, c'est-à-dire si TOUS les moyens de production ont été remis en possession du peuple ou seulement une partie. Donc, CETTE formule d'Engels peut être comprise de deux manières.

Dans un autre passage de son *Anti-Dühring*, Engels parle de la prise de possession de « TOUS *les moyens de production* », « *de la* TOTALITÉ *des moyens de production* ». Engels entend donc dans sa formule la nationalisation non pas d'une partie, mais de la totalité des moyens de production, c'est-à-dire la remise au peuple des moyens de production non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture.

Par conséquent, Engels a en vue les pays où le capitalisme et la concentration de la production sont suffisamment développés non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, pour rendre possible l'expropriation de TOUS les moyens de production du pays, et en faire la propriété du peuple. Engels estime donc que dans CES pays, il conviendrait, parallèlement à la socialisation de TOUS les moyens de production, d'éliminer la production marchande. Cela est, bien entendu, très juste.

A la fin du siècle dernier, à l'époque de la publication de l'*Anti-Dühring*, il n'y avait qu'un pays, l'Angleterre, où le développement du capitalisme et la concentration de la production, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, avaient atteint un degré tel que la possibilité s'offrait, en cas de prise du pouvoir par le prolétariat, de remettre TOUS les moyens de production du pays en possession du peuple et d'éliminer la production marchande.

Je fais abstraction ici de l'importance qu'a pour l'Angleterre le commerce extérieur avec sa part énorme dans l'économie nationale britannique. Je pense que c'est seulement après avoir étudié la question qu'on pourrait définitivement décider du sort de la production marchande en Grande-Bretagne au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la nationalisation de TOUS les moyens de production.

Du reste, non seulement à la fin du siècle dernier, mais aujourd'hui encore, aucun pays n'a atteint le degré de déve-

(1) F. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 322, Editions Sociales, Paris, 1950.

loppement du capitalisme et de concentration de la production agricole, que nous observons en Angleterre. Pour les autres pays, malgré le développement du capitalisme à la campagne, il y existe encore une classe assez nombreuse de petits et de moyens propriétaires-producteurs, dont il importerait de déterminer le sort au cas où le prolétariat accéderait au pouvoir.

Mais la question se pose : que doivent faire le prolétariat et son parti si dans tel ou tel pays, et en particulier dans le nôtre, les conditions sont favorables à la prise du pouvoir par le prolétariat et au renversement du capitalisme; si le capitalisme dans l'industrie y a concentré les moyens de production au point qu'on peut les exproprier et les remettre à la société, mais si l'agriculture, malgré l'essor du capitalisme, y est encore tellement morcelée entre de nombreux petits et moyens propriétaires-producteurs qu'il n'apparaît pas possible d'envisager l'expropriation de ces producteurs?

La formule d'Engels ne répond pas à cette question. Du reste, elle n'a pas non plus à y répondre, puisqu'elle a surgi sur la base d'une autre question, celle de savoir quel doit être le sort de la production marchande après que TOUS les moyens de production auront été socialisés.

Ainsi, comment faire si tous les moyens de production N'ONT PAS été socialisés, mais seulement une partie, alors que les conditions favorables à la prise du pouvoir par le prolétariat sont réunies, — faut-il que le prolétariat prenne le pouvoir et faut-il, aussitôt après, détruire la production marchande?

On ne peut certes pas qualifier de réponse l'opinion de certains pseudo-marxistes qui considèrent que, dans ces conditions, il conviendrait de renoncer à la prise du pouvoir et d'attendre que le capitalisme ait pris le temps de ruiner les millions de petits et de moyens producteurs, de les transformer en salariés agricoles et de concentrer les moyens de production dans l'agriculture; qu'après cela seulement on pourrait poser la question de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la socialisation de TOUS les moyens de production. On comprend que les marxistes ne peuvent accepter pareille « solution » sans risquer de se déshonorer à jamais.

On ne peut pas non plus considérer comme une réponse l'opinion d'autres pseudo-marxistes qui pensent qu'il conviendrait peut-être de prendre le pouvoir, de procéder à l'expropriation des petits et moyens producteurs à la campagne et de socialiser leurs moyens de production. Les marxistes ne peuvent pas non plus s'engager dans cette voie insensée et criminelle qui priverait la révolution prolétarienne de toute possibilité de victoire et rejetterait pour longtemps la paysannerie dans le camp des ennemis du prolétariat.

Lénine a répondu à cette question dans ses ouvrages sur « l'impôt en nature » et dans son célèbre « plan coopératif ».

La réponse de Lénine se ramène brièvement à ceci :

a) Ne pas laisser échapper les conditions favorables à la prise du pouvoir; le prolétariat doit prendre le pouvoir sans attendre le moment où le capitalisme sera parvenu à ruiner les millions de petits et moyens producteurs individuels;

b) Exproprier les moyens de production dans l'industrie et les remettre au peuple tout entier;

c) En ce qui concerne les petits et moyens producteurs individuels, les grouper progressivement en des coopératives de production, c'est-à-dire en de grosses entreprises agricoles, les kolkhoz;

d) Développer par tous les moyens l'industrie et donner aux kolkhoz une base technique moderne, celle de la grande production; donc, ne pas les exproprier mais, au contraire, les fournir abondamment de tracteurs et autres machines de premier ordre;

e) Pour assurer l'alliance économique de la ville et des campagnes, de l'industrie et de l'agriculture, maintenir pour un temps la production marchande (échange par achat et vente), comme la forme la SEULE ACCEPTABLE — pour les paysans — des relations économiques avec la ville, et développer à fond le commerce soviétique, le commerce d'Etat et le commerce coopératif et kolkhozien, en éliminant du circuit commercial les capitalistes de toute sorte.

L'histoire de notre édification socialiste montre que cette voie de développement, tracée par Lénine, s'est avérée entièrement juste.

Il ne fait pas de doute que pour tous les pays capitalistes qui possèdent une classe plus ou moins nombreuse de petits et moyens producteurs, cette voie de développement est la seule possible et rationnelle pour la victoire du socialisme.

On dit que, néanmoins, en toutes circonstances, la production marchande doit aboutir et aboutira obligatoirement au capitalisme. Cela est faux. Pas toujours ni en toutes circonstances ! On ne peut identifier la production marchande à la production capitaliste. Ce sont deux choses différentes. La production capitaliste est la forme supérieure de la production marchande. La production marchande ne conduit au capitalisme que SI la propriété privée des moyens de production existe; que SI la force de travail apparaît sur le marché comme une marchandise que le capitaliste peut acheter et exploiter pour la production; que SI, par conséquent, il existe dans le pays un système d'exploitation des ouvriers salariés par les capitalistes. La production capitaliste commence là où les moyens de production sont concentrés entre les mains de particuliers, tandis que les ouvriers, dépourvus des moyens de production, sont

obligés de vendre leur force de travail comme une marchandise. Sans cela, il n'y a pas de production capitaliste.

Eh bien, si ces conditions qui transforment la production marchande en production capitaliste ne sont pas réunies, si les moyens de production ne sont plus propriété privée, mais propriété socialiste, si le salariat n'existe plus et si la force de travail n'est plus une marchandise, si le système d'exploitation est depuis longtemps aboli, comment faire alors : peut-on considérer que la production marchande aboutira quand même au capitalisme? Evidemment non. Or, notre société est précisément une société où la propriété privée des moyens de production, le salariat et l'exploitation n'existent plus depuis longtemps.

On en peut pas considérer la production marchande comme une chose se suffisant à elle-même, indépendante de l'ambiance économique. La production marchande est plus vieille que la production capitaliste. Elle existait sous le régime de l'esclavage et le servait, cependant elle n'a pas abouti au capitalisme. Elle existait sous le régime féodal et le servait, sans toutefois aboutir au capitalisme, bien qu'elle ait préparé certaines conditions de l'avènement de la production capitaliste. La question se pose : pourquoi la production marchande ne peut-elle pas de même, pour un temps, servir notre société socialiste sans aboutir au capitalisme, si l'on tient compte que la production marchande n'a pas chez nous l'extension illimitée et universelle qu'elle a dans les conditions capitalistes; qu'elle est placée, chez nous, dans un cadre rigoureux grâce à des conditions économiques aussi décisives que la propriété sociale des moyens de production, la liquidation du salariat et du système d'exploitation?

On dit qu'une fois la propriété sociale des moyens de production établie dans notre pays et le salariat et l'exploitation liquidés, la production marchande n'a plus de sens et qu'il faudrait par conséquent l'éliminer.

Cela est faux également. A l'heure actuelle, il existe chez nous deux formes essentielles de production socialiste : celle de l'Etat, c'est-à-dire du peuple entier et celle des kolkhoz dont on ne peut dire qu'elle est commune au peuple entier. Dans les entreprises d'Etat, les moyens de production et les produits eux-mêmes constituent la propriété du peuple entier. Dans les entreprises kolkhoziennes, bien que les moyens de production (la terre, les machines) appartiennent à l'Etat, les produits obtenus sont la propriété des différents kolkhoz qui fournissent le travail de même que les semences; les kolkhoz disposent pratiquement de la terre qui leur a été remise en jouissance perpétuelle comme de leur bien propre, bien qu'ils ne puissent ni la vendre, ni l'acheter, ni la donner à bail ou l'hypothéquer.

L'Etat ne peut donc disposer que de la production des

entreprises d'Etat, les kolkhoz disposant seuls de leur production comme de leur bien propre. Mais les kolkhoz ne veulent pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises, en échange desquelles ils veulent obtenir les marchandises dont ils ont besoin. Les kolkhoz n'acceptent pas aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville que celles intervenant dans les échanges par achat et vente de marchandises. Aussi la production marchande et la circulation des marchandises sont-elles chez nous, à l'heure actuelle, une nécessité pareille à celle d'il y a trente ans, par exemple, époque à laquelle Lénine proclamait la nécessité de développer au maximum la circulation des marchandises.

Certes, lorsqu'au lieu des deux principaux secteurs de production, Etat et kolkhoz, il se formera un seul secteur englobant toute la production et investi du droit de disposer de tous les produits de consommation du pays, la circulation des marchandises avec son « économie monétaire » disparaîtra comme un élément inutile de l'économie nationale. D'ici là, aussi longtemps qu'existeront les deux principaux secteurs de production, la production marchande et la circulation des marchandises doivent rester en vigueur comme un élément nécessaire et très utile dans le système de notre économie nationale. Comment sera-t-il procédé à la formation d'un seul secteur, d'un secteur unifié ? Par simple absorption du secteur kolkhozien par le secteur d'Etat, ce qui est peu probable (ceci pouvant être considéré comme une expropriation des kolkhoz), ou par la constitution d'un seul organisme économique NATIONAL (avec des représentants de l'industrie d'Etat et des kolkhoz), ayant le droit tout d'abord de recenser tous les produits de consommation du pays et, avec le temps, de répartir la production sous forme, par exemple, d'échange des produits? C'est là une autre question qui demande un examen à part.

Par conséquent, NOTRE production marchande n'est pas une production marchande ordinaire, elle est d'un genre particulier, c'est une production marchande sans capitalistes, se préoccupant pour l'essentiel des marchandises appartenant à des producteurs socialistes associés (Etat, kolkhoz, coopératives), et dont la sphère d'action est limitée aux articles de consommation personnelle, qui ne peut évidemment se transformer d'aucune manière en une production capitaliste et qui est destinée, avec son « économie monétaire », à aider au développement et à la consolidation de la production socialiste.

Aussi ont-ils absolument tort, les camarades qui déclarent que, du moment que la société socialiste maintient les formes marchandes de la production, nous devrions rétablir chez nous toutes les catégories économiques propres au capitalisme : la force de travail comme marchandise, la plus-value, le capital, le profit du capital, le taux moyen du profit, etc. Ces camarades confondent la production marchande avec la production capi-

taliste et estiment que, du moment qu'il y a production marchande, il doit y avoir aussi production capitaliste. Ils ne comprennent pas que notre production marchande se distingue foncièrement de la production marchande en régime capitaliste.

Bien plus, je pense qu'il faut aussi renoncer à certaines autres notions empruntées au *Capital,* où Marx se livrait à l'analyse du capitalisme, — et artificiellement accolées à nos rapports socialistes. Je veux parler entre autres de notions telles que le travail « nécessaire » et le « surtravail », le produit « nécessaire » et le « surproduit », le temps « nécessaire » et le « temps extra ». Marx a analysé le capitalisme afin d'établir l'origine de l'exploitation de la classe ouvrière, la plus-value, et de fournir à la classe ouvrière privée des moyens de production une arme spirituelle pour renverser le capitalisme. On comprend que Marx use ici de concepts (catégories) qui correspondent parfaitement aux rapports capitalistes. Mais il serait plus qu'étrange de se servir actuellement de ces concepts, alors que la classe ouvrière, loin d'être privée du pouvoir et des moyens de production, détient au contraire le pouvoir et possède les moyens de production. Les propos sur la force de travail comme marchandise et sur le « salariat » des ouvriers paraissent assez absurdes dans notre régime : comme si la classe ouvrière, qui possède les moyens de production, se salariait elle-même et se vendait à elle-même sa force de travail. Il n'est pas moins étrange de parler aujourd'hui de travail « nécessaire » et de « surtravail » : comme si dans nos conditions, le travail des ouvriers donné à la société en vue d'élargir la production, de développer l'instruction, de protéger la santé publique, d'organiser la défense nationale, etc., n'était pas aussi nécessaire à la classe ouvrière, aujourd'hui au pouvoir, que le travail dépensé pour subvenir aux besoins personnels de l'ouvrier et de sa famille.

Il est à noter que Marx dans sa *Critique du programme de Gotha,* où il analyse non plus le capitalisme, mais entre autres la première phase de la société communiste, reconnaît que le travail consacré à la société pour élargir la production, pour l'instruction, la santé publique, les frais d'administration, la constitution de réserves, etc., est aussi nécessaire que le travail dépensé pour subvenir aux besoins de consommation de la classe ouvrière.

Je pense que nos économistes doivent en finir avec ce manque de concordance entre les vieilles notions et le nouvel état de choses dans notre pays socialiste, en substituant aux notions anciennes des notions appropriées à la nouvelle situation.

Nous avons pu tolérer ce manque de concordance un certain temps. Mais l'heure est venue où nous devons enfin remédier à ce défaut.

III. — *De la loi de la valeur en régime socialiste*

On demande parfois si la loi de la valeur existe et agit chez nous, dans notre régime socialiste.

Oui, elle existe et elle agit. Là où il y a marchandises et production marchande, la loi de la valeur existe nécessairement.

Chez nous, la sphère d'action de la loi de la valeur s'étend tout d'abord à la circulation des marchandises, à l'échange des marchandises par achat et vente, principalement à l'échange des marchandises d'usage personnel. Dans ce domaine, la loi de la valeur conserve un rôle régulateur, dans certaines limites, bien entendu.

L'action de la loi de la valeur ne se borne cependant pas à la sphère de la circulation des marchandises. Elle s'étend aussi à la production. Il est vrai que la loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur dans notre production socialiste. Mais elle agit néanmoins sur la production, et il faut nécessairement en tenir compte pour diriger la production. Le fait est que, chez nous, les produits de consommation nécessaires pour couvrir les dépenses de force de travail dans le processus de la production, sont fabriqués et sont réalisés en tant que marchandises soumises à l'action de la loi de la valeur. Là, précisément, la loi de la valeur exerce son action sur la production. Cela étant, l'autonomie financière et la rentabilité, le prix de revient, les prix, etc., ont aujourd'hui une importance d'actualité dans nos entreprises. C'est pourquoi nos entreprises ne peuvent ni ne doivent se passer de la loi de la valeur.

Est-ce un bien ? Ce n'est pas un mal. Dans les conditions où nous sommes aujourd'hui, cela n'est vraiment pas un mal, car cela développe chez nos spécialistes de l'économie un esprit de direction rationnelle de la production, cela les a disciplinés. Ce n'est pas un mal, puisque nos spécialistes de l'économie apprennent ainsi à évaluer le potentiel de production, à l'évaluer avec précision et à tenir compte aussi exactement des réalités de la production, au lieu de perdre leur temps à bavarder sur des « chiffres estimatifs » pris au hasard. Ce n'est pas un mal, puisque nos spécialistes de l'économie apprennent ainsi à chercher, à trouver et à exploiter les réserves latentes, dissimulées dans les profondeurs de la production, au lieu de les fouler aux pieds. Ce n'est pas un mal, puisque nos spécialistes de l'économie apprennent ainsi à améliorer systématiquement les méthodes de fabrication, à réduire le prix de revient, à pratiquer l'autonomie financière et à obtenir la rentabilité des entreprises. C'est là une bonne école pratique, qui accélère la montée de nos cadres de l'économie pour en faire de vrais dirigeants de la production socialiste à l'étape actuelle de son développement.

Le malheur n'est pas que la loi de la valeur agisse chez nous sur la production. Le malheur est que nos spécialistes de l'économie et de la planification, à peu d'exceptions près, connaissent mal l'action de la loi de la valeur, ne l'étudient pas et ne savent pas en tenir compte dans leurs calculs. C'est ce qui explique la confusion qui règne encore chez nous dans la politique des prix. Voici un exemple entre tant d'autres. Il y a quelque temps, on avait décidé de régler, dans l'intérêt de la culture cotonnière, le rapport des prix du coton et des céréales, de préciser le prix des céréales vendues aux cultivateurs de coton et de relever les prix du coton livré à l'Etat. A ce propos, nos spécialistes de l'économie et de la planification apportèrent une proposition qui ne pouvait que surprendre les membres du Comité central, étant donné qu'on y suggérait de fixer le prix de la tonne de céréales presque au même niveau que celui de la tonne de coton, le prix de la tonne de céréales étant porté au niveau de celui d'une tonne de pain. Les membres du Comité central ayant fait remarquer que le prix d'une tonne de pain devait être supérieur à celui d'une tonne de céréales, en raison des frais supplémentaires nécessités par la mouture et la cuisson; que le coton coûtait généralement bien plus cher que les céréales, ainsi qu'en témoignent les prix mondiaux du coton et des céréales, — les auteurs de la proposition ne purent rien dire de probant. Force fut au Comité central de prendre cette affaire en main, de diminuer les prix des céréales et de relever ceux du coton. Que serait-il advenu si la proposition de ces camarades avait reçu force de loi ? Nous aurions ruiné les cultivateurs de coton et serions restés sans coton.

Est-ce à dire que la loi de la valeur s'exerce chez nous avec la même ampleur qu'en régime capitaliste ; qu'elle est chez nous régulatrice de la production? Evidemment non. En réalité, dans notre régime économique, la loi de la valeur exerce son action dans un cadre strictement limité. On a déjà dit que, dans notre régime, la production marchande exerce son action dans un cadre limité. On peut en dire autant de l'action exercée par la loi de la valeur. Il est certain que l'absence de propriété privée des moyens de production et leur socialisation à la ville comme à la campagne ne peuvent que limiter la sphère d'action de la loi de la valeur et son degré d'influence sur la production.

C'est dans le même sens qu'intervient dans l'économie nationale la loi du développement harmonieux (proportionné), qui a remplacé la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production.

C'est dans le même sens qu'interviennent nos plans annuels et quinquennaux et, en général, toute notre politique économique qui s'appuie sur les exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

Tous ces faits pris ensemble font que la sphère d'action de la loi de la valeur est strictement limitée chez nous, et que la loi de la valeur ne peut, dans notre régime, jouer un rôle régulateur dans la production.

C'est ce qui explique d'ailleurs ce fait « stupéfiant » que, malgré l'essor continu et impétueux de la production socialiste, la loi de la valeur n'aboutit pas chez nous à des crises de surproduction, alors que la même loi de la valeur, qui a une large sphère d'action en régime capitaliste, aboutit, malgré les faibles rythmes de croissance de la production dans les pays capitalistes, à des crises périodiques de surproduction.

On dit que la loi de la valeur est une loi constante, obligatoire pour toutes les périodes du développement historique; que même si la loi de la valeur perd sa force comme régulateur des rapports d'échange dans la seconde phase de la société communiste, elle maintiendra, dans cette phase de développement, sa force comme régulateur des rapports entre les diverses branches de la production, comme régulateur de la répartition du travail entre les branches de la production.

Cela est tout à fait faux. La valeur, ainsi que la loi de la valeur, est une catégorie historique liée à l'existence de la production marchande. Avec la disparition de cette dernière, la valeur, avec ses formes, et la loi de la valeur disparaîtront aussi.

Dans la seconde phase de la société communiste, la quantité de travail dépensé pour fabriquer les produits, ne se mesurera plus par des voies détournées, au moyen de la valeur et de ses formes, comme c'est le cas pour la production marchande, mais directement et immédiatement par la quantité de temps, le nombre d'heures dépensées pour fabriquer les produits. En ce qui concerne la répartition du travail, celle-ci ne se réglera pas entre les branches de production par la loi de la valeur qui aura perdu sa force à ce moment, mais par l'accroissement des besoins de la société en produits. Ce sera une société où la production se réglera par les besoins de la société, et le recensement des besoins de la société acquerra une importance de premier ordre pour les organismes de planification.

Il est de même absolument faux d'affirmer que, dans notre régime économique actuel, à la première phase du développement de la société communiste, la loi de la valeur règle soi-disant les « proportions » de la répartition du travail entre les diverses branches de production.

Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables, de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout?

Si cela était juste, pourquoi ne fermerait-on pas chez nous les entreprises pour l'instant non rentables de l'industrie

lourde, où le travail des ouvriers ne produit pas « l'effet voulu », et pourquoi n'ouvrirait-on pas de nouvelles entreprises de l'industrie légère assurément rentable, où le travail des ouvriers pourrait produire un « plus grand effet »?

Si cela était juste, pourquoi ne transférerait-on pas chez nous les ouvriers des entreprises peu rentables, bien que très nécessaires à l'économie nationale, vers les entreprises plus rentables, selon la loi de la valeur qui règle soi-disant les « proportions » de la répartition du travail entre les branches de production?

Il est évident qu'en emboîtant le pas à ces camarades, il nous faudrait renoncer au primat de la production des moyens de production sur la production des moyens de consommation. Et que signifie renoncer au primat de la production des moyens de production? C'est rendre impossible la croissance incessante de notre économie nationale, car on ne saurait réaliser la croissance incessante de l'économie nationale, sans réaliser en même temps le primat de la production des moyens de production.

Ces camarades oublient que la loi de la valeur ne peut être le régulateur de la production qu'en régime capitaliste, alors qu'existent la propriété privée des moyens de production, la concurrence, l'anarchie de la production, les crises de surproduction. Ils oublient que la sphère d'action de la loi de la valeur est limitée chez nous par la propriété sociale des moyens de production, par l'action de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale, — elle est donc limitée aussi par nos plans annuels et quinquennaux qui sont le reflet approximatif des exigences de cette loi.

Certains camarades tirent de là cette conclusion que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification de celle-ci suppriment le principe de la rentabilité. Cela est absolument faux. Il en va tout autrement. Si l'on considère la rentabilité, non pas du point de vue des différentes entreprises ou branches de production ni au cours d'une seule année, mais du point de vue de l'ensemble de l'économie nationale et au cours de dix à quinze années par exemple, — ce qui serait le seul moyen d'aborder la question correctement, — la rentabilité momentanée et précaire des différentes entreprises ou branches de production ne peut soutenir aucune comparaison avec la forme supérieure d'une rentabilité solide et constante : celle que nous donnent l'action de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification de cette dernière, en nous débarrassant des crises économiques périodiques, destructrices de l'économie nationale qui apportent à la société un immense dommage matériel, et en nous assurant le progrès continu de l'économie nationale avec ses rythmes élevés.

Bref, il n'est pas douteux que dans nos conditions socialistes actuelles de production, la loi de la valeur ne peut être « régulatrice des proportions » dans la répartition du travail entre les diverses branches de production.

IV. — De la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, et de la liquidation des différences entre eux

Ce titre a trait à plusieurs problèmes qui se distinguent essentiellement les uns des autres; je les réunis cependant dans un seul chapitre, non pas pour les mêler, mais exclusivement en vue d'abréger mon exposé.

La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture constitue un problème connu, depuis longtemps soulevé par Marx et Engels. La base économique de cette opposition est l'exploitation de la campagne par la ville, l'expropriation de la paysannerie et la ruine de la majeure partie de la population rurale, dues au développement de l'industrie, du commerce, du système de crédit en régime capitaliste. Aussi faut-il considérer l'opposition entre la ville et la campagne en régime capitaliste comme une opposition d'intérêts. C'est sur ce terrain qu'a surgi cette attitude d'hostilité de la campagne à l'égard de la ville et en général à l'égard des « citadins ».

Il est certain qu'avec l'abolition du capitalisme et du système d'exploitation, avec le renforcement du régime socialiste dans notre pays, devait aussi disparaître l'opposition des intérêts entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. Et c'est ce qui advint. L'aide immense apportée à notre paysannerie par la ville socialiste, par notre classe ouvrière, pour liquider les grands propriétaires fonciers et les koulaks, a consolidé le terrain en vue de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie; d'autre part, l'approvisionnement systématique de la paysannerie et de ses kolkhoz en tracteurs et machines de premier ordre a fait que l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie s'est transformée en amitié entre elles. Sans doute, les ouvriers et la paysannerie kolkhozienne forment cependant deux classes qui se distinguent l'une de l'autre par leur situation respective. Mais cette distinction n'affaiblit en aucune manière leur amitié. Au contraire, leurs intérêts se situent sur le même plan, celui de la consolidation du régime socialiste et de la victoire du communisme. Il n'est donc pas étonnant qu'il ne reste plus trace de la méfiance d'autrefois et, à plus forte raison, de la haine de la campagne pour la ville.

Tout cela signifie que le terrain propice à l'opposition

entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture est d'ores et déjà liquidé par notre régime socialiste actuel.

Cela ne veut point dire, bien entendu, que la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne doit conduire au « déclin des grandes villes » (voir Engels : *Anti-Dühring*). Non seulement les grandes villes ne périront pas, mais il en surgira encore de nouvelles, qui seront des centres de grande culture intellectuelle, centres non seulement de la grande industrie, mais aussi de la transformation des produits agricoles et d'un puissant développement de toutes les branches de l'industrie alimentaire. C'est ce qui contribuera à l'épanouissement culturel du pays et conduira à l'égalisation des conditions d'existence dans les villes et les campagnes.

Il en va de même de la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel. C'est là aussi un problème connu, depuis longtemps posé par Marx et Engels. La base économique de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, c'est l'exploitation des travailleurs manuels par les représentants du travail intellectuel. Tout le monde connaît le fossé qui existait en régime capitaliste entre les travailleurs manuels dans les entreprises et le personnel de direction. On sait que ce fossé a donné lieu à une attitude hostile des ouvriers envers le directeur, le contremaître, l'ingénieur et autres représentants du personnel technique, qu'ils considéraient comme leurs ennemis. On comprend qu'avec l'abolition du capitalisme et du système d'exploitation, devait disparaître aussi l'opposition des intérêts entre le travail manuel et le travail intellectuel. Elle a effectivement disparu dans notre régime socialiste. Maintenant, travailleurs manuels et personnel de direction ne sont pas des ennemis, mais des camarades et des amis, membres d'une seule collectivité de producteurs, vivement intéressés au progrès et à l'amélioration de la production. De l'ancienne animosité, il ne reste plus trace.

Le problème de la disparition des différences entre la ville (l'industrie) et la campagne (l'agriculture), entre le travail intellectuel et le travail manuel revêt un tout autre caractère. Ce problème n'a pas été posé par les classiques du marxisme. C'est un problème nouveau, posé par la pratique du notre édification socialiste.

Ce problème n'a-t-il pas été imaginé de toutes pièces? A-t-il pour nous une importance pratique ou théorique? Non, on ne peut pas dire que ce problème ait été imaginé de toutes pièces. Au contraire, il est pour nous un problème sérieux au plus haut point.

Si l'on considère, par exemple, la différence entre l'agriculture et l'industrie, elle consiste chez nous non seulement en ce que les conditions de travail dans l'agriculture diffèrent des conditions de travail dans l'industrie, mais avant tout et principalement en ce que dans notre industrie les moyens de pro-

duction et les objets produits appartiennent au peuple, tandis que dans l'agriculture la propriété n'est pas celle du peuple entier mais celle d'un groupe, du kolkhoz. Ce fait, on l'a déjà dit, aboutit au maintien de la circulation des marchandises, et ce n'est qu'avec la disparition de cette différence entre l'industrie et l'agriculture que peut disparaître la production marchande avec toutes les conséquences qui en découlent. Par conséquent, on ne peut nier que la disparition de cette différence essentielle entre l'agriculture et l'industrie doive avoir pour nous une importance de premier plan.

Il faut en dire autant de la suppression de la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel. Ce problème a également pour nous une importance primordiale. Avant que l'émulation socialiste de masse ait pris de l'ampleur, notre industrie se développait en grinçant, et nombre de camarades préconisaient même de ralentir le rythme du développement industriel. Cela s'explique surtout par le fait que le niveau culturel et technique des ouvriers était trop bas et retardait de beaucoup sur le niveau du personnel technique. Les choses ont pourtant changé radicalement depuis que l'émulation socialiste a pris chez nous un caractère de masse. Dès lors, l'industrie a fait des progrès rapides. Pourquoi l'émulation socialiste a-t-elle pris un caractère de masse? Parce qu'il s'est trouvé parmi les ouvriers des groupes de camarades qui, non seulement s'étaient assimilé un minimum de connaissances techniques, mais sont allés au-delà et ont atteint le niveau du personnel technique; ils ont commencé à corriger les techniciens et les ingénieurs, à briser les normes existantes comme périmées, à introduire des normes nouvelles, plus modernes, etc. Que serait-il advenu si, au lieu de groupes d'ouvriers, la majorité des ouvriers avaient élevé leur niveau culturel et technique jusqu'au niveau des ingénieurs et des techniciens? Notre industrie aurait été portée à une hauteur inaccessible pour l'industrie des autres pays. On ne doit donc pas nier que la suppression de la différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel, en élevant le niveau culturel et technique des ouvriers au niveau du personnel technique, ne peut pas ne pas avoir pour nous une importance de premier plan.

Certains camarades soutiennent qu'avec le temps disparaîtront non seulement la différence essentielle entre l'industrie et l'agriculture, entre le travail manuel et le travail intellectuel, mais aussi TOUTES les différences entre eux. Cela est faux. La suppression de la différence essentielle entre l'industrie et l'agriculture ne peut pas aboutir à la suppression de toutes les différences entre elles. Une certaine différence, fût-elle insignifiante, demeurera assurément par suite des conditions différentes de travail dans l'industrie et dans l'agriculture. Même dans l'industrie, si l'on tient compte de ses diverses branches, les conditions de travail ne sont pas partout les mêmes : les

conditions de travail des mineurs, par exemple, diffèrent de celles des ouvriers d'une fabrique mécanisée de chaussures; les conditions de travail des mineurs de minerais diffèrent de celles des ouvriers occupés dans l'industrie mécanique. Si cela est juste, une certaine différence subsistera à plus forte raison entre l'industrie et l'agriculture.

Il faut en dire autant de la différence entre le travail intellectuel et le travail manuel. La différence essentielle entre eux, quant au niveau culturel et technique, disparaîtra assurément. Mais une certaine différence, fût-elle insignifiante, demeurera pourtant, ne serait-ce que parce que les conditions de travail du personnel de direction des entreprises ne sont pas identiques aux conditions de travail des ouvriers.

Ceux des camarades qui affirment le contraire s'appuient sans doute sur une formule de certaines de mes interventions où il est question de la suppression de la différence entre l'industrie et l'agriculture, entre le travail intellectuel et le travail manuel, sans qu'il soit spécifié qu'il s'agit là de supprimer la différence ESSENTIELLE, et non pas toutes les différences. C'est bien ainsi que les camarades ont compris ma formule, en supposant qu'elle signifie la suppression de toutes les différences. Mais cela veut dire que la formule était imprécise, non satisfaisante. Il faut la rejeter, la remplacer par une autre, affirmant la suppression des différences essentielles et le maintien des différences non essentielles entre l'industrie et l'agriculture, entre le travail intellectuel et le travail manuel.

V. — *De la désagrégation du marché mondial unique et de l'aggravation de la crise du système capitaliste mondial*

Le résultat économique le plus important de la deuxième guerre mondiale et de ses conséquences pour l'économie a été la désagrégation du marché mondial unique, universel. Ce qui a déterminé l'aggravation ultérieure de la crise générale du système capitaliste mondial.

La deuxième guerre mondiale a été elle-même engendrée par cette crise. Chacune des deux coalitions capitalistes engagées dans le conflit, espérait pouvoir battre l'adversaire et asseoir sa domination sur le monde. C'est en cela qu'elles cherchaient une issue à la crise. Les Etats-Unis d'Amérique comptaient mettre hors de combat leurs concurrents les plus dangereux, l'Allemagne et le Japon, s'emparer des marchés étrangers, des ressources mondiales de matières premières et asseoir leur domination sur le monde.

La guerre cependant n'a pas répondu à leurs espoirs. Il est vrai que l'Allemagne et le Japon ont été mis hors de combat

en tant que concurrents des trois principaux pays capitalistes : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France. Mais on a vu d'autre part se détacher du système capitaliste la Chine et les autres pays de démocratie populaire, ceux d'Europe, pour former avec l'Union soviétique un seul et puissant camp socialiste, opposé au camp du capitalisme. Le résultat économique de l'existence des deux camps opposés fut que le marché unique, universel s'est désagrégé, si bien que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui eux aussi s'opposent l'un à l'autre.

Notons que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avec la France, ont contribué eux-mêmes, bien entendu indépendamment de leur volonté, à former et à consolider le nouveau marché mondial parallèle. Ils ont soumis au blocus économique l'U.R.S.S., la Chine et les pays européens de démocratie populaire, qui ne faisaient pas partie du « plan Marshall », croyant ainsi pouvoir les étouffer. En réalité, loin d'être étranglé, le marché mondial nouveau a été consolidé.

Cependant l'essentiel dans cette affaire ne réside évidemment pas dans le blocus économique, mais dans le fait que, dans l'après-guerre, ces pays se sont associés économiquement et ont mis au point la coopération et l'entraide économiques. L'expérience de cette coopération montre qu'aucun pays capitaliste n'aurait pu accorder aux pays de démocratie populaire une aide aussi efficace et techniquement qualifiée que celle qu'ils reçoivent de l'Union soviétique. Le fait est que cette aide n'est pas seulement extrêmement bon marché et de premier ordre au point de vue technique. Le fait est surtout qu'à la base de cette coopération se trouve le désir sincère de s'entraider et d'arriver à un essor économique général. Résultat : nous enregistrons un rythme de développement élevé de l'industrie dans ces pays. On peut dire avec assurance qu'avec un tel rythme de développement de l'industrie, ces pays n'auront bientôt plus besoin d'importer des marchandises provenant des pays capitalistes, mais éprouveront eux-mêmes la nécessité de vendre à l'étranger l'excédent de leur production.

Mais il s'ensuit que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales, ne s'étendra pas mais diminuera; que les conditions, quant aux débouchés mondiaux, s'aggraveront pour ces pays, et que la sous-production des entreprises s'y accusera. C'est en cela précisément que consiste l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial à la suite de la désagrégation du marché mondial.

C'est ce que les capitalistes comprennent fort bien, car il est difficile de ne pas ressentir la perte de marchés tels que l'U.R.S.S., la Chine. Ils s'attachent à remédier à ces difficultés par le « plan Marshall », par la guerre en Corée, par la course

aux armements, par la militarisation de l'industrie. Mais cela ressemble fort au noyé qui s'accroche à un fétu de paille.

Devant cette situation deux problèmes se posent aux économistes :

a) Peut-on affirmer que la thèse bien connue de Staline sur la stabilité relative des marchés en période de crise générale du capitalisme, thèse formulée avant la deuxième guerre mondiale, soit toujours valable ?

b) Peut-on affirmer que la thèse bien connue, formulée par Lénine au printemps de 1916, selon laquelle, malgré sa putréfaction, « dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère », soit toujours valable ?

Je pense qu'on ne saurait l'affirmer. Etant donné les nouvelles conditions dues à la deuxième guerre mondiale, il faut considérer ces deux thèses comme périmées.

VI. — *De l'inévitabilité des guerres entre les pays capitalistes*

Certains camarades affirment qu'étant donné les nouvelles conditions internationales, après la deuxième guerre mondiale, les guerres entre pays capitalistes ne sont plus inévitables. Ils estiment que les contradictions entre le camp du socialisme et celui du capitalisme sont plus fortes que les contradictions entre pays capitalistes; que les Etats-Unis d'Amérique ont suffisamment mis les autres pays capitalistes sous leurs ordres pour les empêcher de se faire la guerre et de s'affaiblir mutuellement; que les hommes avancés du capitalisme sont trop instruits par l'expérience des deux guerres mondiales, qui ont porté un sérieux préjudice à l'ensemble du monde capitaliste, pour se permettre d'entraîner à nouveau les pays capitalistes dans une guerre entre eux; que, de ce fait, les guerres entre pays capitalistes ne sont plus inévitables.

Ces camarades se trompent. Ils voient les phénomènes extérieurs affleurant à la surface, mais ils n'aperçoivent pas les forces profondes qui, bien qu'agissant momentanément de façon invisible, n'en détermineront pas moins le cours des événements.

En apparence, la « sérénité » règne partout : les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des Etats-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse se maintenir « pour l'éternité » ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis d'Amérique ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher du joug américain pour s'engager sur le chemin de l'indépendance.

Considérons d'abord l'Angleterre et la France. Il est certain que ce sont des pays impérialistes. Il est certain que les matières premières à bon marché et les débouchés assurés ont pour eux une importance de premier plan. Peut-on imaginer qu'ils supporteront sans fin la situation actuelle, quand les Américains, à la faveur d'une « aide » accordée au titre du « plan Marshall », s'installent dans le système économique de la Grande-Bretagne et de la France, système dont ils veulent faire un appendice de l'économie américaine; quand le capital américain s'empare des matières premières et des débouchés dans les colonies anglo-françaises, préparant ainsi une catastrophe pour les profits élevés des capitalistes anglo-français? N'est-il pas plus exact de dire que l'Angleterre capitaliste et, à sa suite, la France capitaliste seront finalement obligées de s'arracher à l'étreinte des Etats-Unis et d'entrer en conflit avec eux pour s'assurer une situation indépendante et, bien entendu, des profits élevés ?

Passons aux principaux pays vaincus, à l'Allemagne (occidentale), au Japon. Ces pays mènent aujourd'hui une existence lamentable sous la botte de l'impérialisme américain. Leur industrie et leur agriculture, leur commerce, leur politique extérieure et intérieure, toute leur existence sont enchaînés par le « régime » d'occupation américain. Pourtant, hier encore, c'étaient de grandes puissances impérialistes qui ébranlaient les assises de la domination de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la France en Europe et en Asie. Penser que ces pays n'essaieront pas de se relever, de briser le « régime » des Etats-Unis et de s'engager sur le chemin de l'indépendance, c'est croire aux miracles.

On dit que les contradictions entre capitalisme et socialisme sont plus fortes que celles existant entre les pays capitalistes. Théoriquement, c'est juste, bien sûr. Ce n'est pas seulement juste aujourd'hui, cela l'était aussi avant la deuxième guerre mondiale. C'est ce que comprenaient plus ou moins les dirigeants des pays capitalistes. Et cependant, la deuxième guerre mondiale n'a pas commencé par la guerre contre l'U.R.S.S., mais par une guerre entre pays capitalistes. Pourquoi ? Parce que, premièrement, la guerre contre l'U.R.S.S., pays du socialisme, est plus dangereuse pour le capitalisme que la guerre entre pays capitalistes. Car si la guerre entre pays capitalistes pose seulement le problème de la prédominance de tels pays capitalistes sur tels autres, la guerre contre l'U.R.S.S. doit nécessairement poser la question de l'existence même du capitalisme. Parce que, deuxièmement, bien que les capitalistes, aux fins de « propagande », fassent du bruit autour de l'agressivité de l'Union soviétique, ils n'y croient pas eux-mêmes, puisqu'ils tiennent compte de la politique de paix de l'Union soviétique et savent que l'U.R.S.S. n'attaquera pas d'elle-même les pays capitalistes.

Au lendemain de la première guerre mondiale, on considérait aussi que l'Allemagne avait été définitivement mise hors de combat, de même que le sont aujourd'hui, selon certains camarades, le Japon et l'Allemagne. A ce moment, on disait aussi et on clamait dans la presse que les Etats-Unis d'Amérique avaient réduit l'Europe à la portion congrue ; que l'Allemagne ne pourrait plus se relever ; qu'il ne devait plus y avoir de guerre entre pays capitalistes. Mais, malgré cela, l'Allemagne s'est remise debout comme une grande puissance quinze à vingt ans après sa défaite ; elle s'est arrachée à la servitude et engagée sur le chemin de l'indépendance. Fait caractéristique : ce sont la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes qui ont aidé l'Allemagne à se relever économiquement et à rétablir son potentiel économique et militaire. Sans doute qu'en aidant l'Allemagne à se relever économiquement, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne entendaient diriger l'Allemagne, une fois relevée, contre l'Union soviétique, l'utiliser contre le pays du socialisme. L'Allemagne, cependant, a dirigé ses forces, en premier lieu, contre le bloc anglo-franco-américain. Et lorsque l'Allemagne hitlérienne eut déclaré la guerre à l'Union soviétique, le bloc anglo-franco-américain, loin de se rallier à l'Allemagne hitlérienne, fut obligé, au contraire, de se coaliser avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne.

Par conséquent, la lutte des pays capitalistes pour la possession des marchés et le désir de couler leurs concurrents se sont pratiquement révélés plus forts que les contradictions entre le camp du capitalisme et celui du socialisme.

On se demande : où est la garantie que l'Allemagne et le Japon ne se relèveront pas et ne tenteront pas de s'arracher à la servitude américaine pour commencer une vie propre, indépendante ? Je pense que cette garantie n'existe pas.

Il s'ensuit donc que l'inévitabilité des guerres entre pays capitalistes reste entière.

On dit qu'il faut considérer comme périmée la thèse de Lénine selon laquelle l'impérialisme engendre inévitablement les guerres, puisque de puissantes forces populaires ont surgi maintenant, qui défendent la paix contre une nouvelle guerre mondiale. Cela est faux.

Le mouvement actuel pour la paix se propose d'entraîner les masses populaires dans la lutte pour maintenir la paix, pour conjurer une nouvelle guerre mondiale. Par conséquent, il ne vise pas à renverser le capitalisme et à instaurer le socialisme, — il se borne à des buts démocratiques de lutte pour le maintien de la paix. A cet égard, le mouvement actuel pour le maintien de la paix se distingue de celui qui existait dans la période de la première guerre mondiale, et qui, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes.

Il se peut que, les circonstances aidant, la lutte pour la paix évolue çà et là vers la lutte pour le socialisme, mais ce ne sera plus le mouvement actuel en faveur de la paix, mais un mouvement pour renverser le capitalisme.

Le plus probable, c'est que le mouvement actuel en faveur de la paix, en tant que mouvement pour le maintien de la paix, contribuera, en cas de succès, à conjurer une guerre DONNÉE, à l'ajourner temporairement, à maintenir temporairement une paix DONNÉE, à faire démissionner le gouvernement belliciste et à y substituer un autre gouvernement disposé à maintenir provisoirement la paix. Cela est bien, naturellement. C'est même très bien. Mais cela ne suffit cependant pas pour supprimer l'inévitabilité des guerres, en général, entre pays capitalistes. Cela ne suffit pas, car malgré tous ces succès du mouvement de la paix, l'impérialisme demeure debout, reste en vigueur. Par conséquent, l'inévitabilité des guerres reste également entière.

Pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme.

VII. — Des lois économiques fondamentales du capitalisme actuel et du socialisme

On sait que la question des lois économiques fondamentales du capitalisme et du socialisme a été plusieurs fois soulevée au cours des discussions. Différentes opinions ont été émises à ce sujet, allant même jusqu'aux plus fantaisistes. Il est vrai que la plupart des participants de la discussion ont réagi mollement, et qu'aucune décision n'a été envisagée sur ce point. Toutefois, aucun des participants à la discussion n'a nié l'existence de ces lois.

Une loi économique fondamentale du capitalisme existe-t-elle? Oui, elle existe. Qu'est-ce que cette loi, quels sont ses traits caractéristiques? La loi économique fondamentale du capitalisme est celle qui définit, non pas un aspect particulier ou des processus particuliers du développement de la production capitaliste, mais tous les aspects principaux et tous les processus principaux de ce développement; elle définit donc l'essence de la production capitaliste, sa nature.

La loi de la valeur n'est-elle pas la loi économique fondamentale du capitalisme? Non. Elle est avant tout celle de la production marchande. Elle existait avant le capitalisme et continue d'exister, ainsi que la production marchande, après le renversement du capitalisme, par exemple dans notre pays, avec, il est vrai, une sphère d'action limitée. Certes, la loi de la valeur, qui comporte une large sphère d'action dans le cadre du capitalisme, joue un grand rôle dans le développement de la production capitaliste; mais non seulement elle ne définit

pas l'essence de la production capitaliste et la base du profit capitaliste : elle ne pose même pas ces problèmes. Elle ne peut donc pas être la loi économique fondamentale du capitalisme actuel.

Pour les mêmes raisons, ni la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production, ni la loi du développement inégal du capitalisme dans les différents pays ne peut être la loi économique fondamentale du capitalisme.

On soutient que la loi du taux moyen du profit est la loi économique fondamentale du capitalisme actuel. Cela est faux. Le capitalisme actuel, le capitalisme de monopole, ne peut se contenter du taux moyen qui, au surplus, a tendance à diminuer par suite du relèvement de la composition organique du capital. L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le profit maximum, nécessaire pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie.

La loi qui convient le mieux à la notion de loi économique fondamentale du capitalisme, est celle de la plus-value, celle de la naissance et de l'accroissement du profit capitaliste. En effet, elle détermine les traits essentiels de la production capitaliste. Mais la loi de la plus-value est une loi d'ordre trop général, qui ne touche pas aux problèmes du taux maximum du profit, dont la garantie est la condition du développement du capitalisme monopoliste. Pour combler cette lacune, il faut concrétiser la loi de la plus-value et la développer, en accord avec les conditions du capitalisme de monopole, en tenant compte que ce dernier ne réclame pas n'importe quel profit, mais précisément le profit maximum. C'est ce qui constitue la loi économique fondamentale du capitalisme actuel.

Les traits principaux et les exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés.

On dit que le profit moyen pourrait néanmoins, dans les conditions actuelles, suffire amplement au développement capitaliste. C'est faux. Le profit moyen, c'est la limite inférieure de la rentabilité, au-dessous de laquelle la production capitaliste devient impossible. Mais il serait ridicule de penser que les brasseurs d'affaires de l'actuel capitalisme monopoliste, en s'emparant des colonies, en asservissant les peuples et en déclenchant des guerres, entendent ne s'assurer qu'un profit moyen. Non, ce n'est pas le profit moyen, ni lé surprofit, qui ne représente en règle générale qu'une certaine majoration du

profit moyen, mais précisément le profit maximum qui est le moteur du capitalisme de monopole. C'est justement la nécessité de réaliser les profits maxima qui pousse le capitalisme de monopole à des actes hasardeux comme l'asservissement et le pillage systématique des colonies et des autres pays arriérés, la transformation d'une série de pays indépendants en pays dépendants, l'organisation de nouvelles guerres qui sont, pour les brasseurs d'affaires du capitalisme actuel, le meilleur « business » leur permettant de tirer le maximum de profits; enfin, les efforts tentés pour conquérir la domination économique mondiale.

La portée de la loi économique fondamentale du capitalisme consiste entre autres en ceci : en définissant tous les phénomènes importants dans le développement du mode de production capitaliste, ses périodes d'essor et de crise, ses victoires et ses défaites, ses mérites et ses défauts, — tout le processus de son développement contradictoire, — elle permet de les comprendre et de les expliquer.

Voici un exemple « frappant » entre tant d'autres.

Tout le monde connaît les faits tirés de l'histoire et de la pratique du capitalisme, qui montrent l'essor impétueux de la technique en régime capitaliste, les capitalistes s'affirmant alors des champions de la technique avancée, des révolutionnaires dans le développement de la technique de production. Mais on connaît également des faits d'un autre genre qui montrent que le développement de la technique subit des arrêts en régime capitaliste, les capitalistes faisant alors figure de réactionnaires par rapport au développement de la technique nouvelle et recourant souvent au travail fait à la main.

Comment expliquer cette contradiction flagrante? On ne peut l'expliquer que par la loi économique fondamentale du capitalisme actuel, c'est-à-dire par la nécessité de réaliser le maximum de profits. Le capitalisme est pour la technique nouvelle, quand elle lui fait entrevoir de plus grands profits. Il est contre la technique nouvelle et pour le retour au travail à la main, lorsque la technique nouvelle ne lui fait plus entrevoir de profits plus élevés.

Voilà ce qu'il en est de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel.

Existe-t-il une loi économique fondamentale du socialisme? Oui, elle existe. Quels sont les traits essentiels et les exigences de cette loi ? Les traits essentiels et les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société en développant et en perfectionnant sans cesse la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

Par conséquent : au lieu d'assurer le maximum de profits, on assure la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels de la société; au lieu de développer la production avec des temps d'arrêt, — de l'essor à la crise, de la crise à l'essor, — on accroît sans arrêt la production; au lieu d'arrêts périodiques dans le progrès technique, s'accompagnant d'une destruction des forces productives de la société, c'est un perfectionnement ininterrompu de la production sur la base d'une technique supérieure.

On dit que la loi économique fondamentale du socialisme est celle du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale. Cela est faux. Le développement harmonieux de l'économie nationale et, par suite, sa planification, qui constitue le reflet plus ou moins fidèle de cette loi, ne peuvent rien donner par eux-mêmes, si on ignore au nom de quels objectifs se fait le développement planifié de l'économie nationale, ou bien si la tâche n'est pas claire. La loi du développement harmonieux de l'économie nationale ne peut donner l'effet voulu que dans le cas où il y a une tâche au nom de laquelle ce développement se poursuit. Cette tâche ne peut être fournie par la loi même du développement harmonieux de l'économie nationale. A plus forte raison ne peut-elle pas être fournie par la planification de l'économie nationale. Cette tâche est contenue dans la loi économique fondamentale du socialisme sous la forme des exigences exposées plus haut. Aussi, la loi du développement harmonieux de l'économie nationale ne peut-elle exercer à fond son action que si cette action s'appuie sur la loi économique fondamentale du socialisme.

En ce qui concerne la planification de l'économie nationale, elle ne peut obtenir de résultats positifs qu'en observant deux conditions : *a*) si elle reflète correctement les exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale; *b*) si elle tient compte partout des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

VIII. — Autres questions

1) La question de la contrainte extra-économique en régime féodal.

Sans doute, la contrainte extra-économique a contribué à consolider le pouvoir économique des féodaux, sans constituer toutefois la base du féodalisme; c'était la propriété féodale de la terre qui en était le fondement.

2) La question de la propriété personnelle du foyer kolkhozien.

On aurait tort de dire dans le projet de manuel que « chaque foyer kolkhozien a en jouissance personnelle une

vache, du menu bétail et de la volaille ». On sait qu'en réalité la vache, le menu bétail, la volaille, etc., ne sont pas un objet de jouissance personnelle, mais la PROPRIÉTÉ personnelle du foyer kolkhozien. L'expression « jouissance personnelle » a été empruntée sans doute au Statut-type de l'artel agricole. Mais il y a là une erreur. La Constitution de l'U.R.S.S., élaborée avec plus de soin, dit autre chose, à savoir :

« Chaque foyer kolkhozien... a... en propre une économie auxiliaire sur le terrain attenant à la maison, une maison d'habitation, du bétail de production, de la volaille et du menu matériel agricole. »

C'est exact, bien entendu.

Il faudrait, en outre, dire plus en détail, que chaque kolkhozien possède en propre d'une à tant de vaches, selon les conditions locales, tant de moutons, de chèvres, de porcs (en nombre à déterminer suivant les conditions locales) et un nombre illimité de volailles (canards, oies, poules, dindes).

Ces détails ont une grande importance pour nos camarades à l'étranger, qui veulent savoir exactement ce qui reste, précisément, au foyer kolkhozien à titre de propriété personnelle, depuis que la collectivisation de l'agriculture a été réalisée chez nous.

3) La question des fermages que les paysans payaient aux propriétaires fonciers, ainsi que des dépenses nécessitées par l'achat de terre.

Il est dit dans le projet de manuel qu'à la suite de la nationalisation du sol, « la paysannerie s'est libérée des fermages qu'elle payait aux propriétaires fonciers — près de 500 millions de roubles par an » (ajoutons : « en or »). Il faudrait préciser ce chiffre, car il tient compte, me semble-t-il, des fermages non pas de toute la Russie, mais seulement de la majorité des provinces russes. Il ne faut pas perdre de vue que dans certaines contrées périphériques de la Russie, le fermage se payait en nature, ce dont les auteurs du projet de manuel ne semblent pas avoir tenu compte. En outre, il ne faut pas oublier que la paysannerie s'est libérée non seulement des fermages, mais aussi des dépenses annuelles nécessitées par l'achat de terre. En a-t-on tenu compte dans le projet de manuel? Il me semble que non; or, il faudrait en tenir compte.

4) La question de la fusion des monopoles avec l'appareil d'Etat.

Le mot « fusion » ne convient pas. Ce terme exprime de façon superficielle et descriptive le rapprochement des monopoles et de l'Etat, mais sans dégager le sens économique de ce rapprochement qui n'entraîne pas simplement la fusion, mais la subordination de l'appareil d'Etat aux monopoles. Il faudrait

donc rejeter le mot « fusion », et y substituer les mots « subordination de l'appareil d'Etat aux monopoles ».

5) La question de l'emploi des machines en U.R.S.S.

Il est dit dans le projet de manuel qu' « en U.R.S.S., les machines sont employées toutes les fois qu'elles épargnent du travail à la société ». Ce n'est pas du tout ce qu'il faudrait dire. Premièrement, les machines en U.R.S.S. épargnent toujours du travail à la société, ce qui fait que nous ne connaissons pas d'exemple de machines qui, en U.R.S.S., n'aient pas épargné du travail à la société. Deuxièmement, non seulement les machines épargnent du travail, mais encore elles facilitent le travail des hommes, ce qui fait que, dans nos conditions, contrairement à celles du capitalisme, les ouvriers emploient très volontiers les machines dans leur travail.

Il faudrait donc dire que nulle part les machines ne sont employées aussi volontiers qu'en U.R.S.S., car elles épargnent du travail à la société et facilitent le travail des ouvriers. Et comme le chômage n'existe pas en U.R.S.S., les ouvriers emploient très volontiers les machines dans l'économie nationale.

6) La question de la situation matérielle de la classe ouvrière dans les pays capitalistes.

Quand on parle de la situation matérielle de la classe ouvrière, on pense d'habitude aux ouvriers occupés dans la production, et l'on ne tient pas compte de la situation matérielle de ce qu'on appelle l'armée de réserve des sans-travail, l'armée des chômeurs. Une telle façon de traiter de la situation matérielle de la classe ouvrière est-elle juste? Je pense que non. Si les chômeurs forment une armée de réserve, dont les membres n'ont pas de quoi vivre, sinon de la vente de leur force de travail, les chômeurs doivent forcément faire partie de la classe ouvrière; mais alors leur situation misérable ne peut qu'influer sur la situation matérielle des ouvriers occupés. Je pense donc que lorsqu'on caractérise la situation matérielle de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, il faudrait tenir compte aussi de la situation de l'armée de réserve des ouvriers sans travail.

7) La question du revenu national.

Je pense qu'il faudrait inclure ABSOLUMENT dans le projet de manuel un nouveau chapitre sur le revenu national.

8) La question du chapitre spécial du manuel sur Lénine et Staline, créateurs de l'économie politique du socialisme.

Je pense que le chapitre « *La doctrine marxiste du socialisme. La création par Lénine et Staline de l'économie politique du socialisme* » doit être supprimé. Il est absolument inutile dans ce manuel, puisqu'il n'apporte rien de nouveau et ne fait que répéter faiblement ce qui a été dit avec plus de détails dans les chapitres précédents.

En ce qui concerne les autres questions, je n'ai pas d'observations à ajouter aux « propositions » des camarades Ostrovitianov, Léontiev, Chépilov, Gatovski et autres.

IX. — La portée internationale d'un manuel marxiste d'économie politique

Je pense que les camarades ne tiennent pas suffisamment compte de toute l'importance d'un manuel marxiste d'économie politique. Ce manuel n'est pas seulement nécessaire à notre jeunesse soviétique. Il l'est surtout aux communistes de tous les pays et aux gens qui sympathisent avec eux. Nos camarades à l'étranger veulent savoir comment nous avons fait pour secouer le joug capitaliste, pour transformer l'économie du pays dans l'esprit du socialisme, pour gagner l'amitié de la paysannerie : comment nous avons fait pour transformer notre pays, hier encore misérable et faible, en un pays riche, puissant; ce que sont les kolkhoz; pourquoi, malgré la socialisation des moyens de production, nous maintenons la production marchande, l'argent, le commerce, etc. Ils veulent savoir tout cela et bien d'autres choses, non point par simple curiosité, mais pour apprendre de nous et utiliser notre expérience dans leur propre pays. Aussi, la publication d'un bon manuel marxiste d'économie politique a-t-elle une importance politique non seulement nationale, mais encore une grande importance internationale.

Il faut donc un manuel pouvant servir de livre de chevet à la jeunesse révolutionnaire, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi au-delà de ses frontières. Il ne doit pas être trop volumineux, sinon il ne pourra pas être un livre de chevet, et l'on aura de la peine à se l'assimiler, à en venir à bout. Mais il doit contenir toutes les choses essentielles concernant aussi bien l'économie de notre pays que celle du capitalisme et du système colonial.

Certains camarades ont proposé, au cours des débats, d'inclure dans le manuel toute une série de nouveaux chapitres, les historiens : sur l'histoire, les hommes politiques : sur la politique; les philosophes : sur la philosophie; les économistes : sur l'économie. Mais cela aurait fait prendre au manuel des proportions démesurées. Naturellement, on ne peut l'admettre. Le manuel utilise la méthode historique pour illustrer les problèmes d'économie politique, mais cela ne veut pas encore dire que nous devions faire du manuel d'économie politique une histoire des rapports économiques.

Il nous faut un manuel de 500, de 600 pages au maximum, — pas plus. Ce sera un livre de chevet en matière d'économie politique marxiste, un excellent cadeau aux jeunes communistes de tous les pays.

2

Du reste, étant donné le niveau insuffisant de la formation marxiste de la plupart des partis communistes étrangers, ce manuel sera également d'une grande utilité pour les cadres communistes plus âgés de ces pays.

X. — *Les moyens d'améliorer le projet de manuel d'économie politique*

Certains camarades, au cours de la discussion, ont mis trop de zèle à « démolir » le projet de manuel; ils ont blâmé ses auteurs pour leurs erreurs et leurs omissions, et ont affirmé que le projet n'est pas réussi. Cela n'est pas juste. Sans doute, il y a des erreurs et des omissions dans le manuel, — il y en a presque toujours dans un travail important. De toute façon, l'immense majorité des participants de la discussion ont reconnu pourtant que le projet de manuel pouvait servir de base au futur manuel et n'a besoin que de certaines rectifications et de certaines adjonctions. En effet, il suffit de comparer le projet aux manuels d'économie politique en circulation pour conclure qu'il dépasse d'une tête les manuels existants. C'est là un grand mérite des auteurs de ce projet.

Je pense que pour l'améliorer, il faudrait nommer une commission à effectif réduit, en y comprenant non seulement les auteurs du manuel et des partisans de la majorité de ceux qui ont pris part à la discussion, mais aussi des adversaires de la majorité, critiques violents du projet de manuel.

On ferait bien d'inclure dans la commission un statisticien averti qui vérifierait les chiffres et introduirait dans le projet de nouvelles statistiques, de même qu'un juriste expérimenté pour vérifier l'exactitude des formules.

Il faudrait exempter temporairement les membres de la ommission de tout autre travail, en les pourvoyant pleinement ous le rapport matériel, afin qu'ils puissent se consacrer entièement à ce travail.

En outre, il faudrait nommer un comité de rédaction, disons de trois personnes, pour la mise au point définitive du manuel. Cela est également nécessaire à l'unité de style qui est, hélas, totalement absente du projet de manuel.

Les délais de présentation du manuel mis au point au Comité central : un an.

1er février 1952. J. STALINE.

RÉPONSE AU CAMARADE ALEXANDRE ILITCH NOTKINE

CAMARADE Notkine,

Je ne vous ai pas répondu aussitôt, parce que je ne juge pas urgentes les questions que vous posez. D'autant plus qu'il est d'autres questions ayant un caractère d'urgence et qui, naturellement, retiennent l'attention et la détournent de votre lettre.

Je réponds point par point.

Premier point.

Dans mes *Remarques* figure la thèse connue selon laquelle la société n'est pas impuissante devant les lois de la science, que les hommes, en connaissant les lois économiques, peuvent les utiliser dans l'intérêt de la société. Vous prétendez que cette thèse ne peut être étendue aux autres formations de la société, qu'elle n'est valable que pour le socialisme et le communisme, que le caractère spontané des processus économiques, en régime capitaliste par exemple, ne permet pas à la société d'utiliser les lois économiques dans son intérêt.

C'est faux. A l'époque de la révolution bourgeoise, en France par exemple, la bourgeoisie a utilisé contre le féodalisme la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production féodaux, elle a créé des rapports de production nouveaux, bourgeois, et les a fait concorder avec le caractère des forces productives, qui se sont développées au sein du régime féodal. La bourgeoisie l'a fait non pas en vertu de ses facultés particulières, mais parce qu'elle y était vivement intéressée. Les féodaux s'y opposaient non par stupidité, mais parce qu'ils étaient vivement intéressés à empêcher l'application de cette loi.

Il faut en dire autant de la Révolution socialiste dans notre pays. La classe ouvrière a utilisé la loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production bourgeois, elle a créé des rapports de production nouveaux, socialistes, et les a fait concorder avec le caractère des forces productives. Elle a pu le faire, non en vertu de ses facultés

particulières, mais parce qu'elle y était vivement intéressée. La bourgeoisie qui, de force d'avant-garde à l'aube de la révolution bourgeoise, avait eu le temps de se transformer en une force contre-révolutionnaire, a résisté par tous les moyens à l'application de cette loi — résisté non point par manque d'organisation ni parce que le caractère spontané des processus économiques la poussait à la résistance, mais principalement parce qu'elle était vivement intéressée à la non-application de cette loi.

Par conséquent :

1. L'utilisation des processus économiques, des lois économiques dans l'intérêt de la société a lieu, dans une mesure plus ou moins grande, non seulement en régime socialiste et communiste, mais aussi dans les autres formations.

2. L'utilisation des lois économiques dans une société de classe a toujours et partout des mobiles de classe, et le promoteur de l'utilisation des lois économiques dans l'intérêt de la société est toujours et partout la classe d'avant-garde, tandis que les classes déclinantes s'y opposent.

En l'occurrence, la différence entre le prolétariat, d'une part, et les autres classes qui accomplirent jadis, au cours de l'histoire, des révolutions dans les rapports de production, d'autre part, c'est que les intérêts de classe du prolétariat se fondent avec les intérêts de l'immense majorité de la société, car la révolution du prolétariat ne signifie pas la suppression de telle ou telle forme d'exploitation, mais la suppression de toute exploitation, tandis que les révolutions des autres classes, en supprimant simplement telle ou telle forme d'exploitation, n'allaient pas au-delà de leurs intérêts de classe étroits, qui se trouvaient en contradiction avec les intérêts de la majorité de la société.

Les *Remarques* parlent des mobiles de classe qui font que les lois économiques sont utilisées dans l'intérêt de la société. Il y est dit :

« Alors que dans le domaine de la nature, la découverte et l'application d'une nouvelle loi ont lieu plus ou moins sans entrave, dans le domaine économique, la découverte et l'application d'une nouvelle loi, qui porte atteinte aux intérêts des forces déclinantes de la société, rencontrent la résistance la plus énergique de ces forces. »

Or vous n'avez prêté aucune attention à ce passage.

Deuxième point.

Vous prétendez que l'entière correspondance entre les rapports de production et le caractère des forces productives ne peut être obtenue qu'en régime socialiste et communiste et

que, dans les autres formations, on ne peut réaliser qu'une correspondance incomplète.

C'est faux. A l'époque qui a suivi la révolution bourgeoise, lorsque la bourgeoisie a détruit les rapports de production féodaux et instauré des rapports de production bourgeois, il y a eu incontestablement des périodes où les rapports de production bourgeois ont été entièrement conformes au caractère des forces productives. Autrement, le capitalisme n'aurait pas pu se développer aussi rapidement qu'il l'a fait après la révolution bourgeoise.

Ensuite, on ne peut pas prendre dans leur acception absolue les mots « entière correspondance ». On ne peut pas les interpréter en ce sens qu'en régime socialiste, les rapports de production ne marqueraient aucun retard sur l'accroissement des forces productives. Les forces productives sont les forces les plus mobiles et les plus révolutionnaires de la production. Elles devancent, sans conteste, les rapports de production, en régime socialiste également. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les rapports de production s'adaptent au caractère des forces productives.

Dès lors, comment faut-il comprendre les mots « entière correspondance » ? Il faut les comprendre ainsi : en régime socialiste, les choses ne vont pas habituellement jusqu'à un conflit entre les rapports de production et les forces productives, la société a la possibilité de faire concorder en temps utile les rapports de production retardataires et le caractère des forces productives. La société socialiste a la possibilité de le faire parce qu'elle n'a pas, dans son sein, de classes déclinantes pouvant organiser la résistance. Certes, dans le régime socialiste également, il y aura des forces d'inertie retardataires, ne comprenant pas la nécessité de modifier les rapports de production, mais il sera, évidemment, facile d'en venir à bout, sans pousser les choses jusqu'à un conflit.

Troisième point.

Il ressort de vos raisonnements que vous considérez comme une marchandise les moyens de production et, tout d'abord, les instruments de production fabriqués par nos entreprises nationalisées.

Peut-on considérer les moyens de production, dans notre régime socialiste, comme une marchandise ? Selon moi, absolument pas.

La marchandise est un produit de la production, qui se vend à tout acheteur; et au moment de la vente, le propriétaire de la marchandise perd son droit de propriété, tandis que l'acheteur devient propriétaire de la marchandise ; il peut la revendre, la mettre en gage, la laisser pourrir. Cette

définition convient-elle pour les moyens de production ? Il est clair que non. Premièrement, les moyens de production ne « se vendent » pas à tout acheteur, ils ne « se vendent » pas même aux kolkhoz ; ils sont simplement répartis par l'Etat entre ses entreprises. Deuxièmement, le propriétaire des moyens de production, l'Etat, lorsqu'il les remet à telle ou telle entreprise, ne perd aucunement le droit de propriété sur les moyens de production, mais, au contraire, le conserve intégralement. Troisièmement, les directeurs d'entreprises qui ont reçu de l'Etat des moyens de production, non seulement n'en deviennent pas les propriétaires, mais, au contraire, sont les fondés de pouvoir de l'Etat soviétique pour l'utilisation des moyens de production, en accord avec les plans fixés par l'Etat.

Comme on le voit, les moyens de production, dans notre régime, ne sauraient aucunement être classés dans la catégorie des marchandises.

Pourquoi alors parle-t-on de la valeur des moyens de production, de leur prix de revient, de leur prix de vente, etc. ?

Pour deux raisons.

Premièrement, cela est nécessaire pour les calculs, pour le règlement des comptes, pour établir le caractère rentable ou déficitaire des entreprises, pour vérifier et contrôler ces dernières. Mais ce n'est là que le côté formel de la question.

Deuxièmement, cela est nécessaire pour pouvoir, dans l'intérêt du commerce extérieur, vendre des moyens de production aux Etats étrangers. Ici, dans le domaine du commerce extérieur, mais SEULEMENT DANS CE DOMAINE, nos moyens de production sont effectivement des marchandises et se vendent effectivement (sans guillemets).

Ainsi donc, dans le domaine du commerce extérieur, les moyens de production fabriqués par nos entreprises conservent les propriétés de marchandises tant pour le fond que que pour la forme, tandis que dans le circuit économique à l'intérieur du pays, les moyens de production perdent les propropriétés des marchandises, cessent d'être des marchandises, sortent de la sphère d'action de la loi de la valeur et ne conservent que l'apparence extérieure de marchandises (calculs, etc.).

Comment expliquer cette particularité ?

C'est que, dans nos conditions socialistes, le développement économique se fait non par révolutions, mais par modications graduelles, lorsque l'ancien n'est pas purement et simplement aboli, mais change de nature pour s'adapter au nouveau, et ne conserve que sa forme; le nouveau, pour sa part, ne supprime pas purement et simplement l'ancien, mais le pénètre, modifie sa nature, ses fonctions, sans briser sa forme mais en l'utilisant pour le développement du nouveau. Il en est ainsi non seulement des marchandises, mais aussi de la mon-

naie dans notre circuit économique, de même qu'avec les banques qui, en perdant leurs anciennes fonctions et en en acquérant de nouvelles, conservent leur forme ancienne, utilisée par le régime socialiste.

Si l'on envisage la question du point de vue formel, du point de vue des processus qui s'opèrent à la surface des phénomènes, on en arrive à cette fausse conclusion que les catégories du capitalisme restent soi-disant en vigueur dans notre économie. Mais si l'on analyse la question du point du vue marxiste, qui fait une distinction rigoureuse entre le contenu du processus économique et sa forme, entre les processus profonds de développement et les phénomènes superficiels, on ne peut arriver qu'à cette conclusion, la seule juste : c'est que, chez nous, se sont principalement conservés la forme, l'aspect extérieur des anciennes catégories du capitalisme ; quant au fond, ces catégories ont changé radicalement, selon les nécessités du développement de l'économie nationale, de l'économie socialiste.

Quatrième point.

Vous affirmez que la loi de la valeur exerce une action régulatrice sur les prix des « moyens de production » produits par l'agriculture et livrés à l'Etat aux prix de stockage. Ce disant, vous avez en vue des « moyens de production » comme les matières premières, par exemple, le coton. Vous auriez pu ajouter le lin, la laine et autres matières premières agricoles.

Notons tout d'abord qu'en l'occurrence, l'agriculture ne produit pas les « moyens de production », mais un des moyens de production : les matières premières. On ne doit pas jouer sur les mots « moyens de production ». Lorsque les marxistes parlent de la production des moyens de production, ils entendent tout d'abord la production des instruments de production, ce que Marx appelle les « *moyens mécaniques de travail, dont l'ensemble peut être appelé l'ossature et la musculature de la production* », système qui constitue les « *indices distinctifs caractéristiques d'une époque donnée de la production sociale.* » Mettre sur le même plan une partie des moyens de production (matières premières) et les moyens de production, y compris les instruments de production, c'est pécher contre le marxisme, car le marxisme part du rôle déterminant des instruments de production par rapport à tous les autres moyens de production. Chacun sait que les matières premières par elles-mêmes ne peuvent produire des instruments de production, bien que certaines variétés de matières premières soient indispensables à la fabrication des instruments de production, tandis qu'aucune matière première ne peut être produite sans instruments de production.

Poursuivons. L'action que la loi de la valeur exerce sur

le prix des matières premières produites dans l'agriculture, est-elle une action RÉGULATRICE, comme vous l'affirmez, camarade Notkine ? Elle serait régulatrice si le « libre » jeu des prix des matières premières agricoles existait chez nous, si la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production jouait chez nous, si nous n'avions pas d'économie planifiée, si la production des matières premières n'était pas réglée par un plan. Mais étant donné que tous ces « si » sont inexistants dans notre système d'économie nationale, l'action de la loi de la valeur sur les prix des matières premières agricoles ne peut en aucune façon être régulatrice. Premièrement, chez nous, les prix des matières premières agricoles sont fermes, établis par le plan, et non « libres ». Deuxièmement, le volume de la production des matières premières agricoles n'est pas établi spontanément, ni par des éléments fortuits, mais par le plan. Troisièmement, les instruments de production nécessaires à la production des matières premières agricoles ne sont pas concentrés entre les mains d'individus, ou de groupes d'individus, mais entre les mains de l'Etat. Que reste-t-il après cela du rôle régulateur de la loi de la valeur ? On voit qu'elle-même est réglée par les faits indiqués plus haut, faits inhérents à la production socialiste.

Par conséquent, on ne peut nier que la loi de la valeur agit sur la formation des prix des matières premières agricoles, qu'elle en est un des facteurs. A plus forte raison ne doit-on pas nier le fait que cette action n'est, ni ne peut être régulatrice.

Cinquième point.

Parlant de la rentabilité de l'économie nationale, de l'économie socialiste, j'ai fait dans mes *Remarques* des objections à certains camarades qui affirment que notre économie nationale planifiée n'accordant pas une préférence marquée aux entreprises rentables et admettant l'existence à leur côté d'entreprises non rentables, elle détruirait soi-disant le principe même de la rentabilité dans l'économie. Dans les *Remarques,* il est dit que la rentabilité des différentes entreprises et branches de production, ne saurait aucunement être comparée à la rentabilité supérieure que nous donne la production socialiste, qui nous prémunit contre les crises de surproduction et nous garantit un accroissement incessant de la production.

Mais on aurait tort d'en tirer la conclusion que la rentabilité des différentes entreprises et branches de production n'a pas de valeur particulière et ne mérite pas une sérieuse attention. Evidemment, c'est faux. La rentabilité des différentes entreprises et branches de production a une importance énorme pour le développement de notre production. On doit en tenir compte en planifiant tant la construction que la production.

C'est l'a b c de notre activité économique au stade actuel de son développement.

Sixième point.

On ne sait pas au juste comment il faut comprendre votre formulation à propos du capitalisme : « *la production élargie sous un aspect sensiblement déformé.* » De telles productions, et élargies, par-dessus le marché, n'existent pas dans la réalité.

Depuis que le marché mondial s'est scindé et que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales a commencé à se retrécir, il est évident que le caractère cyclique du développement du capitalisme — accroissement et réduction de la production — doit cependant persister. Toutefois, l'accroissement de la production dans ces pays se fera sur une base restreinte, car le volume de la production ira diminuant dans ces pays.

Septième point.

La crise générale du système capitaliste mondial a commencé pendant la première guerre mondiale, notamment du fait que l'Union soviétique s'est détachée du système capitaliste. Ce fut la première étape de la crise générale. Pendant la deuxième guerre mondiale, la deuxième étape de la crise générale s'est développée, surtout après que se sont détachés du système capitaliste les pays de démocratie populaire d'Europe et d'Asie. La première crise à l'époque de la première guerre mondiale et la seconde orise à l'époque de la seconde guerre mondiale ne doivent pas être considérées comme des crises indépendantes, distinctes, coupées l'une de l'autre, mais comme des étapes du développement de la crise générale du système capitaliste mondial.

Cette crise générale du capitalisme mondial est-elle une crise uniquement politique ou uniquement économique ? Ni l'un ni l'autre. C'est une crise générale, c'est-à-dire une crise affectant tous les aspects du système capitaliste mondial, englobant l'économie aussi bien que la politique. On conçoit qu'à la base de cette crise se trouvent la décomposition toujours plus accentuée du système économique mondial du capitalisme, d'une part, et la puissance économique grandissante des pays qui se sont détachés du capitalisme : l'U.R.S.S., la Chine et les autres pays de démocratie populaire, d'autre part.

21 avril 1952. J. STALINE.

DES ERREURS DU CAMARADE L. D. IAROCHENKO

Le camarade Iarochenko a fait tenir dernièrement aux membres du Bureau politique du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. une lettre datée du 20 mars, portant sur un certain nombre de problèmes économiques débattus en novembre à la discussion que l'on sait. L'auteur de cette lettre se plaint que ni les principaux documents qui font le point de la discussion, ni les *Remarques* du camarade Staline « *ne tiennent aucun compte du point de vue* » du camarade Iarochenko. Dans sa missive, le camarade Iarochenko propose en outre qu'on l'autorise à écrire une « Economie politique du socialisme », en un an ou dix-huit mois, et qu'on lui adjoigne à cet effet deux assistants.

Je crois qu'il faudra examiner quant au fond les doléances du camarade Iarochenko aussi bien que sa proposition.

Commençons par les doléances.

En quoi consiste donc le « point de vue » du camarade Iarochenko, dont il n'a été tenu aucun compte dans les documents précités ?

I

L'erreur principale du camarade Iarochenko

Si l'on veut caractériser en deux mots le point de vue du camarade Iarochenko, on doit dire qu'il n'est pas marxiste et, par suite, qu'il est profondément erroné.

L'erreur principale du camarade Iarochenko, c'est qu'il s'écarte du marxisme quant au rôle des forces productives et des rapports de production dans le développement de la société; qu'il exagère à l'extrême le rôle des forces productives et minimise d'autant celui des rapports de production, pour finir par déclarer qu'en régime socialiste, les rapports de production font partie des forces productives.

Le camarade Iarochenko veut bien admettre que les rapports de production jouent un certain rôle quand existent des « contradictions de classes antagonistes », attendu que dans ces conditions les rapports de production « contrarient le déve-

loppement des forces productives ». Mais ce rôle, il le réduit à un rôle négatif, au rôle de facteur entravant le développement des forces productives, paralysant ce développement. Aux yeux du camarade Iarochenko, les rapports de production n'ont point d'autres fonctions, n'ont point de fonctions positives.

Pour ce qui est du régime socialiste où les « contradictions de classes antagonistes » ont disparu et où les rapports de production « ne contrarient plus le développement des forces productives », le camarade Iarochenko estime qu'ici, tout rôle indépendant, quel qu'il soit, des rapports de production, est exclu; les rapports de production cessent d'être un facteur important du développement et sont absorbés par les forces productives, comme la partie dans le tout. En régime socialiste, « *les rapports de production entre les hommes,* dit le camarade Iarochenko, *font partie de l'organisation des forces productives en tant que moyen, en tant qu'élément de cette organisation* ». (Voir la lettre du camarade Iarochenko au Bureau politique.)

Quelle est donc, dans ce cas, la principale tâche de l'Economie politique du socialisme ? Le camarade Iarochenko répond : « *Le principal problème de l'Economie politique du socialisme* N'EST *donc* PAS *d'étudier les rapports de production entre les hommes de la société socialiste,* MAIS *d'élaborer et de développer une théorie scientifique de l'organisation des forces productives dans la production sociale, une théorie de la planification du développement de l'économie nationale.* » (Voir le discours du camarade Iarochenko à l'Assemblée plénière de la discussion.)

C'est, au fond, ce qui explique que le camarade Iarochenko ne s'intéresse pas à des problèmes économiques du régime socialiste tels que l'existence de formes différentes de propriété dans notre économie, la circulation des marchandises, la loi de la valeur, etc., car il estime que ce sont des problèmes de second ordre, propres à susciter uniquement des controverses scolastiques. Il déclare expressément que, dans son Economie politique du socialisme, « *les controverses sur le rôle de telle ou telle catégorie de l'économie politique du socialisme — valeur, marchandise, argent, crédit, etc. — qui, souvent, revêtent chez nous un caractère scolastique,* SONT REMPLACÉES *par de saines considérations sur une organisation rationnelle des forces productives dans la production sociale, sur l'élaboration des principes scientifiques qui seront à la base de cette organisation* ». (Voir le discours du camarade Iarochenko à la section de l'Assemblée plénière de la discussion.)

Donc, une économie politique sans problèmes économiques.

Le camarade Iarochenko croit qu'il suffit d' « une organisation rationnelle des forces productives » pour passer du socia-

lisme au communisme sans difficultés particulières. Il estime que c'est parfaitement suffisant pour passer au communisme. Il déclare expressément qu' « *en régime socialiste, la lutte pour l'édification d'une société communiste se réduit essentiellement à la lutte pour une organisation judicieuse des forces productives et leur utilisation rationnelle dans la production sociale* » (voir le discours à l'Assemblée plénière de la discussion). Le camarade Iarochenko proclame triomphalement que « *le communisme est la forme la plus haute d'organisation scientifique des forces productives dans la production sociale* ».

Ainsi, le régime communiste ne serait au fond qu' « une organisation rationnelle des forces productives ».

De tout ceci, le camarade Iarochenko conclut qu'il ne peut exister une Economie politique commune à toutes les formations sociales ; qu'il doit exister deux économies politiques : l'une pour les formations sociales présocialistes, dont l'objet est l'étude des rapports de production entre les hommes ; l'autre pour le régime socialiste, dont l'objet doit être non pas l'étude des rapports de production, c'est-à-dire économiques, mais celle des problèmes de l'organisation rationnelle des forces productives.

Tel est le point de vue du camarade Iarochenko.

Que peut-on dire de ce point de vue ?

Il est faux, premièrement, que le rôle des rapports de production dans l'histoire de la société se borne à celui d'entrave paralysant le développement des forces productives. Quand les marxistes disent que les rapports de production jouent le rôle d'entrave, ils n'envisagent pas n'importe quels rapports de production, mais seulement les rapports de production anciens, qui ne correspondent plus à l'essor des forces productives, et, par suite, entravent leur développement. Mais, outre les anciens rapports de production, il en existe, on le sait, de nouveaux, qui remplacent les anciens. Peut-on dire que le rôle des nouveaux rapports de production se réduit à celui d'entrave des forces productives ? Evidemment, non. Les nouveaux rapports de production sont, au contraire, la force PRINCIPALE et décisive qui détermine, à proprement parler, le développement ultérieur et, de plus, vigoureux des forces productives ; et, sans eux, les forces productives sont condamnées à végéter, comme c'est le cas, aujourd'hui, dans les pays capitalistes.

Nul ne peut nier le développement prodigieux des forces productives de notre industrie soviétique au cours des quinquennats. Mais ce développement ne se serait pas produit si, en octobre 1917, nous n'avions substitué aux rapports de production anciens, capitalistes, des rapports de production nouveaux, socialistes. Sans cette révolution dans les rapports de production, dans les rapports économiques de notre pays, les forces

productives végéteraient chez nous comme elles végètent à présent dans les pays capitalistes.

Nul ne peut nier le développement prodigieux des forces productives de notre agriculture depuis 20-25 ans. Mais ce développement ne se serait pas produit si, dans les années 30, nous n'avions substitué aux rapports de production anciens, capitalistes, des rapports de production nouveaux, collectivistes, dans les campagnes. Sans cette révolution dans la production, les forces productives de notre agriculture végéteraient comme elles végètent à présent dans les pays capitalistes.

Certes, les nouveaux rapports de production ne peuvent rester ni ne restent éternellement nouveaux; ils commencent à vieillir et entrent en contradiction avec le développement ultérieur des forces productives ; ils perdent peu à peu leur rôle de principal moteur des forces productives pour lesquelles ils deviennent une entrave. Alors, à la place de ces rapports de production périmés, apparaissent de nouveaux rapports de production dont le rôle est d'être le principal moteur du développement ultérieur des forces productives.

Cette particularité du développement des rapports de production — passant du rôle d'entrave des forces productives à celui de principal moteur qui les pousse en avant, et du rôle de principal moteur à celui d'entrave des forces productives — constitue un des principaux éléments de la dialectique matérialiste marxiste. C'est ce que savent aujourd'hui tous les marxistes débutants. C'est ce qu'ignore, visiblement, le camarade Iarochenko.

Il est faux, deuxièmement, que le rôle indépendant des rapports de production, c'est-à-dire économiques, disparaisse en régime socialiste ; que les rapports de production soient absorbés par les forces productives ; que la production sociale, en régime socialiste, se ramène à l'organisation des forces productives. Le marxisme considère la production sociale comme un tout présentant deux aspects indissociables : les forces productives de la société (rapports entre la société et les forces de la nature contre lesquelles la société lutte pour s'assurer les biens matériels qui lui sont indispensables), et les rapports de production (rapports des hommes entre eux dans le processsus de la production). Ce sont deux aspects différents de la production sociale, bien qu'ils soient indissolublement liés entre eux. Et c'est justement parce qu'ils constituent deux aspects différents de la production sociale qu'ils peuvent exercer une action réciproque. Affirmer que l'un de ces aspects peut être absorbé par l'autre et devenir partie intégrante de celui-ci, c'est pécher de la manière la plus grave contre le marxisme.

Marx dit :

« Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent

qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production (1). »

Par conséquent, la production sociale présente deux aspects qui, bien qu'indissolublement liés entre eux, n'en traduisent pas moins deux catégories de rapports différents : les rapports des hommes avec la nature (forces productives) et les rapports des hommes entre eux dans le processus de la production (rapports de production). Seule l'existence simultanée de ces deux aspects de la production nous donne la production sociale, qu'il s'agisse du régime socialiste ou d'autres formations sociales.

Apparemment, le camarade Iarochenko n'est pas tout à fait d'accord avec Marx. Il estime que cette thèse de Marx n'est pas applicable au régime socialiste. C'est bien pourquoi il réduit la tâche de l'Economie politique du socialisme à l'organisation rationnelle des forces productives, en faisant table rase des rapports de production, c'est-à-dire des rapports économiques, et en isolant de ceux-ci les forces productives.

Il s'ensuit qu'au lieu d'une Economie politique marxiste, le camarade Iarochenko nous propose quelque chose dans le genre de la *Science générale de l'organisation* de Bogdanov.

Ainsi donc, parti de cette idée juste que les forces productives sont les forces les plus mobiles et les plus révolutionnaires de la production, le camarade Iarochenko pousse cette idée à l'absurde, aboutit à la négation du rôle des rapports de production, des rapports économiques, en régime socialiste; ce faisant, au lieu d'une production sociale au sens complet du mot, il nous propose une technologie étriquée et unilatérale de la production, quelque chose dans le genre de la « technique de l'organisation sociale » de Boukharine.

Marx dit :

« *Dans la production sociale de leur existence* [c'est-à-dire dans la production des biens matériels nécessaires à leur vie — *J. S.*], *les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes de*

(1) Karl Marx : *Travail salarié et capital*, suivi de *Salaire, prix et profit*, p. 31, Editions Sociales, Paris, 1952.

conscience sociales déterminées. » (Voir la Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique.*) (1)

Autrement dit, chaque formation sociale, la société socialiste y comprise, a sa base économique constituée par l'ensemble des rapports de production entre les hommes. La question se pose : que devient, aux yeux du camarade Iarochenko, la base économique du régime socialiste ? Le camarade Iarochenko, on le sait, a déjà liquidé les rapports de production en régime socialiste en tant que domaine plus ou moins indépendant, faisant entrer le peu qui en subsistait dans l'organisation des forces productives. Le régime socialiste a-t-il une base économique propre ? se demandera-t-on. Il est évident que les rapport de production ayant disparu, comme force plus ou moins indépendante, en régime socialiste, ce régime reste sans base économique propre.

Donc, un régime socialiste qui n'a pas sa base économique. N'est-ce pas plutôt comique ?...

Peut-il exister un régime social qui n'ait pas sa base économique? Le camarade Iarochenko, apparemment, estime que oui. Mais le marxisme, lui, estime que de pareils régimes sociaux n'existent pas.

Il est faux, enfin, que le communisme soit l'organisation rationnelle des forces productives ; que le régime communiste se réduise essentiellement à l'organisation rationnelle des forces productives ; qu'il suffise d'organiser rationnellement les forces productives pour passer au communisme sans grandes difficultés. Il existe dans notre littérature une autre définition, une autre formule du communisme, la formule de Lénine : « *Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification de tout le pays.* » Apparemment, la formule de Lénine ne plaît pas au camarade Iarochenko, et il lui substitue une formule de son cru : « *Le communisme est la forme la plus haute d'organisation scientifique des forces productives dans la production sociale.* »

Premièrement, nul ne sait ce qu'est au juste cette « forme la plus haute d'organisation scientifique », ou organisation « rationnelle » des forces productives, prônée par le camarade Iarochenko, quel en est le contenu concret. Le camarade Iarochenko répète des dizaines de fois cette formule mythique dans ses discours à l'Assemblée plénière, aux sections de la discussion, dans sa lettre aux membres du Bureau politique ; mais, nulle part, il ne dit un seul mot pour tenter d'expliquer comment comprendre exactement cette « organisation rationnelle » des forces productives à laquelle se réduirait essentiellement le régime communiste.

(1) Dans Karl MARX - Friedrich ENGELS : *Etudes philosophiques*, pp. 72-73, Editions Sociales, Paris, 1951.

Deuxièmement, si l'on a à choisir entre les deux formules, ce n'est pas la formule de Lénine, la seule juste, qu'il faut rejeter, mais la pseudo-formule du camarade Iarochenko, manifestement tirée par les cheveux et non marxiste, empruntée à l'arsenal de Bogdanov, à la *Science générale de l'organisation*.

Le camarade Iarochenko croit qu'il suffit d'arriver à organiser rationnellement les forces productives pour obtenir l'abondance des produits et passer au communisme, passer de la formule : « à chacun selon son travail » à la formule : « à chacun selon ses besoins ». C'est une grave erreur qui dénote une incompréhension totale des lois du développement économique du socialisme. Le camarade Iarochenko se représente, de façon trop simple, puérilement simpliste, les conditions du passage du socialisme au communisme. Le camarade Iarochenko ne comprend pas qu'on ne saurait ni obtenir une abondance de produits susceptible de satisfaire tous les besoins de la société, ni passer à la formule : « à chacun selon ses besoins », en laissant subsister des faits économiques tels que la propriété de groupe, kolkhozienne, la circulation des marchandises, etc. Le camarade Iarochenko ne comprend pas qu'avant de passer à la formule : « à chacun selon ses besoins », la société doit faire sa rééducation économique et culturelle en passant par une série d'étapes au cours desquelles le travail, qui n'était qu'un moyen d'assurer son existence, deviendra, aux yeux de la société, le premier besoin vital, et la propriété sociale la base immuable et intangible de l'existence de la société.

Pour préparer le passage au communisme, passage réel et non purement déclaratif, on doit réaliser pour le moins trois conditions essentielles préalables.

1° Il est indispensable, premièrement, d'assurer solidement non pas une « organisation rationnelle » mythique des forces productives, mais une croissance continue de toute la production sociale avec primauté pour la croissance de la production des moyens de production. La primauté pour la croissance de la production des moyens de production est indispensable non seulement parce qu'elle doit assurer l'équipement de ses propres entreprises comme des entreprises de toutes les autres branches de l'économie nationale, mais encore parce que, sans elle, il est absolument impossible d'obtenir une reproduction élargie.

2° Il importe, deuxièmement, par étapes graduelles, avec profit pour les kolkhoz et, par conséquent, pour toute la société, de porter la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale et de substituer à la circulation des marchandises, également par étapes graduelles, un système d'échange des produits, afin que le pouvoir central ou un autre

centre social économique quelconque puisse disposer de tous les produits de la production sociale dans l'intérêt de la société.

Le camarade Iarochenko se trompe quand il soutient qu'en régime socialiste, il n'existe aucune contradiction entre les rapports de production et les forces productives de la société. Certes, nos rapports de production connaissent actuellement une période où ils correspondent pleinement à l'essor des forces productives et les font progresser à pas de géant. Mais ce serait une erreur de se tranquilliser et de croire qu'il n'existe aucune contradiction entre nos forces productives et nos rapports de production. Des contradictions, il y en a et il y en aura certainement, puisque le développement des rapports de production retarde et retardera sur le développement des forces productives. Si les organismes dirigeants appliquent une politique juste, ces contradictions ne peuvent dégénérer en antagonisme, et elles n'aboutiront pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives de la société. Il en ira autrement si nous faisons une politique erronée, comme celle que recommande le camarade Iarochenko. Un conflit sera alors inévitable, et nos rapports de production risquent de devenir une très sérieuse entrave au développement ultérieur des forces productives.

Aussi les organismes dirigeants ont-ils pour tâche de noter en temps utile les contradictions qui mûrissent et de prendre à temps des mesures pour les surmonter en adaptant les rapports de production à l'essor des forces productives. Cela concerne surtout des phénomènes économiques tels que la propriété d'un groupe — propriété kolkhozienne —, la circulation des marchandises. Certes, à l'heure actuelle, nous utilisons ces phénomènes avec succès pour développer l'économie socialiste, et ils rendent à notre société d'incontestables services. Il n'est pas douteux qu'ils en rendront encore dans un avenir immédiat. Mais ce serait faire preuve d'un impardonnable aveuglement que de ne pas voir que, par ailleurs, ces faits commencent, dès aujourd'hui, à entraver le puissant développement de nos forces productives, en empêchant l'Etat de planifier entièrement l'économie nationale, et notamment l'agriculture. Il est hors de doute que plus nous irons et plus ces faits entraveront la croissance des forces productives de notre pays. Il s'agit donc de liquider ces contradictions en transformant progressivement la propriété kolkhozienne en propriété de tout le peuple et en substituant, également par étapes graduelles, l'échange des produits à la circulation des marchandises.

3. Il importe, troisièmement, de parvenir à un essor culturel de la société assurant à tous ses membres le développement dans tous les domaines de leurs dons physiques et intellectuels afin que les membres de la société puissent recevoir une ins-

truction suffisante pour devenir des artisans actifs du développement social, pour qu'ils soient à même de choisir librement une profession et ne soient pas rivés, en vertu de la division du travail existante, à une seule profession pour toute la durée de leur vie.

Que faut-il pour cela ?

Il serait erroné de croire qu'un progrès culturel aussi important des membres de la société est possible sans de sérieuses modifications dans la situation actuelle du travail. Il faut pour cela, tout d'abord, réduire la journée de travail au moins à six heures et, plus tard, à cinq heures. Cela est nécessaire pour que les membres de la société aient suffisamment de temps libre pour recevoir une instruction universelle. Il faut pour cela instituer aussi l'instruction polytechnique obligatoire, indispensable pour que les membres de la société puissent choisir librement une profession et ne pas être attachés toute leur vie à une profession quelconque unique. A cette fin, il faudra aussi améliorer de façon radicale les conditions de l'habitat, doubler au minimum et peut-être augmenter plus encore le salaire réel des ouvriers et des employés, aussi bien au moyen de l'élévation directe du salaire en espèces que, surtout, en continuant à baisser systématiquement les prix des articles de grande consommation.

Telles sont les conditions essentielles qui prépareront le passage au communisme.

C'est seulement lorsque TOUTES ces conditions préalables, prises dans leur ensemble, auront été réalisées, qu'on pourra espérer qu'aux yeux des membres de la société, le travail aura cessé d'être une corvée, pour devenir « *le premier besoin de l'existence* » (Marx) ; que « *le travail, au lieu d'être un fardeau, sera une joie* » (Engels) ; que la propriété sociale sera considérée par tous les membres de la société comme la base immuable et intangible de l'existence de la société.

C'est seulement lorsque TOUTES ces conditions préalables, prises dans leur ensemble, auront été réalisées, qu'on pourra passer de la formule socialiste : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », à la formule communiste : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Ce sera le passage intégral d'une économie, celle du socialisme, à une autre économie, supérieure, celle du communisme.

On voit que le passage du socialisme au communisme n'est pas une chose aussi simple que l'imagine le camarade Iarochenko.

Vouloir ramener toute cette tâche complexe et multiple, qui demande des changements d'ordre économique extrêmement profonds, à une « organisation rationnelle des forces productives », comme le fait le camarade Iarochenko, c'est substituer le bogdanovisme au marxisme.

II

Autres erreurs du camarade Iarochenko

1. Parti d'un point de vue erroné, le camarade Iarochenko en tire des conclusions erronées sur le caractère et l'objet de l'économie politique.

Le camarade Iarochenko, partant du fait que chaque formation sociale a ses lois économiques spécifiques, nie la nécessité d'une économie politique valable pour toutes les formations sociales. Mais il est complètement dans l'erreur, et il est ici en désaccord avec des marxistes comme Engels, comme Lénine.

Engels dit que l'économie politique est « *la science des conditions et des formes dans lesquelles* LES DIVERSES SOCIÉTÉS HUMAINES *ont produit et échangé et dans lesquelles, en conséquence, les produits se sont chaque fois répartis* (1) ». Par conséquent, l'économie politique étudie les lois du développement économique non d'une formation sociale quelconque, mais des différentes formations sociales.

Cette matière de voir était, on le sait, entièrement partagée par Lénine qui, dans ses remarques critiques au sujet du livre de Boukharine : *l'Economie de la période de transition*, a dit que Boukharine avait tort de limiter la sphère d'action de l'économie politique à la production marchande, et avant tout à la production capitaliste ; et il notait que Boukharine faisait ici « *un pas en arrière par rapport à Engels* ».

A cette manière de voir répond entièrement la définition de l'économie politique donnée dans le projet de manuel d'économie politique, où il est dit que l'économie politique est la science qui étudie « *les lois de la production sociale et de la répartition des biens matériels* AUX DIFFÉRENTS DEGRÉS *du développement de la société humaine* ».

Et cela se conçoit. Les différentes formations sociales, dans leur développement économique, obéissent non seulement à leurs lois économiques spécifiques, mais aussi aux lois économiques communes à toutes les formations ; par exemple, à des lois comme celle de l'unité des forces productives et des rapports de production dans une même production sociale, comme celle des rapports entre les forces productives et les rapports de production dans le processus du développement de toutes les formations sociales. Par conséquent, les formations sociales ne sont pas seulement séparées l'une de l'autre par leurs lois spécifiques ; elles sont aussi reliées l'une à l'autre par les lois économiques qui leur sont communes à toutes.

---

(1) *Anti-Dühring*, p. 182.

Engels avait parfaitement raison de dire :

« *Pour mener jusqu'au bout cette critique de l'économie bourgeoise, il ne suffisait pas de connaître la forme capitaliste de production, d'échange et de répartition. Les formes qui l'ont précédée ou qui existent encore à côté d'elle dans des pays moins évolués, devaient également être étudiées, tout au moins dans leurs traits essentiels, et servir de points de comparaison* (1). »

Il est évident qu'ici, dans cette question, le camarade Iarochenko fait écho à Boukharine.

Poursuivons. Le camarade Iarochenko affirme que, dans son « Economie politique du socialisme », « *les catégories de l'économie politique : valeur, marchandise, argent, crédit, etc.,* SONT REMPLACÉES *par de saines considérations sur une organisation rationnelle des forces productives dans la production sociale* » ; que, par suite, CETTE économie politique a pour objet NON PAS les rapports de production du socialisme, MAIS « *l'élaboration et le développement d'une théorie scientifique de l'organisation des forces productives, d'une théorie de la planification de l'économie nationale, etc.* » ; qu'en régime socialiste, les rapports de production perdent toute importance propre et sont absorbés par les forces productives dont ils deviennent partie intégrante.

Je dois dire que jamais encore « marxiste » fourvoyé n'avait débité chez nous pareil charabia. En effet, qu'est-ce qu'une économie politique du socialisme sans problèmes économiques, sans problèmes de production ? Peut-il exister une économie politique de ce genre ? Que signifie remplacer, dans l'économie politique du socialisme, les problèmes économiques par les problèmes de l'organisation des forces productives ? Cela revient à liquider l'économie politique du socialisme. Et c'est ce que fait le camarade Iarochenko : il liquide l'économie politique du socialisme. En l'occurrence, il rejoint en tous points Boukharine. Boukharine DISAIT qu'avec la destruction du capitalisme, doit être supprimée l'économie politique. Le camarade Iarochenko ne le dit pas, mais il le FAIT, quand il liquide l'économie politique du socialisme. Il est vrai qu'il fait mine de ne pas être tout à fait d'accord avec Boukharine, mais ce n'est là qu'une ruse, et une ruse à bon marché. En réalité, il fait ce que prêchait Boukharine et contre quoi s'élevait Lénine. Le camarade Iarochenko marche sur les traces de Boukharine.

Poursuivons. Le camarade Iarochenko ramène les problèmes de l'économie politique du socialisme aux problèmes de l'organisation rationnelle des forces productives, aux problèmes de la planification de l'économie nationale, etc. Mais il

(1) *Anti-Dühring*, pp. 182-183.

se trompe gravement. Les problèmes de l'organisation rationnelle des forces productives, de la planification de l'économie nationale, etc., sont l'objet non pas de l'économie politique, mais de la politique économique des organismes dirigeants. Ce sont deux domaines différents qu'on ne doit pas confondre. Le camarade Iarochenko a embrouillé ces deux choses différentes, et le voilà en bien fâcheuse posture ! L'économie politique étudie les lois du développement des rapports de production entre les hommes. La politique économique en tire des conclusions pratiques, les concrétise et s'en inspire dans son activité quotidienne. Encombrer l'économie politique des problèmes de la politique économique, c'est la tuer en tant que science.

L'économie politique a pour objet les rapports de production, les rapports économiques, entre les hommes. Ces rapports englobent : *a*) les formes de propriété des moyens de production; *b*) la situation des différents groupes sociaux dans la production et leurs relations réciproques ou, pour reprendre l'expression de Marx, « l'échange de leurs activités », qui découlent de ces formes; *c*) les formes de répartition de produits, qui en dépendent entièrement. C'est tout cela qui, dans son ensemble, constitue l'objet de l'économie politique.

Dans cette définition manque le mot « échange », qui figure dans la définition d'Engels. Cela, parce que beaucoup entendent d'ordinaire par « échange » l'échange de marchandises, qui est le propre non pas de toutes les formations sociales, mais seulement de certaines d'entre elles, d'où parfois un malentendu, bien que par le mot « échange » Engels n'entende pas uniquement l'échange de marchandises. Or, on voit que ce qu'Engels entendait par le mot « échange » a trouvé place dans la définition précitée dont il est partie intégrante. Il s'ensuit que par son contenu cette définition de l'objet de l'économie politique coïncide entièrement avec celle d'Engels.

2. Quand on parle de la loi économique fondamentale de telle ou telle formation sociale, on sous-entend habituellement que cette dernière ne peut avoir plusieurs lois économiques fondamentales, qu'elle ne saurait avoir qu'une loi économique fondamentale, précisément parce qu'elle est FONDAMENTALE. Sinon, nous aurions plusieurs lois économiques fondamentales pour chaque formation sociale, ce qui est en contradiction avec la notion même de loi fondamentale. Pourtant, le camarade Iarochenko est d'un autre avis. Il estime qu'il peut exister non pas une, mais plusieurs lois économiques fondamentales du socialisme. C'est incroyable, mais c'est un fait. Dans son discours à l'Assemblée plénière de la discussion, il a dit :

« *Le volume des fonds matériels de la production et de la reproduction sociales, et la relation qui existe entre eux, sont déterminés par la quantité et la perspective d'accroissement de la force de travail engagée dans la production sociale. C'est*

la loi économique fondamentale de la société socialiste, qui conditionne la structure de la production et de la reproduction sociales en régime socialiste. »

C'est la première loi économique fondamentale du socialisme.

Dans ce même discours, le camarade Iarochenko déclare :

« *La relation qui existe entre les sections I et II est conditionnée, dans la société socialiste, par le besoin de produire des moyens de production dans les proportions nécessaires pour entraîner dans la production sociale toute la population apte au travail. C'est la loi économique fondamentale du socialisme, en même temps qu'une stipulation de notre Constitution, qui découle du droit au travail des citoyens soviétiques.* »

C'est, pour ainsi dire, la seconde loi économique fondamentale du socialisme.

Enfin, dans sa lettre aux membres du Bureau politique, le camarade Iarochenko déclare :

« *Partant de là, on pourrait, ce me semble, formuler à peu près comme suit les traits et les exigences essentiels de la loi économique fondamentale du socialisme : production toujours croissante et se perfectionnant sans cesse des conditions de la vie matérielle et culturelle de la société.* »

Cela fait une troisième loi économique fondamentale du socialisme.

Toutes ces lois sont-elles des lois économiques fondamentales du socialisme, ou seulement l'une d'entre elles, et laquelle? A ces questions, le camarade Iarochenko ne donne aucune réponse dans sa dernière lettre aux membres du Bureau politique. Quand il formulait dans sa lettre aux membres du Bureau politique la loi économique fondamentale du socialisme, il avait sans doute « oublié » que dans son discours à l'Assemblée plénière de la discussion, trois mois auparavant, il avait déjà formulé deux autres lois économiques fondamentales du socialisme, croyant apparemment que cette combinaison plus que douteuse passerait inaperçue. Mais, on le voit, cet espoir ne s'est pas réalisé.

Admettons que les deux premières lois économiques fondamentales du socialisme formulées par le camarade Iarochenko soient nulles et non avenues; que désormais le camarade Iarochenko considère comme loi économique fondamentale du socialisme la troisième formule, exposée dans sa lettre aux membres du Bureau politique. Voyons la lettre du camarade Iarochenko.

Le camarade Iarochenko y dit qu'il n'est pas d'accord avec la définition de la loi économique fondamentale du socia-

lisme donnée dans les *Remarques* du camarade Staline. Il déclare :

« *Le principal, dans cette définition, c'est « assurer la satisfaction maxima des besoins... de toute la société ». La production est présentée ici comme un moyen d'atteindre ce but principal : satisfaire les besoins. Cette définition donne tout lieu de croire que la loi économique fondamentale du socialisme formulée par vous part, non du primat de la production, mais du primat de la consommation.* »

Il est évident que le camarade Iarochenko n'a rien compris au fond du problème, et ne voit pas que ses propos sur le primat de la consommation ou de la production n'ont absolument rien à voir ici. Quand on parle du primat de tel ou tel processus social sur un autre processus, on sous-entend d'ordinaire que ces deux processus sont plus ou moins de même nature. On peut et on doit parler du primat de la production des moyens de production sur la production des moyens de consommation, car dans les deux cas il s'agit de production, donc de choses qui sont plus ou moins de même nature. Mais on ne saurait parler, il serait faux de parler du primat de la consommation sur la production, ou de la production sur la consommation, car la production et la consommation sont deux domaines absolument distincts, liés entre eux il est vrai, mais cependant distincts. Le camarade Iarochenko ne comprend vraisemblablement pas qu'il s'agit ici non du primat de la consommation ou de la production mais du BUT qu'assigne la société à la production sociale, de la TACHE à laquelle elle subordonne la production sociale, disons en régime socialiste. Le camarade Iarochenko sort donc, une fois de plus, tout à fait du sujet quand il dit que « la base de la vie de la société socialiste, comme de toute autre société, c'est la production ». Le camarade Iarochenko oublie que les hommes produisent non pour produire, mais pour satisfaire leurs besoins. Il oublie que la production, détachée de la satisfaction des besoins de la société, s'étiole et meurt.

Peut-on, d'une façon générale, parler du but que poursuit la production capitaliste ou socialiste, des tâches auxquelles est subordonnée la production capitaliste ou socialiste? Je pense qu'on le peut et qu'on le doit.

Marx dit :

« *Le but immédiat de la production capitaliste n'est pas la production des marchandises, mais de la plus-value ou du profit sous sa forme développée; non pas du produit, mais du surproduit. De ce point de vue, le travail lui-même n'est productif qu'autant qu'il crée le profit ou le surproduit pour le capital. Si l'ouvrier ne le crée pas, son travail est improductif. La masse du travail productif employé n'intéresse donc le*

capital que dans la mesure où, grâce à elle — ou en relation avec elle — croît la masse de surtravail ; c'est dans cette mesure qu'est nécessaire ce que nous avons appelé temps de travail nécessaire. Si le travail ne donne pas ce résultat, il est superflu et doit être arrêté.

« Le but de la production capitaliste consiste toujours à créer le maximum de plus-value ou le maximum de surproduit avec un minimum de capital avancé ; si ce résultat n'est pas atteint par le surmenage des ouvriers, le capital a tendance à produire un produit donné avec le minimum de frais possible, à économiser la force de travail et les dépenses...

« Dans cette conception, les ouvriers eux-mêmes se présentent tels qu'ils sont dans la production capitaliste : de simples moyens de production et non un but en soi ni le but de la production. » (Voir *Théories sur la plus-value*, t. II, deuxième partie.) (1).

Ces paroles de Marx sont remarquables non seulement parce qu'elles définissent brièvement et exactement le but de la production capitaliste, mais encore parce qu'elles indiquent le but fondamental, la tâche principale qui doit être assignée à la production socialiste.

Donc, le but de la production capitaliste, c'est le profit. Quant à la consommation, elle n'est nécessaire au capitalisme qu'autant qu'elle assure le profit. Hormis cela, la question de la consommation n'intéresse pas le capitalisme. Celui-ci perd de vue l'homme et ses besoins.

Quel est donc le but de la production socialiste, quelle est la tâche principale, à l'exécution de laquelle doit être subordonnée la production sociale en régime socialiste ?

Le but de la production socialiste n'est pas le profit, mais l'homme et ses besoins, c'est-à-dire la satisfaction de ses besoins matériels et culturels. Le but de la production socialiste, ainsi qu'il est dit dans les *Remarques* du camarade Staline, est d' *« assurer la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société »*.

Le camarade Iarochenko pense qu'il s'agit ici du « primat » de la consommation sur la production. C'est là, bien entendu, un manque de réflexion de sa part. En réalité, il s'agit ici non du primat de la consommation, mais de la SUBORDINATION de la production socialiste à son but fondamental : assurer la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société.

Donc, assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société : voilà le BUT de la production socialiste; accroître et perfection-

(1) D'après l'édition allemande, Stuttgart, 1919, pp. 333-334.

ner constamment la production socialiste sur la base d'une technique supérieure : voilà le MOYEN d'atteindre ce but.

Telle est la loi économique fondamentale du socialisme.

Voulant conserver le « primat » de la production sur la consommation, le camarade Iarochenko affirme que la « loi économique fondamentale du socialisme », c'est d' « accroître et de perfectionner constamment la production des conditions matérielles et culturelles de la société ». Cela est tout à fait faux. Le camarade Iarochenko mutile et fausse grossièrement la formule exposée dans les *Remarques* du camarade Staline. Chez lui la production, de moyen qu'elle était, devient le but, et il n'est plus besoin d'assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société. On a donc un accroissement de la production pour l'accroissement de la production, la production comme but en soi, et le camarade Iarochenko perd de vue l'homme et ses besoins.

Aussi rien d'étonnant si, en même temps que disparaît l'homme, considéré comme but de la production socialiste, disparaissent dans la « conception » du camarade Iarochenko les derniers vestiges du marxisme.

Par conséquent, ce qu'on trouve en définitive chez le camarade Iarochenko, ce n'est pas le « primat » de la production sur la consommation, mais quelque chose comme le « primat » de l'idéologie bourgeoise sur l'idéologie marxiste.

3. Une question se pose de façon particulière : celle de la théorie de la reproduction de Marx. Le camarade Iarochenko affirme que la théorie de la reproduction de Marx n'est applicable qu'à la reproduction capitaliste, qu'elle ne renferme rien qui soit valable pour les autres formations sociales, la formation sociale socialiste y comprise. Il dit :

« *Appliquer à la production sociale socialiste le schéma de la reproduction que Marx a élaboré pour l'économie capitaliste, c'est se faire une conception dogmatique de la doctrine de Marx et se mettre en contradiction avec l'essence de sa doctrine.* » (Voir le discours du camarade Iarochenko à l'Assemblée plénière de la discussion.)

Il affirme ensuite que « *le schéma de la reproduction de Marx ne correspond pas aux lois économiques de la société socialiste et ne peut servir de base à l'étude de la reproduction socialiste* ». (*Ibid.*)

Parlant de la théorie de la reproduction simple de Marx, qui établit une relation déterminée entre la production des moyens de production (section I) et celle des moyens de consommation (section II), le camarade Iarochenko dit :

« *La relation existant entre les sections I et II n'est pas conditionnée, en société socialiste, par la formule de Marx V + P de la section I et C de la section II. Dans les conditions*

du socialisme, ce rapport d'interdépendance dans le développement entre les sections I et II ne doit pas être. » (*Ibid.*)

Il affirme que « *la théorie, élaborée par Marx, de la relation existant entre les sections I et II, est inacceptable dans nos conditions socialistes, car la théorie de Marx a pour base l'économie capitaliste et ses lois.* » (Voir la lettre du camarade Iarochenko aux membres du Bureau politique.)

C'est ainsi que le camarade Iarochenko exécute la théorie de la reproduction de Marx.

Certes, la théorie de la reproduction, que Marx a élaborée après avoir étudié les lois de la production capitaliste, reflète les traits spécifiques de la production capitaliste, et revêt naturellement la forme des rapports de valeur propres à la production marchande capitaliste. Il ne pouvait en être autrement. Mais ne voir dans la théorie de la reproduction de Marx que cette forme, et ne pas apercevoir sa base, ne pas apercevoir son contenu fondamental, qui n'est pas valable uniquement pour la formation sociale capitaliste, c'est ne rien comprendre à cette théorie. Si le camarade Iarochenko comprenait quoi que ce soit en la matière, il aurait aussi compris cette vérité évidente que les schémas de la reproduction de Marx ne se bornent nullement à refléter les traits spécifiques de la reproduction capitaliste, qu'ils renferment aussi nombre de thèses fondamentales relatives à la reproduction, qui restent valables pour toutes les formations sociales, y compris et tout spécialement la formation sociale socialiste. Des thèses fondamentales de la théorie de la reproduction de Marx, comme celle de la division de la production sociale en production des moyens de production et en production des moyens de consommation; celle de la priorité donnée à la production des moyens de production lors de la reproduction élargie; celle de la relation existant entre les sections I et II; celle du produit net considéré comme source unique de l'accumulation; celle de la formation et du rôle des fonds sociaux; celle de l'accumulation considérée comme source unique de la reproduction élargie —, toutes ces thèses fondamentales de la théorie de la reproduction de Marx ne sont pas valables seulement pour la formation capitaliste, et aucune société socialiste ne peut s'abstenir de les appliquer pour planifier l'économie nationale. Fait significatif : le camarade Iarochenko, qui traite de si haut les « schémas de la reproduction » de Marx, est lui-même obligé d'y recourir à tout moment lorsqu'il traite des problèmes de la reproduction socialiste.

Mais qu'en pensait Lénine, qu'en pensait Marx ?

Chacun connaît les remarques critiques de Lénine sur le livre de Boukharine : *l'Economie de la période de transition.* Dans ces remarques, on le sait, Lénine reconnaissait que la formule donnée par Marx de la relation existant entre les sec-

tions I et II, contre laquelle le camarade Iarochenko part en guerre, reste valable, et pour le socialisme, et pour le « communisme pur », c'est-à-dire pour la seconde phase du communisme.

Quant à Marx, on le sait, il n'aimait pas à se distraire de l'étude des lois de la production capitaliste, et il ne s'est pas préoccupé, dans son *Capital*, de savoir si ses schémas de la reproduction seraient ou non applicables au socialisme. Pourtant, au chapitre XX du second livre du *Capital*, dans la rubrique « *Le capital constant de la section I* », où il traite de l'échange des produits de la section I à l'intérieur de cette section, Marx note, pour ainsi dire en passant, que l'échange des produits dans cette section s'effectuerait en régime socialiste de façon aussi constante que dans le régime de la production capitaliste. Il dit :

« Si la production était sociale, au lieu d'être capitaliste, ces produits de la section I seraient tout aussi bien répartis de nouveau comme moyens de production dans les branches de production de cette section en vue de la reproduction; une partie resterait directement dans la sphère de production où elle est née comme produit, une autre partie passerait dans d'autres branches de production. Il y aurait donc un va-et-vient continuel (1). »

Par conséquent, Marx ne pensait nullement que sa théorie de la reproduction n'était valable que pour la production capitaliste, bien qu'il s'occupât alors de l'étude des lois de la production capitaliste. On voit qu'au contraire, il estimait sa théorie de la reproduction également valable pour la production socialiste.

Notons que Marx, analysant dans sa *Critique du programme de Gotha* l'économie du socialisme et de la période de transition au communisme, s'appuie sur les thèses fondamentales de sa théorie de la reproduction, qu'il considère manifestement comme obligatoires pour un régime communiste.

Notons aussi que, dans son *Anti-Dühring*, Engels, critiquant le « système socialitaire » de Dühring et définissant l'économie du régime socialiste, s'appuie, lui aussi, sur les thèses fondamentales de la théorie de la reproduction de Marx qu'il considère comme obligatoires pour un régime communiste.

Tels sont les faits.

Il ressort que là encore, dans la question de la reproduction, le camarade Iarochenko, malgré son ton désinvolte à l'égard des « schémas » de Marx, a échoué sa barque.

(1) K.Marx : *Le Capital*, tome VIII, p. 42, Edit. Costes, Paris, 1932.

4. Le camarade Iarochenko termine sa lettre aux membres du Bureau politique en proposant qu'on le charge d'écrire l' « Economie politique du socialisme ».

Il écrit :

« *Partant de la définition — exposée par moi à la séance plénière, à la section et dans la présente lettre — de l'objet de cette science qu'est l'économie politique du socialisme, et appliquant la méthode dialectique marxiste, je puis en un an, dix-huit mois au plus, et avec l'aide de deux assistants, élaborer les solutions théoriques des problèmes fondamentaux de l'économie politique du socialisme; exposer la théorie marxiste, léniniste-stalinienne de l'économie politique du socialisme, théorie qui fera de cette science une arme efficace dans la lutte du peuple pour le communisme.* »

Il faut avouer que le camarade Iarochenko ne souffre pas d'un excès de modestie. Bien plus : on pourrait dire, pour user du style de certains hommes de lettres, que c'est « même juste le contraire ».

Nous avons déjà dit que le camarade Iarochenko confond l'économie politique du socialisme avec la politique économique des organismes dirigeants. Ce qu'il considère comme l'objet de l'économie politique du socialisme — organisation rationnelle des forces productives, planification de l'économie nationale, constitution de fonds sociaux, etc. — regarde non l'économie politique du socialisme, mais la politique économique des organismes dirigeants.

Cela, sans préjudice du fait que les graves erreurs commises par le camarade Iarochenko et son « point de vue » non marxiste n'engagent guère à confier pareille tâche au camarade Iarochenko.

*
**

Conclusions :

1) Les doléances du camarade Iarochenko à l'adresse des dirigeants de la discussion sont sans objet, car les dirigeants de la discussion, qui sont des marxistes, ne pouvaient tenir compte, dans les documents qui font le point de la discussion, du « point de vue » non marxiste du camarade Iarochenko ;

2) La demande du camarade Iarochenko, — qu'on le charge d'écrire l'Economie politique du socialisme — ne peut être prise au sérieux, ne serait-ce que pour la raison qu'elle sent son Khlestakov (1) à plein nez.

22 mai 1952. J. STALINE.

(1) Personnage principal de la pièce de Gogol : *Révizor*, type de fanfaron et de vantard.

RÉPONSE AUX CAMARADES A. V. SANINA ET V. G. VENGER

J'AI reçu vos lettres. Il est visible que les auteurs de ces lettres étudient à fond et sérieusement les problèmes économiques de notre pays. Ces lettres renferment bon nombre de formules justes et d'idées intéressantes. Cependant, on y trouve aussi de graves erreurs théoriques, Dans ma réponse, je tiens à m'arrêter précisément sur ces erreurs.

I. Du caractère des lois économiques du socialisme

Les camarades Sanina et Venger affirment que « *c'est seulement grâce à l'activité consciente des hommes soviétiques occupés à la production matérielle que surgissent les lois économiques du socialisme* ».

Cette thèse est absolument fausse.

Les lois du développement économique existent-elles objectivement, en dehors de nous, indépendamment de la volonté et de la conscience des hommes? Le marxisme répond à cette question par l'affirmative. Le marxisme estime que les lois de l'économie politique du socialisme sont le reflet, dans le cerveau des hommes, des lois objectives, existant en dehors de nous. Or, la formule des camarades Sanina et Venger donne une réponse négative à cette question. C'est donc que ces camarades se placent au point de vue d'une théorie fausse selon laquelle les lois du développement économique en régime socialiste sont « créées », « transformées » par les organismes dirigeants de la société. Autrement dit, ils rompent avec le marxisme et s'engagent dans la voie d'un idéalisme subjectif.

Sans doute, les hommes peuvent découvrir ces lois objectives, les connaître et, en s'appuyant sur elles, les utiliser dans l'intérêt de la société. Mais ils ne peuvent ni les « créer », ni les « transformer ».

Admettons que nous nous placions un instant au point de vue de la théorie fausse qui nie l'existence des lois objectives dans la vie économique en régime socialiste et proclame la possibilité de « créer », de « transformer » les lois économiques. Qu'en résulterait-il ? Il en résulterait que nous serions dans le règne du chaos et des hasards ; nous serions les esclaves de ces hasards, nous n'aurions plus la possibilité non seulement de comprendre, mais simplement de démêler ce chaos des hasards.

Il en résulterait que nous supprimerions l'économie politique comme science, car la science ne peut exister ni se développer sans reconnaître les lois objectives, sans les étudier. Or, la science une fois supprimée, nous n'aurions plus la possibilité de prévoir le cours des événements dans la vie économique du pays, c'est-à-dire que nous n'aurions plus la possibilité d'organiser la direction économique même la plus élémentaire.

En fin de compte, nous nous trouverions soumis à l'arbitraire d'aventuriers « économiques », prêts à « supprimer » les lois du développement économique et à « créer » de nouvelles lois, sans comprendre les lois objectives, ni en tenir compte.

Tout le monde connaît la formule classique de la position marxiste dans cette question, donnée par Engels dans l'*Anti-Dühring*.

« Les forces socialement agissantes, agissent tout à fait comme les forces de la nature : aveugles, violentes, destructrices tant que nous ne les connaissons pas et ne comptons pas avec elles. Mais une fois que nous les avons reconnues, que nous en avons saisi l'activité, la direction, les effets, il ne dépend plus que de nous de les soumettre de plus en plus à notre volonté et d'atteindre nos buts grâce à elles. Et cela est particulièrement vrai des énormes forces productives actuelles. Tant que nous nous refusons obstinément à en comprendre la nature et le caractère — et c'est contre cette compréhension que regimbent le mode de production capitaliste et ses défenseurs —, ces forces produisent tout leur effet malgré nous, contre nous, elles nous dominent, comme nous l'avons exposé dans le détail. Mais une fois saisies dans leur nature, elles peuvent, dans les mains des producteurs associés, se transformer de maîtresses démoniaques en servantes dociles. C'est là, la différence qu'il y a entre la force destructrice de l'électricité dans l'éclair de l'orage et l'électricité domptée du télégraphe et de l'arc électrique, la différence entre l'incendie et le feu agissant au service de l'homme. En traitant de la même façon les forces productives actuelles après avoir enfin reconnu leur nature, on voit l'anarchie sociale de la production remplacée par une réglementation socialement planifiée de la production, selon les besoins de la communauté comme de chaque individu; ainsi, le mode capitaliste d'appropriation, dans lequel le produit asservit d'abord le producteur, puis l'appropriateur lui-même, est remplacé par le mode d'appropriation des produits fondé sur la nature des moyens modernes de production eux-mêmes; d'une part appropriation sociale directe comme moyen d'entretenir et de développer la production, d'autre part appropriation individuelle directe comme moyen d'existence et de jouissance (1). »

(1) *Anti-Dühring*, pp. 318-319.

2. Des mesures à prendre pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale

Quelles mesures sont nécessaires pour élever la propriété kolkhozienne, qui n'est évidemment pas une propriété de tout le peuple, au niveau de la propriété du peuple entier (« nationale ») ?

Certains camarades pensent qu'il faut simplement nationaliser la propriété kolkhozienne, la proclamer propriété du peuple, comme on l'a fait, en son temps, pour la propriété capitaliste. Cette proposition est tout à fait erronée et absolument inacceptable. La propriété kolkhozienne est une propriété socialiste, et nous ne pouvons en aucune façon en user avec elle comme avec la propriété capitaliste. Du fait que la propriété kolkhozienne n'est pas la propriété de tout le peuple, il ne s'ensuit aucunement que la propriété kolkhozienne n'est pas une propriété socialiste.

Ces camarades supposent que la remise de la propriété d'individus et de groupes d'individus en propre à l'Etat est l'unique ou, en tout cas, la meilleure forme de nationalisation. C'est faux. En réalité, la remise en propre à l'Etat n'est pas l'unique ni même la meilleure forme de nationalisation, mais la forme initiale de nationalisation, comme Engels le dit très justement dans l'*Anti-Dühring*. Il est évident qu'aussi longtemps que l'Etat existe, la remise en propre à l'Etat est la forme initiale de nationalisation la plus compréhensible. Mais l'Etat n'existera pas éternellement. Avec l'extension de la sphère d'action du socialisme dans la plupart des pays du monde, l'Etat dépérira, et il est évident que, par suite, la question de la remise des biens des individus et groupes en propre à l'Etat, ne se posera plus. L'Etat disparaîtra, mais la société restera. Par conséquent, l'héritier de la propriété nationale sera non plus l'Etat, qui aura disparu, mais la société elle-même, en la personne de son organisme économique dirigeant, central.

Que faut-il donc entreprendre, en ce cas, pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale ?

Les camarades Sanina et Venger proposent, comme mesure essentielle, de vendre en propre aux kolkhoz les principaux instruments de production concentrés dans les stations de machines et de tracteurs; de décharger par ce moyen l'Etat de ses investissements de capitaux dans l'agriculture et de faire assumer aux kolkhoz la responsabilité de l'entretien et du développement des stations de machines et de tracteurs. Ils disent :

« *Il serait faux de croire que les investissements kolkhoziens doivent être principalement affectés aux besoins cultu-*

rels de la campagne kolkhozienne, tandis que l'Etat doit fournir, comme précédemment, la masse essentielle des investissements pour les besoins de la production agricole. Ne serait-il pas plus juste d'exonérer l'Etat de ces charges, puisque les kolkhoz sont parfaitement à même de les assumer? Il y aura suffisamment d'entreprises où l'Etat pourra investir ses ressources, afin de créer dans le pays une abondance d'objets de consommation. »

Pour justifier leur proposition, les auteurs avancent plusieurs arguments.

Premièrement. Se référant aux paroles de Staline disant que les moyens de production ne se vendent pas, même aux olkhoz, les auteurs de la proposition mettent en doute cette ièse de Staline et déclarent que l'Etat vend cependant aux olkhoz des moyens de production, tels que le petit outillage : iux et faucilles, petits moteurs, etc. Ils estiment que si l'Etat end aux kolkhoz ces moyens de production, il pourrait également leur vendre tous les autres moyens de production, par exemple les machines des S.M.T. (1).

Cet argument ne tient pas. Certes, l'Etat vend aux kolkhoz le petit outillage, comme cela se doit d'après le Statut de l'artel agricole et la Constitution. Mais peut-on mettre sur le même plan le petit outillage et ces moyens essentiels de la production agricole que sont les machines des S.M.T. ou, mettons, la terre qui, elle aussi, est un des moyens essentiels de la production dans l'agriculture? Il est clair que non. On ne peut pas le faire, le petit outillage ne décidant en aucune mesure du sort de la production kolkhozienne, tandis que les moyens de production tels que les machines des S.M.T. et la terre décident pleinement du sort de l'agriculture dans nos conditions actuelles.

Il est aisé de comprendre que lorsque Staline dit que les moyens de production ne se vendent pas aux kolkhoz, il ne pense pas au petit outillage, mais aux moyens essentiels de la production agricole : les machines des S.M.T., la terre. Les auteurs jouent sur les mots « moyens de production » et confondent deux choses différentes sans s'apercevoir qu'ils font fausse route.

Deuxièmement. Les camarades Sanina et Venger se réfèrent ensuite au fait qu'au début du mouvement kolkhozien de masse — fin 1929 et début 1930, — le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. était lui-même partisan de la remise des stations de machines et de tracteurs en propre aux kolkhoz, ceux-ci devant rembourser la valeur des S.M.T. dans un délai de trois ans. Ils considèrent que, bien que cette initiative ait

(1) Stations de machines et de tracteurs (N.D.L.R.).

alors échoué, « en raison de la pauvreté » des kolkhoz, maintenant que les kolkhoz sont riches, on pourrait revenir à cette politique, à la vente des S.M.T. aux kolkhoz.

Cet argument ne tient pas non plus. Le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. avait effectivement pris une décision relative à la vente des S.M.T. aux kolkhoz, au début de 1930. Cette décision avait été prise sur la proposition d'un groupe de kolkhoziens de choc, à titre d'expérience, à titre d'essai, pour revenir à bref délai, sur cette question et l'examiner à nouveau. Or, la première vérification a montré le caractère irrationnel de cette décision et, au bout de quelques mois, c'est-à-dire à la fin de 1930, cette décision fut rapportée.

L'extension du mouvement kolkhozien et le développement de l'édification des kolkhoz ont définitivement convaincu les kolkhoziens, de même que les travailleurs dirigeants, que la concentration des principaux instruments de la production agricole entre les mains de l'Etat, dans les stations de machines et de tracteurs, est l'unique moyen d'assurer des rythmes élevés d'accroissement de la production dans les kolkhoz.

Nous nous réjouissons tous de l'accroissement prodigieux de la production agricole dans notre pays, de la production accrue des céréales, du coton, du lin, de la betterave, etc. Où est la source de cet accroissement? Elle est dans la technique moderne, dans les nombreuses machines perfectionnées qui desservent toutes ces branches de production. Il ne s'agit pas seulement ici de la technique en général; il s'agit que la technique ne peut pas rester immobile, qu'elle doit constamment s'améliorer; la technique ancienne doit être mise au rebut et remplacée par la nouvelle qui, à son tour, cédera le pas à une technique plus nouvelle encore. Sinon, le progrès de notre agriculture socialiste serait inconcevable, inconcevables les grandes récoltes, l'abondance des produits agricoles. Mais que signifie mettre au rebut des centaines de milliers de tracteurs à roues et les remplacer par des tracteurs à chenilles, remplacer des dizaines de milliers de moissonneuses-batteuses périmées par de nouvelles, créer de nouvelles machines, pour les cultures industrielles par exemple ? Cela signifie engager des dépenses se chiffrant par milliards et qui ne pourront être récupérées que dans six ou huit ans. Nos kolkhoz, même s'ils sont des kolkhoz-millionnaires, peuvent-ils assumer ces dépenses? Non, ils ne le peuvent pas, car ils ne sont pas à même de dépenser des milliards qui ne pourront être récupérés que dans six ou huit ans. L'Etat seul peut se charger de ces dépenses, lui seul étant capable de supporter les pertes entraînées par la mise au rebut des vieilles machines et leur remplacement par de nouvelles, lui seul étant capable de supporter ces pertes pendant six ou huit ans, et d'attendre l'expiration de ce délai pour récupérer ses dépenses.

Que signifie, après tout cela, exiger que les S.M.T. soient vendues en propre aux kolkhoz? Cela signifie faire subir aux kolkhoz des pertes énormes, les ruiner, compromettre la mécanisation de l'agriculture, ralentir la cadence de la production kolkhozienne.

D'où la conclusion : en proposant de vendre les S.M.T. aux kolkhoz, les camarades Sanina et Venger font un pas en arrière et essaient de faire tourner à rebours la roue de l'histoire.

Admettons un instant que nous ayons accepté la proposition des camarades Sanina et Venger, et commencé à vendre en propre aux kolkhoz les principaux instruments de production, les stations de machines et de tracteurs. Qu'en résulterait-il?

Il en résulterait, premièrement, que les kolkhoz deviendraient propriétaires des principaux instruments de production, c'est-à-dire qu'ils se trouveraient placés dans une situation exceptionnelle qui n'est celle d'aucune entreprise dans notre pays, car, on le sait, les entreprises nationalisées elles-mêmes ne sont pas chez nous propriétaires des instruments de production. Comment pourrait-on justifier cette situation exceptionnelle des kolkhoz, par quelles considérations de progrès, de marche en avant? Peut-on dire que cette situation contribuerait à élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale, qu'elle hâterait le passage de notre société du socialisme au communisme? Ne serait-il pas plus juste de dire que cette situation ne pourrait qu'éloigner la propriété kolkhozienne de la propriété nationale et aboutirait à nous éloigner du communisme, au lieu de nous en rapprocher?

Il en résulterait, deuxièmement, un élargissement de la sphère d'action de la circulation des marchandises qui entraînerait dans son orbite une quantité énorme d'instruments de production agricole. Qu'en pensent les camarades Sanina et Venger? L'élargissement de la sphère de la circulation des marchandises peut-il contribuer à notre avance vers le communisme ? Ne serait-il pas plus juste de dire qu'il ne peut que freiner notre progression vers le communisme?

L'erreur essentielle des camarades Sanina et Venger, c'est qu'ils ne comprennent pas le rôle et l'importance de la circulation des marchandises en régime socialiste; ils ne comprennent pas que la circulation des marchandises est incompatible avec la perspective du passage du socialisme au communisme. Ils pensent sans doute que l'on peut, même sous le régime de la circulation des marchandises, passer du socialisme au communisme, que la circulation des marchandises ne peut, en l'occurrence, constituer un obstacle. C'est une grave erreur, qui part d'une incompréhension du marxisme.

En critiquant la « commune économique » de Dühring, fonctionnant dans les conditions de la circulation des marchandises, Engels a montré, de façon probante, dans son *Anti-Dühring*, que l'existence de la circulation des marchandises doit conduire inévitablement les « communes économiques » du Dühring à faire renaître le capitalisme. Visiblement, les camarades Sanina et Venger ne sont pas de cet avis. Tant pis pour eux. Mais nous, marxistes, nous partons de la thèse marxiste bien connue, selon laquelle le passage du socialisme au communisme et le principe communiste de la répartition des produits selon les besoins, excluent tout échange de marchandises et, par conséquent, la transformation des produits en marchandises et, en même temps, leur transformation en valeur.

Voilà ce qu'il en est de la proposition et des arguments des camarades Sanina et Venger.

Que faut-il donc entreprendre, en fin de compte, pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale?

Le kolkhoz est une entreprise d'un genre particulier. Il travaille sur une terre et cultive une terre qui est depuis longtemps propriété non kolkhozienne, mais nationale. Par conséquent, le kolkhoz ne possède pas en propre la terre qu'il cultive.

Poursuivons. Le kolkhoz travaille à l'aide d'instruments essentiels de production, qui ne sont pas propriété kolkhozienne, mais nationale. Par conséquent, le kolkhoz ne possède pas en propre les principaux instruments de production.

Poursuivons encore. Le kolkhoz est une entreprise coopérative, il utilise le travail de ses membres et répartit les revenus entre ses membres d'après les journées-travail fournies; en outre, le kolkhoz possède des réserves de semences qui sont renouvelées chaque année et employées dans la production.

La question se pose : qu'est-ce donc que le kolkhoz possède en propre, où est la propriété kolkhozienne dont il peut disposer en toute liberté, comme il l'entend? Cette propriété, c'est la production du kolkhoz, le fruit de la production kolkhozienne : blé, viande, beurre, légumes, coton, betterave, lin, etc., sans compter les bâtiments et les exploitations personnelles des kolkhoziens sur le terrain attenant à leur maison. Le fait est qu'une partie considérable de cette production, l'excédent de la production kolkhozienne, est jeté sur le marché et s'intègre de cette façon au système de la circulation des marchandises. C'est justement cette circonstance qui empêche actuellement d'élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale. C'est donc de ce côté-là qu'il faut développer le travail pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale.

Pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale, il faut que l'excédent de la production kolkhozienne soit éliminé de la circulation des marchandises et intégré au système d'échange de produits entre l'industrie d'Etat et les kolkhoz. Là est l'essentiel.

Nous n'avons pas encore de système développé d'échange de produits, mais il existe des embryons de cet échange sous forme de « paiement en marchandises » pour les produits agricoles. On sait que la production des kolkhoz cultivant le coton, le lin, la betterave, etc., est depuis longtemps « payée en marchandises »; il est vrai que cela ne se fait que partiellement, pas en totalité, mais cela se fait tout de même. Remarquons en passant que l'expression « paiement en marchandises » n'est pas heureuse, qu'il faudrait la remplacer par « échange de produits ». La tâche est d'organiser dans toutes les branches de l'agriculture ces embryons d'échange de produits et de les développer pour en faire un vaste système d'échange, de façon que les kolkhoz reçoivent pour leur production, non seulement de l'argent, mais surtout les articles dont ils ont besoin. Un tel système exigera une augmentation considérable de la production livrée par la ville à la campagne. Il faut donc l'introduire sans hâte particulière, au fur et à mesure de l'accumulation des articles produits par la ville. Mais il faut l'introduire fermement, sans hésitation, en réduisant pas à pas le champ d'action de la circulation des marchandises et en étendant le champ d'action des échanges de produits.

En réduisant le champ d'action de la circulation des marchandises, ce système facilitera le passage du socialisme au communisme. Il offrira, en outre, la possibilité d'intégrer la propriété essentielle des kolkhoz, les fruits de la production kolkhozienne, au système général de planification à l'échelle nationale.

Ce sera précisément le moyen réel et décisif d'élever, dans nos conditions actuelles, la propriété kolkhozienne jusqu'au niveau de la propriété de tout le peuple.

Ce système est-il avantageux pour la paysannerie kolkhozienne? Il l'est incontestablement. Avantageux parce que la paysannerie kolkhozienne recevra de l'Etat des produits en quantité beaucoup plus grande et à meilleur marché qu'avec le système de circulation des marchandises. Tout le monde sait que les kolkhoz qui ont passé des contrats avec le Gouvernement pour des échanges de produits (« paiement en marchandises ») bénéficient d'avantages infiniment plus grands que les kolkhoz qui n'en ont pas conclu. Si l'on étend le système d'échange des produits à tous les kolkhoz du pays, toute notre paysannerie kolkhozienne bénéficiera de ces avantages.

28 septembre 1952. J. STALINE.

DISCOURS
DU CAMARADE J. STALINE

(A la séance de clôture du XIX^e Congrès, le 14 octobre au soir, le président de séance donne la parole au camarade Staline. Les délégués saluent l'arrivée du camarade Staline à la tribune par des applaudissements enthousiastes et prolongés se transformant en ovation. Tout le monde se lève. On entend les acclamations : « Pour le camarade Staline, hourra ! », « Vive le camarade Staline ! », « Gloire au grand Staline ! ».)

CAMARADES !

PERMETTEZ-MOI de remercier, au nom de notre congrès, tous les partis et groupes frères dont les représentants ont honoré notre congrès de leur présence ou qui lui ont adressé des messages de salutation, de les remercier pour leurs saluts amicaux, pour leurs vœux de succès, pour leur confiance. (*Vifs applaudissements prolongés se transformant en ovation.*)

Nous attachons un prix particulier à cette confiance car elle exprime la détermination de soutenir notre parti dans sa lutte pour l'avenir radieux des peuples, dans sa lutte contre la guerre, dans sa lutte pour le maintien de la paix. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Ce serait une erreur de croire que notre parti, devenu une force puissante, n'a plus besoin de soutien. C'est inexact. Notre parti et notre pays ont toujours eu et auront toujours besoin de la confiance, de la sympathie et du soutien des peuples frères de l'étranger.

Ce soutien présente la particularité suivante : tout soutien apporté aux aspirations pacifiques de notre parti par n'importe quel parti frère signifie en même temps que celui-ci apporte son soutien à son propre peuple dans sa lutte pour le maintien de la paix. Lorsqu'en 1918-1919, lors de l'agression

armée de la bourgeoisie anglaise contre l'Union soviétique, les ouvriers anglais organisèrent la lutte contre la guerre sous le mot d'ordre « Bas les pattes devant la Russie », c'était un soutien, avant tout un soutien apporté à la lutte de leur peuple pour la paix, et aussi ensuite un soutien à l'Union soviétique. Lorsque le camarade Thorez ou le camarade Togliatti déclarent que leurs peuples ne feront pas la guerre aux peuples de l'Union soviétique (*vifs applaudissements*), c'est un soutien, en premier lieu un soutien aux ouvriers et aux paysans de France et d'Italie en lutte pour la paix, et puis aussi un soutien aux aspirations pacifiques de l'Union soviétique. Cette particularité du soutien réciproque s'explique par le fait que les intérêts de notre parti, loin d'être contraires aux intérêts des peuples épris de paix, se confondent avec eux. (*Vifs applaudissements.*) Quant à l'Union soviétique, ses intérêts sont absolument inséparables de la cause de la paix dans le monde entier.

On conçoit que notre parti ne puisse pas demeurer en reste vis-à-vis des partis frères et qu'il doive lui-même soutenir à son tour ces partis ainsi que leurs peuples dans leur lutte pour la libération, dans leur lutte pour le maintien de la paix. Comme on le sait, c'est précisément ainsi qu'il agit. (*Vifs applaudissements.*) Après la prise du pouvoir par notre parti en 1917, et lorsqu'il eut appliqué des mesures effectives pour liquider le joug des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, les représentants des partis frères, admirant la vaillance et les succès de notre parti, lui ont donné le titre de « Brigade de choc » du mouvement révolutionnaire et ouvrier mondial. Ils exprimaient ainsi l'espoir que les succès de la « Brigade de choc » allégeraient la situation des peuples gémissant sous le joug du capitalisme. Je pense que notre parti a justifié ces espoirs, surtout dans la période de la deuxième guerre mondiale, lorsque l'Union soviétique, en écrasant la tyrannie fasciste allemande et japonaise, a délivré les peuples d'Europe et d'Asie de la menace de l'esclavage fasciste. (*Vifs applaudissements.*)

Bien sûr, il fut très difficile de remplir ce rôle d'honneur tant que cette « Brigade de choc » était la seule et tant qu'elle dut jouer ce rôle d'avant-garde presque toute seule. Mais cela relève du passé. Maintenant il en va tout autrement. Maintenant, alors que de la Chine et de la Corée à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie sont apparues de nouvelles « Brigades de choc » sous la forme des pays de démocratie populaire, maintenant, il est devenu plus facile pour notre parti de lutter et le travail lui-même se fait plus gaiement. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Les partis communistes, démocratiques ou ouvriers et paysans qui n'ont pas encore accédé au pouvoir et qui continuent

à travailler sous le talon des lois draconiennes de la bourgeoisie méritent une attention particulière. Il leur est, bien entendu, plus difficile de travailler. Cependant, il ne leur est pas aussi difficile de travailler qu'il nous le fut à nous, les communistes russes, dans la période du tsarisme, alors que le moindre mouvement en avant était qualifié de crime des plus graves. Cependant, les communistes russes ont tenu, ils ne se sont pas laissé effrayer par les difficultés et ils ont remporté la victoire. Il en sera de même pour ces partis.

Pourquoi après tout n'est-il pas aussi difficile à ces partis de travailler qu'aux communistes russes de la période tsariste ?

Premièrement, parce qu'ils ont devant les yeux les exemples de lutte et de succès de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. Par conséquent, ils peuvent tirer profit des erreurs et des succès de ces pays et faciliter ainsi leur travail.

Deuxièmement, parce que la bourgeoisie elle-même, ennemi principal du mouvement de libération, est devenue autre, qu'elle a sérieusement changé, qu'elle est devenue plus réactionnaire, qu'elle a perdu ses liens avec le peuple, et que par là même elle s'est affaiblie. On conçoit que cette circonstance doive également faciliter le travail des partis révolutionnaires et démocratiques. (*Vifs applaudissements.*)

Autrefois, la bourgeoisie se permettait de jouer au libéralisme, elle défendait les libertés démocratiques bourgeoises et se créait ainsi une popularité. Maintenant, il ne reste plus trace du libéralisme. Les prétendues « libertés individuelles » n'existent plus, les droits de l'individu ne sont reconnus maintenant qu'à ceux qui possèdent un capital, et tous les autres citoyens sont considérés comme un matériel humain brut, bon seulement à être exploité. Le principe de l'égalité en droits des hommes et des nations est foulé aux pieds, il est remplacé par le principe qui donne tous les droits à la minorité exploiteuse et prive de droits la majorité exploitée des citoyens. Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par-dessus bord. Je pense que ce drapeau, c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de le relever et de le porter en avant si vous voulez rassembler autour de vous la majorité du peuple. Nul autre que vous ne peut le relever. (*Vifs applaudissements.*)

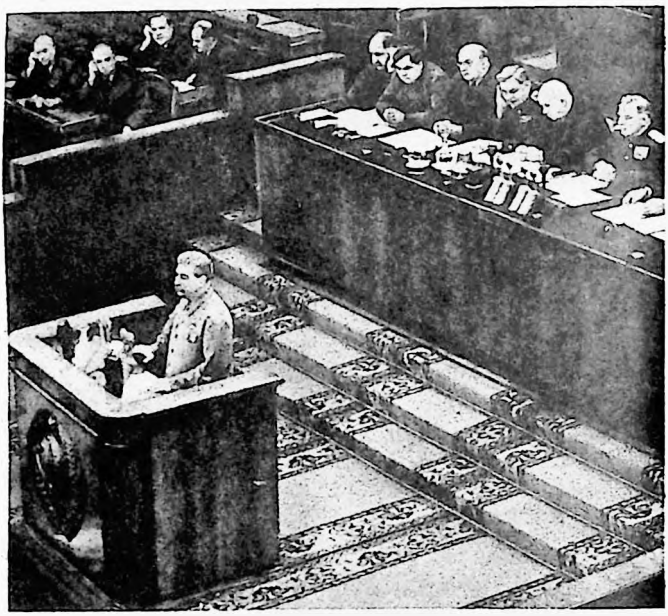
Autrefois, la bourgeoisie était considérée comme la tête de la nation, elle défendait les droits et l'indépendance de la nation, les plaçant « au-dessus de tout ». Maintenant, il ne reste plus trace du « principe national ». Maintenant, la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance de la nation contre des dollars. Le drapeau de l'indépendance nationale et de la

souveraineté nationale est jeté par-dessus bord. Sans aucun doute c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de relever ce drapeau et de le porter en avant, si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation. Nul autre que vous ne peut le relever. (*Vifs applaudissements.*)

Telle est actuellement la situation.

On conçoit que toutes ces circonstances doivent faciliter le travail des partis communistes et démocratiques qui n'ont pas encore accédé au pouvoir.

Par conséquent, il y a tout lieu de compter sur les succès et sur la victoire des partis frères dans les pays où domine le capital. (*Vifs applaudissements.*)



Le camarade J. STALINE prononce son discours lors de la séance de

Au bureau, au premier rang et de gauche à droite : K. VOROCHILOV, V. MOLOTOV, D. KOROTCHENKO, J. CHAIAKHMÉTOV, V. ANDRIANOV, M. BAGUIROV.

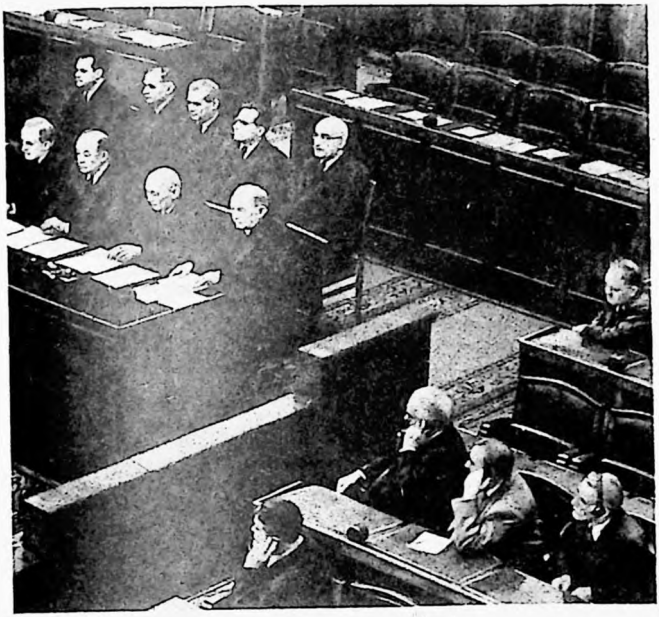
A gauche et à droite de la tribune : des représentants des partis

Vivent nos partis frères ! (*Applaudissements prolongés.*)

Bonne santé et longue vie aux dirigeants des partis frères! (*Applaudissements prolongés.*)

Vive la paix entre les peuples ! (*Applaudissements prolongés.*)

A bas les fauteurs de guerre ! (*Tout le monde se lève. Applaudissements enthousiastes et prolongés se transformant en ovation. On entend les acclamations : « Vive le camarade Staline ! », « Pour le camarade Staline, hourra ! », « Vive le grand guide des travailleurs du monde, le camarade Staline ! », « Pour le grand Staline, hourra ! », « Vive la paix entre les peuples ! » Acclamations : « Hourra ! »*).



clôture du XIX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

L. Kaganovitch, G. Malenkov, L. Béria, N. Boulganine, N. Khrouchtchev, O. Kuusinen ; au deuxième rang : N. Patolitchev, A. Aristov, A. Niazov,

frères; en haut et à droite : notre secrétaire général, Maurice Thorez.

DISCOURS D'OUVERTURE DU CAMARADE V. MOLOTOV

CAMARADES,



JE salue, au nom du Comité central du parti, les délégués au XIX^e^ Congrès du parti, ainsi que nos chers invités qui représentent ici les partis communistes étrangers et les autres partis frères de la classe ouvrière. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Aujourd'hui, nos premières paroles doivent être consacrées à ceux qui, pendant la guerre contre les agresseurs allemands et autres, ont héroïquement défendu notre Patrie soviétique, à ceux qui ont donné leur vie pour notre juste cause. Honorons debout la glorieuse mémoire de ceux qui sont tombés dans cette guerre, de ceux qui ont donné leur vie dans la lutte contre le fascisme, pour la cause de la liberté et de l'indépendance de l'Union soviétique. (*Tout le monde se lève.*)

Aujourd'hui nous ne voyons plus parmi nous certains des plus éminents militants de notre parti. La mort a emporté Alexandre Chtcherbakov qui a dirigé le travail politique dans l'armée pendant les dures années de la guerre et qui était surtout connu dans le parti comme dirigeant marquant de l'organisation de Moscou du parti. Nous ne voyons plus parmi nous Mikhaïl Kalinine que tout notre pays connaissait si bien et qui était tant aimé de notre parti. La mort a emporté Andreï Jdanov, représentant talentueux du noyau dirigeant stalinien du parti. Nous nous souvenons également des noms d'autres amis et camarades disparus dont la vie était indissolublement liée au parti. En signe de profonde vénération, rendons hommage à leur mémoire. (*Tout le monde se lève.*)

Le précédent congrès de notre parti a eu lieu en 1939. Des événements d'une grande portée historique se sont produits au cours de la période écoulée.

On sait que le travail pacifique de notre peuple a été troublé par l'agression perfide du fascisme allemand contre l'Union soviétique. Nous avons dû interrompre notre travail qui visait à l'accomplissement des tâches du troisième quinquennat. Nous avons été contraints de tout mettre sur le pied de guerre et de tout subordonner à l'écrasement de l'ennemi qui avait envahi notre territoire.

La deuxième guerre mondiale a été une très grande épreuve pour le jeune Etat soviétique multinational. En même temps, elle a vérifié sous tous ses aspects la justesse de la politique de notre parti. Au cours de la guerre, le peuple soviétique a traversé nombre de jours difficiles, il a consenti de durs sacrifices. Mais au plus fort de ces événements, l'Union soviétique n'a pas été affaiblie, elle n'a pas fléchi; mais sous la direction de notre parti, elle s'est trempée et consolidée encore davantage en tant qu'Etat socialiste, elle a pris encore plus confiance dans ses forces, dans l'invincibilité de sa grande cause.

La deuxième guerre mondiale s'est terminée par la défaite des agresseurs fascistes, ce qui, sous beaucoup de rapports, a délié les forces du mouvement de libération nationale en Europe et en Asie. Dans les nouvelles conditions, le passage après la guerre de toute une série de pays, de la voie capitaliste du développement sur une nouvelle voie, celle de la création et du développement des Etats de démocratie populaire, est devenu possible grâce surtout au rôle décisif joué dans cette guerre par l'Union soviétique. C'est ainsi qu'a été inaugurée une nouvelle étape dans le développement du socialisme international.

Tout cela explique pourquoi de nos jours l'influence idéologique dirigeante exercée par notre parti sur tous les aspects de la vie du pays a tellement grandi et pourquoi notre peuple voue un amour aussi profond à son parti, le parti de Lénine et de Staline. (*Applaudissements prolongés.*)

Cela explique aussi pourquoi il jouit actuellement d'une aussi grande autorité internationale, pourquoi les travailleurs des autres pays éprouvent une si grande confiance et un si profond respect à l'égard de notre parti et de sa direction stalinienne. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Dans les conditions d'après guerre, l'Union soviétique a concentré tous ses efforts sur les tâches de relèvement et de déve-

loppement continu de l'économie nationale ainsi que sur les tâches du maintien et de la consolidation de la paix entre les peuples.

A ce congrès nous devrons discuter des directives au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. Le bilan de la période écoulée, de même que les réalisations économiques de cette année, témoignent que les travailleurs de notre pays ont déjà obtenu des succès importants en réalisant les grandioses prévisions du cinquième quinquennat. Pour avancer avec assurance, nous devons lutter encore plus résolument contre les insuffisances de notre travail, pour la liquidation des tendances à la quiétude et à la présomption bureaucratique partout où elles se manifestent, en nous rappelant que la critique et l'autocritique sont l'arme de combat indispensable au communiste, notre méthode soviétique pour stimuler l'activité des masses.

Les décisions du congrès inciteront le parti et tout le peuple soviétique non seulement à accomplir, mais aussi à dépasser le nouveau plan quinquennal. Cela signifiera une nouvelle consolidation de la puissance de l'Etat soviétique sur toute la ligne et une nouvelle et sensible élévation du niveau matériel et culturel de la vie du peuple : classe ouvrière, paysannerie kolkhozienne, intellectuels soviétiques. Ainsi, en réalisant le plan quinquennal, le peuple soviétique obtiendra de nouveaux et importants succès sur la voie du passage graduel du socialisme au communisme. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Nous n'oublions pas, il va sans dire, que l'Union soviétique vit dans un « système d'Etats », qu'il existe un camp impérialiste avec ses plans d'aventure et de conquête, que ce camp s'arme de plus en plus, qu'il attise par tous les moyens l'hystérie guerrière et se prépare à déclencher une nouvelle guerre mondiale. Ce camp agressif, antidémocratique est dirigé par les cercles gouvernants réactionnaires des Etats-Unis : ceux-ci accomplissent les volontés des monopoles capitalistes qui, dans leur soif insatiable de profits élevés, cherchent à établir par la force leur domination mondiale. Ce sont précisément les cercles gouvernants des Etats-Unis qui portent la principale responsabilité de la guerre criminelle de Corée, de l'occupation de l'île chinoise de Taïwan, de la transformation de l'Allemagne occidentale et du Japon en Etats dépendants, ainsi que de la création en Occident et en Orient d'alliances militaires agressives du genre du bloc atlantique, dirigées contre les Etats pacifiques : l'Union soviétique, la République populaire chinoise et les pays de démocratie populaire.

Rien ne peut cacher cependant le sérieux affaiblissement du système capitaliste mondial, ces dernières années, surtout depuis qu'après la guerre toute une série d'Etats avec une population globale de 600 millions d'hommes se sont détachés de ce système. Rien ne peut cacher non plus l'incapacité des pays capitalistes à conjurer le danger croissant d'une nouvelle crise économique et d'une nouvelle extension du chômage massif, ce qui conduit en même temps à l'aggravation des contradictions et des frictions entre ces Etats et à l'accentuation inévitable de la lutte de classes dans ces pays. Aucun effort des fauteurs de guerre ni de leurs valets de plume qui cherchent à s'affubler du masque de pacifistes et à abrutir en même temps les lecteurs de la presse bourgeoise par des calomnies sur l'agressivité de l'Union soviétique ne peut dissimuler le fait que c'est précisément de la part des milieux agressifs du camp impérialiste que proviennent les menaces sans cesse renouvelées contre la liberté et l'indépendance nationale des peuples, les menaces sans cesse renouvelées contre la paix et la sécurité internationale. Plus apparaissent l'instabilité et l'incertitude des perspectives d'avenir et les faiblesses internes du capitalisme contemporain qui traverse le stade de la crise générale et du glissement accéléré vers le régime fasciste et plus deviennent agressives les principales puissances du camp impérialiste et leur propagande criminelle en faveur d'une nouvelle guerre.

Au camp de la réaction et de l'agression fait face un autre camp, le camp international de la défense de la paix et de la démocratie. Ce camp pacifique, démocratique est dirigé à juste titre par l'Union soviétique qui défend avec fermeté et constance la politique du maintien et de la consolidation de la paix entre les peuples. (*Applaudissements prolongés.*)

On ne peut manquer de souligner à cette occasion que le plus important résultat de la deuxième guerre mondiale, c'est le fait historique que l'Union soviétique est définitivement sortie de son isolement international. Maintenant, la cause de la paix et de la démocratie est défendue avec l'Union soviétique, par les pays de démocratie populaire, la République populaire chinoise, la République démocratique allemande. De plus, la défense de la paix et de la démocratie jouit maintenant de l'appui du puissant mouvement international des partisans de la paix qui groupe des centaines de millions d'hommes y compris des millions et des millions de partisans de la paix dans les pays du capitalisme.

Luttant pour assurer la paix, nous, les hommes soviétiques,

nous n'oublions pas un seul instant qu'il est nécessaire de faire preuve de la vigilance indispensable et d'être prêts à riposter énergiquement à n'importe quelle agression de la part du camp impérialiste belliciste. Sans cela, il est impossible de défendre réellement la cause du maintien et de la consolidation de la paix. Nous nous inspirons sous ce rapport de l'indication connue du camarade Staline qui est devenue la base de la lutte des peuples pour la paix :

« *La paix sera conservée et consolidée si les peuples prennent en main la cause du maintien de la paix et s'ils la défendent jusqu'au bout.* (Applaudissements enthousiastes très prolongés.) *La guerre peut devenir inévitable si les fauteurs de guerre parviennent à envelopper les masses populaires de mensonges, à les tromper et à les entraîner dans une nouvelle guerre mondiale.* »

Le présent congrès du parti montrera combien se sont accrues et consolidées les forces de l'Union soviétique, patrie du socialisme vainqueur. Il accomplira également sa tâche essentielle en projetant l'éclatante lumière du marxisme-léninisme sur les voies qui mènent en avant, sur les voies de nouvelles victoires, encore plus glorieuses, du socialisme dans notre pays, d'une cohésion plus large encore et plus puissante des forces démocratiques internationales dans l'intérêt de la paix dans le monde entier. (*Applaudissements prolongés.*)

Notre parti est arrivé à son XIX[e] congrès plus puissant et plus uni que jamais. (*Applaudissements prolongés.*) Le drapeau de notre parti couvert de gloire dans les combats et dans de nombreuses victoires flotte bien haut, il appelle notre peuple en avant, à la victoire du communisme. (*Applaudissements prolongés.*) Le nom du guide de notre parti, le nom de Staline exprime les meilleurs espoirs et aspirations de toute l'humanité progressiste. (*Puissante ovation très prolongée. Tout le monde se lève.*)

Vive le parti de Lénine et de Staline! Vive le XIX[e] Congrès du parti! (*Applaudissements enthousiastes.*)

Longues années de vie et de santé à notre cher grand STALINE ! (*Vive et très longue ovation. Tout le monde se lève. On entend des acclamations : « Vive le grand Staline! », « Hourra au camarade Staline! », « Gloire au grand guide du parti et du peuple, le camarade Staline! », « Vive notre cher Staline! »*)

Au nom du Comité central je proclame ouvert le XIX[e] congrès. (*Tout le monde se lève. Tempête d'applaudissements prolongés. Les délégués au congrès chantent l'hymne du parti, « l'Internationale ».*)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

du Comité Central du P. C. (b.) de l'U. R. S. S. au XIX^{e} Congrès du Parti

Rapport du camarade G. MALENKOV, secrétaire du Comité Central.

I

LA SITUATION INTERNATIONALE DE L'UNION SOVIETIQUE

CAMARADES !



LA période qui s'est écoulée depuis le XVIII^{e} congrès du parti est riche en événements de portée historique mondiale.

La deuxième guerre mondiale a ébranlé jusque dans ses fondements la vie de nombreux peuples et Etats et a changé la face du monde. La guerre préparée par les forces de la réaction impérialiste internationale et déclenchée en Orient par le Japon militariste et en Occident par l'Allemagne hitlérienne a brouillé les calculs de ses instigateurs, et grâce à la lutte héroïque du peuple soviétique elle s'est terminée par des résultats imprévus pour les impérialistes.

L'Union soviétique, au lieu d'être détruite ou affaiblie, s'est renforcée; le prestige international de l'U.R.S.S. a grandi. Au lieu que la démocratie soit affaiblie et détruite, plusieurs pays de l'Europe du Centre et du Sud-Est se sont détachés du capitalisme et le régime de démocratie populaire s'y est affirmé. Au lieu d'un nouvel asservissement des peuples des pays coloniaux et dépendants, il s'est produit un nouvel et puissant essor de la lutte de libération nationale dans ces pays, la crise du système colonial de l'impérialisme s'est aggravée. La victoire historique du grand peuple chinois a porté un coup sévère à tout le système impérialiste mondial. A présent, un tiers de l'humanité est déjà arraché au joug de l'impérialisme, est affranchi des chaînes de l'exploitation impérialiste.

Dans le monde capitaliste lui-même, trois grands Etats, l'Allemagne, le Japon et l'Italie, ont cessé, à la suite de la guerre, de figurer au nombre des grandes puissances, tandis que la France et la Grande-Bretagne ont perdu leurs anciennes positions.

La période d'après guerre est une période de nouvel affaiblissement du système capitaliste mondial et de croissance des forces de la démocratie et du socialisme.

Dans le domaine économique, au cours des années d'après guerre, de nouvelles difficultés économiques ont grandi dans les pays capitalistes, l'expansion de l'impérialisme américain s'est développée et de ce fait les contradictions entre les pays capitalistes se sont aggravées. Ces contradictions ont été accrues par les tentatives des milieux impérialistes de trouver une issue aux difficultés économiques dans la voie de la militarisation de l'économie et de la préparation d'une nouvelle guerre.

Dans le domaine politique, la période d'après guerre a été marquée par la constitution de deux camps : le camp agressif, antidémocratique avec les Etats-Unis en tête, et le camp pacifique, démocratique. Pendant ce temps, il s'est créé dans le monde capitaliste, en l'occurrence aux Etats-Unis, un nouveau centre de réaction et d'agression d'où provient à présent la principale menace contre la paix, contre la liberté et l'indépendance nationale des peuples. En face de ce danger, les forces éprises de paix de tous les pays se sont levées dans une lutte résolue pour la défense de la paix et de l'indépendance nationale de leurs pays.

Dans la période d'après guerre, l'Union soviétique a repris sa progression interrompue par la guerre dans la voie indiquée par le XVIII[e] congrès du parti, la voie du développement pacifique et du passage graduel du socialisme au communisme. Les années d'après guerre furent des années de grandes réalisations dans l'industrie et les transports, dans l'agri-

culture, dans tous les domaines de la science, de la culture et des arts. Ce furent par ailleurs des années d'une nouvelle consolidation du régime soviétique, du raffermissement de l'unité morale et politique de la société soviétique et de l'amitié des peuples de notre pays.

Durant toutes ces années, l'Union soviétique a lutté activement pour le maintien et la consolidation de la paix dans le monde entier.

Considérons les principaux problèmes de la situation internationale.

1. *Le nouvel affaiblissement du système capitaliste mondial et la situation économique dans les pays du capitalisme*

Le tableau général de la situation économique mondiale est caractérisé à l'heure actuelle par l'existence de deux lignes de développement.

La première est celle de l'essor continu de l'économie de paix en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire, d'une économie qui ignore les crises et se développe en vue de satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels de la société. Cette économie assure l'élévation systématique du niveau de vie des masses populaires et le plein emploi de la main-d'œuvre. Cette économie est caractérisée par la coopération économique amicale entre les pays qui constituent le camp démocratique.

La seconde ligne est celle de l'économie du capitalisme dont les forces productives piétinent, d'une économie qui se débat au milieu de la crise générale de plus en plus profonde du capitalisme et au milieu de crises économiques répétées, la ligne de la militarisation de l'économie et du développement unilatéral des branches de la production travaillant pour la guerre, la ligne de la concurrence entre les pays, celle de l'asservissement de certains pays par d'autres. La cause d'une telle situation, c'est que cette économie se développe non pas dans l'intérêt de la société mais dans le but d'assurer les plus grands profits aux capitalistes par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population du pays considéré, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale.

Le développement de la production en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes est caractérisé par les indices suivants :

EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN U. R. S. S. ET DANS LES PAYS CAPITALISTES DE 1929 A 1951

(en pourcentage, 1929 étant pris pour année de base)

	1929	1939	1943	1946	1947	1948	1949	1950	1951
U.R.S.S.	100	552	573	466	571	721	870	1082	1266
Etats-Unis ...	100	99	217	155	170	175	160	182	200
Grande - Bretagne	100	123	les renseignements n'ont pas été publiés	112	121	135	144	157	160
France	100	80		63	74	85	92	92	104
Italie	100	108		72	93	97	103	118	134

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, le volume de la production industrielle de l'U.R.S.S. en 1951 représentait 1.266 % par rapport à 1929, c'est-à-dire que durant cette période il a été multiplié par presque 13 ; dans la période d'après guerre comme avant la guerre, l'industrie soviétique suit sans cesse une ligne ascendante sur la base du développement de la production de paix.

Il ressort également de ce tableau qu'aux Etats-Unis, la production industrielle, dans la période de 1929 à 1939, a piétiné ; elle ne s'est élevée ensuite que grâce à l'accroissement considérable de la production de guerre pendant la deuxième guerre mondiale, puis elle a sensiblement décru pour ne remonter qu'à la suite du déclenchement de la guerre contre le peuple coréen et du passage à la course effrénée aux armements ; en conséquence de quoi elle a doublé en 1951 par rapport à 1929.

Dans la même période, la production industrielle de la Grande-Bretagne n'a augmenté que de 60 %, et dans plusieurs autres pays capitalistes de l'Europe occidentale l'industrie piétine toujours autour du niveau de 1929.

Dans les pays européens de démocratie populaire qui ont pourtant souffert de la guerre beaucoup plus que les pays capitalistes de l'Europe occidentale, le niveau de la production industrielle en 1951 a été, par rapport à celui d'avant guerre, multiplié par 2,9 en Pologne, 1,7 en Tchécoslovaquie, 2,5 en Hongrie, 1,9 en Roumanie, 4,6 en Bulgarie, par plus de 5 en Albanie. On constate également dans ces pays un essor continu de l'agriculture ; la production des plantes industrielles se développe à un rythme particulièrement rapide ; d'importants succès sont enregistrés dans le domaine de l'élevage.

La République démocatique allemande a remporté de grands succès dans son développement économique. En 1952, non seulement la production industrielle de la république a été relevée, mais elle a dépassé de 36 % le niveau d'avant

guerre ; le volume de la production industrielle en 1951 a représenté 2,4 fois celui de 1946 ; d'année en année, on voit progresser la métallurgie, les constructions mécaniques, l'industrie chimique, la production de l'énergie électrique. L'agriculture a dépassé le niveau d'avant guerre tant en ce qui concerne les surfaces ensemencées que le rendement.

L'économie de la République populaire chinoise se développe rapidement. Le peuple chinois travaille avec un immense enthousiasme et surmonte avec succès les pénibles conséquences d'une longue guerre dévastatrice contre les envahisseurs japonais et la réaction du Kuomintang. Le développement industriel de la Chine, depuis l'instauration du pouvoir démocratique populaire, se poursuit à un rythme rapide : le volume de la production industrielle en 1951 a plus que doublé par rapport à 1949 ; les transports ferroviaires ont été rétablis, de nouveaux chemins de fer sont construits à un rythme accéléré. Par suite de la grande réforme agraire réalisée par le gouvernement populaire de Chine, d'importants succès ont été remportés dans l'agriculture : la production des céréales en 1951 était de 128 % par rapport à 1949, celle du coton de 252 %. Alors que dans l'ancienne Chine les finances du pays étaient entièrement désorganisées, que l'inflation atteignait d'énormes proportions, le gouvernement populaire de Chine a consolidé les finances et assuré la stabilité de la monnaie.

Dans la République démocratique populaire coréenne, après sa libération du joug des colonialistes japonais, un grand progrès économique a été obtenu. Dès 1949, le volume de la production industrielle a quadruplé par rapport à 1946. A la campagne, après la réforme agraire accomplie par le gouvernement démocratique populaire, les surfaces ensemencées ont augmenté de près de 25 % ; le rendement de toutes les cultures s'est considérablement élevé. L'agression des impérialistes américains a interrompu le pacifique travail d'édification des masses populaires de la République démocratique populaire coréenne. Les troupes américaines et autres, agissant sous le couvert du drapeau de l'O.N.U., détruisent férocement les villes et les villages pacifiques de la Corée du Nord, son industrie et son agriculture.

L'essor économique de la République populaire mongole a connu de grands succès. D'année en année, l'économie nationale de la république se développe et se consolide, le bien-être matériel du peuple mongol s'améliore, sa culture s'épanouit. L'élevage qui est la principale branche de l'économie du pays est en progrès constant ; depuis la proclamation de la république, le cheptel a été multiplié par 2,5 ; tout le bétail appartient désormais à la paysannerie laborieuse. Au cours des dix dernières années, la production de l'industrie d'Etat et de l'industrie coopérative a presque triplé.

Toutes les données caractérisant l'évolution de la produc-

tion dans les pays capitalistes et dans les pays du camp démocratique attestent que le rythme de développement de la production industrielle des pays capitalistes, y compris pour la production industrielle des Etats-Unis, retarde considérablement sur le rythme de développement de l'industrie de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire.

Il ressort en outre de ces données que la production industrielle des pays capitalistes n'a manifesté un certain regain d'activité que par suite des préparatifs de guerre, et de la nécessité de satisfaire les besoins de la machine de guerre durant les hostilités.

Loin d'éliminer les contradictions économiques et politiques du capitalisme, la deuxième guerre mondiale a, au contraire, encore aggravé ces contradictions ; elle a ébranlé l'économie des pays capitalistes et approfondi la crise générale du système capitaliste mondial. La deuxième guerre mondiale n'a pas justifié les espoirs de la grande bourgeoisie des Etats impérialistes. Chacun des deux groupes capitalistes qui s'affrontèrent pendant la guerre espérait, par les armes, repartager le monde, s'emparer de nouvelles sources de matières premières, élargir les débouchés pour ses marchandises, c'est-à-dire consolider sa propre situation économique aux dépens de ses adversaires et conquérir la domination mondiale.

Mais ces calculs se sont avérés faux. Bien que l'Allemagne et le Japon eussent été éliminés en tant que principaux concurrents des trois plus importants pays capitalistes — Etats-Unis, Grande-Bretagne et France (ces pays, les Etats-Unis surtout, espéraient de cette façon multiplier leur production par 4 ou 5) — les espoirs de ces derniers se sont effondrés avec fracas. Et de plus la Chine et les pays de démocratie populaire d'Europe se sont détachés du système capitaliste et ont formé avec l'Union soviétique un puissant camp uni de la paix et de la démocratie qui s'oppose au camp de l'impérialisme.

Le résultat économique de la création de deux camps opposés a été, comme l'indique le camarade Staline, la désagrégation du marché mondial unique et il s'est formé deux marchés mondiaux parallèles : le marché des pays du camp pacifique, démocratique, et le marché des pays du camp impérialiste, agressif. La désagrégation du marché mondial unique a été le résultat économique le plus important de la deuxième guerre mondiale et de ses incidences économiques.

Les deux marchés mondiaux se développent dans des directions opposées. Le nouveau marché mondial, démocratique, ignore les difficultés d'écoulement parce que sa capacité d'absorption augmente d'année en année en liaison avec la croissance sans crise de la production dans les pays du camp de la démocratie, parce que l'élévation constante de la production de tous les pays du camp démocratique élargit de plus en plus la capacité d'absorption du marché démocratique. De

l'autre côté, nous avons un autre marché mondial, impérialiste, qui n'est pas lié à l'U.R.S.S. et aux autres pays démocratiques, qui, par conséquent, s'est rétréci, et qui éprouve des difficultés d'écoulement par suite des interruptions de production et des crises, par suite du chômage et de la paupérisation des masses, parce qu'il s'est coupé des pays démocratiques. Il faut tenir compte par ailleurs du fait que la désagrégation du marché mondial unique a entraîné un rétrécissement sérieux de l'aire d'utilisation des ressources mondiales par les forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) ; il en résulte que le marché mondial capitaliste se rapetisse de plus en plus, que les conditions d'écoulement des marchandises sur ce marché se sont aggravées et continuent à s'aggraver.

Les résultats de la deuxième guerre mondiale ont été différents pour les divers Etats capitalistes, ce qui a amené des changements substantiels dans les rapports économiques entre ces pays. A la suite des hostilités prolongées, des pertes humaines et des dommages matériels, l'économie de nombreux pays belligérants s'est trouvée fortement ébranlée. Cela concerne avant tout l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Un grave préjudice a été également subi par la France, la Hollande, la Belgique et certains autres pays. La Grande-Bretagne est très sérieusement affaiblie.

Les Etats-Unis se sont enrichis par la guerre, les milliardaires américains ont consolidé leurs positions économiques. Toutefois, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à leurs fins, ils n'ont pas réussi à instaurer la domination du capital américain sur le marché mondial. Les Etats-Unis croyaient pouvoir multiplier leur production par quatre ou par cinq après l'élimination de l'Allemagne et du Japon. Mais ils ont seulement doublé leur production et aujourd'hui ils roulent vers la crise économique. C'est un fait qu'il y a actuellement aux Etats-Unis au moins trois millions de chômeurs complets et davantage encore de chômeurs partiels. Les grèves massives des ouvriers compliquent encore les affaires des milliardaires des Etats-Unis. Il en est ainsi parce que l'industrie des Etats-Unis, par la faute des milieux gouvernants des Etats-Unis, a perdu des marchés tels que l'U.R.S.S., la Chine, les pays européens de démocratie populaire.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain ne se présente pas seulement comme un exploiteur international qui asservit les peuples, mais aussi comme une force qui désorganise l'économie des autres pays capitalistes. Après la guerre, mettant à profit l'affaiblissement de ses concurrents, le capital monopoleur des Etats-Unis s'est emparé d'une partie importante du marché mondial capitaliste. Il détruit les multiples relations économiques historiquement constituées entre les pays capitalistes, y substituant les relations unilatérales de ces pays avec

les EtatsUnis. Forçant leurs exportations au moyen du dumping le plus éhonté, tout en protégeant leur marché intérieur contre les importations de marchandises étrangères, ce qui a pour conséquence d'étouffer le peuple américain sous des prix élevés, les monopoles américains désorganisent toujours davantage le marché mondial capitaliste. L'impérialisme américain prive les pays de l'Europe occidentale de la possibilité de se fournir en vivres sur les anciens marchés de l'Europe orientale, alors que les pays de l'Europe occidentale y avaient toujours exporté une grande quantité de marchandises industrielles en échange de vivres et de matières premières.

Une pareille politique économique de l'impérialisme américain ne pouvait manquer de susciter l'aggravation des contradictions entre les Etats-Unis et les autres Etats capitalistes. Les principales d'entre elles demeurent les contradictions entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ces contradictions prennent la forme d'une lutte ouverte entre monopoles américains et britanniques pour les sources de pétrole, de caoutchouc, de métaux non ferreux et rares, de soufre, de laine, pour les débouchés de leurs marchandises.

Il convient d'y ajouter les très graves contradictions entre les Etats-Unis et le Japon, les Etats-Unis et l'Italie, les Etats-Unis et l'Allemagne occidentale qui vivent sous le joug de l'occupation des dictateurs des Etats-Unis. Il serait naïf de croire que ces pays vaincus consentiront à vivre indéfiniment sous le talon des occupants américains. Il serait stupide de penser qu'ils n'essaieront pas de s'arracher d'une façon ou d'une autre à l'oppression américaine pour mener une existence libre et indépendante.

A mesure que sous le couvert d' « aide » le capitalisme américain, en accordant des crédits, s'infiltre dans l'économie de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, s'empare des matières premières et des débouchés dans les colonies britanniques et françaises, les contradictions entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, entre les Etats-Unis et la France s'aggravent et elles continueront à s'aggraver. La Grande-Bretagne et à sa suite la France et les autres pays capitalistes cherchent à échapper à l'emprise des Etats-Unis pour s'assurer une situation indépendante et des bénéfices élevés. D'ores et déjà, une lutte opiniâtre est engagée par les capitalistes de Grande-Bretagne contre l'emprise américaine sur le commerce international.

Les difficultés économiques, qui ont pris les pays capitalistes dans un étau après la guerre, se sont aggravées du fait que les impérialistes se sont eux-mêmes interdit l'accès du marché mondial démocratique. Les Etats-Unis ont réduit presque à zéro le commerce avec l'Union soviétique, avec les pays européens de démocratie populaire, ils ont cessé le commerce avec la Chine. Ils ont en fait interdit non seulement aux pays

vaincus (Japon, Allemagne occidentale, Italie), mais aussi à la Grande-Bretagne, à la France, à la Hollande, au Danemark, à la Norvège, à la Belgique et aux autres Etats capitalistes de vendre et d'acheter des marchandises sur le marché des pays du camp démocratique. En 1951, les échanges commerciaux des Etats-Unis avec les pays faisant aujourd'hui partie du camp démocratique sont dix fois plus faibles qu'en 1937 ; les échanges commerciaux de la Grande-Bretagne avec ces pays sont six fois plus faibles, ceux de la France plus de quatre fois.

Faisant subir à l'U.R.S.S., à la Chine et aux pays européens de démocratie populaire un « blocus » économique, les Etats-Unis ainsi que la Grande-Bretagne et la France croyaient par là étrangler ces pays. On a assisté en réalité non pas à l'étranglement, mais à une consolidation du nouveau marché mondial démocratique. Les impérialistes ont de ce fait porté un coup sérieux à leurs propres exportations et renforcé encore la contradiction entre la capacité de production de leur industrie et les possibilités d'écoulement de ses produits.

Tout cela signifie que des contradictions encore plus profondes sont apparues au sein de l'économie capitaliste et que le système mondial de l'économie capitaliste est devenu dans son ensemble sensiblement plus restreint, plus faible et encore plus instable qu'il n'était avant la guerre.

Conscients de ces difficultés économiques, les capitalistes des Etats-Unis cherchent à les compenser par la guerre en Corée, la course aux armements, la militarisation de l'industrie.

Ayant déclenché une guerre réactionnaire contre le peuple coréen et excitant l'hystérie belliciste contre le camp démocratique, les impérialistes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France ont mis l'économie sur le pied de guerre, augmentant dans des proportions considérables la militarisation de l'économie et la course aux armements dans leurs pays. A l'heure actuelle, une partie toujours plus importante de la production industrielle de ces pays est utilisée pour l'équipement militaire. Dans les principales branches de l'industrie des Etats-Unis et des autres pays capitalistes, les commandes militaires jouent un rôle décisif. Dans les budgets des Etats capitalistes, la part des dépenses directes et indirectes pour la course aux armements ne cesse d'augmenter. Aux Etats-Unis les dépenses militaires directes sont passées d'un milliard de dollars pour l'exercice 1937-1938 à 58.200 millions de dollars pour l'exercice 1952-1953 ; ces dépenses constituent actuellement 74 % de la totalité du budget des Etats-Unis, alors qu'en 1937-1938, elles ne constituaient que 14 % du budget ; en Grande-Bretagne, les dépenses militaires sont passées dans le même temps de 197 millions à 1.634 millions de livres sterling et représentent actuellement 34 % de la totalité du budget

contre 17 % dans la période d'avant guerre ; en France, les dépenses militaires représentent actuellement presque 40 % de la totalité du budget.

Cet accroissement inouï des dépenses militaires conduit à une élévation continue des impôts et à un gonflement de l'émission inflationniste de papier-monnaie. L'affaiblissement considérable de tout le système financier des pays capitalistes, conséquence de la guerre et de la politique des milieux gouvernants des Etats-Unis, continue à s'aggraver. La dévalorisation de la monnaie atteint un degré sans précédent. En 1951, selon des données officielles manifestement maquillées, le pouvoir d'achat du dollar ne représentait que 43 % de son niveau de 1939, celui de la livre sterling 32 %, celui du franc français 3,8 % et celui de la lire italienne moins de 2 %.

La mise sur pied de guerre de l'économie a permis aux Etats-Unis et aux autres pays capitalistes d'élever provisoirement le niveau de la production industrielle. Sur cette base les économistes bourgeois s'efforcent de prouver que les grosses commandes militaires peuvent maintenir indéfiniment un niveau élevé des « affaires ». La réalité pourtant balaie ces assertions. Aujourd'hui, alors que la militarisation particulièrement intense de l'économie capitaliste en est à sa troisième année, ses funestes conséquences sont de plus en plus apparentes. Les facteurs inflationnistes de guerre, tout en provoquant une animation provisoire de la conjoncture, ont orienté l'économie des pays capitalistes dans un sens unique, vers la guerre. Une partie toujours plus importante des produits finis et des matières premières se trouve engloutie par la consommation improductive de guerre, ou bien se trouve paralysée sous forme d'immenses stocks stratégiques. D'autre part, la militarisation de l'économie entraîne une augmentation des impôts destinés à soutirer de l'argent à la population. Tout cela fait du budget des pays capitalistes un instrument des milliardaires pour piller le peuple, réduit sensiblement le pouvoir d'achat de la population, abaisse la demande des produits industriels et agricoles, occasionne une réduction considérable de la production civile et crée des conditions propices à l'éclosion d'une crise économique aiguë.

La militarisation de l'économie nationale aggrave, loin de l'éliminer, la disproportion entre les possibilités de production et la demande solvable toujours plus réduite des populations, demande que le groupe gouvernant des pays capitalistes réduit à l'extrême minimum ; par suite, la réduction de la capacité du marché capitaliste est de plus en plus marquée. De sorte que l'hypertrophie de la production de guerre conduit inévitablement au développement d'une nouvelle crise économique profonde.

La course aux armements constitue un fardeau particuliè-

rement pesant pour l'économie des pays satellites des Etats-Unis. Ayant déclenché la guerre en Corée, les Etats-Unis ont intensifié leur pression sur les Etats d'Europe occidentale, en exigeant qu'ils s'engagent toujours plus résolument dans la voie de la reconversion de leur industrie en industrie de guerre, qu'ils accordent des crédits excessifs à la préparation de la guerre, en privant les branches civiles de l'industrie de ces pays des matières premières et des matériaux indispensables. L'impérialisme américain a définitivement jeté le masque de « sauveteur » de l'économie des pays capitalistes. L' « aide » américaine n'est accordée aujourd'hui que pour les armements, que pour la préparation d'une nouvelle guerre. La course aux armements pratiquée par les gouvernants de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, d'Allemagne occidentale, de Belgique, de Norvège et des autres pays capitalistes sur les ordres des monopoles américains détruit l'économie de ces pays et les pousse à la catastrophe.

Ayant assujetti l'Etat bourgeois et lui dictant une politique de préparation d'une nouvelle guerre et de course aux armements, les milliardaires réalisent actuellement des bénéfices formidables. Pour les milliardaires, et en premier lieu, pour les monopoles, pour les milliardaires des Etats-Unis, la course aux armements est devenue une source d'enrichissement sans précédent. Même selon les données officielles édulcorées, les bénéfices des monopoles capitalistes des Etats-Unis sont passés de 3.300 millions de dollars en 1938 à 42.900 millions de dollars en 1951, ayant donc été multipliés par treize. Les monopolistes britanniques, ces gros sacs d'écus, ainsi que les monopoles capitalistes de France, d'Italie, du Japon et d'autres pays, réalisent des bénéfices immenses, bien que l'économie de ces pays connaisse une stagnation prolongée.

D'autre part, la militarisation a entraîné une aggravation brutale des conditions de vie des masses populaires. L'élévation des impôts, la hausse des prix des articles de grande consommation et l'inflation ont aggravé l'appauvrissement relatif et absolu des travailleurs. Même compte tenu de la dévalorisation de la monnaie aux Etats-Unis, les impôts directs ont été, par rapport à l'exercice 1937-1938, multipliés par plus de douze pour l'exercice en cours. Dans les pays d'Europe occidentale où, même avant la deuxième guerre mondiale, le fardeau fiscal était très considérable, les impôts ont doublé pour la Grande-Bretagne, ils ont été multipliés par 2,6 pour la France, par 1,5 pour l'Italie.

Même les indices officiels, manifestement édulcorés, du coût de la vie et des prix de détail attestent une hausse continue du coût de la vie qui s'est particulièrement accentuée après l'agression américaine en Corée. Dans de telles conditions, la politique de « blocage » des salaires appliquée par

les capitalistes avec l'appui des socialistes de droite et des leaders syndicalistes réactionnaires a abouti à une baisse importante du salaire réel des ouvriers et des employés. En France et en Italie, le salaire réel des ouvriers est en 1952 inférieur à la moitié de celui d'avant guerre, en Grande-Bretagne, il est de 20 % inférieur à celui d'avant guerre. Aux Etats-Unis, selon les données du syndicat des électriciens, le coût de la vie a presque triplé par rapport à 1939. Malgré la croissance de la production de guerre, le nombre des chômeurs complets et partiels augmente dans les pays capitalistes. En Italie et en Allemagne occidentale, le chômage dépasse le niveau des plus dures années de la crise économique mondiale de 1929-1933 ; en Italie, on compte plus de deux millions de chômeurs complets et un nombre encore plus grand de chômeurs partiels ; en Allemagne occidentale, il y a près de trois millions de chômeurs complets et partiels. Au Japon, environ dix millions d'hommes sont complètement ou partiellement sans travail. Aux Etats-Unis, il y a au moins trois millions de chômeurs complets et dix millions de personnes en chômage partiel. En Grande-Bretagne, le chômage grandit ; il a déjà atteint plus de 500.000 personnes. Dans un petit pays comme la Belgique, il y a plus de 300.000 chômeurs.

L'aggravation progressive de la condition matérielle des larges couches de la population provoquée par la course aux armements accroît sans cesse le mécontentement des masses populaires et détermine le renforcement de leur lutte contre la baisse du niveau de vie et contre toute la politique de préparation d'une nouvelle guerre. Les antagonismes de classe entre la bourgeoisie impérialiste d'une part et la classe ouvrière et tous les travailleurs d'autre part deviennent beaucoup plus aigus. La vague du mouvement gréviste se propage toujours plus largement à travers tout le monde capitaliste.

La situation du système capitaliste mondial se complique à l'heure actuelle du fait que, par suite de la guerre et du nouvel essor de la lutte de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, le système colonial de l'impérialisme, en fait, se désagrège.

Le résultat immédiat de la défaite de l'Allemagne fasciste et du Japon impérialiste a été la rupture du front de l'impérialisme en Chine, en Corée, au Viet-Nam, où, à la place de semi-colonies et de colonies, ont surgi des républiques populaires. La victoire du peuple chinois a révolutionné encore davantage l'Orient et a contribué à l'essor de la lutte libératrice des peuples opprimés par l'impérialisme.

Dans la période d'après guerre, les contradictions entre les métropoles et les colonies se sont encore accrues. La Grande-Bretagne, la France, la Belgique et d'autres puissances coloniales cherchent à compenser aux dépens des colonies les

charges qui leur incombent par suite de la militarisation de l'économie et de l'expansion des Etats-Unis. En même temps, les impérialistes américains s'infiltrent dans les colonies et dans les sphères d'influence de ces puissances coloniales, y conquièrent des positions pour eux-mêmes, renforçant l'exploitation des peuples des pays coloniaux et dépendants. Au cours de cette lutte, les envahisseurs américains fomentent des complots contre leurs « alliés » britanniques et français, contribuant par leurs actions à aggraver encore la crise du système colonial de l'impérialisme. Le territoire de nombreux pays coloniaux et dépendants (Egypte, Iran, Syrie, Maroc, Tunisie, etc.) est utilisé pour l'installation de bases militaires tandis qu'on prépare leur population au rôle de « chair à canon » dans la guerre future.

En raison de l'oppression prolongée des impérialistes et des survivances féodales, l'économie des pays coloniaux et dépendants est en déclin, surtout leur agriculture. Des dizaines de millions d'hommes dans l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, dans les pays d'Afrique, vivent dans un état de famine permanente et un très grand nombre d'hommes meurent de faim. L'exploitation rapace des pays coloniaux et dépendants par les puissances impérialistes ralentit le développement des forces productives dans ces pays, maintient le pouvoir d'achat de la population à un niveau extrêmement bas, rétrécit les débouchés pour la production industrielle. Tout cela constitue un lourd fardeau qui entraîne à l'abîme l'économie du monde capitaliste tout en aggravant les contradictions internes du système capitaliste mondial dans son ensemble.

Les peuples des pays coloniaux et dépendants opposent une résistance toujours plus énergique aux asservisseurs impérialistes. La lutte des peuples du Viet-Nam, de Birmanie, de Malaisie, des Philippines et d'Indonésie, le développement de la résistance nationale dans l'Inde, l'Iran, l'Egypte et d'autres pays témoignent de la montée du mouvement de libération nationale.

2. *Aggravation de la situation internationale. Menace d'une nouvelle guerre de la part du bloc agressif américano-britannique. Lutte des peuples pour la paix*

Dans le domaine des relations internationales également, l'activité des milieux gouvernants des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France s'est déroulée sous le signe de la préparation à une nouvelle guerre.

Presque aussitôt après la fin de la deuxième guerre mon-

diale, les Etats-Unis ont renoncé à l'orientation politique concertée, suivie par les alliés du temps de guerre et fixée dans les décisions des conférences des puissances à Téhéran, Yalta et Potsdam. Par toute une série d'actions agressives, les Etats-Unis ont aggravé la situation internationale en faisant peser sur le monde le danger d'une nouvelle guerre.

Les gouvernants des Etats-Unis ont formulé avec suffisamment de franchise les buts de leur orientation agressive. Dès 1945, peu après son avènement à la présidence des Etats-Unis, Truman a déclaré : « *La victoire a placé le peuple américain devant la nécessité permanente et brûlante de diriger le monde.* » Plus tard, Truman et d'autres politiciens américains ont maintes fois répété qu'ils avaient la prétention de voir « *les Etats-Unis diriger le monde* ». Cette orientation visant à la conquête de la domination mondiale, à l'assujettissement de tous les autres pays, est le leitmotiv de toute la politique du groupe impérialiste gouvernant des Etats-Unis.

Les manitous des Etats-Unis savaient naturellement qu'il est impossible d'obtenir la domination sur les autres nations par la voie pacifique. Ils savaient par l'expérience des hitlériens qui, eux aussi, briguaient la domination sur les autres pays, qu'il est impossible même de songer à dominer le monde sans employer la force, sans déclencher une nouvelle guerre. Aussi, se sont-ils décidés à violer la paix, à préparer une nouvelle guerre. Et étant donné que l'U.R.S.S. est le principal adversaire d'une nouvelle guerre, le principal bastion de la paix, les manitous des Etats-Unis en ont tiré la déduction qu'il fallait déclencher la guerre contre l'U.R.S.S. et les autres partisans de la paix. C'est ainsi que s'est constitué le bloc Atlantique-nord d'agression formé à l'insu de l'U.R.S.S., derrière son dos. Et pour cacher au peuple les objectifs d'agression de ce bloc et tromper le peuple, ils l'ont proclamé bloc « de défense » contre le « communisme », contre l'Union soviétique, qui s'apprêterait soi-disant à attaquer les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et les autres membres du bloc.

C'est dans ce même but criminel que des bases militaires américaines sont installées dans différents pays situés le plus près possible des frontières soviétiques.

Dans ce même but criminel, les milieux gouvernants des Etats-Unis remilitarisent l'Allemagne occidentale et le Japon.

Les milieux gouvernants des Etats-Unis et leurs partisans, en procédant à la remilitarisation de l'Allemagne occidentale et du Japon, reconstituent sous les yeux du monde entier les deux foyers de la deuxième guerre mondiale pour la liquidation desquels les peuples ont versé leur sang dans cette guerre.

L'agression des Etats-Unis contre la République démocratique populaire coréenne a marqué, de la part du bloc améri-

cano-britannique, le passage de la préparation d'une guerre agressive à des actes directs d'agression. Le peuple coréen, qui défend héroïquement, en étroite coopération avec les vaillants volontaires chinois, la liberté et l'indépendance de sa patrie et qui riposte à ceux qui violent la paix, bénéficie de la chaleureuse sympathie de toute l'humanité démocratique et éprise de paix. (*Tempête d'applaudissements.*)

La situation internationale dans son ensemble se distingue à l'heure actuelle par des traits et des particularités spécifiques parmi lesquels il convient de noter ceux-ci :

La principale puissance agressive — les Etats-Unis — pousse violemment à la guerre les autres pays capitalistes, et en tout premier lieu ceux qui adhèrent au bloc Atlantique-nord, ainsi que les pays vaincus dans la deuxième guerre mondiale, à savoir, l'Allemagne occidentale, l'Italie et le Japon. Dictant leur volonté, les chefs de file américains déterminent pour tous les participants du bloc les buts de guerre, les plans de campagne, les forces devant y participer et résolvent les autres questions de la préparation à la guerre.

Les gouvernants des Etats-Unis prétendent s'inspirer d'idéaux tels que la création de la « communauté des pays libres ». Ils déclarent continuellement que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Turquie, la Grèce constituent une « communauté des pays libres » tandis que l'U.R.S.S. et les républiques de démocratie populaire seraient des pays « non libres ». Nous le comprenons ainsi : aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Turquie et dans les autres pays capitalistes il existe réellement une « liberté », non pas la liberté pour le peuple, mais la liberté d'exploiter et de piller le peuple. Quant à l'U.R.S.S. et aux pays de démocratie populaire, une telle « liberté » n'y existe pas, en effet, car dans ces pays on a depuis longtemps déjà liquidé la liberté d'exploiter et de piller les travailleurs. (*Applaudissements.*) Voilà donc de quoi se targuent les hérauts du « mode de vie américain ».

En réalité, la politique des Etats-Unis à l'égard de leurs « amis » capitalistes de l'Europe occidentale et autres n'est pas une politique démocratique, mais une politique impérialiste. Sous le drapeau de l' « anticommunisme » et de la « défense de la liberté », les Etats-Unis subordonnent pratiquement et pillent les vieux Etats bourgeois, formés déjà depuis longtemps, ainsi que leurs colonies. Tout comme jadis Hitler, les impérialistes américains ont eu besoin du rideau de fumée de « lutte contre le communisme » pour détourner l'attention de leurs véritables desseins de conquête. Appliquant une politique impérialiste vis-à-vis de la Grande-Bretagne, de la France et des autres pays capitalistes, les Etats-Unis ont en même temps si peu de modestie, pour parler poliment, qu'ils

se font passer pour ami sincère de ces pays. C'est là en effet, un grand ami ! Il est monté sur le dos de ses partenaires mineurs, il les pille et les asservit, les fouette à tour de bras tout en leur disant : « Soyons amis », ce qui signifie dans la bouche des milliardaires américains : portez-moi d'abord et ensuite je vous chevaucherai. (*Rires dans la salle.*)

La Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Belgique, la Norvège, qui jadis étaient des pays capitalistes libres, renoncent de fait aujourd'hui à leur politique nationale et pratiquent une politique dictée par les impérialistes américains, livrent leurs territoires pour que des bases et des places d'armes américaines y soient installées, s'exposant ainsi eux-mêmes aux coups en cas d'hostilités. Par complaisance envers les Etats-Unis, ils concluent des alliances et constituent des blocs dirigés contre les intérêts nationaux de leurs Etats. Les actes des milieux gouvernants de France qui aident de leurs propres mains à rétablir l'ennemi juré et séculaire de la France, le militarisme allemand, en sont un exemple éloquent. Les hommes d'Etat britanniques, conservateurs comme travaillistes, se sont faits pour longtemps les partenaires mineurs des Etats-Unis en s'engageant ainsi à appliquer non pas leur politique nationale, mais la politique américaine. Le peuple britannique souffre déjà durement de cette politique et l'Empire britannique craque sur toutes les coutures.

Les services de propagande britanniques ne se lassent pas de répéter que les communistes détruisent soi-disant l'Empire britannique. Mais les milieux gouvernants de l'Empire britannique ne peuvent pas ne pas voir les faits évidents attestant que ce sont les milliardaires américains et non pas les communistes qui accaparent les possessions de l'Empire britannique.

Seraient-ce les communistes et non les milliardaires américains qui se sont emparés du Canada, qui s'emparent de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, qui évincent la Grande-Bretagne de la zone du canal de Suez et des marchés de l'Amérique latine, du Proche et du Moyen-Orient, qui font main basse sur les régions pétrolifères que possède la Grande-Bretagne ?

Les faits prouvent qu'aucun ennemi de la Grande-Bretagne ne lui a infligé de coups aussi durs que son « ami » américain et ne l'a spoliée progressivement de son empire comme le fait celui-ci. Cet « ami » fait bloc avec la Grande-Bretagne et utilise le territoire britannique pour y installer des bases aériennes, plaçant ainsi ce pays dans une situation difficile, je dirais même dangereuse, tout en se faisant passer pour le sauveur de la Grande-Bretagne contre le « communisme soviétique ».

Pour ce qui est des pays « libres » comme la Grèce, la Turquie, la Yougoslavie, ils sont déjà devenus des colonies

américaines et les gouvernants de Yougoslavie, tous ces Tito, ces Kardelj, ces Rankovitch, ces Djilas, ces Pjade et autres, se sont depuis longtemps embauchés comme agents américains remplissant les missions d'espionnage et de sape, confiées par leurs chefs de file américains, contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

Les milieux gouvernants de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale, du Japon se sont attelés au char de l'impérialisme américain en renonçant à leur politique étrangère indépendante et de caractère national. Ce faisant, il est vrai que la clique gouvernante de ces pays trahit les intérêts nationaux et fait l'aveu de sa propre faillite. Mais cette clique préfère sacrifier les intérêts nationaux de ses Etats dans l'espoir d'obtenir l'aide de ses protecteurs impérialistes d'outre-Atlantique contre ses propres peuples, qu'elle craint davantage que le joug impérialiste étranger.

La responsabilité directe de cette politique antinationale des milieux gouvernants retombe également sur les social-démocrates de droite et en premier lieu sur la clique dirigeante du parti travailliste de Grande-Bretagne, du parti socialiste de France, du parti social-démocrate d'Allemagne occidentale. Les socialistes de droite de Suède, du Danemark, de Norvège, de Finlande, d'Autriche et des autres pays marchent sur les traces de leurs confrères et, depuis la deuxième guerre mondiale, luttent avec rage contre les forces pacifiques et démocratiques des peuples. Les social-démocrates de droite contemporains, outre leur vieux rôle de valets de la bourgeoisie nationale, sont devenus les agents de l'impérialisme américain étranger et remplissent ses missions les plus ignobles dans la préparation de la guerre et dans la lutte contre leurs peuples.

Le trait distinctif de la stratégie de l'impérialisme américain est que ses chefs de file fondent leurs plans de guerre sur l'utilisation des territoires étrangers et des armées étrangères, en premier lieu de l'Allemagne occidentale et du Japon, ainsi que de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, sur l'utilisation des autres peuples, qui doivent, dans l'idée des stratèges américains, servir d'instrument aveugle et de chair à canon pour la conquête de la domination mondiale par les monopolistes américains.

Mais d'ores et déjà, les hommes politiques les plus lucides et les plus progressistes dans les pays capitalistes européens et autres, ceux qui ne sont pas aveuglés par l'antisoviétisme, voient distinctement dans quel gouffre les entraînent les aventuriers américains déchaînés et ils commencent à se dresser contre la guerre. Et il est à présumer que, dans les pays condamnés au rôle de pions dociles des dictateurs américains, il se trouvera des forces démocratiques réellement attachées à la

paix qui mèneront leur politique indépendante, pacifique et trouveront une issue à l'impasse où les ont acculés les dictateurs américains. En s'engageant dans cette voie nouvelle, les pays européens et autres bénéficieront de l'entière compréhension de tous les pays pacifiques. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Afin de camoufler leur politique de conquête, les milieux gouvernants des Etats-Unis voudraient faire passer la guerre dite « froide » contre le camp démocratique pour une politique défensive, une politique de paix, et effraient leur peuple par le péril imaginaire d'une agression soviétique. Le camouflage des plans d'agression et des hostilités déjà en cours sous une phraséologie de démagogie pacifique est un trait distinctif de la politique des chefs de file du bloc atlantique. Le fait est qu'aujourd'hui il n'est guère facile de pousser les peuples qui viennent de supporter tout le fardeau d'hostilités militaires sanglantes à une nouvelle guerre, à une guerre contre les peuples pacifiques. D'où ces efforts du loup agressif atlantique pour se cacher sous une peau d'agneau.

Dans ces conditions, il serait dangereux de sous-estimer la nocivité de l'hypocrite camouflage pacifique des agresseurs d'aujourd'hui.

Les préparatifs de guerre sont accompagnés d'un déchaînement inouï du militarisme embrassant toute la vie des peuples des pays du camp impérialiste, d'une offensive effrénée de la réaction contre les travailleurs et de la fascisation de tout le régime dans ces pays.

Si les impérialistes hitlériens, en se préparant à la deuxième guerre mondiale, avaient instauré le fascisme dans leur pays, aujourd'hui les impérialistes américains, en se préparant à une nouvelle guerre, instaurent un barbare régime fasciste non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans d'autres pays, en premier lieu là où les forces de paix et de démocratie sont particulièrement importantes comme par exemple en France, en Italie, au Japon. Les milieux gouvernants de ces pays, exécutant la mission honteuse dictée par la clique militariste américaine, font la guerre à leurs peuples. Dans ces conditions, les forces armées américaines stationnées hors des frontières des Etats-Unis remplissent le rôle de troupes policières de répression.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain n'est pas seulement un agresseur, c'est aussi un gendarme mondial qui tente d'étouffer la liberté partout où c'est possible et d'implanter le fascisme.

D'ores et déjà, contre ce gendarme mondial une vague de haine et de résistance monte des peuples qu'il opprime.

Tout cela témoigne de l'affaiblissement des positions des

impérialistes et conduit à une violente aggravation de la lutte à l'intérieur du camp impérialiste entre les forces de la réaction fasciste et les forces démocratiques des peuples des pays impérialistes. Cet état de choses est gros de conséquences très sérieuses pour les fauteurs de guerre.

Devant la menace de guerre croissante, on voit se déployer un mouvement de tous les peuples en faveur de la paix, se former une coalition antibelliciste de classes et de couches sociales diverses qui ont intérêt à éliminer la tension internationale et à empêcher une nouvelle guerre mondiale. Les fauteurs de guerre ne parviennent pas à faire passer ce mouvement démocratique, pacifique et sans-parti pour un mouvement de parti, un mouvement prétendument communiste. Le fait que l'Appel de Stockholm ait rallié 500 millions de signatures et l'Appel pour un Pacte de paix entre les cinq grandes puissances plus de 600 millions constitue la meilleure réfutation de cette allégation des fauteurs de guerre et l'indice de l'envergure colossale de ce mouvement démocratique sans-parti pour la paix. Ce mouvement pacifique n'a pas pour but de liquider le capitalisme parce que c'est non pas un mouvement socialiste, mais un mouvement démocratique de centaines de millions de gens. Les partisans de la paix énoncent des revendications et des propositions qui doivent contribuer à sauvegarder la paix, à empêcher une nouvelle guerre. Dans les conditions historiques actuelles, si cet objectif était atteint, ce serait une immense victoire de la cause de la démocratie et de la paix.

L'actuel rapport des forces entre le camp de l'impérialisme et de la guerre et le camp de la démocratie et de la paix rend cette perspective parfaitement réalisable. Pour la première fois dans l'histoire, il existe un camp puissant et uni d'Etats pacifiques. Dans les pays capitalistes, l'esprit d'organisation de la classe ouvrière s'est développé, de puissantes organisations démocratiques internationales d'ouvriers, de paysans, de femmes, de jeunes ont été créées. Les partis communistes qui mènent la lutte héroïque pour la paix ont grandi et se sont renforcés.

La lutte contre la menace d'une nouvelle guerre est conforme à l'intérêt des peuples de tous les pays, y compris des larges masses des Etats-Unis, qui en cas de guerre ne souffriraient pas moins que la population des autres pays. La guerre de Corée, malgré l'immense supériorité technique américaine, a déjà coûté au peuple américain des centaines de milliers de tués et de blessés. On conçoit aisément les pertes colossales que subira le peuple américain si les rois repus de la finance des Etats-Unis le jettent dans la guerre contre les peuples pacifiques.

Il s'agit aujourd'hui d'intensifier encore l'activité des

masses populaires, de renforcer l'esprit d'organisation des partisans de la paix, de dénoncer sans relâche les fauteurs de guerre et de ne pas laisser ceux-ci égarer les peuples par le mensonge. Mettre à la raison et isoler les aventuriers du camp des agresseurs impérialistes qui voudraient, au nom de leurs profits, entraîner les peuples dans une hécatombe sanglante, telle est la tâche première de l'humanité progressiste et pacifique tout entière. (*Applaudissements prolongés.*)

3. *L'Union soviétique en lutte pour la sauvegarde et le renforcement de la paix*

En politique extérieure, la ligne générale du parti fut et demeure une politique de paix entre les peuples et de sécurité pour notre Patrie socialiste.

Dès les premiers jours de l'existence de l'Etat soviétique, le parti communiste a proclamé une politique de paix et de relations amicales entre les peuples qu'il applique depuis lors. Durant toute la période comprise entre les deux guerres mondiales, l'Union soviétique a défendu avec fermeté la cause de la paix, a lutté dans l'arène internationale contre la menace d'une nouvelle guerre en militant pour une politique de sécurité collective et de riposte collective à l'agresseur. Ce n'est pas la faute de l'Union soviétique si les milieux réactionnaires des Etats-Unis et des pays de l'Europe occidentale torpillaient la politique de sécurité collective, encourageaient l'agression hitlérienne et ont conduit au déclenchement de la deuxième guerre mondiale.

Se faisant le champion inlassable d'une politique de paix, notre parti, qui n'oubliait pas cependant l'encerclement hostile, renforçait sans cesse la défense du pays pour pouvoir riposter à toute attaque.

En 1939, alors que l'incendie d'une nouvelle guerre était déjà allumé, le camarade Staline, au XVIII[e] congrès du parti, soulignait les principes essentiels de la politique extérieure soviétique en indiquant : « *Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays.* » En même temps, le camarade Staline avertissait les agresseurs en déclarant : « *Nous ne craignons pas les menaces des agresseurs et sommes prêts à répondre par un coup double au coup des fauteurs de guerre qui cherchent à violer les frontières soviétiques.* »

Et lorsque l'Allemagne hitlérienne attaqua perfidement notre patrie, le peuple soviétique infligea une riposte foudroyante à l'ennemi et le battit à plate couture. Le monde entier a pu s'assurer que notre parti ne jetait pas de paroles en l'air. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Après la deuxième guerre mondiale, le parti continua à faire une politique extérieure destinée à assurer une paix solide et durable et à développer la coopération internationale. Le gouvernement soviétique formula le programme bien connu de dispositions visant à conjurer la guerre.

Non seulement les propositions formulées par l'Union soviétique, mais aussi ses actes témoignent de son attachement à la paix. Après la guerre, l'Union soviétique procéda à une réduction considérable de ses forces armées dont les effectifs ne dépassent pas aujourd'hui ceux qui existaient avant la guerre. Après la guerre, le gouvernement soviétique retira ses troupes, dans les délais les plus brefs, des territoires de la Chine, de la Corée, de la Norvège, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Bulgarie, où ces troupes avaient été introduites au cours des opérations militaires contre les agresseurs fascistes. Estimant que la lutte contre la propagande monstrueuse en faveur d'une nouvelle guerre est très importante pour obtenir une détente internationale, le Soviet suprême de l'U.R.S.S. a adopté le 12 mars 1951 une loi sur la défense de la paix et a proclamé que la propagande de guerre était le plus grand crime contre l'humanité, donnant ainsi l'exemple aux autres Etats.

C'est précisément l'U.R.S.S. qui, au moment des complications les plus graves apparues dans l'arène internationale au cours de ces dernières années, a formulé des propositions offrant la base d'un règlement pacifique des questions litigieuses. Il suffit de rappeler que c'est précisément du côté soviétique qu'ont été formulées les propositions servant de base aux pourparlers d'armistice en Corée.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. attache une importance sérieuse à l'Organisation des Nations Unies, considérant que celle-ci pourrait être un instrument important pour le maintien de la paix. Mais alors que l'Organisation des Nations Unies devrait être aux termes de sa Charte un organisme de coopération internationale, les Etats-Unis en font actuellement un organisme de leur politique dictatoriale dans la lutte contre la paix et s'en servent pour camoufler leurs actes d'agression. Pourtant, malgré les immenses difficultés causées par la machine à voter que les Etats-Unis ont créée au sein de l'Organisation des Nations Unies, l'Union soviétique y défend les positions de la paix, s'efforce de faire adopter des propositions réalistes, dictées par la situation internationale actuelle et

destinées à museler les forces d'agression, à prévenir une nouvelle guerre et à arrêter les hostilités là où elles sont déjà en cours.

Il serait erroné de penser que la guerre ne saurait être dirigée que contre l'Etat soviétique. On n'ignore pas que la première guerre mondiale fut déclenchée par les impérialistes longtemps avant l'apparition de l'U.R.S.S. La deuxième guerre mondiale a commencé comme une guerre entre les Etats capitalistes ; les pays capitalistes eux-mêmes en ont souffert considérablement. Les contradictions qui déchirent actuellement le camp impérialiste pourraient aboutir à la guerre d'un Etat capitaliste contre un autre. Tenant compte de toutes ces circonstances, l'Union soviétique cherche à conjurer toute guerre entre les Etats et se fait le champion d'un règlement pacifique des conflits et des différends internationaux.

Dans la réalisation de sa politique visant à assurer une paix durable, l'Union soviétique se trouve pourtant placée devant une politique d'agression des milieux gouvernants des Etats-Unis.

Les milieux bellicistes américains accusent les autres de leurs propres méfaits, intensifient par tous les moyens leur propagande mensongère autour d'une prétendue menace de la part de l'Union soviétique. Pour ce qui est de ces sornettes mensongères sur le compte de l'Union soviétique, il serait ridicule de s'étendre sur leur caractère parfaitement inconsistant. Des faits irréfutables sont là pour prouver qui, en réalité, est l'agresseur.

Chacun sait que les Etats-Unis intensifient la course aux armements, se refusent à interdire les armes atomiques et bactériologiques et à réduire les armements classiques, alors que l'Union soviétique propose d'interdire les armes atomiques et bactériologiques et de réduire les autres armements et les forces armées.

Chacun sait que les Etats-Unis se refusent à conclure un Pacte de paix, alors que l'Union soviétique propose de conclure un tel pacte.

Chacun sait que les Etats-Unis échafaudent des blocs d'agression contre les peuples pacifiques, alors que les traités conclus par l'Union soviétique avec les Etats étrangers ont pour but exclusif de lutter contre le renouvellement d'une agression japonaise ou allemande.

Chacun sait que les Etats-Unis ont attaqué la Corée et veulent l'asservir, alors que l'Union soviétique ne poursuit nulle part la moindre opération militaire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Les Etats-Unis se livrent également à une agression contre la Chine. Ils ont envahi l'île de Taïwan, territoire qui de tout

temps a été chinois. Leurs forces aériennes, en violation de toutes les règles généralement admises du droit international, bombardent le territoire chinois. Il est connu que les forces aériennes de l'U.R.S.S. ne bombardent personne et que l'U.R.S.S. n'a envahi aucun territoire d'autrui.

Tels sont les faits irréfutables.

Passant à nos relations avec la Grande-Bretagne et la France, il convient de dire que ces relations devraient être établies dans l'esprit des traités que nous avons conclus avec ces Etats pendant la deuxième guerre mondiale et qui prévoient la coopération avec ces pays dans la période d'après guerre. Les gouvernements britannique et français violent pourtant ces traités d'une façon grossière. En dépit des promesses solennelles de coopération pour l'après-guerre faites à l'Union soviétique, alors que celle-ci menait une guerre sanglante pour libérer les peuples d'Europe de l'esclavage fasciste allemand, les gouvernants de Grande-Bretagne et de France se sont entièrement appliqués à réaliser les plans d'agression des impérialistes américains, plans dirigés contre les Etats pacifiques. On comprend donc qu'en face d'une telle attitude des gouvernements de Grande-Bretagne et de France, nos rapports avec ces pays laissent beaucoup à désirer.

L'attitude de l'U.R.S.S. à l'égard des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et des autres Etats bourgeois est claire et cette attitude a été plus d'une fois l'objet de déclarations de notre part. Aujourd'hui aussi l'U.R.S.S. est prête à coopérer avec ces Etats dans le respect des règles internationales de paix et en vue d'assurer une paix solide et durable. (*Applaudissements.*)

A l'égard des pays vaincus : Allemagne, Italie et Japon, le gouvernement soviétique mène une politique qui diffère foncièrement de la politique des puissances impérialistes. Le fait que l'Etat socialiste soviétique figure parmi les vainqueurs a créé pour les peuples des Etats vaincus une situation et des possibilités absolument nouvelles, sans précédent dans l'histoire. A tout pays ayant signé une capitulation inconditionnelle, la politique de l'Etat soviétique ouvre les possibilités d'un développement pacifique, démocratique, des possibilités d'essor pour son industrie civile et son agriculture, la possibilité d'écouler sa production sur les marchés extérieurs, de constituer des forces armées nationales indispensables à la défense du pays. Conformément aux accords de Potsdam, l'Union soviétique mène sans défaillance une politique qui vise à la conclusion la plus rapide d'un traité de paix avec l'Allemagne, au retrait d'Allemagne de toutes les troupes d'occupation et à la création d'une Allemagne unie, indépendante, pacifique et démocratique, considérant que l'existence d'une telle Allemagne jointe à l'existence de l'Union soviétique paci-

fique exclut la possibilité de nouvelles guerres en Europe et rend impossible la vassalisation des pays européens par les impérialistes mondiaux. (*Applaudissements prolongés.*)

On peut espérer que le peuple allemand, qui se trouve placé devant le dilemme : soit suivre cette voie, soit être transformé en lansquenet des impérialistes américains et britanniques, choisira la voie juste — la voie de la paix. (*Applaudissements.*)

Il convient d'en dire autant de l'Italie ; l'Union soviétique souhaite au peuple italien frère de recouvrer intégralement son indépendance nationale. (*Applaudissements.*)

Le gouvernement soviétique estime que le Japon doit également devenir un Etat indépendant, démocratique, pacifique comme les décisions communes des alliés l'avaient prévu. Le gouvernement soviétique a refusé de signer le traité unilatéral imposé par les dictateurs américains à la conférence de San-Francisco parce que ce traité bafoue les principes des déclarations du Caire et de Potsdam, des accords de Yalta et qu'il vise à transformer le Japon en une base militaire américaine en Extrême-Orient. Les peuples de l'Union soviétique ont une profonde estime pour le peuple japonais, contraint de subir le joug étranger, et ils sont persuadés qu'il obtiendra l'indépendance nationale de sa patrie et s'engagera dans la voie de la paix. (*Applaudissements.*)

La politique soviétique de paix et de sécurité des peuples s'inspire du principe suivant lequel la coexistence pacifique du capitalisme et du communisme et la coopération sont parfaitement possibles s'il y a désir mutuel de collaborer, volonté de remplir les engagements contractés et respect du principe d'égalité et de non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats.

L'Union soviétique a toujours été et reste favorable au développement du commerce et de la coopération avec les autres pays quels que soient les systèmes sociaux. A l'avenir, le parti continuera à appliquer cette politique sur la base des avantages réciproques.

Alors que les milieux bellicistes américano-britanniques ne se lassent pas de répéter que seule la course aux armements est capable d'occuper l'industrie des pays capitalistes, il existe en réalité une autre perspective : la perspective du développement et de l'extension des rapports commerciaux entre tous les pays, quels que soient leurs systèmes sociaux, ce qui peut occuper pendant de longues années l'industrie dans les pays où elle est développée, assurer l'écoulement de la production de certains Etats qui en sont riches vers d'autres Etats, contribuer à l'essor économique des pays peu développés en assurant ainsi une coopération économique de longue durée.

Dans sa politique de paix, l'Union soviétique est en parfait

accord avec les autres Etats démocratiques épris de paix — la République populaire chinoise, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie, la République démocratique allemande, la République démocratique populaire coréenne, la République populaire mongole. Les rapports de l'U.R.S.S. avec ces pays sont un exemple de rapports foncièrement nouveaux entre les Etats, sans précédent dans l'histoire. Ils sont fondés sur les principes de l'égalité en droits, de la coopération économique et du respect de l'indépendance nationale. Fidèle aux traités d'assistance mutuelle, l'U.R.S.S. accorde et accordera son aide et son soutien au renforcement et au développement ultérieurs de ces pays. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Nous sommes persuadés que dans la compétition pacifique avec le capitalisme, le système socialiste d'économie démontrera avec une évidence chaque année plus grande sa supériorité sur le système capitaliste d'économie. Mais nous n'avons nullement l'intention d'imposer par la force à qui que ce soit notre idéologie ou notre régime économique. « *Exporter la révolution est une sottise. Chaque pays s'il le veut fera lui-même sa révolution, s'il ne le veut pas il n'y aura pas de révolution* », dit le camarade Staline.

L'Union soviétique, tout en appliquant sans défaillance sa politique de coopération pacifique avec tous les pays, tient compte en même temps de la menace d'une nouvelle agression de la part des fauteurs de guerre déchaînés. C'est pourquoi elle renforce et continuera de renforcer sa capacité de défense. (*Applaudissements prolongés.*)

L'Union soviétique n'a pas peur des menaces des fauteurs de guerre. Notre peuple a l'expérience de la lutte contre les agresseurs et il est accoutumé à les battre. Il a déjà battu les agresseurs lors de la guerre civile, lorsque l'Etat des Soviets était jeune et relativement faible; il les a battus dans la deuxième guerre mondiale et il les battra à l'avenir s'ils osent attaquer notre patrie. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Il est impossible de ne pas tenir compte des faits du passé. Or, ces faits montrent qu'à la suite de la première guerre mondiale, ce fut le détachement de la Russie du système du capitalisme. A la suite de la deuxième guerre mondiale, c'est déjà toute une série de pays d'Europe et d'Asie qui se sont détachés du système du capitalisme. Il y a tout lieu de présumer qu'une troisième guerre mondiale aboutirait à la débâcle du système capitaliste mondial. (*Applaudissements prolongés.*)

Telle est pour ainsi dire la perspective de la guerre et de ses conséquences au cas où elle serait imposée aux peuples par les fauteurs de guerre, par les agresseurs.

Mais il existe une autre perspective, la perspective du maintien de la paix, la perspective de la paix entre les peuples. Cette perspective exige l'interdiction de la propagande de guerre conformément à la Décision de l'O.N.U., l'interdiction des armes atomiques et bactériologiques, la réduction progressive des forces armées des grandes puissances, la conclusion d'un Pacte de paix entre les puissances, l'extension du commerce entre les pays, le rétablissement d'un marché international unique et d'autres mesures analogues dans un esprit de consolidation de la paix.

La réalisation de ces mesures consolidera la paix, libérera les peuples de la peur de la guerre, mettra un terme au gaspillage inouï des ressources matérielles pour l'armement et pour la préparation d'une guerre d'extermination, en permettant de les utiliser pour le bien des peuples.

L'Union soviétique est pour l'application de ces mesures, pour la perspective de la paix entre les peuples. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

★

Les tâches du parti dans le domaine de la politique extérieure sont :

1. Poursuivre la lutte contre la préparation et le déclenchement d'une nouvelle guerre ; pour consolider la paix, renforcer les rangs du puissant front démocratique antibelliciste ; resserrer les liens d'amitié et de solidarité avec les partisans de la paix dans le monde entier ; dénoncer avec persévérance tous les préparatifs d'une nouvelle guerre, toutes les menées et intrigues des fauteurs de guerre ;

2. Continuer à mener dans l'avenir une politique de coopération internationale et de développement des relations d'affaires avec tous les pays ;

3. Resserrer et développer les relations d'amitié indissolubles avec la République populaire chinoise, avec les Etats européens de démocratie populaire — la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie — avec la République démocratique allemande, avec la République démocratique populaire coréenne, avec la République populaire mongole ;

4. Consolider sans relâche la puissance défensive de l'Etat soviétique et élever notre capacité de riposte foudroyante à tout agresseur. (*Applaudissements enthousiastes et très prolongés.*)

II

LA SITUATION INTERIEURE DE L'UNION SOVIETIQUE

La période envisagée est caractérisée par un nouvel affermissement de la situation intérieure de l'Union soviétique, par l'essor de toute l'économie nationale et de la culture socialiste.

Dans les deux premières années qui suivirent le XVIII[e] congrès du parti, les travailleurs de notre pays poursuivaient avec succès l'exécution du troisième quinquennat et étaient parvenus à consolider davantage encore l'Union soviétique. Au cours de ces années, de nouveaux succès ont été remportés dans le développement de l'économie nationale.

Le travail paisible des Soviétiques a été interrompu par l'agression perfide de l'Allemagne fasciste contre l'U.R.S.S. Une dure période dans l'histoire de l'Etat soviétique commença, la période de la Grande guerre patriotique. Au cours de cette guerre, la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne, les intellectuels soviétiques ont fait preuve, au front comme à l'arrière, d'une haute conscience et d'un dévouement sans borne à la patrie.

Après avoir terminé la guerre par une victoire historique, l'Union soviétique s'est engagée dans une nouvelle période, période pacifique de son développement économique. En un bref laps de temps, par ses propres moyens et ses seules ressources, sans aide extérieure, l'Etat soviétique a relevé son économie dévastée par la guerre et l'a fait aller de l'avant, dépassant de loin les indices économiques d'avant guerre.

Les succès remportés dans le relèvement de l'industrie et de l'agriculture ont permis dès 1947 de supprimer le rationnement des produits alimentaires et des articles manufacturés et de procéder à la réforme monétaire. Ces mesures, ainsi que cinq baisses consécutives des prix des produits alimentaires et des articles manufacturés, ont élevé le pouvoir d'achat du rouble soviétique et assuré l'accroissement du bien-être matériel des travailleurs. En 1950, le cours du rouble fut rattaché à l'étalon-or et relevé par rapport aux devises étrangères.

Les succès obtenus dans le relèvement et le développement de l'économie ont permis à l'Etat soviétique d'aborder la réalisation pratique des nouvelles grandes tâches de l'économie nationale, y compris la construction des puissantes centrales hydro-électriques sur la Volga et le Dniepr, le percement de grands canaux navigables et d'irrigation, la création de bandes forestières de protection sur de vastes territoires du pays.

Les événements historiques survenus durant la période examinée ont démontré que le régime social et étatique soviétique n'est pas seulement la meilleure forme d'organisation pour l'essor économique et culturel du pays dans les années de l'édification pacifique, mais aussi la meilleure forme de mobilisation de toutes les forces du peuple pour la riposte à l'ennemi en temps de guerre. Ces événements ont aussi fait la preuve de la croissance considérable de l'activité politique des travailleurs, du nouvel affermissement de l'unité morale et politique du peuple soviétique, uni autour du parti communiste, de la nouvelle consolidation de la coopération fraternelle des peuples de l'U.R.S.S. et des progrès du patriotisme soviétique.

Demain comme aujourd'hui, notre peuple est fermement résolu à travailler avec abnégation pour le bien de la patrie socialiste, à remplir avec honneur la mission historique de l'édification de la société communiste. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

1. *Le nouvel essor de l'économie nationale de l'U. R. S. S.*

A. L'INDUSTRIE

Durant les années des quinquennats d'avant guerre, l'industrialisation socialiste a été réalisée en U.R.S.S. Une industrie puissante a fourni la base de la croissance de toute l'économie nationale et de la préparation du pays à une défense active. Les années de guerre ont confirmé avec une force particulière la justesse de la ligne générale de notre parti visant à l'industrialisation du pays. La réalisation de la politique d'industrialisation de l'U.R.S.S. a été d'une importance décisive pour les destinées du peuple soviétique et a sauvé notre patrie de l'asservissement.

Dans les dures conditions de la guerre, le parti a su réorganiser rapidement l'industrie sur le pied de guerre. De la zone des hostilités on a replié vers les régions de l'Est l'outillage de toutes les grandes entreprises industrielles. Dans les années de la guerre, l'Etat soviétique a trouvé en lui suffisamment de forces et de moyens, non seulement pour la prompte mise en service des entreprises repliées, mais aussi pour la construction accélérée de nouvelles entreprises, principalement d'usines de l'industrie lourde. Malgré l'occupation temporaire par les envahisseurs fascistes de régions du pays de grande importance économique, l'industrie produisait pendant la guerre, en quantités grandissantes chaque année, tous les armements et munitions nécessaires au front.

Une fois la guerre finie, l'industrie fut reconvertie de la

production de guerre à la production civile. Le parti fixa comme premier objectif le développement sur une large échelle de l'industrie lourde, et surtout de la métallurgie, de l'industrie des combustibles et de l'électricité, car sans industrie lourde, il était impossible de résoudre les problèmes du relèvement et du développement de l'économie nationale. En même temps, le parti accorda une attention particulière à l'élargissement de la production des articles de large consommation afin d'élever le niveau de vie du peuple.

Il fallut un certain temps pour remonter au niveau d'avant guerre de l'économie nationale. Le volume annuel global de la production industrielle de 1940, année d'avant guerre, fut atteint et dépassé en 1948, celui de l'extraction du charbon en 1947, celui de la production d'acier et de ciment en 1948, celui de la production de fonte et de l'extraction du pétrole en 1949, celui de la production des chaussures en 1950, celui de la production des tissus de coton en 1951. Cela signifie que la guerre a retardé le développement de notre industrie de huit à neuf ans, c'est-à-dire de deux quinquennats environ.

Grâce au relèvement et au développement de l'industrie effectués avec succès dans les années d'après guerre, nous bénéficions actuellement d'un niveau de production industrielle sensiblement supérieur à celui d'avant guerre. Voici les données à ce sujet :

ACCROISSEMENT
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'U.R.S.S.
(en pourcentage, 1940 étant pris pour année de base)

	1940	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (plan)
Production industrielle totale	100	104	92	77	93	118	141	173	202	223
Se répartissant ainsi :										
Groupe « A » Production des moyens de production .	100	136	112	82	101	130	163	205	239	267
Groupe « B » Production des articles de consommation	100	54	59	67	82	99	107	123	143	156

Il ressort de ces chiffres qu'en 1945 et 1946 a eu lieu un abaissement du niveau de la production industrielle. L'expli-

cation en est donnée par une réduction brutale de la production du matériel de guerre après la fin des hostilités tandis que la reconversion de l'industrie exigeait un certain temps. Dans ses grandes lignes, la réorganisation d'après guerre de la production industrielle a été parachevée dans le courant de l'année 1946, après quoi la production de notre industrie s'est accrue rapidement et en 1951 son volume global dépassait le double du niveau de 1940. En 1952, de nouveaux succès ont été remportés dans le développement de notre industrie. Comme on sait, le plan de l'année en cours pour l'ensemble de l'industrie est non seulement rempli avec succès, mais même dépassé ; aussi y a-t-il tout lieu de croire qu'en 1952 la production industrielle sera multipliée par 2,3 environ par rapport à 1940.

Un rythme de développement particulièrement rapide est imprimé à l'industrie des moyens de production dont le volume global de production a été multiplié en 1951 par 2,4 par rapport au niveau d'avant guerre et sera multiplié en 1952 par environ 2,7 par rapport au même niveau. En 1952, il sera produit : 25 millions de tonnes de fonte, soit environ 70 % de plus qu'en 1940 ; 35 millions de tonnes d'acier, soit environ 90 % de plus qu'en 1940 ; 27 millions de tonnes de laminés, soit plus du double de la production de 1940 ; 300 millions de tonnes de charbon, soit plus de 80 % de plus qu'en 1940 ; 47 millions de tonnes de pétrole, soit plus de 50 % de plus qu'en 1940 ; 117 milliards de kwh d'énergie électrique, soit 2,4 fois autant qu'en 1940 ; il sera produit plus du triple des machines et de l'outillage produits en 1940.

Pour ce qui est de l'accroissement annuel de la production des industries-clés, il a été, ces dernières années, considérablement plus élevé qu'avant la guerre. Ainsi, dans les trois dernières années, de 1949 à 1951, c'est-à-dire depuis que le niveau d'avant guerre de la production industrielle a été non seulement atteint, mais dépassé, l'accroissement de la production de la fonte a été de 8 millions de tonnes, celui de la production de l'acier de 13 millions de tonnes et celui de la production des laminés de 10 millions de tonnes, alors que dans les années d'avant guerre un accroissement équivalent avait été réalisé en 8 ans pour la fonte, en 9 ans pour l'acier et en 12 ans pour les laminés. L'accroissement de l'extraction dans les trois années mentionnées a été de 74 millions de tonnes pour le charbon et de 13 millions de tonnes pour le pétrole; avant la guerre, un tel accroissement avait été obtenu en 6 ans pour le charbon et en 10 ans pour le pétrole. Au cours de ces trois mêmes années, l'accroissement de la production de l'énergie électrique a été de 37 milliards de kwh ; au cours des années d'avant guerre, le même accroissement avait été atteint en 9 ans.

L'accroissement de la production des moyens de produc-

tion et l'augmentation de la production agricole ont créé une base solide pour le développement de l'industrie des objets de consommation. Le volume global de la production de cette industrie en 1951 était supérieur de 43 % à celui de 1940, tandis qu'en 1952 il dépassera de 60 % environ le niveau de 1940. En 1952, il sera produit : plus de 5 milliards de mètres de cotonnades, soit environ 30 % de plus qu'en 1940; près de 190 millions de mètres de lainage, soit environ 60 % de plus qu'en 1940; 218 millions de mètres de soieries, soit 2,8 fois autant qu'en 1940; 250 millions de paires de chaussures de cuir, soit environ 20 % de plus qu'en 1940; 125 millions de paires de chaussures en caoutchouc, soit 80 % de plus qu'en 1940; plus de 3.300.000 tonnes de sucre, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à 1940; plus de 380.000 tonnes de beurre provenant de l'industrie (sans compter d'importantes quantités de beurre de production domestique), soit une augmentation de plus de 70 % par rapport au niveau de la production industrielle d'avant guerre.

Grâce au relèvement et au développement de l'industrie, effectués avec succès dans la période d'après guerre, la production industrielle par tête d'habitant dépasse actuellement en U.R.S.S. le niveau d'avant guerre. Ainsi, la production de l'énergie électrique par tête d'habitant a en 1951 plus que doublé par rapport au niveau de 1940; la production de la fonte a augmenté de 50 %; celle de l'acier de 70 %; celle du charbon de 60 % ; celle du ciment a plus que doublé; la production des cotonnades a augmenté de 20 %; celle des lainages de plus de 60 %; celle du papier de 70 %, etc.

Au cours de la période examinée et surtout depuis la guerre, on a vu s'élargir et se renforcer considérablement la base technique de notre industrie, grâce à la construction de nouvelles entreprises et aussi au rééquipement des entreprises en service. Rien que dans la période de 1946 à 1951, sur un total d'environ 500 milliards de roubles investis dans l'économie nationale, plus de 320 milliards ont été consacrés à l'industrie. Au cours de cette période, il a été relevé, construit et mis en service en U.R.S.S. près de 7.000 grandes entreprises industrielles d'Etat. Les fonds de base de la production dans l'industrie ont augmenté pour 1952 de 77 % par rapport à 1940.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un accroissement quantitatif des fonds de base de la production. La période écoulée est également caractérisée par un progrès technique constant de l'industrie. Dans les pays capitalistes, des interruptions périodiques sont enregistrées dans le développement de la technique; elles sont accompagnées de la destruction des forces productives de la société, provoquée par les crises économiques; en U.R.S.S., au contraire, où ces crises n'existent pas, la production se perfectionne sans cesse sur la base d'une tech-

nique supérieure, sur la base des réalisations de la science soviétique d'avant-garde. Au cours des années d'après guerre, toutes les industries ont été équipées de machines et de mécanismes nouveaux; des processus technologiques plus perfectionnés ont été introduits, une organisation plus rationnelle de la production a été réalisée. Au cours de cette période, le parc de machines-outils a été multiplié par 2,2 grâce à l'appoint de nouvelles machines dont le rendement est plus élevé. L'industrie soviétique des constructions mécaniques, rien qu'au cours des trois dernières années, a créé près de 1.600 modèles nouveaux de machines et de mécanismes.

Dans la lutte pour un nouveau progrès technique, un grand rôle revient à notre science qui, par ses découvertes, aide le peuple soviétique à mettre plus complètement en valeur et à mieux utiliser les richesses et les forces de la nature. Pendant les années d'après guerre, nos savants ont résolu avec succès de nombreux problèmes scientifiques d'une grande importance pour l'économie nationale. La découverte des méthodes de production de l'énergie atomique a été une des plus importantes réalisations de la science soviétique durant cette période. Ce faisant, notre science et notre technique ont liquidé le monopole des Etats-Unis dans ce domaine et ont porté un coup sérieux aux fauteurs de guerre qui tentaient d'utiliser le secret de la production de l'énergie atomique et la possession de l'arme atomique comme un moyen de chantage et d'intimidation à l'égard des autres peuples. Disposant de possibilités réelles de production de l'énergie atomique, l'Etat soviétique est profondément intéressé à ce que cette nouvelle forme d'énergie soit utilisée à des fins pacifiques, pour le bien du peuple, car une telle utilisation de l'énergie nucléaire élargit à l'infini le pouvoir de l'homme sur les forces de la nature, ouvre devant l'humanité des possibilités immenses pour l'accroissement des forces productives, le progrès technique et culturel, l'augmentation de la richesse sociale.

L'attribution annuelle des prix Staline pour les travaux scientifiques remarquables, les inventions et les perfectionnements radicaux des méthodes de production témoigne des grands succès de la science et de la technique soviétiques. Le titre d'honneur de lauréat du prix Staline a été attribué à 8.470 travailleurs de la science, de l'industrie, des transports et de l'agriculture.

Le rythme rapide des progrès de l'industrie dans les régions orientales de l'U.R.S.S. pendant la période écoulée constitue une réalisation importante dans le domaine du développement industriel. Il en est résulté un changement important dans la répartition de notre industrie. Dans les régions orientales : bassin de la Volga, Oural, Sibérie,

Extrême-Orient, R.S.S. de Kazakhie et républiques fédérées de l'Asie centrale, on a créé une puissante base industrielle. Le volume global de la production industrielle dans ces régions a triplé avant 1952 par rapport à 1940. En 1951, environ un tiers de toute la production industrielle de l'U.R.S.S., plus de la moitié de l'acier et des laminés, presque la moitié du charbon et du pétrole et plus de 40 % de l'énergie électrique ont été fournis par les régions orientales.

Tels sont les résultats essentiels du développement de l'industrie de l'U.R.S.S. pour la période envisagée.

Les tâches du développement de notre industrie pour les années à venir sont exposées dans le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S., soumis au présent congrès. Ces tâches ont pour but d'élever le niveau de la production industrielle en 1955 d'environ 70 % par rapport à 1950. La production des moyens de production doit augmenter d'environ 80 % et la production des objets de consommation d'environ 65 %. Un tel objectif d'accroissement de la production industrielle signifie qu'en 1955 le volume de la production industrielle triplera par rapport à 1940.

Le cinquième plan quinquennal marque un nouveau pas important dans la voie du développement de notre pays du socialisme au communisme. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Notre industrie dispose de toutes les possibilités pour accomplir les tâches qui se posent. Toutes les branches de l'industrie sont pourvues aujourd'hui d'une technique plus perfectionnée, elles disposent de cadres qualifiés, ouvriers, ingénieurs et techniciens, les entreprises ne manquent pas de matières premières ni de matériaux. Il s'agit maintenant d'utiliser complètement ces possibilités, d'écarter résolument les insuffisances dans le travail, de trouver des réserves inutilisées dans la production et d'en faire un puissant levier pour l'essor de l'économie nationale.

L'industrie ne se borne pas à réaliser chaque année les plans d'Etat, elle les dépasse. Mais sous les indices généraux du bon travail de l'industrie dans son ensemble, se dissimule le mauvais travail de nombreuses entreprises qui n'accomplissent pas les tâches fixées par l'Etat; il en résulte qu'une certaine quantité de produits n'est pas livrée à l'économie nationale. Quant aux ministères, ils ne prennent pas les mesures nécessaires pour que le plan soit accompli par chaque entreprise et au lieu de cela, très souvent ils transfèrent les tâches des entreprises qui travaillent mal aux entreprises d'avant-garde. Il en résulte que les entreprises travaillant mal vivent au compte des entreprises d'avant-garde.

Une des causes principales de la non-exécution des plans d'Etat est l'irrégularité de la production dans les entreprises

au cours du mois. Le parti a maintes fois attiré l'attention des dirigeants de l'industrie sur cette insuffisance. Cependant, aujourd'hui encore, de nombreuses entreprises travaillent par à-coups. Presque la moitié de leur production prévue dans le programme mensuel retombe sur la troisième décade. Il en résulte une utilisation incomplète du potentiel de production, des heures supplémentaires de travail, l'augmentation des malfaçons et la désorganisation du travail des entreprises connexes.

Certaines entreprises, afin de réaliser le plan de production globale, tolèrent une pratique opposée aux intérêts de l'Etat, qui consiste à produire en sus du plan des articles secondaires en négligeant l'exécution des tâches relatives à la production des catégories d'articles les plus importantes prévues par le plan d'Etat.

Dans plusieurs branches de l'industrie, on viole la discipline envers l'Etat, en ce qui concerne la qualité de la production. On constate des cas de livraison aux consommateurs d'articles et de marchandises de mauvaise qualité, qui ne répondent pas aux standards établis, ni aux conditions techniques. Les entreprises de constructions mécaniques mettent assez souvent en fabrication des machines dont la structure a été insuffisamment étudiée et qui ne répondent pas aux conditions d'exploitation. Les entreprises de l'industrie légère livrent encore en grande quantité des articles de qualité inférieure. Tout cela porte préjudice à l'économie nationale.

On ne saurait tolérer de telles insuffisances dans le fonctionnement de l'industrie. Le plan d'Etat est une loi. Toutes les entreprises sont obligées d'exécuter les tâches qui leur sont fixées par l'Etat et de fournir à l'économie nationale la production qui lui est nécessaire. Les dirigeants de l'industrie et les organisations du parti doivent assurer l'exécution du plan par chaque entreprise non seulement quant au volume de la production globale, mais aussi obligatoirement quant à la production de tous les articles, conformément au plan d'Etat; ils doivent tendre à améliorer systématiquement la qualité de la production livrée, à élucider et à supprimer complètement les causes qui entravent le travail normal des entreprises.

Une attention particulière doit être accordée à la tâche qui consiste à assurer une nouvelle élévation maxima de la productivité du travail dans toutes les branches de l'industrie.

A toutes les étapes de l'édification socialiste, notre parti s'est toujours efforcé d'élever systématiquement la productivité du travail comme condition primordiale de la croissance et du perfectionnement de la production socialiste. C'est ce qui explique, principalement, les résultats grandioses obtenus dans le développement de la production en U.R.S.S.

De 1940 à 1951, la productivité du travail dans l'industrie a augmenté de 50 %. Pendant cette période, 70 % de l'accroissement de la production industrielle ont été obtenus grâce à l'élévation de la productivité du travail. La productivité du travail dans l'industrie du bâtiment s'est accrue pendant la même période de 36 %.

La croissance rapide de la productivité du travail en U.R.S.S. est due avant tout à une large introduction dans l'économie nationale de la technique nouvelle et des procédés technologiques d'avant-garde, à la mécanisation et à l'électrification de la production, surtout à la mécanisation des travaux pénibles et nécessitant une main-d'œuvre nombreuse; c'est aussi le résultat d'une meilleure organisation du travail, de l'élévation du niveau général de l'instruction et du niveau culturel des travailleurs et de l'augmentation de leur maîtrise professionnelle. Le système socialiste d'économie offre un champ illimité à l'application de la technique la plus moderne. En U.R.S.S., les machines n'économisent pas seulement le travail, mais facilitent en même temps le labeur des travailleurs; par suite, dans les conditions de l'économie socialiste, à la différence de ce qui se passe dans les conditions du capitalisme, les ouvriers utilisent très volontiers les machines dans leur travail. L'ouvrier soviétique est directement intéressé à l'élévation de la productivité du travail, car il sait que cette élévation est un moyen de consolider la puissance économique de l'U.R.S.S., d'élever le niveau de vie des travailleurs. La base de la haute productivité du travail social sous le socialisme, c'est l'unité des intérêts de l'Etat et du peuple.

Cependant les possibilités d'élévation de la productivité du travail existant dans notre industrie sont loin d'être pleinement utilisées. Le fait que dans nombre d'entreprises les plans relatifs à la productivité du travail n'ont pas été réalisés en est déjà une preuve. Il convient de signaler que les ministères n'attachent pas suffisamment d'attention à cette importante question; au lieu de veiller à la réalisation par chaque entreprise des tâches concernant la productivité du travail, les ministères se contentent souvent des indices moyens obtenus pour l'ensemble de la branche intéressée et ne prennent pas les mesures nécessaires pour élever les entreprises retardataires au niveau des entreprises d'avant-garde.

Dans beaucoup d'entreprises, l'accroissement de la productivité du travail est freiné par la mauvaise utilisation des moyens de mécanisation existants; on se heurte à des faits intolérables de négligence et de mauvaise gestion en ce qui concerne l'outillage. La mécanisation de la production dans chaque entreprise doit absolument être accompagnée de la libération d'une partie de la main-d'œuvre afin que les ouvriers disponibles soient utilisés tant pour élargir la production dans l'entreprise donnée que pour assurer le travail dans de nou-

velles entreprises. Or, certains dirigeants d'entreprise, au lieu d'assurer l'utilisation judicieuse des moyens de mécanisation et d'élever de cette façon la productivité du travail organisent assez souvent le travail à la mode ancienne en utilisant largement le travail manuel.

Une autre insuffisance sérieuse dans ce domaine c'est que, lors de la mécanisation des opérations de production, certains secteurs échappent à la mécanisation ou sont mécanisés insuffisamment. Dans beaucoup d'entreprises où les opérations essentielles de production sont mécanisées à un degré élevé, les opérations auxiliaires le sont faiblement ; parmi celles-ci des opérations qui nécessitent une main-d'œuvre nombreuse comme la mise à pied d'œuvre, le transfert et le chargement des matières premières, des matériaux et des articles finis. Tout cela réduit les effets économiques généraux de la mécanisation et entrave la marche normale de la production.

La croissance de la productivité du travail est aussi freinée par le fait que dans maintes entreprises et chantiers, l'organisation du travail laisse à désirer, ce qui entraîne de grandes pertes de temps de travail. Des ministères fixent assez souvent le nombre des ouvriers des entreprises et des chantiers sans étudier suffisamment les besoins réels, sans vérifier si la main-d'œuvre est utilisée d'une façon rationnelle. On constate encore dans les entreprises et particulièrement sur les chantiers des « fluctuations » de la main-d'œuvre, ce qui cause un grand préjudice à la production.

Dans l'élévation de la productivité du travail, la normalisation technique revêt une grande importance. Or, dans beaucoup d'entreprises, l'organisation de la normalisation technique est défectueuse. L'application des normes réduites, des normes dites expérimentales-statistiques, prédomine encore. Ces normes ne correspondent pas au niveau actuel de la technique de la production, ne reflètent pas l'expérience des ouvriers d'avant-garde et ne stimulent pas la croissance de la productivité du travail. Le pourcentage des normes expérimentales-statistiques est très élevé et atteint dans beaucoup d'entreprises plus de 50 % de toutes les normes en vigueur.

La tâche des organisations du parti, des organisations économiques et syndicales consiste à liquider le plus rapidement possible les causes qui empêchent l'essor de la productivité du travail et à assurer dans toutes les branches de l'économie nationale, dans chaque entreprise, dans chaque secteur de production, la réalisation et le dépassement des tâches relatives à l'augmentation de la productivité du travail. Il faut surmonter résolument les insuffisances dans l'utilisation de notre riche matériel technique, mettre vigoureusement en pratique le programme de mécanisation complexe et d'automatisation des opérations de la production, introduire plus largement dans

toutes les branches de l'économie nationale les réalisations les plus nouvelles de la science et de la technique, perfectionner systématiquement les formes et les méthodes d'organisation du travail et de la production, améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre.

Camarades !

Notre industrie s'accroît, se développe et devient toujours plus puissante et plus parfaite au point de vue technique. Demain comme aujourd'hui, nous développerons au maximum les forces productives de notre industrie socialiste en tant que fondement de la puissance de notre patrie et de l'augmentation du bien-être matériel du peuple soviétique. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

B. L'AGRICULTURE

Au seuil de la période qui fait l'objet du compte rendu, c'est-à-dire au moment du XVIII[e] congrès du parti, le régime kolkhozien s'était définitivement affermi dans notre pays, les kolkhoz étaient consolidés et le système socialiste de l'économie s'était établi comme forme unique de l'agriculture.

La guerre retarda momentanément le développement de l'agriculture et lui porta un préjudice considérable surtout dans les régions qui subirent l'occupation et où les envahisseurs hitlériens ruinèrent et pillèrent les kolkhoz, les stations de machines et de tracteurs et les sovkhoz. Néanmoins, malgré les immenses difficultés du temps de guerre, les kolkhoz et les sovkhoz des régions de l'Est ravitaillaient sans interruption l'armée et la population en vivres, et l'industrie légère en matières premières. Sans le régime kolkhozien, sans le dévouement des kolkhoziens et des kolkhoziennes dans le travail, sans leur haut degré de conscience politique et d'organisation, nous n'aurions pu remplir cette tâche fort difficile.

Avec le passage à l'édification pacifique, le parti vit se poser devant lui la tâche du relèvement le plus rapide possible et d'un nouveau développement de l'agriculture. Dans la période d'après guerre, le parti s'est attaché tout particulièrement à renforcer les kolkhoz sur le plan de l'organisation et sur le plan économique, à les aider dans le relèvement et le développement de l'économie collective et à augmenter sur cette base le bien-être matériel de la paysannerie kolkhozienne. La fusion des petits kolkhoz avait une grande importance pour l'accroissement de plus en plus poussé des forces productives de l'agriculture, car les grands kolkhoz peuvent avec plus de succès élargir et perfectionner l'économie collective. A l'heure actuelle, on compte 97.000 kolkhoz agrandis contre 254.000 petits kolkhoz au 1[er] janvier 1950.

A la suite des mesures prises par le parti et le gouvernement, on a surmonté victorieusement dans l'agriculture les difficultés causées par la guerre et par la forte sécheresse de 1946. En peu de temps, le niveau d'avant guerre de la production agricole a été rattrapé et dépassé.

Dans les années d'après guerre, on a mené à une cadence rapide la remise en état des surfaces ensemencées, on a augmenté le rendement et accru la production globale des cultures céréalières, industrielles, fourragères, maraîchères, de melons, pastèques, etc. Les superficies ensemencées de toutes les cultures agricoles ont, en 1952, dépassé de 5.300.000 hectares le niveau d'avant guerre.

La production des céréales a été rétablie dans la troisième année d'après guerre et au cours des années suivantes elle a encore augmenté en même temps que s'accroissait de façon sensible la production des céréales marchandes. Dans l'année en cours, 1952, la récolte globale des céréales se chiffrait à 8 milliards de pouds (*applaudissements enthousiastes*) et celle de la culture alimentaire la plus importante, le blé, a augmenté de 48 % par rapport à 1940. (*Applaudissements.*)

Ainsi le problème céréalier, considéré auparavant comme le plus urgent et le plus grave, a été résolu avec succès, définitivement et sans retour. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Dans la période d'après guerre, la production du coton et de la betterave à sucre s'est développée à une cadence particulièrement rapide : en 1951, la production globale a dépassé le niveau d'avant guerre de 46 % pour le coton brut et de 31 % pour la betterave à sucre. Cette année-ci, on a obtenu une récolte encore plus riche de ces cultures essentielles. Le niveau d'avant guerre de la production des oléagineux, des pommes de terre et du fourrage a été dépassé. La récolte globale des plantes servant à l'alimentation du bétail (racines fourragères, cucurbitacées et plantes à ensiler) a été, dès 1951, supérieure de 25 % au chiffre de 1940. La production du lin, des cultures maraîchères et des cucurbitacées a fortement augmenté dans les années d'après guerre. Cependant les organismes du parti, des soviets et les organismes agricoles n'ayant pas réservé une attention suffisante à ces cultures nécessaires, dans une série de régions la production du lin et des légumes n'a pas encore atteint le niveau d'avant guerre.

Cette année, comme les années précédentes, on exécute avec succès les plans d'Etat de livraison du blé, du coton, de la betterave à sucre, des graines oléagineuses, des pommes de terre, des légumes et des autres produits agricoles ainsi que de la production de l'élevage.

Notre agriculture se perfectionne de plus en plus, devient sans cesse plus productive et donne une production marchande de plus en plus forte. Il faut comprendre cette particularité

essentielle dans le développement de notre agriculture. Maintenant que le problème céréalier a été résolu avec succès, on ne peut, comme par le passé, juger des résultats de l'agriculture en considérant seulement la quantité de céréales produite. Ainsi qu'il ressort des données citées, outre les progrès dans le domaine de la production céréalière, on a remporté chez nous de grands succès dans le développement de la production du coton, de la betterave à sucre, des oléagineux, des plantes fourragères et autres. Aujourd'hui, notre agriculture est devenue qualitativement autre; elle diffère profondément de l'ancienne agriculture peu productive, de l'ancienne agriculture extensive. Si, en 1952, la superficie occupée par la totalité des cultures agricoles a été multipliée en U.R.S.S. par 1,4 par rapport à 1913, la superficie occupée par les cultures céréalières, augmentant dans le même temps de 5 %, la superficie consacrée aux cultures industrielles, aux cultures maraîchères et aux cucurbitacées a été multipliée par plus de 2,4 et la superficie consacrée aux cultures fourragères par plus de 11. Dans la valeur globale de la production marchande de la culture des champs, la part des cultures industrielles dépasse à l'heure actuelle 40 %. Par conséquent, ce serait une faute grossière de juger des succès de l'agriculture d'après le seul niveau de la production des céréales.

Au cours des années d'après guerre, on s'est attaché à fournir une technique nouvelle à l'agriculture. Sans cela nous n'aurions pas pu dans des délais aussi brefs réaliser la tâche de relever et de développer encore l'agriculture. Au cours de cette période, le parc de machines et de tracteurs a été complété par un grand nombre de nouveaux tracteurs à chenilles, plus perfectionnés, munis de moteurs Diesel, de moissonneuses-batteuses automotrices, de faucheuses, de machines combinées pour la récolte des betteraves, du lin, du coton et d'autres machines à haut rendement. La puissance globale du parc de tracteurs dans les S.M.T. et dans les sovkhoz a augmenté par rapport au niveau d'avant guerre de 59 % et celle du parc des moissonneuses-batteuses de 51 %. L'agriculture a reçu beaucoup de nouvelles machines pour la mécanisation des opérations exigeant une main-d'œuvre nombreuse dans l'élevage. En liaison avec l'importante extension de la mécanisation des travaux dans l'agriculture et dans l'économie forestière, on a élargi au cours des années d'après guerre le réseau des stations de machines et de tracteurs, on a organisé à nouveau un grand nombre de stations de protection des forêts — pour la mécanisation des travaux de plantation des bandes forestières de protection — de stations d'amendement des prés, pour la mécanisation des travaux d'assèchement des terres et d'amélioration des prés et des pâturages; on a organisé des stations de machines pour l'élevage, pour la mécanisation des travaux d'élevage exigeant une main-d'œuvre nombreuse. Au

total, on a créé dans cette période 1.546 nouvelles stations de machines et de tracteurs, de protection des forêts, d'amendement des prés et de machines pour l'élevage; à l'heure actuelle, le nombre total de toutes ces stations est de 8.939.

Les succès remportés au cours des années d'après guerre dans le développement de l'agriculture ont créé des conditions permettant de réaliser de plus grandes tâches encore dans l'agriculture. L'intérêt de l'économie nationale et les tâches qui visent à élever de nouveau le bien-être du peuple soviétique exigent une augmentation encore plus marquée de la production agricole. Le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal prévoit au cours du quinquennat une augmentation de la récolte globale : de 40 à 50 % pour les céréales, y compris de 55 à 65 % pour le blé; de 55 à 65 % pour le coton brut; de 40 à 50 % pour les fibres de lin; de 65 à 70 % pour la betterave à sucre; de 50 à 60 % pour le tournesol; de 40 à 45 % pour la pomme de terre, et il prévoit que la production des cultures fourragères sera doublée ou triplée environ.

Maintenant que le niveau d'avant guerre des superficies ensemencées a été atteint et dépassé, la seule ligne juste pour accroître la production de l'agriculture, c'est d'élever encore, par tous les moyens, le rendement des champs. L'élévation du rendement est la tâche essentielle dans l'agriculture. Pour réaliser cette tâche avec succès, il est indispensable d'améliorer la qualité et de réduire les délais d'exécution des travaux des champs, de mieux utiliser les tracteurs et machines agricoles, de terminer la mécanisation des principaux travaux dans l'agriculture, d'assurer l'introduction rapide dans les kolkhoz et les sovkhoz du système d'assolements par les herbes vivaces, d'améliorer la préparation des semences, d'introduire partout un bon système de culture, d'augmenter l'emploi des engrais et d'étendre la superficie des terres irriguées. Il faut renforcer le rôle organisateur des stations de machines et de tracteurs dans les kolkhoz, rendre les S.M.T. plus responsables de l'accomplissement des plans de rendement et de récolte globale des cultures agricoles et du développement de l'élevage.

Notre agriculture doit devenir encore plus productive et élever son niveau, elle doit développer la culture des plantes herbacées et utiliser de bons systèmes d'assolements, elle doit élever encore davantage le poids spécifique des superficies consacrées aux cultures industrielles, fourragères, maraîchères et aux pommes de terre.

Au cours des années d'après guerre, par suite des importants succès remportés dans l'essor de l'agriculture, faire progresser l'élevage par tous les moyens est devenu la tâche centrale du parti et de l'Etat dans le domaine du développement de l'économie agricole. Pour la période allant de juillet 1945 à juillet 1952, le cheptel de l'U.R.S.S. a augmenté pour

le gros bétail à cornes de 13.400.000 têtes, pour les moutons de 41.800.000, pour les porcs de 21.200.000 et pour les chevaux de 5.600.000. En ce qui concerne le gros bétail à cornes, le niveau d'avant guerre, de 1940, a été atteint dans toutes les catégories d'exploitation en 1948, pour les moutons en 1950 et pour les porcs cette année. Pour placer sur une base solide la production des produits de l'élevage, le parti a accordé une attention particulière au développement de l'élevage productif collectif des kolkhoz et des sovkhoz. Maintenant, l'élevage des kolkhoz et des sovkhoz occupe dans le pays la position dominante aussi bien du point de vue de son importance propre par rapport au chiffre total du bétail que du point de vue de la production des produits de l'élevage. La production globale et marchande de la viande, du lait, du beurre, des œufs, de la laine et du cuir a dépassé dans l'ensemble en U.R.S.S. le niveau d'avant guerre. (*Applaudissements.*)

Pour satisfaire les besoins croissants de la population en produits de l'élevage et les besoins croissants de l'industrie légère en matières premières, il est indispensable d'assurer un nouvel et important essor de l'élevage. Le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal prévoit d'accroître le cheptel, au cours du quinquennat, de 18 à 20 % pour le gros bétail à cornes dans l'ensemble de l'économie agricole (dans les kolkhoz, le gros bétail collectif augmentera de 36 à 38 %) ; de 60 à 62 % pour les moutons dans l'ensemble (de 75 à 80 % dans les kolkhoz) ; de 45 à 50 % pour les porcs dans l'ensemble (de 85 à 90 % dans les kolkhoz) ; de 10 à 12 % pour les chevaux dans l'ensemble (de 14 à 16 % dans les kolkhoz) ; il prévoit de multiplier par 3 ou 3,5 le nombre de volailles dans les kolkhoz. Le projet de directives prévoit un accroissement de la production de 80 à 90 % pour la viande et le lard; de 45 à 50 % pour le lait; il prévoit la multiplication par 2 ou 2,5 de la production de la laine et par 6 ou 7 de la production des œufs (dans les kolkhoz et les sovkhoz).

La tâche essentielle dans le développement de l'élevage reste aujourd'hui comme hier d'accroître le cheptel collectif des kolkhoz et des sovkhoz en augmentant parallèlement, de façon importante, sa productivité. Pour réaliser cette tâche avec succès, il est indispensable en premier lieu de créer dans tous les kolkhoz et sovkhoz une solide base fourragère, d'assurer au bétail de bonnes étables et aussi de mécaniser largement les travaux de l'élevage. Il est indispensable d'obtenir que l'élevage soit hautement productif, qu'il fournisse une grande production marchande et qu'il soit d'un bon rapport. Il faut intensifier le travail pour améliorer la qualité du bétail dans les kolkhoz et les sovkhoz, pour assurer la reproduction rapide des races d'animaux domestiques hautement productives qui existent déjà et pour en créer de nouvelles. Il n'est possible d'obtenir un bon développement de l'élevage qu'en

combinant de façon juste l'accroissement du cheptel avec une amélioration notable de sa qualité et une élévation de sa productivité.

Les sovkhoz se sont sensiblement développés et renforcés dans les années d'après guerre; ils ont notablement étendu les surface ensemencées par rapport à l'avant guerre, augmenté le cheptel productif et la production agricole. D'un autre côté, il existe dans le travail des sovkhoz de sérieux défauts. Un des grands défauts dans nombre de sovkhoz, c'est le prix de revient élevé de la production des céréales, de la viande, du lait et d'autres produits. Il est nécessaire d'assurer un nouvel accroissement de la production marchande et une forte diminution du prix de revient de la production dans les sovkhoz, en développant l'économie à branches multiples, en améliorant l'organisation de la production, en procédant à la mécanisation complexe de toutes les opérations qui exigent le plus de main-d'œuvre, en augmentant le rendement des cultures agricoles et la productivité de l'élevage.

La création d'ouvrages d'irrigation et la plantation de bandes forestières de protection des champs ont une grande importance pour le développement de l'économie rurale. Dès les années d'avant guerre, on avait créé nombre de grands systèmes d'irrigation dotés d'un matériel moderne et réaménagé les systèmes d'irrigation existants, grâce à quoi la superficie des terres effectivement irriguées, dans les républiques de l'Asie centrale et dans d'autres régions de l'U.R.S.S., avait été multiplié par 1,5; c'est ce qui permit de remplir avec succès une tâche aussi importante que l'accroissement considérable de la production du coton. On avait également commencé la plantation de bandes forestières de protection.

Dans les années d'après guerre, la création d'ouvrages d'irrigation et la plantation de bandes forestières de protection se sont développées sur une plus grande échelle encore. On crée de grands systèmes d'irrigation dans les républiques de la Transcaucasie où, grâce à ces travaux, la superficie des terres effectivement irriguées sera, dans les années à venir, multipliée par plus de 1,5. Depuis 1947, on exécute des travaux en vue d'irriguer des sols d'une grande fertilité mais souffrant de la sécheresse dans la zone centrale des terres noires (régions de Koursk, d'Orel, de Voronej et de Tambov) afin d'obtenir des récoltes stables de cultures céréalières, industrielles et autres. Depuis 1948, on effectue d'importants travaux pour créer, dans les zones des steppes et des forêts-steppes de la partie européenne de l'U.R.S.S., de grandes bandes forestières d'Etat pour la protection des champs, et on aménage des écrans forestiers protecteurs de kolkhoz et de sovkhoz; on creuse des étangs et des points d'eau. Au cours des trois dernières années et demie, les kolkhoz, les sovkhoz et les exploitations forestières ont boisé une superficie de 2.600.000 hectares et ont aménagé 12.000

étangs et points d'eau. Dans les régions où l'humidité est excessive, en premier lieu en Biélorussie et dans les républiques baltes, de grands travaux sont accomplis comme avant guerre pour assécher les marais et les terrains marécageux.

La construction de grandioses centrales hydro-électriques et de systèmes d'irrigation sur la Volga, le Don, le Dniepr et l'Amou-Daria ainsi que la mise en service du canal navigable Volga-Don « Lénine » ouvrent de grandes perspectives à l'agriculture. La construction de ces centrales et systèmes d'irrigation assurera l'irrigation de nouvelles terres d'une superficie dépassant six millions d'hectares, l'alimentation en eau de 22 millions d'hectares de pâturages, dont certains secteurs seront irrigués. Ces travaux offrent de larges possibilités pour l'électrification de la production agricole, pour l'introduction de l'électrification des labours, pour l'emploi des moissonneuses-batteuses électriques et autres machines agricoles mues à l'électricité.

Outre la construction de vastes systèmes d'irrigation, on passe avec succès, sur toutes les terres arrosées, à une nouvelle méthode d'irrigation permettant d'agrandir notablement les secteurs arrosés grâce à une meilleure disposition des petits réseaux d'irrigation et à la réduction dans les champs du nombre de canaux d'irrigation permanents qui sont remplacés par des canaux provisoires. Cela permet d'utiliser plus complètement les terres arrosées ainsi que l'eau d'irrigation et crée de meilleures conditions pour la mécanisation de l'agriculture irriguée.

La réalisation des grands travaux fixés en vue de développer l'irrigation, de planter des bandes forestières de protection des champs et d'assécher les terrains marécageux, permettra à notre agriculture de passer à un degré supérieur et le pays se trouvera garanti à jamais des caprices du climat. (*Applaudissements.*) La tâche consiste à réaliser avec succès et dans les délais prévus les travaux pour le développement de l'irrigation, pour la création de bandes forestières de protection des champs et pour l'asséchement des marais. Les organisations du parti, des soviets et les organisations économiques doivent accorder à ces travaux une attention particulière.

L'application des mesures en vue d'augmenter le rendement des cultures agricoles dans les régions des terres ordinaires de la partie européenne de l'U.R.S.S. a aussi une grande importance. On sait que dans ces régions, il existe de grandes possibilités de développer l'agriculture et l'élevage, car ces régions se distinguent par de bonnes conditions climatiques et par une humidité suffisante. Or, dans ces régions, les récoltes sont encore faibles. Pour obtenir des récoltes élevées et stables, il est nécessaire avant tout d'y organiser sur une large échelle le chaulage des terrains acides en introduisant en même temps

une quantité suffisante d'engrais organiques et minéraux, d'y développer largement les plantes herbacées et d'y améliorer le travail du sol.

En s'acquittant des tâches ayant pour objet de relever et de développer l'agriculture, nos organismes du parti, des soviets et nos organismes agricoles ont amélioré dans l'après-guerre les méthodes de direction des kolkhoz, des stations de machines et de tracteurs et des sovkhoz. Cependant, on relève encore dans ce domaine des fautes et des insuffisances.

En quoi consistent les fautes et les insuffisances dans la direction de l'agriculture et quelles sont les tâches qui se posent dans ce domaine?

Tout d'abord, il faut remarquer que certains de nos cadres, surtout lors de la fusion des petits kolkhoz, se sont placés, dans les questions d'édification kolkhozienne, au point de vue faux du consommateur. Ils proposaient d'exécuter à cadences forcées le transfert massif des villages dans les grands bourgs kolkhoziens, de démolir tous les anciens bâtiments d'exploitation et les maisons des kolkhoziens, et de créer sur de nouveaux emplacements de grands « bourgs kolkhoziens », des « villes kolkhoziennes », des « agrovilles ». Ils considéraient cela comme la tâche la plus importante pour consolider les kolkhoz sur le plan de l'organisation et sur le plan économique. L'erreur de ces camarades consiste en ce qu'ils ont oublié les tâches principales, les tâches de production des kolkhoz, et ont mis au premier plan des tâches qui étaient subordonnées aux premières, les tâches de consommation intérieure, d'aménagement de la vie dans les kolkhoz. Ces tâches d'aménagement de la vie ont naturellement une grande importance, mais elles sont cependant subordonnées, secondaires, et non principales, et ne peuvent être résolues avec succès que sur la base d'une production sociale développée. L'oubli ou la sous-estimation des principales tâches de production peuvent engager tout notre travail pratique à la campagne dans une voie fausse, créer des difficultés pour l'essor futur des kolkhoz et porter préjudice aussi bien à l'aménagement de la vie qu'à toute l'entreprise d'édification socialiste. Le parti a pris à temps des mesures pour surmonter ces tendances erronées dans le domaine de l'édification kolkhozienne. Les organismes du parti, des soviets et les organismes agricoles sont tenus de manifester à l'avenir comme aujourd'hui un souci constant de l'affermissement et du développement de l'économie collective des kolkhoz qui constitue leur force principale et d'assurer sur cette base l'essor de la production marchande des kolkhoz et une nouvelle élévation du bien-être matériel et en général des conditions de vie des kolkhoziens.

Il convient ensuite de remarquer que dans beaucoup de kolkhoz et de sovkhoz, la pratique de la création d'entreprises

auxiliaires pour la production de briques, de tuiles et autres articles industriels, a pris une large extension. L'expérience a montré que cela aboutit à élever le coût des matériaux de construction et des articles industriels, et, fait essentiel, détourne les kolkhoz et les sovkhoz de l'accomplissement des tâches de la production agricole et freine le développement de l'agriculture. Il faut redresser cette situation et concentrer tous les efforts des kolkhoz et des sovkhoz uniquement sur le développement continu des multiples productions agricoles de façon à utiliser plus complètement leurs possibilités économiques et les conditions naturelles afin d'augmenter au maximum la production de céréales, de coton, de betteraves à sucre, de lin, de pommes de terre, de viande, de lait, d'œufs, de laine, de légumes, de fruits, de thé et des autres produits agricoles. Quant aux matériaux de construction et autres articles industriels, notre industrie d'Etat et nos coopératives artisanales peuvent et doivent fournir en quantités suffisantes et à meilleur marché tous ces produits aux kolkhoz et aux sovkhoz.

Ensuite, il faut reconnaître qu'il y a encore des cas de dilapidation des biens des kolkhoz et autres infractions aux Statuts de l'artel agricole. Certains travailleurs des organismes du parti, des soviets et des organismes agricoles, au lieu de veiller sur les intérêts de l'économie collective des kolkhoz, détournent eux-mêmes les biens des kolkhoz, n'hésitent pas à violer grossièrement les lois soviétiques, s'engagent dans la voie de l'arbitraire et des illégalités à l'égard des kolkhoz. En mettant à profit les postes qu'ils occupent, ces travailleurs accaparent les terres collectives, contraignent les directions et les présidents de kolkhoz à leur fournir gratuitement ou à bas prix du grain, de la viande, du lait et autres produits, à échanger du bétail peu productif qui leur appartient contre du bétail hautement productif et plus précieux appartenant au kolkhoz, etc. Tous ces actes contraires aux intérêts du kolkhoz et de l'Etat portent un sérieux préjudice à la paysannerie kolkhozienne, freinent la consolidation continue des kolkhoz sur le plan de l'organisation et sur le plan économique et sapent le prestige du parti et de l'Etat soviétique. Il faut en finir résolument avec les violations des Statuts de l'artel agricole, punir avec toute la rigueur des lois de l'Etat socialiste, comme ennemies du régime kolkhozien, les personnes coupables d'avoir détourné les biens kolkhoziens.

Ensuite, il faut remarquer que les organismes du parti, des soviets et les organismes agricoles ne s'occupent pas de façon satisfaisante de problèmes aussi importants que l'organisation du travail dans les kolkhoz. Dans les questions d'organisation du travail dans les kolkhoz, comme on le sait, certains cadres ont appliqué une ligne erronée tendant à introduire dans les kolkhoz des groupes isolés et à liquider les équipes de production, ce qui en fait était dirigé contre la mécanisation de la

culture des céréales et entraînait l'affaiblissement des kolkhoz. Le travail exécuté en vue de corriger ces erreurs et déformations a permis dans une mesure appréciable d'améliorer l'organisation du travail dans les kolkhoz et de consolider les équipes de production. Néanmoins, il y a toujours dans ce domaine d'importantes insuffisances. Dans beaucoup de kolkhoz, les équipes de production n'ont pas une composition stable; elles n'ont pas de moyens de production fixes, ce qui conduit à l'irresponsabilité; par suite du manque d'esprit d'organisation, on perd beaucoup d'heures de travail; de cette façon la productivité du travail des kolkhoziens s'abaisse et les travaux agricoles ne sont pas exécutés à temps. Les organismes du parti, des soviets et les organisations agricoles sont tenus de se préoccuper quotidiennement d'améliorer l'organisation du travail dans les kolkhoz. Il est nécessaire d'introduire dans les kolkhoz un système plus progressif de répartition des revenus, un système suivant lequel les revenus de l'artel seraient répartis entre ses membres en fonction de la quantité de journées-travail comptées aux kolkhoziens en tenant compte directement de la production agricole fournie effectivement par l'équipe, le groupe ou le kolkhozien pris individuellement. Cette mesure contribuera à élever notablement la productivité du travail des kolkhoziens, à liquider complètement l'égalitarisme et à élever encore la valeur de la journée-travail.

Ensuite, il convient d'indiquer que, dans la direction de l'agriculture, on n'a pas encore renoncé à une attitude routinière et formelle pour résoudre de nombreuses questions pratiques. Les dirigeants des organisations du parti, des soviets et des organisations agricoles, sans tenir compte des conditions concrètes locales, donnent assez souvent des indications uniformes à tous les rayons, kolkhoz, stations de machines et de tracteurs et sovkhoz dans le domaine de l'agrotechnique, de l'élevage, de l'organisation du travail et dans d'autres questions intéressant l'agriculture ; ces indications justes et nécessaires pour certains rayons et certaines exploitations s'avèrent souvent inutiles, voire nuisibles, aux autres rayons et exploitations. Parmi les travailleurs du parti, des soviets et des organisations agricoles, il y a encore pas mal de gens qui jugent de l'agriculture et tente de la diriger en parlant de prétendus indices moyens. Ces travailleurs apprécient la récolte d'après les données moyennes ; ils jugent aussi la productivité de l'élevage d'après les indices moyens. Mais si on se contente des données moyennes, il est impossible de remarquer les rayons, les kolkhoz et les sovkhoz retardataires, dont les affaires vont mal, il est impossible de prendre à temps des mesures efficaces pour leur accorder l'aide nécessaire ; d'autre part, en partant de ces données moyennes, on ne peut voir les rayons, les kolkhoz, les sovkhoz qui ont réalisé de grands progrès et pour lesquels les tâches fondées sur les indices moyens n'ont

pas de force mobilisatrice ; ces tâches les tirent en arrière et freinent leur développement.

Il convient de signaler enfin les insuffisances notoires dans la mise en pratique des réalisations de la science et de l'expérience d'avant-garde dans l'agriculture. Nous avons beaucoup de kolkhoz, de stations de machines et de tracteurs et de sovkhoz d'avant-garde, nous avons des milliers de travailleurs d'avant-garde de l'agriculture qui, en appliquant de façon créatrice les réalisations de la science, obtiennent d'éminents résultats dans l'élévation de la récolte et du rendement de l'élevage. Cependant, la propagande de l'expérience d'avant-garde et son introduction ne se font pas encore de façon satisfaisante dans la production kolkhozienne et sovkhozienne. Notre science agricole a apporté une grande contribution au progrès de l'agriculture. Les idées antiscientifiques, réactionnaires ont été dénoncées et battues dans la science agricole qui se développe actuellement sur la seule base juste, la base matérialiste, mitchourinienne, en armant nos travailleurs dans leurs efforts pour le développement de l'agriculture. Mais malgré les réalisations que nous comptons à notre actif, la science agricole retarde encore sur les demandes de la production kolkhozienne et sovkhozienne. Le système socialiste de l'agriculture ouvre un large champ à la science, permet de propager rapidement les réalisations de la science et de l'expérience d'avant-garde et de les mettre à la portée de tous les kolkhoz, stations de machines et de tracteurs et sovkhoz. Une des obligations les plus importantes pour les organismes du parti, des soviets et les organismes agricoles, c'est de développer au maximum l'initiative créatrice des travailleurs scientifiques et des autres travailleurs, de grossir les rangs des travailleurs passés maîtres dans l'art d'obtenir des récoltes abondantes et une haute productivité de l'élevage, c'est de soutenir tout ce qui est avancé et progressiste et d'appliquer plus rapidement, dans toutes les branches de la production kolkhozienne et sovkhozienne, les réalisations de la science et de l'expérience d'avant-garde dans l'agriculture.

Camarades !

Nous nous réjouissons tous des progrès gigantesques de notre agriculture socialiste. Notre agriculture et notre élevage connaissent maintenant un nouvel et puissant essor. Il est hors de doute que ces prochaines années, nos kolkhoz, nos stations tions de machines et de tracteurs, nos sovkhoz, dotés d'une riche technique, obtiendront des succès encore plus considérables dans le développement de l'agriculture et que nous aurons dans le pays des produits alimentaires en abondance pour le peuple et une quantité pleinement suffisante de matières premières pour l'industrie légère en voie de croissance rapide. (*Applaudissements prolongés.*)

C. COMMERCE, TRANSPORTS, P.T.T.

Le commerce s'est développé dans le pays parallèlement à la croissance de l'industrie et de l'agriculture. Durant les années d'après guerre, le chiffre d'affaires du commerce d'Etat et coopératif a été multiplié par 2,9, dépassant sensiblement le niveau d'avant guerre. En 1951, les magasins d'Etat et les magasins coopératifs ont vendu à la population en plus qu'en 1940 : 80 % de viande et de ses dérivés, 60 % de poisson et de ses dérivés, 80 % de beurre, près de deux fois plus d'huile et autres graisses, 70 % de sucre, 80 % de tissus, 50 % de chaussures. Le réseau du commerce de détail d'Etat et du commerce de détail coopératif s'est étendu, l'assortiment a été considérablement élargi, la qualité des marchandises vendues a été améliorée. Cependant, nous avons encore, dans le domaine du commerce, beaucoup de défauts sérieux. Les organisations commerciales étudient encore peu la demande de la population, commettent des erreurs dans le transport et la distribution des marchandises à travers les régions et républiques. Le service des acheteurs est, par endroit, mal organisé. La tâche consiste donc à liquider à bref délai les défauts existants et à porter le commerce soviétique à un nouvel échelon plus élevé. Le projet des directives au sujet du cinquième plan quinquennal prévoit, pour la fin du quinquennat, l'augmentation de 70 % environ par rapport à 1950 du chiffre d'affaires du commerce de détail d'Etat et des coopératives.

L'augmentation de la production et du commerce s'est accompagnée du développement de tous les moyens de transport et du trafic.

Durant la Grande guerre patriotique, nos transports, et en tout premier lieu nos transports ferroviaires, se sont acquittés avec succès de la dure tâche consistant à assurer le mouvement des convois militaires ainsi que le transport des marchandises pour l'économie nationale. Pendant les années d'après guerre, tous les moyens de transport ont été non seulement relevés mais encore ont sensiblement augmenté par rapport à l'avant-guerre. Cette année, le trafic marchandises des transports ferroviaires est d'environ 80 % supérieur à celui de 1940 ; le trafic marchandises des transports fluviaux et maritimes a augmenté de 60 % , le trafic marchandises des transports automobiles a été multiplié par 3,1 et le trafic marchandises de l'aviation civile par 9,2. La charge moyenne journalière des wagons sur les voies ferrées est, cette année, environ 40 % plus forte qu'en 1940.

Tous les moyens de transport disposent maintenant d'une base technique plus puissante. Le potentiel des principales lignes de chemin de fer a augmenté grâce au relèvement ou à la construction de voies secondaires, à la multiplication des voies de garage, à la pose de rails lourds, à la multiplication

des blocages automatiques et d'autres dispositifs. De nouvelles voies ferrées ont été construites et mises en service. Sur les lignes ferroviaires, au trafic marchandises particulièrement intense, on a poursuivi les travaux d'électrification. Le parc de locomotives et de wagons a été sensiblement augmenté surtout par la fourniture de locomotives puissantes et de wagons à grand tonnage.

Dans les transports par eau, il y avait, en 1951, 23.000 kilomètres de voies navigables intérieures en exploitation de plus qu'en 1940. Les transports maritimes et fluviaux ont été complétés par de nouveaux bateaux de voyageurs et de marchandises. Par rapport à 1940, le niveau de mécanisation des travaux de chargement et de déchargement a sensiblement augmenté et représentait, en 1951, 83 % pour le ministère de la Flotte fluviale et 90 % pour le ministère de la Flotte maritime.

Les transports automobiles ont été dotés de nouveaux camions et voitures plus modernes. Le réseau de routes automobiles à tablier perfectionné est 3,1 fois aussi étendu qu'en 1940.

Au cours des années d'après guerre, les moyens de communication : postes, télégraphes, téléphone, radio, ont connu un développement continu. Le réseau téléphonique et télégraphique du pays a été élargi, la puissance des centraux téléphoniques urbains s'est accrue, tous les chefs-lieux de rayon sont maintenant reliés par téléphone et télégraphe aux chefs-lieux de région. Les soviets ruraux et les stations de machines et de tracteurs sont, pour la plupart, dotés de téléphone. A l'heure actuelle, le réseau de réception radiophonique est à peu près doublé par rapport à 1940. Le trafic postal a sensiblement augmenté ; la longueur des lignes aériennes postales a été multipliée par 2,5.

Parallèlement aux succès obtenus, il existe dans le fonctionnement des transports et des P.T.T. des défauts considérables. Nombre de voies ferrées, de lignes de navigation, de services de transports automobiles ne s'acquittent pas des plans de chargement et de transport qui leur sont assignés. Les wagons et les bateaux restent encore longtemps en souffrance pour le chargement et le déchargement. Les transports irrationnels et démesurément longs des marchandises par voie ferrée ne sont toujours pas supprimés. Le fonctionnement des transports automobiles reste encore mal organisé, les temps morts dans le parc de camions sont prolongés et les camions utilisés effectuent beaucoup de parcours à vide. Quant aux défauts, dans le domaine des P.T.T., nous devons souligner que les services des communications ne desservent pas encore les besoins de l'économie nationale et de la population avec une ponctualité suffisante.

Il est indispensable de continuer à développer et à perfectionner le travail de tous les moyens de transport et de commu-

nication, de veiller aux moyens de transport et de prendre constamment soin de leur bon état, de développer et de renforcer la base technique de tous les moyens de transport, d'améliorer au maximum le travail des P.T.T.

D. LE REGIME D'ECONOMIES, TRES IMPORTANT LEVIER POUR UN NOUVEL ESSOR DE L'ECONOMIE NATIONALE

Le développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. se fait grâce à ses propres ressources, grâce aux accumulations internes. Voilà pourquoi notre parti a toujours attaché et attache actuellement une grande attention à la lutte pour un régime d'économies sévère, considérant le régime d'économies comme une condition majeure pour la constitution d'accumulations économiques internes et pour une bonne utilisation des fonds accumulés. Le régime d'économies en tant que méthode de gestion socialiste a joué un grand rôle dans l'industrialisation du pays. Aujourd'hui, alors qu'il se produit dans notre pays un nouvel et puissant essor de l'économie nationale et qu'on procède en même temps à la diminution systématique des prix des marchandises de grande consommation, le régime d'économies acquiert une importance encore plus grande. Plus l'emploi des ressources de production sera complet et rationnel, plus nous serons économes et prévoyants dans la gestion de notre économie et plus seront grands les succès que nous obtiendrons dans le développement de toutes les branches de l'économie nationale, plus seront grands les résultats obtenus dans l'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple.

Pourtant, en ce qui concerne la mobilisation et l'emploi judicieux des ressources internes de l'économie nationale, il existe des insuffisances importantes.

Il convient tout d'abord d'indiquer qu'il y a des pertes sensibles et des dépenses improductives dans l'industrie. Dans certaines branches, on utilise encore mal le potentiel de production. De nombreux ministères déterminent le potentiel des entreprises en s'alignant sur les « secteurs faibles » de la production ; en procédant aux calculs du potentiel, ils appliquent assez souvent des normes réduites pour le rendement de l'outillage ; ils établissent les normes du travail nécessaire pour la production des articles sans tenir compte de la technologie avancée et des méthodes perfectionnées d'organisation du travail. Au lieu d'augmenter la production des articles par une meilleure utilisation des ressources intérieures des entreprises, les ministères réclament assez souvent à l'Etat des investissements pour la construction de nouvelles entreprises. Dans de nombreuses entreprises, de grandes pertes sont occasionnées par l'incurie et le manque d'économie dans l'utilisation des

matériaux, des matières premières, du combustible, de l'énergie électrique, des outils et autres valeurs matérielles. En même temps, les normes d'utilisation sont souvent violées, les bons produits de remplacement sont faiblement utilisés ; les malfaçons dans la production sont encore importantes. Ainsi, en 1951, les pertes et les frais improductifs dans les entreprises dépendant des ministères de l'U.R.S.S. se sont chiffrés à 4.900 millions de roubles, dont 3 milliards de roubles perdus par suite de malfaçons.

En raison de l'utilisation insuffisante des potentiels de production ainsi que des pertes importantes occasionnées par l'incurie, nombre d'entreprises industrielles ne s'acquittent pas des tâches qui leur sont assignées pour la réduction du prix de revient et dépensent des ressources bien supérieures aux normes fixées. On assiste, dans les entreprises, à de sérieuses infractions à la planification du prix de revient de la production. Se laissant guider par les intérêts étroits de leurs branches particulières, certains dirigeants de l'industrie créent artificiellement, au détriment des intérêts de l'Etat, des « réserves » dans les plans du prix de revient de la production en exagérant les normes de dépenses de matières premières et de matériel, en élevant sans raison les indices du travail nécessaire à la fabrication. Une telle pratique, contraire aux intérêts de l'Etat dans la planification du prix de revient de la production de certaines entreprises, prouve que les ministères n'exercent pas dans ces domaines le contrôle qu'il faut. Au lieu d'étudier comme il convient les conditions de production dans chacune des entreprises et de prendre des mesures propres à assurer une baisse systématique du prix de revient de la production, les ministères tolèrent la planification du prix de revient de la production sans que les calculs du plan soient vérifiés et approuvés.

Il convient ensuite de constater que, dans le bâtiment, le régime d'économies est particulièrement mal appliqué. Les travaux de construction nous reviennent encore cher. Les travailleurs du bâtiment sont sensiblement en retard sur les travailleurs de l'industrie en ce qui concerne la réduction des frais de production. Dans l'organisation des travaux de construction, il existe de graves insuffisances — les moyens de mécanisation sont mal utilisés, le rendement du travail est peu élevé, les matériaux sont gaspillés, les faux frais sont extrêmement élevés. Un grave défaut dans les grands travaux de construction, c'est la dispersion des forces et des moyens dans toute une multitude d'organisations du bâtiment parmi lesquelles un grand nombre de petites organisations qui utilisent les machines de façon inefficace. Tout cela élève le coût de la construction, conduit à l'hypertrophie de l'appareil administratif, provoque des faux frais importants. Ainsi, en 1951, les faux frais, en sus de la norme, ont dépassé, dans le bâti-

ment, un milliard de roubles et au lieu du bénéfice de 2.900 millions de roubles prévu par le plan, les organisations du bâtiment ont enregistré, cette année-là, une perte de 2.500 millions de roubles.

Poursuivons. Dans l'agriculture également, il y a de grandes pertes et des dépenses improductives. Actuellement, l'agriculture est dotée de machines en quantité beaucoup plus grande qu'avant la guerre. Il existe pourtant d'importantes lacunes concernant l'utilisation des tracteurs et des machines agricoles. Dans nombre de S.M.T. et de sovkhoz, l'entretien des machines et des tracteurs laisse à désirer ; il en résulte que les machines agricoles s'usent trop vite et que les réparations des machines demandent des frais excessifs ; il y a des cas où les normes d'utilisation des carburants et des lubrifiants sont gravement transgressées. Tout cela provoque l'élévation du prix de revient des travaux effectués par les tracteurs. L'incurie subsiste dans beaucoup de stations de machines et de tracteurs, de kolkhoz et de sovkhoz. Par suite d'une mauvaise organisation, la récolte est incomplètement rentrée ou rentrée avec de grandes pertes, la conservation des biens des kolkhoz est organisée de façon défectueuse ; par suite du mauvais entretien du bétail, de nombreux kolkhoz perdent un grand nombre d'animaux et le rendement de l'élevage est bas.

Dans les transports, les pertes et les dépenses improductives sont également grandes. De nombreuses voies ferrées, lignes de navigation et services de transport automobiles transgressent de façon considérable les normes de dépenses et subissent des pertes parce qu'ils ne réalisent pas leur plan de trafic, par suite aussi du stationnement prolongé des wagons, des bateaux et des automobiles, de la consommation excessive des combustibles et des pertes occasionnées par l'incurie. Il y a encore beaucoup de cas de négligence dans l'entretien du matériel roulant, des bateaux et des automobiles, ce qui cause un préjudice considérable à l'Etat.

Les faux frais de stockage, de conservation et d'écoulement des produits agricoles sont trop élevés ainsi que les frais généraux des organismes commerciaux. L'appareil des organisations de stockage, d'échange et d'écoulement est hypertrophié. Au centre, comme ailleurs, il existe un grand nombe d'organisations de stockage et d'écoulement qui s'occupent souvent du stockage ou de l'écoulement des mêmes produits et des mêmes matières premières. Par suite de lacunes dans la planification du stockage et de l'écoulement, l'incohérence règne dans certains transports, d'autres sont démesurément longs. Des faux frais élevés pour le stockage, la conservation et l'écoulement des produits agricoles sont dus au fait que les ministères dont dépendent les organisations de stockage et d'écoulement se soucient peu de la réduction des faux frais, ne contrôlent pas le prix de revient des produits stockés. L'absence de

contrôle de la part des ministères crée un terrain propice à toutes sortes d'abus, permet aux organisations de stockage d'inclure tous les dommages et pertes dans les frais de stockage et de camoufler ainsi leur incurie. L'absence de l'ordre nécessaire et du régime d'économies dans l'organisation du stockage, du ravitaillement et de l'écoulement coûte à l'Etat plusieurs milliards de roubles de pertes.

Enfin, les frais administratifs sont encore très élevés. Depuis quelques années, on a procédé à plusieurs reprises à une réduction de l'appareil administratif dans plusieurs organismes d'administration de l'Etat. Cependant, cela a été surtout réalisé d'en haut, par ordre administratif. La réduction des frais destinés à l'entretien du personnel administratif n'est pas encore devenue l'objet du souci quotidien des dirigeants des administrations et des organisations. De nombreux ministères et services entretiennent du personnel en sus des listes établies. Le personnel des administrations et organisations des régions, des villes et des rayons est beaucoup trop nombreux.

L'expérience montre que le perfectionnement du travail de l'appareil administratif, ainsi qu'une meilleure organisation du stockage et de l'écoulement aboutissent et aboutiront à rendre disponibles une partie des travailleurs. Les organisations économiques et les organisations du parti ont pour devoir d'utiliser comme il convient les travailleurs rendus disponibles dans l'intérêt du développement de l'économie nationale. Les ministères intéressés, le ministère des réserves de la main-d'œuvre, les organisations du parti et des syndicats doivent veiller à ce que ces travailleurs reçoivent la qualification indispensable et puissent employer leurs forces dans les branches de l'économie dont le développement réclame une augmentation de personnel.

Les abus dans les dépenses de ressources matérielles, financières et de main-d'œuvre qui subsistent dans toutes les branches de l'économie nationale sont la preuve que de nombreux dirigeants ont oublié le régime d'économies, ne songent pas à utiliser d'une façon raisonnable et économe les fonds d'Etat, ne se soucient pas comme il le faudrait d'améliorer l'activité financière et économique des entreprises et administrations qu'ils dirigent et que les organisations du parti ne remarquent pas ces insuffisances et ne corrigent pas de tels dirigeants.

La tâche est donc d'en finir avec l'attitude d'indifférence de la part des dirigeants de l'économie et des organisations du parti envers les cas d'incurie et de gaspillage. Les problèmes de l'application du plus strict régime d'économies doivent se trouver constamment au centre de tout notre travail économique, de tout le travail du parti. Nous devons veiller sans cesse à l'éducation des hommes soviétiques pour qu'ils prennent soin

de la propriété publique, socialiste. Il faut mettre un terme à tous les abus dans les dépenses de ressources matérielles, de main-d'œuvre et de ressources financières et veiller systématiquement à ce que les tâches de réduction du prix de revient de la production soient réalisées et dépassées. Il faut renforcer la lutte contre l'incurie, réduire fortement les faux frais dans l'industrie, le bâtiment, les transports, l'agriculture, dans les organisations commerciales, les organisations de stockage et d'écoulement, procéder résolument à la simplication de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique et à la réduction du coût de leur entretien, renforcer le contrôle exercé par les organismes financiers sur la réalisation des plans économiques et le respect du régime d'économies. Nos cadres économiques doivent posséder à fond les méthodes de gestion socialiste. Ils ont le devoir d'élever le niveau de leur formation technique et économique, d'améliorer sans cesse les méthodes de production, de rechercher, de trouver et de mettre en valeur les réserves cachées que recèle l'économie nationale.

★

Les progrès ultérieurs de l'émulation socialiste ont une importance immense pour le bon accomplissement des tâches dans le domaine du développement de l'économie nationale. Le parti a toujours porté une attention soutenue à l'organisation de l'émulation et estimé que l'essentiel dans l'émulation socialiste consiste à obliger les retardataires à s'aligner sur les meilleurs travailleurs. Les bons exemples dans le travail jouent un rôle immense, dans les conditions de notre société, pour chaque secteur de l'édification socialiste. Par leur propre expérience, les Soviétiques constatent tous les jours que les meilleurs exemples d'organisation de la production, l'emploi du matériel technique moderne, tous les perfectionnements et les inventions sont immanquablement accompagnés d'un allégement du travail et aboutissent à l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs. Dans tous les secteurs de l'édification socialiste, nous avons une multitude d'exemples d'initiatives créatrices des travailleurs qui tendent à assurer le progrès continu et le perfectionnement de la production socialiste. De tout temps, notre peuple a été réputé pour ses initiatives créatrices, son habileté, son esprit inventif.

Les ennemis du socialisme et leurs sous-ordre de toute espèce font passer le socialisme pour un système d'écrasement de l'individu. Il n'y a rien de plus primitif et de plus vulgaire que ce genre de conception. Il est démontré que le système socialiste a assuré l'émancipation de la personne humaine, l'épanouissement de la création individuelle et collective, qu'il a créé les conditions du développement, dans tous les domaines, des talents et des dons que recèlent les masses populaires.

Dans notre pays, le travail honnête est hautement apprécié, il est encouragé de bon cœur. Le parti et le gouvernement appliquent largement un système de primes et de décorations des travailleurs pour leurs réalisations et leurs succès dans le travail, dans tous les domaines de l'économie nationale et de la culture. Rien que depuis la fin de la Grande guerre patriotique, 1.346.000 ouvriers, kolkhoziens, savants, ingénieurs, techniciens, employés, médecins, enseignants et autres travailleurs ont été décorés d'ordres et de médailles de l'U.R.S.S. L'activité novatrice remarquable de 6.480 travailleurs de notre pays leur a valu l'attribution du haut titre de Héros du travail socialiste.

La tâche des organisations du parti, des soviets, des organisations économiques, des organisations syndicales et des jeunesses communistes consiste à développer plus largement l'émulation dans tous les secteurs de l'édification socialiste, à appuyer de toutes leurs forces les bons exemples de travail et d'initiatives progressistes des meilleurs travailleurs et des novateurs, à mettre tout en œuvre pour faire profiter toute la masse des travailleurs des meilleures expériences afin d'aider les retardataires à atteindre le niveau des meilleurs. Dans la lutte du nouveau contre l'ancien, de ce qui est progressif contre ce qui est arriéré, il importe non seulement de voir les forces qui créent le nouveau régime social, mais encore de former continuellement ces forces, de prendre soin de leur développement le plus complet, de les organiser et de les perfectionner inlassablement dans l'intérêt de la marche victorieuse en avant.

2. *Essor continu du bien-être matériel, de la protection de la santé publique et du niveau culturel de la vie du peuple*

Les progrès réalisés dans toutes les branches de l'économie nationale ont abouti à une nouvelle élévation du niveau de vie matériel et culturel de la société soviétique. Cela est tout à fait dans l'ordre des choses, il ne pouvait en être autrement, car dans notre pays, le but du développement de la production socialiste, c'est d'assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société.

L'augmentation continue du revenu national est l'indice principal de l'essor du bien-être du peuple soviétique. Durant la période allant de 1940 à 1951, le revenu national de l'U.R.S.S. s'est accru de 83 %. A la différence des pays capitalistes où les classes exploiteuses s'approprient plus de la moitié du revenu national, en Union soviétique tout le revenu national est le patrimoine des travailleurs. Les trois quarts environ du revenu

national sont mis à la disposition des travailleurs pour satisfaire leurs propres besoins matériels et culturels ; le reste est utilisé pour élargir la production socialiste et pour satisfaire les autres besoins de l'Etat et de la société.

La baisse des prix des marchandises de consommation courante, systématiquement appliquée par le gouvernement, constitue une source très importante de l'augmentation du salaire réel des ouvriers et des employés et du revenu réel des paysans. Par suite des cinq baisses des prix de détail d'Etat, appliquées de 1947 à 1952, les prix des produits alimentaires et des articles industriels sont, en moyenne, actuellement la moitié de ceux du quatrième trimestre de 1947.

On sait que les ouvriers et les employés de notre pays reçoivent de l'Etat des allocations au titre des assurances sociales, des pensions de sécurité sociale, des séjours gratuits ou à tarif réduit dans les stations de cure, dans les maisons de repos et pour leurs enfants dans des établissements spécialisés, qu'ils ont des congés annuels payés. Tous les travailleurs des villes et des campagnes bénéficient d'une aide médicale gratuite. L'Etat paie dans les villes et les villages des allocations aux mères de familles nombreuses et aux mères chefs de famille ; il assure l'instruction gratuite dans les écoles primaires et les écoles de sept ans ; il alloue des bourses aux étudiants. Les travailleurs des villes et des villages ont bénéficié des prestations et avantages indiqués précédemment pour une somme de 40 milliards 800 millions de roubles en 1940 et en 1951 pour 125 milliards de roubles.

Grâce à l'accroissement du salaire nominal des ouvriers et des employés, à l'augmentation des revenus en espèces et en nature des paysans, à la baisse des prix de marchandises de consommation courante et à l'augmentation des autres prestations dont bénéficie la population aux frais de l'Etat, les revenus réels des ouvriers et des employés, par travailleur, ont été, en 1951, supérieurs d'environ 57 % à ceux de 1940 et les revenus réels des paysans, par travailleur, ont été supérieurs d'environ 60 %.

Le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal prévoit, au cours du quinquennat, une augmentation du revenu national de l'U.R.S.S. de 60 % au moins, une augmentation du salaire réel des ouvriers et des employés, compte tenu de la baisse des prix de détail, de 35 % au minimum, une augmentation des revenus en espèces et en nature (exprimés en espèces) des kolkhoziens de 40 % au minimum.

Les travaux de construction de logements et les travaux des services publics se poursuivent dans notre pays sur une grande échelle. Rien que dans la période d'après guerre, on a construit dans les villes et les cités ouvrières des maisons d'habitation d'une superficie totale de 155 millions de mètres carrés. Plus de 3.800.000 maisons d'habitation ont été construi-

tes dans les localités rurales. Des travaux particulièrement importants pour la construction de logements ont été effectués dans les régions qui avaient été occupées. Cependant, malgré la grande envergure des travaux de construction de logements, on constate encore, partout chez nous, un manque aigu d'habitations. Nombre de ministères et de soviets locaux ne réalisent pas, d'année en année, les plans de construction d'habitations établis pour eux et les fonds alloués à cet effet par l'Etat ne sont pas suffisamment utilisés. Rien qu'au cours des deux dernières années, par suite de la non-réalisation des plans de construction d'habitations, plus de 4 millions de mètres carrés d'habitat n'ont pas été fournis à la population. Il existe encore chez nous des dirigeants de l'économie et des responsables du parti qui estiment que la sollicitude pour les besoins des travailleurs en matière d'habitation est une chose secondaire. Ils ne prennent pas de mesures pour réaliser les plans de construction et de réparation des habitations. Notre tâche est de développer en tous points la construction des habitations. Le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal prévoit que les investissements pour les travaux de construction d'habitations par l'Etat seront environ doublés par rapport au quatrième quinquennat.

Le parti et le gouvernement ont toujours manifesté et manifestent une grande sollicitude pour la protection de la santé de notre peuple. Les dépenses de l'Etat pour la santé publique, y compris les dépenses consacrées à cet effet par les assurances sociales, sont passées de 11 milliards 200 millions de roubles en 1940 à 26 milliards 400 millions en 1951. Cela a permis d'améliorer et d'étendre encore le service médical et sanitaire de la population. Le nombre de lits dans les hôpitaux des villes et des localités rurales a augmenté, en 1951, de 30 % par rapport à 1940 ; celui des stations de cure a augmenté ; celui des médecins s'est accru de 80 %.

Grâce à l'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple et à l'amélioration du service médical de la population, la mortalité a diminué dans notre pays. Au cours de ces trois dernières années, l'accroissement net de la population se chiffre à 9.500.000. (*Applaudissements prolongés.*)

Les dépenses pour l'instruction publique sont passées de 22 milliards 500 millions de roubles en 1940 à 57 milliards 300 millions en 1951, ce qui veut dire qu'elles ont été multipliées par plus de 2,5. Rien que dans la période d'après guerre, 23.500 écoles ont été construites. Le nombre des personnes qui étudient en U.R.S.S. atteint actuellement 57 millions, soit presque 8 millions de plus qu'en 1940. L'enseignement de sept et de dix ans s'est considérablement étendu ; le nombre des élèves de la cinquième classe à la dixième a augmenté de 25 % entre 1940 et 1951. Le nombre des élèves des écoles techniques secondaires et des autres écoles secondaires spéciales a augmenté

durant cette période de 40 % et le nombre des étudiants des écoles supérieures de 67 %. Rien qu'en 1952, 221.000 jeunes spécialistes de diverses branches de l'économie nationale ont terminé leurs études dans les écoles supérieures. Ces écoles ont admis, cette année, 375.000 personnes. A l'heure actuelle, 5.500.000 spécialistes environ, ayant une instruction supérieure et secondaire spéciale, travaillent dans le pays, soit 2,2 fois autant qu'avant guerre.

Tenant compte de l'importance de plus en plus grande de la science dans la vie de notre société, le parti prend soin quotidiennement de son développement. L'Etat soviétique a procédé à la construction et à l'équipement d'un grand nombre d'instituts de recherche scientifique, il a créé les conditions les plus favorables à l'épanouissement de la science, il a assuré le large développement de la formation des cadres scientifiques. Le nombre des instituts de recherche scientifique, laboratoires et autres établissements scientifiques en U.R.S.S. est passé de 1.560 en 1939 à 2.900 au début de 1952. Le nombre des travailleurs scientifiques a presque doublé au cours de cette période. Les dépenses consacrées par l'Etat au développement de la science pour la période de 1946 à 1951 ont été de 47 milliards 200 millions de roubles.

Pendant les années écoulées, le nombre des établissements culturels et éducatifs a fortement augmenté dans les villes et les localités rurales. On compte actuellement, dans le pays, 368.000 bibliothèques de types divers. Par rapport à 1939, le nombre des bibliothèques a augmenté de plus de 120.000. Le tirage annuel des livres a atteint 800 millions d'exemplaires et a été multiplié par 1,8 par rapport à 1940. Le nombre des installations cinématographiques sonores dans les villes et les villages a presque triplé depuis 1939.

La littérature et les arts constituent une partie très importante et inséparable de la culture soviétique. Nous avons obtenu des succès notables dans le développement de la littérature soviétique, des arts plastiques, du théâtre, du cinéma. La preuve éclatante en est fournie par le fait que de nombreuses personnalités de talent, dans ce domaine, se voient, chaque année, décerner des prix Staline. 2.339 travailleurs de la littérature et des arts ont été honorés du haut titre de lauréat du prix Staline.

Ce serait pourtant une erreur que de ne pas apercevoir derrière les grandes réussites d'importants défauts dans le développement de notre littérature et de notre art. C'est que, malgré les sérieux succès enregistrés par les lettres et les arts, le niveau idéologique et artistique de nombreuses œuvres demeure encore insuffisamment élevé. On voit encore apparaître, dans la littérature et dans l'art, beaucoup d'œuvres médiocres, mornes et parfois tout simplement négligées qui déforment la réalité soviétique. Certains écrivains et peintres présentent

dans leurs œuvres la vie riche et bouillonnante de la société soviétique d'une façon morne et ennuyeuse. Dans un art aussi important et aussi populaire que le cinéma, les défauts n'ont pas été éliminés. On sait faire chez nous de beaux films, ayant une grande valeur éducative, mais de tels films sont encore peu nombreux. Notre cinéma a toutes les possibilités pour produire beaucoup de bons films, variés, mais ces possibilités sont mal utilisées.

Il importe de prendre en considération que le niveau idéologique et culturel de l'homme soviétique s'est incomparablement élevé, ses goûts sont formés par le parti sur la base des meilleures œuvres littéraires et artistiques. Les hommes soviétiques ne tolèrent pas la platitude, l'absence de contenu idéologique, la fausseté et exigent beaucoup des œuvres de nos écrivains et de nos peintres. Dans leurs œuvres, nos écrivains et nos peintres doivent stigmatiser les vices, les défauts, les phénomènes malsains qui existent dans la société et montrer dans les personnages positifs les hommes de type nouveau, dans toute la splendeur de leur dignité humaine, contribuant ainsi à former chez les hommes de notre société des caractères et des habitudes exempts des plaies et des vices engendrés par le capitalisme. Pourtant, dans notre littérature, dans notre dramaturgie soviétique, ainsi que dans notre cinéma, les formes artistiques telles que la satire sont toujours absentes. Il serait injuste de croire que notre réalité soviétique ne donne pas matière à satire. Il nous faut des Gogol et des Chtchedrine soviétiques qui, par le feu de leur satire, brûleraient tout ce qu'il y a dans la vie de négatif, de pourri, de mort, tout ce qui freine le mouvement en avant.

Notre littérature et notre art soviétiques doivent courageusement montrer les contradictions et les conflits de la vie, savoir user de l'arme de la critique comme d'un moyen d'éducation efficace. La force et la portée de l'art réaliste résident dans le fait qu'il peut et doit faire ressortir les hautes qualités morales et les traits positifs typiques dans le caractère des simples gens et les faire découvrir, donner une image artistique éclatante de l'homme moyen pouvant servir d'exemple et de modèle aux hommes.

Dans leur œuvre, nos peintres, nos hommes de lettres, nos artistes doivent, en créant des images artistiques, se souvenir constamment que le typique n'est pas seulement ce qu'on rencontre le plus fréquemment, mais ce qui exprime avec le plus de plénitude et de relief l'essence même d'une force sociale donnée. Le typique, ainsi que le comprend le marxisme-léninisme, n'est nullement une sorte de moyenne statistique. Le typique correspond à l'essence d'un phénomène social et historique donné, ce n'est pas simplement le phénomène le plus répandu, le plus souvent répété, le plus quotidien. Une exagération voulue, une présentation plus aiguë de l'image n'exclut

pas son caractère typique, mais, au contraire, le découvre plus pleinement et le met en avant. Le typique est le principal terrain d'expression de l'esprit de parti dans l'art réaliste. Le problème du typique est toujours un problème politique.

La haute et noble tâche qui se pose devant les travailleurs de la littérature et de l'art ne saurait être résolue avec succès que si nous engageons un combat résolu contre la négligence dans le travail de nos peintres et de nos écrivains, que si nous débarrassons impitoyablement les œuvres littéraires et artistiques de tout mensonge et de toute pourriture. Nos travailleurs des lettres et des arts ont des obligations immenses dans la grande lutte pour la formation de ce qui est nouveau et lumineux, pour extirper tout ce qui est caduc et mort dans la vie sociale. Le devoir de nos écrivains, de nos peintres, de nos compositeurs, de nos cinéastes est d'étudier plus profondément la vie de la société soviétique, de créer de grandes œuvres artistiques dignes de notre grand peuple. (*Applaudissements.*)

Camarades !

Nous avons obtenu de grands succès dans l'amélioration du bien-être matériel et du développement de la culture du peuple soviétique. Mais nous ne saurions nous contenter de ce qui est déjà acquis. Nous avons pour tâche, en nous basant sur le développement de toute l'économie nationale, d'assurer une élévation continue du niveau de vie matériel et culturel des hommes soviétiques. Aujourd'hui comme hier, notre parti ne cessera de veiller à ce que les besoins toujours croissants des hommes soviétiques soient satisfaits au maximum, car le bien-être de l'homme soviétique, la prospérité du peuple soviétique constituent pour notre parti la loi suprême. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

3. *Renforcement continu du régime social et étatique soviétique*

Au cours de la période écoulée depuis le XVIII[e] congrès du parti, notre Etat soviétique a continué à se développer et à se renforcer.

La base économique de notre Etat, la propriété socialiste des moyens de production, a grandi et s'est consolidée. Durant cette période, la collaboration amicale entre les ouvriers, les paysans et les intellectuels qui composent la société socialiste soviétique s'est encore resserrée.

Comme l'a montré l'expérience de la guerre, notre régime social et étatique s'est avéré, face aux plus grandes difficultés, le régime le plus solide, le plus viable et le plus stable au monde. La puissance indestructible du régime socialiste soviétique s'explique par le fait qu'il est un régime réellement populaire, créé par le peuple lui-même, qu'il jouit de l'appui solide du

peuple, qu'il garantit l'épanouissement de toutes les forces matérielles et morales du peuple.

Les ennemis et les vulgarisateurs du marxisme avaient préconisé une théorie extrêmement néfaste pour notre cause, celle de l'affaiblissement et du dépérissement de l'Etat soviétique dans les conditions de l'entourage capitaliste. Ayant battu et rejeté cette théorie pourrie, le parti a formulé et argumenté une conclusion selon laquelle, dans les conditions du triomphe de la révolution socialiste dans un seul pays, alors que le capitalisme domine dans la plupart des autres pays, le pays de la révolution victorieuse doit, loin d'affaiblir son Etat, le renforcer au maximum ; selon cette conclusion l'Etat demeurera aussi sous le communisme, si l'entourage capitaliste subsiste. Nous n'aurions pas remporté les succès dont nous sommes maintenant fiers dans notre édification pacifique, si nous avions toléré un affaiblissement de notre Etat. Nous nous serions trouvés désarmés devant l'ennemi et nous aurions couru le danger d'une débâcle militaire, si nous n'avions pas renforcé notre Etat, notre armée, nos organismes de sécurité et de renseignements. Le parti a fait du pays des Soviets un bastion indestructible du socialisme parce qu'il a renforcé et qu'il renforce par tous les moyens l'Etat socialiste. (*Vifs applaudissements.*)

Entreprenant leur attaque contre notre pays, les envahisseurs fascistes comptaient sur la fragilité intérieure du régime social et étatique soviétique, sur la faiblesse de l'arrière soviétique. Mais, comme on le sait, la guerre a renversé ces calculs. La déclaration historique du camarade Staline, disant qu'en cas de guerre le front et l'arrière de notre pays seraient plus solides que dans n'importe quel pays grâce à leur homogénéité et à leur unité interne s'est entièrement confirmée. Au cours de la guerre, les forces armées et l'arrière de la puissance soviétique se sont renforcées. Le travail plein d'abnégation dont firent preuves les hommes soviétiques à l'arrière et au front, la lutte héroïque de l'Armée soviétique, de la Flotte militaire maritime sont entrés dans l'histoire comme un exploit sans précédent du peuple pour la défense de la patrie. Notre Armée et notre Flotte ont été formées, se sont renforcées et ont lutté sous la direction immédiate du camarade Staline. (*Vifs et longs applaudissements.*) Le capitaine génial et l'organisateur des victoires historiques du peuple soviétique dans la Grande guerre patriotique, le camarade Staline, a créé la science militaire soviétique d'avant-garde ; par lui, notre armée a acquis l'art de vaincre l'ennemi. Notre peuple aime son armée et sa flotte et il les entoure d'une sollicitude et d'une attention constante. Les forces armées de l'Union soviétique ont été, sont et seront un sûr bastion de la sécurité de notre patrie. (*Vifs et longs applaudissements.*)

La Grande guerre patriotique et les années de développement pacifique qui l'ont suivie ont montré une fois de plus

que le régime social soviétique créé sous la direction du parti constitue la meilleure forme d'organisation de la société, que le régime d'Etat soviétique est un modèle d'Etat multinational. Beaucoup de nos ennemis et de nos détracteurs du camp bourgeois ne cessaient de répéter que l'Etat multinational soviétique était fragile, ils fondaient leurs espoirs sur une division entre les peuples de l'U.R.S.S., ils prédisaient à l'Union soviétique un effondrement inévitable. Ils jugeaient notre Etat d'après leurs pays bourgeois avec leurs contradictions et leurs discordes nationales. Les ennemis du socialisme sont incapables de comprendre que, par suite de la grande Révolution d'octobre et des transformations socialistes, tous les peuples de notre pays sont liés entre eux par une amitié solide fondée sur l'égalité totale en droits. (*Applaudissements.*) Appliquant sans défaillance une politique nationale léniniste-stalinienne, notre parti a renforcé l'Etat soviétique multinational, développé l'amitié et la collaboration entre les peuples de l'Union soviétique, il a soutenu, assuré et encouragé par tous les moyens l'épanouissement des cultures nationales des peuples de notre pays, il a lutté avec intransigeance contre les éléments nationalistes de tout poil. Le régime d'Etat soviétique qui a triomphé des lourdes épreuves de la guerre et qui est devenu pour le monde entier l'exemple et le modèle d'une égalité en droits et d'une communauté véritables des nations montre le grand triomphe des idées léninistes-staliniennes dans la question nationale. (*Applaudissements prolongés.*) Notre parti garde et gardera à l'avenir comme la prunelle de ses yeux l'unité et l'amitié entre les peuples de l'U.R.S.S., il a renforcé et il continuera à renforcer l'Etat soviétique multinational. (*Vifs applaudissements.*)

Durant la période qui fait l'objet de ce rapport, de nouveaux peuples ont rallié la famille soviétique. Les républiques socialistes soviétiques de Lituanie, de Moldavie, de Lettonie, d'Estonie ont été créées. Le peuple ukrainien tout entier s'est réuni au sein d'un seul Etat. La Biélorussie a réuni tout le peuple biélorusse au sein d'une même famille. Au Nord-Ouest, nous avons des frontières nouvelles, plus justes et correspondant mieux aux intérêts de la défense du pays. En Extrême-Orient, l'Union soviétique a récupéré la partie Sud de l'île Sakhaline et les îles Kouriles qui furent autrefois ravies à la Russie. Maintenant, les frontières de l'Union soviétique correspondent au mieux aux conditions historiques du développement des peuples de notre pays. (*Applaudissements.*)

Avec l'aide des peuples des républiques sœurs, les nouvelles républiques fédérées non seulement ont beaucoup avancé en peu de temps dans le domaine de l'industrialisation, mais encore ont engagé la petite exploitation paysanne dans la voie du socialisme, ont parachevé la collectivisation et développent avec succès leur agriculture socialiste.

Dans la période d'après guerre, la principale fonction de notre Etat, celle de l'organisation économique et du travail culturel et éducatif, s'est encore développée et renforcée. Le grand essor de l'édification socialiste et les tâches qui consistent à rapprocher encore du rayon, de la ville et du village la direction du parti et des soviets ont rendu nécessaires certains changements dans la structure administrative territoriale de notre Etat : la formation de régions, districts et rayons nouveaux. Le développement de l'économie nationale a exigé de nouveaux changements dans les formes d'organisation de la direction par l'Etat des diverses branches de l'industrie, de l'agriculture et d'autres branches de l'économie nationale. Cela se trouve reflété dans la division d'organismes administratifs centraux de l'Etat et dans la création de tels organismes de même nature.

L'application sans défaillance des principes de la démocratie socialiste qui sont la base de la Constitution stalinienne eut une importance primordiale pour la consolidation de notre Etat. Durant les années d'après guerre, on procéda à deux reprises aux élections du Soviet suprême de l'U.R.S.S., des Soviets suprêmes des républiques fédérées et autonomes et des Soviets locaux des députés des travailleurs. Ces élections se sont déroulées dans une ambiance d'enthousiasme politique immense et ont été une nouvelle expression de l'unité de notre peuple, de la confiance illimitée du peuple envers notre Parti communiste et le Gouvernement soviétique. (*Vifs applaudissements.*)

★

Sur le plan de la politique intérieure, les tâches du parti sont les suivantes :

1. Continuer à renforcer sans défaillance la puissance économique de notre Etat en organisant et en orientant le travail pacifique du peuple soviétique de façon que les grandes tâches du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. qui constitue une étape importante dans la voie du passage du socialisme au communisme soient réalisées et dépassées;

2. Obtenir un essor continu de l'industrie et des transports. Appliquer plus largement dans l'industrie, dans le bâtiment et les transports les dernières réalisations de la science et de la technique, élever au maximum la productivité du travail, renforcer la discipline dans l'exécution des plans d'Etat, assurer une qualité élevée de la production. Procéder à la réduction continuelle du prix de revient de la production, ce qui permet la baisse systématique des prix de gros et de détail de toutes les marchandises;

3. Réaliser un nouvel essor de l'agriculture afin d'assurer à notre pays dans un bref délai l'abondance de vivres pour la

population et de matières premières pour l'industrie légère. Assurer l'exécution absolue de la principale tâche de l'agriculture, à savoir : l'élévation maximum du rendement de toutes les cultures agricoles et l'accroissement du cheptel liés à l'élévation simultanée de sa productivité, augmenter la production globale et marchande de l'agriculture et de l'élevage. Améliorer le travail des stations de machines et de tracteurs et des sovkhoz. Elever la productivité du travail des kolkhoziens, renforcer davantage l'exploitation collective des kolkhoz, multiplier leurs richesses et assurer sur cette base l'élévation continue du bien-être matériel de la paysannerie kolkhozienne;

4. Appliquer le régime d'économies le plus sévère dans tous les secteurs de l'économie nationale et dans toutes les branches de l'administration;

5. Développer encore la science soviétique d'avant-garde avec pour objectif d'occuper la première place dans la science mondiale. (*Applaudissements*). Orienter l'effort des savants vers une solution plus rapide des problèmes scientifiques liés à l'utilisation des immenses ressources naturelles de notre pays. Renforcer la collaboration féconde de la science et de la production en considérant que cette collaboration enrichit la science par l'expérience de la pratique et permet à ceux qui accomplissent un travail pratique de résoudre plus rapidement les tâches qui se posent devant eux;

6. Développer au maximum l'initiative créatrice des travailleurs de notre patrie, développer plus largement l'émulation socialiste, veiller inlassablement à ce que dans tous les secteurs de l'édification socialiste il y ait toujours plus d'exemples positifs, de modèles d'organisation nouvelle du travail, propager avec persévérance dans la masse des travailleurs ces exemples afin que sur le front du travail on s'aligne toujours davantage sur les travailleurs d'avant-garde de notre société;

7. Continuer à améliorer le bien-être matériel de notre peuple: élever constamment le salaire réel des ouvriers et des employés, améliorer les conditions d'habitat des travailleurs; contribuer largement à augmenter les revenus des paysans. Développer la culture soviétique; améliorer l'instruction publique et la protection de la santé publique, veiller inlassablement au développement continuel de la littérature et des arts soviétiques;

8. Renforcer le plus possible notre régime social et étatique. Développer encore l'activité politique et le patriotisme des hommes soviétiques, renforcer l'unité politique et morale ainsi que l'amitié entre les peuples de notre pays;

9. Suivre avec vigilance les manœuvres des fauteurs de guerre. Renforcer au maximum l'Armée soviétique, la Flotte militaire maritime et les organismes de renseignements. (*Vifs applaudissements*).

III

LE PARTI

Le développement continu de la puissance de notre patrie soviétique est le résultat de la juste politique du parti communiste et de son travail d'organisation pour réaliser cette politique. En tant que force dirigeante de la société soviétique, le parti a assuré à temps la préparation du pays à la défense active, il a concentré tous les efforts du peuple pour écraser l'ennemi pendant la guerre et pour organiser un nouvel et puissant essor de l'économie nationale après la guerre.

La victoire historique du peuple soviétique dans la Grande guerre patriotique, l'exécution avant terme du quatrième plan quinquennal, le développement continu de l'économie nationale, l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple soviétique, la consolidation de l'unité politique et morale de la société soviétique et de l'amitié entre les peuples de notre pays, la cohésion autour de l'Union soviétique de toutes les forces du camp de la paix et de la démocratie — tels sont les principaux résultats qui confirment la justesse de la politique de notre parti. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

La période examinée a été celle d'une nouvelle consolidation du parti, une période d'affermissement de l'unité totale et de la cohésion des rangs du parti. Conquise dans une lutte acharnée contre les ennemis du léninisme, l'unité de notre parti est le trait le plus caractéristique de sa situation et de sa vie intérieure. C'est là la source de la force et de l'invincibilité de notre parti. (*Applaudissements prolongés.*)

L'unité des rangs du parti a été la condition décisive de la victoire du peuple soviétique dans la Grande guerre patriotique. Dans les journées des plus dures épreuves, durant la Grande guerre patriotique, alors que se décidaient les destinées de la patrie, notre parti a agi en tant qu'organisation de combat unie ne connaissant ni hésitations ni désaccords dans ses propres rangs. A la lumière des résultats de la guerre, nous voyons surgir devant nous dans toute sa grandeur la signification de la lutte intransigeante que pendant des années notre parti a menée contre toutes sortes d'ennemis du marxisme-léninisme, contre les monstres trotskistes et boukhariniens, contre les capitulards et les traîtres qui tentaient de détourner le parti de la voie juste et de briser l'unité de ses rangs. Il est prouvé que ces infâmes traîtres attendaient l'agression armée contre l'Union soviétique et comptaient au moment difficile frapper dans le dos l'Etat soviétique au profit des ennemis de notre peuple. Après avoir anéanti l'organisation illégale des trotskistes et des boukhariniens qui était le centre d'attraction de toutes les forces antisoviétiques dans le pays, après

avoir épuré nos organisations du parti et celles des soviets des ennemis du peuple, le parti a détruit à temps toute possibilité d'apparition en U.R.S.S. de la « cinquième colonne » et a politiquement préparé le pays à la défense active. Il n'est pas difficile de comprendre que si cela n'avait pas été fait à temps, nous serions tombés pendant la guerre dans la situation de gens mitraillés de l'avant et de l'arrière et que nous aurions pu perdre la guerre.

Le parti est redevable de la cohésion inébranlable de ses rangs avant tout à notre guide et éducateur, le camarade Staline, qui a sauvegardé l'unité léniniste du parti. (*Tout le monde se lève. Applaudissements enthousiastes et prolongés qui se transforment en ovation.*) L'unité des rangs du parti a été, est et sera la base de la fermeté et de l'invincibilité de notre parti. Trempé dans le feu des dures épreuves de la guerre et dans la lutte contre les difficultés d'après guerre, le parti est arrivé au présent congrès encore plus fort et plus uni et groupé comme jamais autour de son Comité central. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

La force de notre parti réside en ce qu'il est intimement lié aux larges masses et constitue un parti véritablement populaire dont la politique répond aux intérêts vitaux du peuple. Le rôle des organisations de masse comme les syndicats soviétiques et le Komsomol s'est sérieusement accru en ce qui concerne le rassemblement solide des travailleurs autour du parti et leur éducation dans l'esprit du communisme. En luttant pour la liberté et l'indépendance de notre patrie, pour l'édification de la société communiste, le parti s'est lié encore plus intimement au peuple et a resserré ses liens avec les larges masses des travailleurs. Le peuple soviétique soutient unanimement la politique du parti à laquelle il accorde sa pleine confiance. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Un brillant témoignage du resserrement des liens du parti avec les masses et de l'affermissement de son prestige auprès du peuple soviétique nous est donné par la croissance de ses effectifs. Au XVIII[e] congrès, le parti comptait dans ses rangs 1.588.852 membres et 888.814 candidats, soit au total 2.477.666 adhérents. Au 1[er] octobre 1952, le parti compte 6.882.145 adhérents, dont 6.013.259 membres et 868.886 candidats. (*Applaudissements.*)

Pendant la Grande guerre patriotique, malgré ses importantes pertes sur les fronts, les effectifs du parti, loin de diminuer, ont encore augmenté de plus de 1.600.000. Les hommes soviétiques les plus fermes, parmi les combattants de l'Armée et de la Flotte soviétiques qui se battaient héroïquement sur les fronts, parmi les meilleurs représentants de la classe ouvrière, de la paysannerie kolkhozienne et des intellectuels soviétiques, qui forgeaient avec abnégation à l'arrière la victoire sur l'ennemi, sont venus au parti.

Après la fin de la guerre, le Comité central du parti décida de ralentir quelque peu l'admission au parti. Cependant l'admission a continué à une cadence accélérée. Le parti ne pouvait pas ne pas remarquer que la croissance rapide de ses effectifs avait aussi des côtés négatifs, qu'elle conduisait à un certain fléchissement du niveau de la conscience politique des membres du parti, à un certain abaissement de la composition qualitative du parti. Il s'est créé un certain écart entre l'augmentation quantitative des rangs du parti et le niveau d'instruction politique des membres et des candidats du parti. Afin de supprimer cet écart et d'améliorer de plus en plus la qualité des rangs du parti, le Comité central a jugé nécessaire de ne pas forcer désormais l'accroissement des rangs du parti et de concentrer l'attention des organisations du parti sur l'élévation du niveau politique des membres et des candidats. Conformément aux indications du Comité central, les organisations du parti se sont mises à faire une sélection plus soignée; elles ont élevé les exigences envers ceux qui désiraient entrer au parti, elles ont déployé un large travail d'éducation politique des communistes. Il en est résulté une élévation incontestable du niveau politique des membres du parti ainsi que de la conscience marxiste-léniniste de nos cadres. Cependant il ne faudrait pas penser que la tâche posée par le parti : liquider le retard dans le niveau de préparation politique des communistes par rapport à l'accroissement des effectifs du parti soit déjà accomplie. En conséquence il faudra aujourd'hui comme hier poursuivre la ligne visant à limiter l'admission au parti, à améliorer l'éducation politique et la trempe des communistes, car le parti est fort non seulement par la quantité de ses membres, mais surtout par leur qualité.

Dans la période d'après guerre, les questions de la consolidation des organismes du parti, de l'amélioration de leur activité et de l'intensification du travail des organisations du parti ont pris une importance particulière.

Les nouvelles tâches qui se sont posées devant le pays après la guerre, en liaison avec le passage à l'édification pacifique, ont exigé une sérieuse amélioration du travail à l'intérieur du parti et l'élévation du niveau de la direction de l'activité étatique et économique par les organisations du parti. Le fait est que la situation créée par la guerre avait déterminé certaines méthodes particulières de direction du parti et en même temps avait engendré de grandes insuffisances dans le travail des organismes et des organisations du parti. Cela s'est manifesté avant tout dans le fait que les organismes du parti ont affaibli leur attention pour le travail d'organisation et le travail idéologique. Il en est résulté que dans beaucoup d'organisations du parti ce travail était négligé. Un certain danger est apparu : celui de voir les organismes du

parti se détacher des masses et perdre leur qualité d'organismes de direction politique, d'organisations de combat actives, pour se transformer en des sortes d'institutions de réglementation administrative incapables de s'opposer aux manifestations d'esprit de clocher, d'étroitesse et aux autres tendances contraires aux intérêts de l'Etat, restant aveugles aux déformations ouvertes de la politique du parti dans l'édification économique, aux préjudices portés à l'Etat.

Afin de conjurer ce danger et de résoudre avec succès la tâche de la consolidation des organismes locaux du parti et celle du renforcement du travail des organisations du parti, il était nécessaire de liquider les négligences dans le travail d'organisation et le travail idéologique du parti et d'en finir avec des faits tels que l'introduction dans les organisations du parti de méthodes administratives de direction, qui conduisent à la bureaucratisation du travail du parti et affaiblissent l'activité et l'initiative des masses du parti.

Le Comité central a placé au centre de l'attention des organisations du parti la tâche d'appliquer avec esprit de suite la démocratie intérieure du parti et de déployer la critique et l'autocritique, de renforcer, sur cette base, le contrôle de la part des masses du parti sur l'activité des organismes du parti, car c'est là la clé de l'essor de tout le travail du parti, la clé de l'élévation de l'activité et de l'initiative des organisations et des membres du parti. Les mesures appliquées par le parti pour développer la démocratie intérieure du parti et l'autocritique ont aidé les organisations du parti à surmonter dans une importante mesure les insuffisances dans le travail politique, ont joué un rôle sérieux dans l'essor de ce travail. C'est sur cette base que l'activité et l'initiative des membres du parti se sont accrues, que les organisations de base du parti dans les entreprises, kolkhoz et administrations se sont raffermies; leur travail s'est animé, le contrôle des masses du parti sur l'activité des organismes du parti s'est renforcé ainsi que le rôle des sessions des comités du parti et des assemblées de militants.

Cependant, ce serait une erreur de ne pas voir que le niveau du travail politique du parti retarde encore sur les exigences de la vie, sur les tâches posées par le parti, il faut reconnaître que dans le travail des organisations du parti il y a des insuffisances et des fautes, que nos organisations du parti connaissent nombre de faits négatifs et parfois même malsains. Nous devons les connaître, les voir, les dénoncer afin de les éliminer, de les surmonter et de garantir la marche victorieuse en avant.

Quels sont donc ces insuffisances, ces fautes, ces aspects négatifs et malsains et en conséquence quelles tâches se posent devant le parti?

1. L'AUTOCRITIQUE ET SURTOUT LA CRITIQUE VENANT DE LA BASE SONT LOIN D'AVOIR ÉTÉ EMPLOYÉES PLEINEMENT ET PAR TOUTES LES ORGANISATIONS DU PARTI COMME LA PRINCIPALE MÉTHODE POUR DÉCOUVRIR ET CORRIGER NOS ERREURS ET NOS INSUFFISANCES, NOS FAIBLESSES ET NOS MAUX.

Dans les organisations du parti, on constate encore une sous-estimation du rôle de la critique et de l'autocritique dans la vie du parti et de l'Etat, on admet les persécutions et les poursuites pour la critique. Assez souvent on peut rencontrer des responsables qui ne cessent de proclamer leur fidélité au parti, mais qui en pratique ne tolèrent pas la critique venant de la base, l'étouffent et se vengent de ceux qui les critiquent. On connaît bon nombre de cas où l'attitude bureaucratique envers la critique et l'autocritique a causé un grave préjudice à la cause du parti, étouffé l'initiative des organisations du parti, sapé le prestige de la direction dans les masses du parti et implanté dans certaines organisations du parti les mœurs antiparti des bureaucrates, ennemis jurés du parti.

Le parti ne peut pas ne pas tenir compte du fait que là où la critique et l'autocritique sont reléguées à l'arrière-plan, où est affaibli le contrôle des masses sur l'activité des organisations et des institutions, on voit apparaître inévitablement des difformités telles que le bureaucratisme, la putréfaction et même la désagrégation de certains échelons de notre appareil. Bien entendu, ces cas ne sont pas très répandus chez nous. Notre parti est solide et sain comme jamais il ne l'a été. Mais il faut comprendre que si ces maladies dangereuses ne se sont pas gravement propagées, c'est seulement parce que le parti, se servant de l'instrument de la critique et de l'autocritique, les a ouvertement et hardiment dévoilées en temps opportun, a porté des coups résolus aux manifestations concrètes de présomption, de bureaucratisme et de putréfaction. La sagesse de la direction consiste précisément à savoir discerner le danger à l'état de germe et à ne pas lui donner la possibilité de grandir au point de devenir une menace.

La critique et l'autocritique sont une arme éprouvée du parti dans la lutte contre les insuffisances, les erreurs et les phénomènes malsains minant l'organisme sain du parti. La critique et l'autocritique n'affaiblissent pas, mais consolident l'Etat soviétique, le régime social soviétique, ce qui est un indice de sa force et de sa vitalité.

A l'heure actuelle, il importe surtout d'assurer le développement de l'autocritique et de la critique venant de la base, de combattre de façon implacable comme des ennemis jurés du parti ceux qui entravent le développement de la critique de nos faiblesses, qui étouffent la critique, qui tolèrent la persécution et les poursuites contre ceux qui ont osé critiquer. En effet, en liaison avec la fin victorieuse de la guerre et les grands succès économiques dans la période d'après guerre, il

s'est développé au sein du parti une attitude non critique envers les insuffisances et les erreurs dans le travail des organisations du parti, des organisations économiques et autres. Les faits prouvent que les succès ont parfois engendré dans les rangs du parti un état d'esprit de suffisance, la tendance à considérer que tout est pour le mieux et la quiétude petite-bourgeoise, le désir de se reposer sur ses lauriers et de vivre des mérites du passé. On a vu apparaître bon nombre de militants qui estiment que « nous pouvons tout », que « rien ne peut nous arrêter », que « les affaires vont bien » et qu'il est inutile de se donner la peine de s'occuper d'une chose aussi désagréable que la recherche des insuffisances et des erreurs dans le travail, la lutte contre les phénomènes négatifs et malsains dans nos organisations. Cet état d'esprit nuisible par ses conséquences a gagné une partie des cadres mal éduqués et instables du point de vue du parti. Assez souvent les dirigeants des organisations du parti, des organisations des soviets et des organisations économiques transforment les assemblées, les réunions de militants, les sessions et les conférence en une parade, en un lieu où l'on peut se couvrir de louanges, en raison de quoi les erreurs et les insuffisances dans le travail, les maux et les faiblesses ne sont pas mis à nu et critiqués, ce qui renforce la tendance à la présomption et à l'insouciance. L'état d'esprit d'insouciance a pénétré dans les organisations du parti. On observe parmi les militants du parti, les travailleurs des organisations économiques, des soviets et autres un relâchement de la vigilance, des cas de négligence, de divulgation des secrets du parti et de l'Etat. Certains militants se passionnant pour les affaires et les succès économiques commencent à oublier que l'entourage capitaliste existe encore et que les ennemis de l'Etat soviétique s'efforcent opiniâtrement d'envoyer chez nous leurs agents, d'employer dans leurs buts ignobles les éléments instables de la société soviétique.

Pour faire progresser avec succès notre œuvre, il faut mener une lutte résolue contre les phénomènes négatifs, orienter l'attention du parti et de tous les hommes soviétiques vers l'élimination des insuffisances dans le travail. Dans ce but, il faut développer largement l'autocritique et surtout la critique venant de la base.

La participation active des grandes masses de travailleurs à la lutte contre les insuffisances dans le travail et les phénomènes négatifs dans la vie de notre société est un éclatant témoignage du caractère véritablement démocratique du régime soviétique et de la haute conscience politique des hommes soviétiques. La critique venant de la base exprime l'initiative et l'activité créatrices des millions de travailleurs, leur souci de consolider l'Etat soviétique. Plus se développeront largement l'autocritique et la critique venant de la base, plus se manifesteront les forces créatrices et l'énergie de

notre peuple et plus le sentiment d'être le maître du pays grandira et se consolidera dans les masses.

C'est une erreur de croire que la critique venant de la base peut se développer d'elle-même, spontanément. La critique venant de la base peut grandir et s'étendre à la seule condition que chaque personne faisant une critique saine soit sûre de trouver le soutien de nos organisations et de voir corrigées les insuffisances indiquées par elle. Il faut que les organisations et les militants du parti, tous nos dirigeants se mettent à la tête de ce travail et donnent l'exemple d'une attitude honnête et consciencieuse envers la critique. Le devoir de tous les dirigeants et surtout des militants du parti est de créer les conditions pour que tous les hommes soviétiques honnêtes puissent critiquer hardiment et sans crainte les insuffisances dans le travail des organisations et des administrations. Les assemblées, les réunions de militants, les sessions et les conférences dans toutes les organisations doivent devenir en fait une large tribune de critique hardie et vigoureuse des insuffisances.

La lutte persévérante contre les insuffisances et les maux dans le travail des organisations du parti, des soviets, des organisations économiques et autres doit devenir la préoccupation quotidienne de l'ensemble du parti. Le communiste n'a pas le droit de rester indifférent devant les phénomènes malsains et les insuffisances dans le travail et encore moins de les cacher au parti. Si dans telle ou telle organisation les affaires vont mal, si un préjudice est porté aux intérêts du parti et de l'Etat, le membre du parti est tenu de faire connaître les insuffisances aux organismes dirigeants du parti, jusques et y compris au Comité central du parti, en dehors de toute considération de personne. C'est le devoir de chaque communiste, un de ses devoirs les plus importants en tant que membre du parti. Nous avons des dirigeants qui estiment que si leurs subordonnés font connaître les insuffisances au Comité central du parti, ils les empêchent par là même de diriger et sapent leur prestige. Il faut en finir résolument avec de telles opinions nuisibles et profondément antiparti.

La tâche du parti consiste à développer toujours plus largement la critique et l'autocritique, à éliminer tout ce qui les entrave et les gêne. Plus nous entraînerons les masses à la lutte contre les insuffisances dans le travail, plus sera fort le contrôle par la base de l'activité de toutes nos organisations et mieux iront nos affaires dans tous les domaines. La mise en application conséquente du mot d'ordre de la critique et de l'autocritique exige une lutte résolue contre tous ceux qui entravent leur développement, qui combattent et qui briment ceux qui ont osé se livrer à la critique. Les militants qui ne contribuent pas au développement de la critique et de l'autocritique freinent notre mouvement en avant, ils ne sont

pas mûrs pour être des dirigeants et ne peuvent pas compter sur la confiance du parti.

2. La discipline du parti et de l'Etat est encore faible parmi un certain nombre de travailleurs du parti, des organisations des soviets, des organisations économiques et autres.

Nous avons parmi nos cadres bon nombre de travailleurs qui ont une attitude formelle envers les décisions du parti et du gouvernement, qui ne font pas preuve d'activité et de persévérance dans la lutte pour leur application, ne s'inquiètent pas quand leurs affaires vont mal et qu'un préjudice est porté aux intérêts du pays. Une attitude formelle envers les décisions du parti et du gouvernement, une attitude passive envers leur application sont des défauts qu'il faut extirper impitoyablement. Le parti n'a pas besoin de fonctionnaires insensibles et indifférents qui préfèrent leur tranquillité personnelle aux intérêts de la cause; il a besoin de combattants inlassables, pleins d'abnégation qui luttent pour l'application des directives du parti et du gouvernement, qui placent les intérêts de l'Etat au-dessus de tout.

La dissimulation, par certains dirigeants, de la vérité sur l'état de choses existant dans les entreprises et les administrations de leur ressort, le maquillage des résultats du travail représentent une des manifestations les plus dangereuses et préméditées de la violation de la discipline du parti et de l'Etat. Le Comité central et le gouvernement ont relevé des cas où certains dirigeants plaçaient les intérêts étroits de leur administration et leurs intérêts de clocher au-dessus des intérêts généraux de l'Etat et, sous prétexte de sollicitude pour les entreprises de leur ressort, dissimulaient à l'Etat les ressources matérielles dont ils disposaient, s'engageaient dans la voie de la violation des lois du parti et de l'Etat. On connaît aussi des cas où les dirigeants de l'économie, avec la tolérance des organisations du parti, font des demandes de matières premières et de matériaux sciemment exagérées et se permettent, lorsqu'ils n'accomplissent pas les plans économiques, d'indiquer dans leurs comptes rendus une production supérieure à la réalité. On connaît bon nombre de dirigeants qui oublient que les entreprises dont on leur a confié la charge et la gestion appartiennent à l'Etat et s'efforcent de les transformer en leur fief dans lequel ces soi-disant dirigeants font « tout ce que veut leur pied gauche ». (*Rires dans la salle.*) Un grand mal vient de ce que nous avons bon nombre de dirigeants qui supposent que les décisions du parti et les lois soviétiques ne sont pas obligatoires pour eux, qui s'imaginent qu'il existerait chez nous deux disciplines : une pour les membres de base et une autre pour les dirigeants. De pareils « dirigeants » croient que tout leur est permis, qu'ils peuvent ignorer les règles établies par l'Etat et par le parti, qu'ils peu-

vent violer les lois soviétiques, commettre des abus et agir comme bon leur semble.

Le parti exige de tous ses membres, et d'autant plus des cadres dirigeants, qu'ils soient sincères et honnêtes, qu'ils accomplissent strictement leur devoir à l'égard du parti et de l'Etat et il ne peut pas accorder sa confiance à ceux qui commettent des actes dirigés contre les intérêts de l'Etat, qui tentent de ruser avec le gouvernement, de tromper le parti et l'Etat. Tout mensonge à l'égard du parti et de l'Etat, sous quelque forme que ce soit, toute tentative de tromper en cachant ou en dénaturant la vérité ne saurait être considéré autrement que comme un crime très grave à l'égard du parti. Il est temps de comprendre que chez nous, dans le parti, il n'y a qu'une discipline, aussi bien pour les membres de base du parti que pour les dirigeants, que les lois soviétiques sont obligatoires à titre égal pour tous les hommes soviétiques, grands et humbles. On ne saurait prendre en considération la position qu'occupent les dirigeants qui se sont rendus coupables de malhonnêteté dans l'accomplissement des décisions du parti et du gouvernement et qui commettent des illégalités et des actes arbitraires.

La tâche consiste à en finir résolument avec les infractions à la discipline du parti et de l'Etat, avec les manifestations d'irresponsabilité et de relâchement, d'attitude formelle à l'égard des décisions du parti et du gouvernement, à élever constamment le sentiment du devoir devant le parti et l'Etat chez tous nos travailleurs, à lutter implacablement contre le manque de sincérité et d'honnêteté. On ne peut tolérer la présence dans les rangs du parti d'adhérents qui tentent de cacher la vérité au parti et de le tromper. La stricte observation des intérêts de notre Patrie, la lutte active et inlassable pour l'application des décisions du parti et du gouvernement est le premier des devoirs de chaque travailleur du parti et de l'Etat.

3. L'INDICATION DU GRAND LÉNINE SELON LAQUELLE L'ESSENTIEL DANS LE TRAVAIL D'ORGANISATION EST LE JUSTE CHOIX DES CADRES ET LE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TÂCHES, N'EST PAS ENCORE APPLIQUÉE DE FAÇON SATISFAISANTE.

Les faits prouvent que le choix judicieux des cadres et le contrôle de l'exécution des tâches confiées ne sont pas encore, tant s'en faut, vraiment au centre de l'activité dirigeante des organisations centrales et locales du parti, des soviets et des organisations économiques.

La mauvaise organisation dans l'exécution effective des directives du centre et de leurs propres décisions, l'absence d'un contrôle nécessaire de l'exécution est un des défauts les plus répandus et les plus profondément enracinés dans le travail pratique des organisations des soviets, des organisations

économiques et du parti. Nos organisations et administrations publient divers ordres, décisions et directives, beaucoup plus qu'il n'est nécessaire, mais se soucient peu de vérifier s'ils sont exécutés et comment ils le sont. Or, l'essentiel n'est pas de lès accomplir de façon bureaucratique, c'est de le faire de façon juste. L'attitude peu consciencieuse, irresponsable envers l'exécution des directives des organismes dirigeants est la manifestation la plus dangereuse et perverse du bureaucratisme. L'expérience prouve que même de bons cadres, s'ils sont livrés à eux-mêmes sans contrôle ni vérification de leur activité, commencent à se corrompre et à se bureaucratiser.

Une des tâches essentielles du parti consiste à renforcer par tous les moyens le contrôle et la vérification de l'exécution dans l'ensemble du système de direction, dans le travail de toutes les organisations et administrations, de haut en bas. A ces fins, il faut élever la responsabilité personnelle des dirigeants de toutes les organisations et administrations pour le contrôle de l'exécution des décisions du parti et du gouvernement, améliorer sérieusement le travail de l'appareil de contrôle et de vérification tant au centre qu'à la base, renforcer ses cadres, de façon que cette tâche soit confiée à des personnes ayant de l'autorité, expérimentées, possédant un sens politique aigu, capables de veiller rigoureusement sur les intérêts de l'Etat. Il est nécessaire de renforcer sensiblemnet le rôle de contrôle du parti, de concentrer l'attention des organismes du parti sur le contrôle de l'exécution des décisions du parti et du gouvernement. Il faut que nos organismes dirigeants s'appuient dans leur travail de contrôle de l'exécution sur les larges masses de travailleurs, sur les organisations du parti, de syndicats et du Komsomol, sur les militants des soviets locaux. Seule la combinaison du contrôle de l'exécution d'en haut et du contrôle de la base par les masses du parti et des sans-parti permettra d'éliminer à temps les insuffisances dans le travail de nos organisations et administrations, créera l'ambiance dans laquelle les décisions et les directives seront exécutées à temps et avec précision, à la manière des bolchéviks.

La force décisive de la direction du parti et de l'Etat, ce sont les cadres; sans leur juste choix et leur bonne éducation il est impossible d'appliquer avec succès la ligne politique du parti. La tâche principale dans le choix des cadres consiste à améliorer par tous les moyens leur composition qualitative, à renforcer nos organisations du parti, de l'Etat et nos organisations économiques avec des hommes dévoués aux intérêts du parti et de l'Etat, connaissant bien le travail et capables de le faire progresser.

Grâce au travail effectué par le parti, la composition des cadres dirigeants s'est notablement améliorée. Cependant, cela ne signifie pas que la tâche consistant à améliorer la compo-

sition qualitative des cadres dirigeants a été entièrement réalisée. A présent que toutes les branches de l'économie sont équipées d'une technique d'avant-garde et que le niveau culturel du peuple soviétique s'est considérablement élevé, les exigences posées devant les cadres dirigeants sont devenues tout autres, plus élevées. Des hommes cultivés, connaissant bien leur profession, capables d'insuffler un air nouveau, de soutenir tout ce qui est avancé et progressiste et de le développer de façon féconde, doivent se trouver au gouvernail dans l'industrie et l'agriculture, l'appareil du parti et de l'Etat. Nous disposons pour cela de toutes les possibilités, car la base pour le choix et la promotion de cadres répondant à de telles exigences est devenue plus large qu'autrefois.

La nouvelle amélioration de la composition des cadres dépend surtout désormais de la juste organisation de l'examen et du choix des hommes, et pour cela il faut avant tout éliminer les insuffisances, les erreurs et les déformations dans le travail avec les cadres. Il faut dire que dans ce domaine les insuffisances ne manquent pas.

Le principal défaut consiste en ce que certains dirigeants choisissent les cadres non pas selon leurs qualités politiques et pratiques, mais en se fondant sur la parenté, sur les relations d'amitié, sur la communauté du pays d'origine. Assez souvent, sous différents prétextes, on rend la vie impossible aux travailleurs honnêtes et connaissant leur métier, mais qui font preuve de clairvoyance, ne tolèrent pas les insuffisances et causent par conséquent des inquiétudes à la direction; on les remplace par des hommes de valeur douteuse ou bien qui ne conviennent pas pour ce travail mais qui sont par contre commodes et du goût de certains dirigeants. Ces déformations de la ligne du parti dans la sélection et la promotion des cadres engendrent dans certaines organisations la formation d'une coterie de gens qui se soutiennent mutuellement et placent leurs intérêts de groupe au-dessus des intérêts du parti et de l'Etat. Rien d'étonnant à ce qu'une telle atmosphère conduise ordinairement à la désagrégation et à la putréfaction. Il en fut ainsi par exemple dans l'organisation du parti de la région d'Oulianovsk où un certain nombre de dirigeants de l'organisation régionale du parti travaillant dans les organisations économiques, les organisations des soviets et du parti s'étaient moralement décomposés et se sont engagés dans la voie de la dilapidation, du détournement et du vol des biens de l'Etat.

Le bureaucratisme dans l'examen et le choix des hommes cause un grand préjudice à l'amélioration continue de la composition des cadres. Il n'est pas rare que le choix se fasse d'après des renseignements fournis par des formulaires et des rapports de pure forme sans qu'il y ait de vérification sérieuse des qualités professionnelles et politiques des cadres. Dans le choix des cadres une mauvaise pratique s'est implantée sui-

vant laquelle les travailleurs sont confirmés ou nommés à des postes sans qu'il y ait eu contact personnel. Il va de soi que lorsqu'une telle attitude formaliste et bureaucratique préside au choix des cadres, on ne saurait décider correctement si tel ou tel travailleur convient à tel ou tel travail pour lequel il est recommandé. Si on ne connaît pas les qualités et les défauts des travailleurs, on ne peut savoir à quel poste ils pourraient déployer au mieux leurs qualités personnelles.

Les organisations du parti ont pour devoir de veiller à ce que, dans tous les rouages de notre appareil, les principes établis par notre parti pour le choix et la répartition des cadres soient rigoureusement appliqués. Il est indispensable de combattre avec intransigeance le népotisme et la caution mutuelle, d'en finir avec le bureaucratisme dans l'examen et le choix des cadres. Il faut élever le niveau du travail des organismes du parti en ce qui concerne l'examen et le choix des cadres et renforcer sensiblement le contrôle du parti sur la situation existant à cet égard au sein des organisations des soviets et des organisations économiques.

Il importe de faire en sorte que le choix des hommes et le contrôle de l'exécution prennent effectivement la place principale dans l'activité dirigeante des organisations centrales et locales du parti, des soviets, de l'économie. Il faut se rappeler que le but du contrôle de l'exécution est en premier lieu de mettre à nu les insuffisances, de révéler les illégalités, d'aider par des conseils les travailleurs honnêtes, de châtier les incorrigibles et d'obtenir que la décision prise soit appliquée, d'étudier l'expérience et, sur la base de celle-ci, d'assurer la réalisation la plus juste, la plus avantageuse et la plus économique de la tâche posée. On ne saurait tolérer une attitude bureaucratique à l'égard du contrôle de l'exécution. Il convient de ne pas craindre d'annuler ou de corriger une décision déjà prise si elle s'avère erronée ou imprécise. Le contrôle de l'exécution est indissolublement lié à l'élimination des défauts dans le choix des cadres ; selon les résultats du contrôle, il faut écarter ceux qui travaillent mal, qui ne conviennent pas, les incapables, les arriérés, ceux qui ne sont pas consciencieux dans le travail, pour les remplacer par des hommes meilleurs, répondant à leurs tâches, des hommes avancés, honnêtes. Le contrôle de l'exécution doit contribuer à promouvoir des hommes nouveaux, capables de faire marcher les choses, montant la garde des intérêts de l'Etat.

4. Dans de nombreuses organisations du parti, on constate une sous-estimation du travail idéologique, ce qui fait que ce travail retarde sur les tâches du parti et, dans certaines organisations, se trouve dans un état d'abandon.

Le travail idéologique est le devoir primordial du parti et la sous-estimation de ce travail pourrait causer un préju-

dice irréparable aux intérêts du parti et de l'Etat. Nous devons toujours nous souvenir que tout affaiblissement de l'influence de l'idéologie socialiste signifie le renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise.

Il n'y a pas et il ne saurait y avoir dans notre société soviétique de base de classe à la domination de l'idéologie bourgeoise. Chez nous, domine une idéologie socialiste, dont le marxisme-léninisme forme la base indestructible. Mais des vestiges de l'idéologie bourgeoise, des survivances de la psychologie et de la morale de la propriété privée subsistent encore chez nous. Ces survivances ne meurent pas d'elles-mêmes, elles sont très vivaces, elles peuvent croître et il faut mener contre elles une lutte résolue. Nous ne sommes pas non plus garantis contre la pénétration chez nous d'opinions, d'idées et de tendances étrangères, venant du dehors, des Etats capitalistes, ainsi que du dedans, des groupes hostiles au pouvoir soviétique que le parti n'a pas encore mis hors d'état de nuire. On ne saurait oublier que les ennemis de l'Etat soviétique cherchent à propager, à encourager et à attiser différents sentiments malsains, à corrompre idéologiquement les éléments instables de notre société.

Certaines de nos organisations du parti se passionnant pour l'économie oublient les questions idéologiques, les laissent de côté. Même dans des organisations du parti aussi avancées que celle de Moscou une attention insuffisante est apportée au travail idéologique. Et cela ne va pas sans conséquences. Car là où l'attention pour les questions idéologiques se relâche, le terrain devient propice à la réapparition d'opinions et de conceptions qui nous sont hostiles. C'est dans les secteurs du travail idéologique qui échappent pour une raison quelconque à la vigilance des organisations du parti, là où la direction et l'influence du parti faiblissent, qu'agissent des hommes hostiles, différents éléments issus des vestiges des groupes antiléninistes mis en déroute par le parti ; ils cherchent à mettre la main sur ces secteurs, à les utiliser pour faire passer leur ligne, faire renaître et propager différents « points de vue » et « conceptions » non marxistes.

La sous-estimation du travail idéologique résulte dans une grande mesure du fait qu'une certaine partie de nos cadres dirigeants ne se préoccupent pas d'élever leur conscience politique, ne complètent pas leurs connaissances en matière de marxisme-léninisme, ne s'enrichissent pas de l'expérience historique du parti. Or, sans cela, il est impossible de devenir de véritables dirigeants bien trempés. Celui qui retarde sur le plan idéologique et politique, qui vit de formules apprises par cœur et ne sent pas ce qui est nouveau, celui qui est incapable de s'orienter correctement dans la conjoncture intérieure et extérieure, ne peut pas être à la tête du mouvement et n'en est pas digne. Celui-là, la vie le rejettera tôt ou tard.

Seul est à la hauteur des tâches de notre parti le dirigeant qui ne cesse de se perfectionner, qui assimile de façon créatrice le marxisme-léninisme, qui forme et perfectionne en lui les qualités du militant de type léniniste-stalinien.

Les organisations du parti accomplissent encore un travail insuffisant parmi les membres et les candidats du parti pour l'amélioration de leur préparation idéologique et politique, elles organisent et contrôlent mal leur travail d'étude de la théorie marxiste-léniniste. Il en résulte que de nombreux communistes ne possèdent pas les connaissances nécessaires dans le domaine du marxisme-léninisme. L'élévation du degré des connaissances politiques des membres et des candidats du parti est la condition expresse du renforcement de leur rôle d'avant-garde dans tous les domaines de la vie et d'une activité encore plus intense des masses du parti et de l'amélioration du travail des organisations du parti.

Par suite de la direction insuffisante du travail idéologique et de l'absence d'un contrôle de son contenu, il arrive fréquemment qu'on trouve des erreurs et des déformations sérieuses dans les livres, dans les journaux et les revues, ainsi que dans les activités des institutions scientifiques et autres institutions idéologiques. L'intervention du Comité central du parti a permis de découvrir dans de nombreux domaines de la science des habitudes et des traditions étrangères aux hommes soviétiques, des cas d'isolement dus à l'esprit de caste et d'intransigeance envers la critique; elle a permis de démasquer et de mettre en déroute différentes manifestations de l'idéologie bourgeoise et toutes sortes de déformations vulgarisatrices. Les discussions bien connues sur les problèmes de philosophie, de biologie, de physiologie, de linguistique, d'économie politique ont révélé de sérieuses lacunes idéologiques dans divers domaines de la science, ont donné une impulsion à l'essor de la critique et de la lutte d'opinions, ont joué un rôle important dans le développement de la science. Le régime à la Araktcheev qui existait dans de nombreux secteurs du front de la science a été anéanti. Cependant, dans plusieurs branches de la science, on n'a pas encore entièrement liquidé le monopole de certains groupes de savants qui repoussent les nouvelles forces montantes, se barricadent contre la critique et veulent régler les problèmes de la science par des méthodes administratives. Aucune branche de la science ne saurait se développer avec succès dans une atmosphère renfermée d'éloges mutuels, où on cache les défauts. Les tentatives pour instituer le monopole de certains groupes de savants engendrent inévitablement la stagnation et la putréfaction dans la science.

Le travail idéologique du parti doit jouer un rôle important pour purifier la conscience des hommes des survivances du capitalisme, des préjugés et des traditions nuisibles de l'an-

cienne société. Il faut demain comme aujourd'hui développer dans les masses la haute conscience du devoir social, éduquer les travailleurs dans l'esprit du patriotisme soviétique et de l'amitié entre les peuples, dans l'esprit de la sollicitude pour les intérêts de l'Etat, perfectionner les meilleures qualités des hommes soviétiques : la certitude dans le triomphe de notre cause, la volonté et l'art de triompher de toutes les difficultés.

Les organisations du parti ont pour tâche de mettre définitivement un terme à la sous-estimation néfaste du travail idéologique, de renforcer ce travail à tous les échelons du parti et de l'Etat, de démasquer inlassablement toute manifestation de l'idéologie étrangère au marxisme. Il importe de développer et de perfectionner la culture, la science, la littérature et l'art socialistes, d'orienter toutes les formes de l'action idéologique et politique, notre propagande, notre agitation, ainsi que notre presse pour améliorer la formation idéologique des communistes, pour élever la vigilance et la conscience politiques des ouvriers, des paysans, des intellectuels. Tous nos cadres sans exception ont le devoir de travailler à élever leur niveau idéologique, à assimiler la riche expérience politique du parti afin de ne pas retarder sur la vie et d'être à la hauteur des tâches du parti. Il faut que les organisations du parti accomplissent parmi les membres et les candidats un travail incessant pour élever leur niveau idéologique, leur enseignent le marxisme-léninisme, en fassent des communistes conscients, politiquement instruits.

★

Nos tâches dans le domaine de l'affermissement ultérieur du parti sont les suivantes :

1. Continuer à améliorer la composition qualitative du parti, ne pas tolérer de course à la quantité, mais concentrer l'effort sur l'élévation du niveau politique et de la trempe marxiste des membres et des candidats du parti; élever l'activité politique des communistes, faire de tous les membres du parti de fermes combattants pour l'application de la politique et des décisions du parti, des hommes intransigeants quand il s'agit des défauts dans le travail, capables de persévérer dans la lutte pour éliminer ces défauts; améliorer et perfectionner le travail des syndicats et du Komsomol, renforcer quotidiennement le contact avec les masses, en se souvenant que la force et l'invincibilité de notre parti résident dans ses liens intimes et indissolubles avec le peuple;

2. En finir avec les tendances à penser que tout va pour le mieux et à se laisser griser par les succès, avec les manifestations de l'esprit de parade et de suffisance dans les rangs du parti, tendances et manifestations néfastes et dangereuses pour notre cause; mettre à nu et éliminer courageusement et

fermement les défauts et les faiblesses dans notre travail; pratiquer à l'intérieur du parti une démocratie conséquente; développer plus largement l'autocritique et la critique venant de la base, faire en sorte que tous les Soviétiques honnêtes puissent courageusement et sans crainte critiquer les défauts dans le travail de nos organisations et institutions, lutter impitoyablement contre toutes les tentatives d'étouffer la critique, de brimer et de réprimer ceux qui critiquent; renforcer au maximum la discipline à l'égard du parti et de l'Etat, extirper l'attitude formaliste à l'égard des décisions du parti et du gouvernement; lutter résolument contre l'indiscipline et les infractions aux intérêts de l'Etat;

3. Porter à un niveau plus élevé le travail des organismes du parti en ce qui concerne la sélection, la répartition et l'éducation judicieuses des cadres, observer rigoureusement les principes établis par le parti pour le choix judicieux des cadres, combattre avec intransigeance ceux qui violent ces principes, combattre impitoyablement l'attitude bureaucratique dans la sélection des cadres, améliorer la qualité des cadres dirigeants, promouvoir plus hardiment aux fonctions dirigeantes des hommes dévoués aux intérêts du parti et de l'Etat, connaissant bien leur affaire et capables de faire avancer les choses, écarter les hommes qui ne valent rien, qui ne conviennent pas, qui sont arriérés, de mauvaise foi; renforcer au maximum le contrôle et la vérification de l'exécution dans l'ensemble du système de direction, de haut en bas, élever la responsabilité personnelle des dirigeants de toutes les organisations et institutions quant à la vérification de l'application des décisions du parti et du gouvernement, combiner le contrôle de l'exécution venant d'en haut avec un contrôle venant d'en bas, des masses de communistes et de sans-parti; faire en sorte que la sélection judicieuse des cadres et le contrôle de l'exécution deviennent en fait l'essentiel dans les activités de direction des organisations centrales et locales du parti, des soviets et de l'économie ;

4. En finir avec la sous-estimation du travail idéologique, lutter fermement contre le libéralisme et l'insouciance à l'égard des erreurs et des déformations idéologiques, élever et perfectionner systématiquement la formation idéologique et politique de nos cadres ; employer toutes les formes de l'action idéologique, notre propagande, notre agitation, notre presse à l'œuvre d'éducation communiste des Soviétiques; porter à un niveau plus élevé la science soviétique en développant la critique et la lutte des opinions dans le travail scientifique, en se souvenant qu'il n'y a pas pour la science soviétique d'autre moyen de s'acquitter de sa mission, qui est d'occuper la première place dans la science mondiale ;

5. Continuer de veiller comme sur la prunelle de nos yeux

à l'unité léniniste des rangs du parti qui est la base de la solidité et de l'invincibilité de notre parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

★

Camarades!

A notre époque, la grande doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline, éclaire pour l'humanité tout entière la voie du développement de la civilisation mondiale.

Notre parti est fort parce que dans toute son activité, il prend pour guide la théorie marxiste-léniniste. Sa politique s'appuie sur la connaissance scientifique des lois du développement social.

Le rôle historique de nos grands éducateurs, Lénine et Staline, réside dans le fait qu'ayant profondément assimilé les bases théoriques du marxisme et possédant à fond la méthode dialectique ils ont victorieusement défendu le marxisme contre toutes les déformations et ont développé avec génie la doctrine marxiste. Constamment, à chaque nouveau tournant de l'histoire, Lénine et Staline ont lié le marxisme aux tâches pratiques précises de l'époque, montrant par leur attitude féconde à l'égard de la doctrine de Marx, Engels, que le marxime n'est pas un dogme mort, mais un guide vivant pour l'action.

La théorie marxiste-léniniste est l'objet du souci inlassable du camarade Staline. Au centre de l'activité théorique du camarade Staline, pendant toute la dernière période, se trouve l'élaboration de questions de portée historique mondiale, celles du développement de l'économie socialiste, du passage graduel au communisme. Enrichissant et développant de façon féconde la science marxiste-léniniste, le camarade Staline donne au parti et au peuple soviétique une arme idéologique dans la lutte pour le triomphe de notre cause.

Pour la théorie marxiste-léniniste et pour toutes nos activités pratiques, l'ouvrage du camarade Staline, *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, qui vient de paraître, est d'une importance majeure. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*) Cet ouvrage examine tous les aspects des lois de la production sociale et de la répartition des biens matériels dans la société socialiste, il définit les fondements scientifiques du développement de l'économie socialiste, il indique les voies du passage graduel du socialisme au communisme. Par son élaboration des questions de la théorie économique, le camarade Staline a fait grandement progresser l'économie politique marxiste-léniniste.

Le camarade Staline a formulé des thèses de programme sur les conditions préliminaires essentielles de la préparation

du passage au communisme. Pour préparer le passage effectif au communisme, enseigne le camarade Staline, il faut réaliser au moins trois conditions préliminaires essentielles.

« *Il est indispensable, premièrement, d'assurer solidement... une croissance continue de toute la production sociale avec primauté pour la croissance de la production des moyens de production. La primauté pour la croissance de la production des moyens de production est indispensable non seulement parce qu'elle doit assurer l'équipement de ses propres entreprises comme des entreprises de toutes les autres branches de l'économie nationale, mais encore parce que sans elle il est absolument impossible d'obtenir une reproduction élargie.* » (J. STALINE, *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, page 48. Cette référence, de même que les suivantes, a trait au texte donné dans le présent numéro des *Cahiers*.)

« *Il importe, deuxièmement, par étapes graduelles, avec profit pour les kolkhoz et, par conséquent, pour toute la société, de porter la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale et de substituer à la circulation des marchandises, également par étapes graduelles, un système d'échange des produits afin que le pouvoir central ou un autre centre social économique quelconque, puisse disposer de tous les produits de la production sociale dans l'intérêt de la société.* » (Ibidem, p. 48.)

Il est évident qu'à l'heure actuelle la circulation des marchandises et la propriété kolkhozienne sont utilisées avec succès pour développer l'économie socialiste et procurent à notre société un avantage incontestable. Dans le proche avenir elles continueront à lui profiter également. Mais il ne faut pas perdre de vue les perspectives de notre développement.

« *...On ne saurait,* indique le camarade Staline, *ni obtenir une abondance de produits susceptible de satisfaire tous les besoins de la société, ni passer à la formule : « à chacun selon ses besoins », en laissant subsister des faits économiques tels que la propriété de groupe, kolkhozienne, la circulation des marchandises, etc.* »(Ibidem, p. 48.)

Aussi longtemps qu'il reste dans l'économie socialiste deux secteurs essentiels de production, le secteur d'Etat et le secteur kolkhozien, la circulation des marchandises avec son « économie monétaire » doit rester en vigueur comme un élément indispensable et utile dans le système de notre économie nationale. L'existence de la production marchande et de la circulation des marchandises détermine aussi l'existence en régime socialiste de la loi de la valeur, bien qu'elle ait déjà cessé de jouer dans notre régime le rôle de régulateur de la production.

Mais la circulation des marchandises aussi bien que la loi de la valeur ne sont pas éternelles. Lorsque, à la place des

deux formes essentielles de production socialiste, celle du peuple entier et la forme kolkhozienne, un secteur de production unique et universel fera son apparition, la circulation des marchandises avec son « économie monétaire » ainsi que la loi de la valeur disparaîtront. L'opinion de ceux qui croient que la circulation des marchandises sera conservée sous le communisme n'a rien à voir avec le marxisme. La circulation des marchandises est incompatible avec la perspective du passage du socialisme au communisme.

Le camarade Staline a élaboré du point de vue théorique la question des mesures propres à élever la propriété kolkhozienne jusqu'au niveau de la propriété de tout le peuple et du passage graduel au système de l'échange des produits entre l'industrie d'Etat et les kolkhoz. Les embryons de l'échange des produits, qui se manifestent actuellement sous forme de « paiement en marchandises » de la production des kolkhoz de coton, de lin, de betterave à sucre et autres, se transformeront en un large système d'échange de produits.

« *Un tel système*, indique le camarade Staline, *exigera une augmentation considérable de la production livrée par la ville à la campagne. Il faut donc l'introduire sans hâte particulière, au fur et à mesure de l'accumulation des articles produits par la ville. Mais il faut l'introduire fermement, sans hésitation, en réduisant pas à pas le champ d'action de la circulation des marchandises et en étendant le champ d'action des échanges de produits.*

« *En réduisant le champ d'action de la circulation des marchandises, ce système facilitera le passage du socialisme au communisme. Il offrira en outre la possibilité d'intégrer la propriété essentielle des kolkhoz, les fruits de la production kolkhozienne, au système général de planification à l'échelle nationale.*

« *Ce sera précisément le moyen réel et décisif d'élever dans nos conditions actuelles la propriété kolkhozienne jusqu'au niveau de la propriété de tout le peuple.* » (Ibidem, p. 68.)

Le système de l'échange des produits est incontestablement avantageux pour la paysannerie kolkhozienne, car celle-ci recevra de l'Etat des produits en quantité beaucoup plus grande et à meilleur marché qu'avec la circulation des marchandises. Les kolkhoz qui, d'ores et déjà, procèdent par le « paiement en marchandises » de leurs produits, ce qui constitue des embryons du système d'échange des produits, sont à même de ressentir les avantages et les profits immenses de ce système. On sait que, dans cette catégorie, les kolkhoz riches sont particulièrement nombreux.

Pour préparer les conditions essentielles préalables du passage au communisme, indique le camarade Staline, « *il*

6

importe, troisièmement, de parvenir à un essor culturel de la société assurant à tous ses membres le développement dans tous les domaines de leurs dons physiques et intellectuels afin que les membres de la société puissent recevoir une instruction suffisante pour devenir des artisans actifs du développement social, pour qu'ils soient à même de choisir librement une profession et ne soient pas rivés, en vertu de la division du travail existante, à une seule profession pour toute la durée de leur vie » (Ibidem, p. 49.)

« *Il faut pour cela, tout d'abord, réduire la journée de travail au moins à six heures et plus tard à cinq heures. Cela est nécessaire pour que les membres de la société aient suffisamment de temps libre pour recevoir une instruction universelle. Il faut pour cela instituer aussi l'instruction polytechnique obligatoire, indispensable pour que les membres de la société puissent choisir librement une profession et ne pas être attachés toute leur vie à une profession quelconque unique. A cette fin, il faudra aussi améliorer de façon radicale les conditions de l'habitat, doubler au minimum et peut-être augmenter plus encore le salaire réel des ouvriers et des employés, aussi bien au moyen de l'élévation directe du salaire en espèces que, surtout, en continuant à baisser systématiquement les prix des articles de grande consommation.* » (Ibidem p. 50.)

Ce n'est que lorsque l'ensemble de ces conditions préliminaires sera réalisé, enseigne le camarade Staline, que l'on pourra espérer voir le travail, qui était une dure corvée sous le capitalisme, devenir la nécessité première de la vie aux yeux des membres de la société, c'est alors seulement que la propriété sociale sera considérée par tous les membres de la société comme la base indestructible et inviolable de l'existence de la société. Ce n'est que lorsque l'ensemble de ces conditions préliminaires sera réalisé que l'on pourra passer de la formule socialiste : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail* » à la formule communiste : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* »

Le camarade Staline met en garde avec insistance contre la marche en avant trop rapide, insouciante, et contre le passage à des formes économiques supérieures sans que soient réalisées au préalable les conditions indispensables à un tel passage.

Le camarade Staline a donné la solution scientifique des grands problèmes sociaux et des questions de programme du communisme tels que la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel et a également élaboré une question nouvelle pour la science marxiste, celle de la liquidation des différences substantielles existant encore entre ces éléments dans la société socialiste.

De sorte que les projets d'avenir du parti qui définissent

les perspectives et les voies de notre mouvement en avant reposent sur la connaissance des lois économiques, sur la science de l'édification d'une société communiste, élaborée par le camarade Staline. (*Vifs applaudissements très prolongés.*)

Il est d'une très grande importance de principe que le camarade Staline ait justifié le caractère objectif des lois économiques. Le camarade Staline enseigne que les lois de développement économique, les lois de l'économie politique, — qu'il s'agisse du capitalisme ou du socialisme — sont des lois objectives reflétant le processus de développement économique qui s'effectue indépendamment de la volonté des hommes. Les hommes peuvent découvrir ces lois, apprendre à les connaître, en faire usage dans l'intérêt de la société, mais ils ne sauraient détruire les lois économiques anciennes ou en créer de nouvelles. Les lois économiques ne sont pas l'œuvre de la volonté des hommes, mais surgissent sur la base de conditions économiques nouvelles.

Ceux qui croient que l'on peut créer ou détruire les lois du développement économique, que l'Etat soviétique, du fait du rôle particulier que l'histoire lui a dévolu, peut abroger les lois existantes de l'économie politique, en « former » de nouvelles ou les « transformer », sont dans une erreur profonde. La négation de l'existence de lois objectives dans la vie économique en régime socialiste conduirait au chaos et au règne du hasard. Une telle négation aurait pour résultat la liquidation de l'économie politique en tant que science, car la science ne saurait vivre et se développer sans admettre de lois objectives, sans étudier ces lois. La négation du caractère objectif des lois économiques constitue une base idéologique pour l'aventurisme en matière de politique économique, pour l'arbitraire absolu dans la pratique de la gestion de l'économie.

La découverte par le camarade Staline de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel et de la loi économique fondamentale du socialisme constitue un éminent apport à l'économie politique marxiste. La loi économique fondamentale détermine l'essence même du mode de production donné, tous les principaux aspects et tous les principaux processus de son développement, elle permet de comprendre et d'expliquer toutes les lois du régime économique donné.

Le camarade Staline a prouvé que la loi économique fondamentale du capitalisme actuel a comme principaux traits et comme principales exigences « *d'assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés* » (ibidem, p. 28). Cette loi montre et explique les contradictions criantes du capitalisme, elle

révèle les causes et les racines de la politique agressive de pillage pratiquée par les Etats capitalistes. L'action de cette loi conduit à un approfondissement de la crise générale du capitalisme, à une aggravation et à une explosion inévitables de toutes les contradictions de la société capitaliste.

Le système socialiste qui monte et qui s'épanouit est aux antipodes du capitalisme en putréfaction. Les exigences et les traits essentiels de la loi économique fondamentale du socialisme découverte par le camarade Staline sont : « *Assurer la satisfaction maxima des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société en développant et en perfectionnant sans cesse la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.* » (Ibidem, p. 29.) Le camarade Staline a montré que l'objectif du mode socialiste de production n'est pas le profit, mais l'homme, avec ses besoins, la satisfaction de ses besoins matériels et culturels. Satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société tout entière, tel est le but de la production socialiste et le moyen de parvenir à ce but réside dans l'accroissement et le perfectionnement continus de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure. L'action de cette loi aboutit à un essor des forces productives de la société, à la prospérité de celle-ci, à la croissance continue du bien-être matériel et du niveau culturel des travailleurs. (*Applaudissements.*)

La découverte par le camarade Staline de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel et de la loi économique fondamentale du socialisme porte un coup foudroyant à tous les apologistes du capitalisme. Ces lois économiques fondamentales prouvent que si, en société capitaliste, l'homme est soumis à la loi impitoyable du revenu maximum au nom duquel les gens sont voués à de terribles souffrances, à la misère, au chômage et à des guerres sanglantes, en société socialiste toute la production est subordonnée à l'homme avec ses besoins sans cesse croissants. C'est là que réside l'avantage décisif du communisme, régime social nouveau, plus évolué que le capitalisme. (*Applaudissements.*)

Le communisme naît comme résultat de l'action consciente et créatrice de millions de travailleurs. La théorie du laisser-aller et de la spontanéité est profondément étrangère à toute la structure économique du socialisme. En vertu de l'action de la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production, l'économie capitaliste est déchirée par des antagonismes aigus. Le camarade Staline a montré que sur la base de la socialisation des moyens de production, et contrairement à la loi de la concurrence et de l'anarchie de la production, il s'est formé dans notre pays une loi de développement harmonieux (proportionné) de l'économie nationale.

La loi du développement harmonieux de l'économie natio-

nale n'est pas une loi économique fondamentale du socialisme et notre pratique de la planification ne saurait par elle-même donner les résultats positifs escomptés à moins qu'elle ne tienne compte de la tâche principale de la production socialiste et ne s'appuie sur la loi économique fondamentale du socialisme. Pour assurer l'essor continu de toute la production sociale et créer dans notre pays l'abondance des produits, il faut assimiler jusqu'au bout l'art d'utiliser de façon planifiée et rationnelle toutes les ressources matérielles, financières et de main-d'œuvre, en partant des exigences de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et en se conformant à toutes les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme.

Dans ses travaux consacrés aux problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., le camarade Staline a montré toute la complexité des problèmes que nous aurons à résoudre dans la lutte contre les difficultés, en surmontant les contradictions qui surgissent au cours même de l'édification communiste.

Le camarade Staline a découvert la loi économique objective de la concordance obligatoire entre les rapports de production et le caractère des forces productives et a précisé l'immense rôle, explicatif et transformateur, de cette loi. Analysant avec perspicacité les processus qui s'opèrent dans notre économie, le camarade Staline a montré l'erreur profonde de ceux qui pensent que sous le socialisme il n'existe aucune contradiction entre les rapports de production et les forces productives de la société. Il est incontestable que des contradictions existent et existeront étant donné que le développement des rapports de production retarde et retardera sur le développement des forces productives. Il va de soi qu'en société socialiste les choses n'en viennent généralement pas au conflit entre rapports de production et forces productives, mais il serait dangereux de ne pas remarquer que des contradictions existent et peuvent exister entre eux. Nous devons déceler en temps opportun ces contradictions et les surmonter à temps, en menant une juste politique afin que les rapports de production s'acquittent de leur rôle de force principale et décisive, qui détermine le puissant développement des forces productives.

Les tâches pour notre marche en avant imposent à nos militants du parti, aux travailleurs des sciences sociales, et en premier lieu aux économistes, le devoir d'élaborer sous tous leurs aspects, en s'inspirant des indications de programme du camarade Staline, les questions de la théorie marxiste-léniniste, en liaison indissoluble avec le travail créateur pratique.

Les travaux du camarade Staline montrent avec éclat quelle grande importance notre parti attache à la théorie. La théorie révolutionnaire a été, est et sera un phare qui éclaire

sans défaillance le chemin sur lequel notre parti et notre peuple avancent vers le triomphe total du communisme. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Le camarade Staline fait constamment progresser la théorie marxiste. Dans l'ouvrage classique du camarade Staline, *Le marxisme et les problèmes de linguistique*, les principes fondamentaux de la théorie marxiste sur le caractère de nécessité des lois du développement social sont portés à un niveau plus élevé. Les questions relatives à l'infrastructure économique et à la superstructure de la société, aux forces productives et aux rapports de production y ont été élaborées à fond. La doctrine du matérialisme dialectique et du matérialisme historique en tant que base théorique du communisme est développée et poussée plus avant. Le camarade Staline a découvert le rôle de la langue en tant qu'instrument de développement de la société, a montré les perspectives du développement des cultures et des langues nationales. Ayant enrichi de thèses nouvelles la science du marxisme-léninisme, le camarade Staline a ouvert dans cette œuvre de nouvelles perspectives au progrès de toutes les branches de la connaissance.

Les travaux du camarade Staline sur les questions économiques et sur les questions de linguistique sont une étape nouvelle dans le développement du marxisme et offrent un admirable exemple d'attitude créatrice envers la doctrine de Marx, Engels, Lénine. Le camarade Staline enseigne que toute attitude dogmatique envers la théorie est inadmissible et pourrait nuire sérieusement à l'œuvre d'éducation politique des masses. Les découvertes théoriques du camarade Staline ont une importance historique mondiale : elles arment tous les peuples de la connaissance des voies de la transformation révolutionnaire de la société et de la très riche expérience de lutte de notre parti pour le communisme. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

L'immense portée des travaux théoriques du camarade Staline réside dans le fait qu'ils mettent en garde contre toute compréhension superficielle, qu'ils pénètrent au fond des phénomènes, dans l'essence même des processus du développement de la société, qu'ils enseignent à voir dans le germe même les phénomènes qui détermineront la marche des événements, ce qui rend possible la prévision marxiste.

La doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline, donne à notre parti une force invincible, lui permet d'ouvrir des voies nouvelles dans l'histoire, de voir clairement l'objectif de notre mouvement progressif, de remporter des victoires plus rapides, plus solides et de les affermir.

Les idées léninistes-staliniennes projettent la lumière éclatante de la théorie révolutionnaire sur les tâches et perspec-

tives de lutte des masses populaires de tous les pays contre l'impérialisme, pour la paix, la démocratie et le socialisme. (*Applaudissements enthousiastes et très prolongés.*)

★ ★ ★

Camarades !

L'Etat soviétique n'est plus aujourd'hui une île isolée entourée de pays capitalistes. Nous allons de l'avant avec le grand peuple chinois (*applaudissements prolongés*), avec les millions d'hommes des pays de démocratie populaire et de la République démocratique allemande. (*Applaudissements prolongés.*) Nous avons la sympathie et l'appui de toute l'humanité progressiste. (*Applaudissements prolongés.*) Avec toutes ces forces, nous défendons la cause de la paix et de l'amitié entre les peuples.

Notre puissante Patrie est en plein épanouissement de ses forces et avance vers de nouveaux succès. Nous avons tout ce qu'il faut pour édifier intégralement la société communiste. Les richesses naturelles du pays des Soviets sont inépuisables. Notre Etat a prouvé qu'il était capable d'utiliser ces immenses richesses pour le bien des travailleurs. Le peuple soviétique a montré qu'il savait édifier une société nouvelle et il envisage l'avenir avec confiance. (*Applaudissements prolongés.*)

A la tête des peuples de l'Union Soviétique se tient un parti éprouvé et trempé dans les combats, qui applique sans défaillance la politique léniniste-stalinienne. Sous la direction du parti communiste, le socialisme a remporté en U.R.S.S. une victoire historique mondiale et l'exploitation de l'homme par l'homme a été à jamais abolie. Sous la direction du parti, les peuples de l'Union Soviétique luttent victorieusement pour réaliser le grand objectif de l'édification du communisme dans notre pays. (*Applaudissements prolongés.*)

Il n'est point de forces au monde qui puissent arrêter le mouvement progressif de la société soviétique. Notre cause est invincible. Il faut tenir fermement la barre et suivre son chemin sans céder aux provocations et aux intimidations. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Sous le drapeau de l'immortel Lénine, sous la sage direction du grand Staline, en avant vers la victoire du communisme !

(*A la fin du rapport, tous les délégués se lèvent et saluent chaleureusement le camarade Staline par une longue ovation enthousiaste. De tous les coins de la salle partent des exclamations : « Hourra! Vive le grand Staline! » « Hourra à notre cher Staline! », « Vive notre guide et éducateur bien-aimé, le camarade Staline! ».*)

DISCOURS
DU CAMARADE L. BÉRIA

CAMARADES !



Le rapport d'activité du Comité central présenté par le camarade Malenkov fait le point de l'activité de notre parti dans la période qui s'est écoulée entre le XVIII[e] et le XIX[e] congrès. Durant cette période, deux événements sur lesquels je veux m'arrêter occupent une place particulière dans la vie de notre parti et du peuple soviétique.

Le premier d'entre eux, c'est la grande Guerre patriotique.

Dans cette guerre, se décidait le sort de notre patrie et celui des Etats et des peuples d'Europe et d'Asie. Chacun sait que si la victoire avait été remportée par la coalition hitlérienne, il en serait résulté un asservissement monstrueux et une extermination barbare des peuples de notre pays et des peuples de nombreux autres pays. Des centaines de millions d'hommes auraient été réduits en esclavage. Les barbares fascistes auraient détruit la civilisation contemporaine et rejeté l'humanité entière à des dizaines d'années en arrière.

Si cela ne s'est pas produit, c'est avant tout parce que les peuples de l'Union soviétique ont remporté une victoire complète dans la lutte à mort contre les envahisseurs fascistes. Le caractère inattendu de l'attaque perfide contre l'U.R.S.S. a créé dans la première phase de la guerre des conditions avantageuses pour les troupes hitlériennes. Mais au prix d'énormes sacrifices, au prix d'une extrême tension de toutes les forces matérielles et morales du peuple, l'Union soviétique a sauvegardé son indépendance, a battu à plate couture l'ennemi qui terrorisait les armées d'Europe et a sauvé l'humanité et sa civilisation.

Le Parti communiste dirigé par le camarade Staline a été l'animateur et l'organisateur de la grande victoire du peuple soviétique. (*Longs applaudissements.*) Dès les premiers jours de la guerre, lorsque notre patrie s'est trouvée dans une situation particulièrement pénible, le camarade Staline a pris la direction du Comité d'Etat pour la défense et des Forces armées du pays.

Avec un immense courage, notre guide sage et intrépide a conduit l'Armée soviétique et le peuple soviétique tout entier à travers le feu des batailles, les épreuves et les vicissitudes de la guerre vers la victoire sur l'ennemi. C'est un grand bonheur pour notre parti, pour tous les peuples de l'U.R.S.S. que, dans cette pénible période, le camarade Staline se soit trouvé à la tête de l'Etat soviétique et de son armée. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

La victoire du peuple soviétique a montré au monde entier que la force et la puissance de notre Etat socialiste sont invincibles.

Tel est l'un des principaux enseignements de la grande Guerre patriotique. Il est vrai que les enseignements de l'histoire n'ont pas profité à tous. Les impérialistes américains qui se sont enrichis au cours des deux guerres mondiales, grisés par l'idée insensée d'établir leur domination universelle, poussent de nouveau les peuples dans l'abîme d'une guerre mondiale.

Les actuels manitous des Etats-Unis : les Morgan, les Rockefeller, les Mellon, les Dupont de Nemours et consorts, qui détiennent les leviers de la machine d'Etat et de la machine de guerre américaines, créent sans cesse de nouveaux monopoles mondiaux, tel le pool européen charbon-acier, le cartel mondial du pétrole, afin de mettre la main au plus vite sur l'économie des autres Etats et de la subordonner à leurs intérêts. Ils veulent dominer sans partage dans toutes les parties du monde pour s'assurer des surprofits par le pillage et l'asservissement des peuples des autres pays. C'est pour cela qu'ils ont besoin de la guerre. Pour la préparer, le gros capital américain, de concert avec la clique militariste américaine, assume toutes les fonctions du régime fasciste afin d'étouffer à l'intérieur du pays les aspirations du peuple au maintien de la paix et toute opposition à sa politique d'aventure. Poussant le pays dans la voie de la guerre, ils escomptent en même temps que la course aux armements et la conjoncture de guerre leur permettront de conjurer la crise économique. Mais cette crise de l'économie des Etats-Unis se rapproche inexorablement et aucun subterfuge ni aucune aventure des brasseurs d'affaires ne pourront l'empêcher. Accélérant la course aux armements après avoir adapté toute leur économie aux nécessités de la préparation à la guerre, ils craignent la paix plus que la guerre, quoiqu'il ne fasse aucun doute qu'en déclenchant la guerre ils ne feront que hâter leur faillite et leur fin. (*Applaudissements.*)

Ayant organisé à travers le monde entier un réseau de bases militaires, constituant à la hâte toutes sortes de blocs militaires d'agression, ils préparent fiévreusement la guerre contre l'U.R.S.S. et les autres Etats pacifiques. Ils envoient constamment dans notre pays et dans les autres pays attachés à la paix des espions, des agents de diversion qui sont recrutés à travers le monde entier dans les bas-fonds corrompus de l'humanité. La vigilance des Soviétiques est une arme acérée dans la lutte contre les espions ennemis et il est hors de doute qu'en redoublant de vigilance, le peuple soviétique saura neutraliser les agents des fauteurs de guerre impérialistes, quels que soient leur nombre et leur camouflage. (*Applaudissements.*)

Les provocations et les aventures intentionnellement insolentes de la clique militariste américaine à l'égard de l'Union soviétique : multiples manœuvres des forces terrestres, aériennes et navales, voyages d' « inspection » des chefs de file militaires du bloc atlantique dans des régions limitrophes de l'Union soviétique, activité de l'aviation militaire américaine aux frontières occidentales et orientales de l'U.R.S.S. — tout cela est visiblement destiné à troubler la tranquillité des Soviétiques et à entretenir une psychose de guerre aux Etats-Unis et chez leurs vassaux.

Seuls d'incorrigibles imbéciles peuvent penser qu'il est possible d'intimider les Soviétiques par des provocations. (*Longs applaudissements.*) Les Soviétiques savent ce que valent toutes les provocations et menaces des fauteurs de guerre. C'est avec une tranquillité inébranlable que le peuple soviétique poursuit son travail pacifique et fécond. Il est sûr de la force et de la puissance de son Etat et de son armée, capable de porter un coup foudroyant à ceux qui oseraient attaquer notre patrie et de leur enlever à jamais l'envie d'attenter aux frontières de l'Union soviétique. (*Vifs applaudissements.*)

Le second événement marquant dans la vie du parti et du peuple soviétiques, c'est le nouvel et puissant essor de l'économie nationale, qui a permis de porter notre industrie à un niveau 2,3 fois plus élevé que celui d'avant guerre et de faire un grand pas dans la voie qui mène du socialisme au communisme. La guerre qui nous a été imposée par le fascisme hitlérien, la plus terrible et la plus dure de toutes les guerres que notre patrie ait jamais traversées, a interrompu notre développement pacifique. Les monstres hitlériens, appliquant dans les régions qu'ils occupaient la tactique barbare de la « terre brûlée » ont gravement endommagé l'économie nationale soviétique.

C'est dans ces conditions qu'après la guerre s'est posée devant nous la tâche extrêmement difficile d'organiser la vie dans les régions qui avaient souffert de l'occupation allemande, de rattraper le niveau d'avant guerre de l'industrie et de l'agriculture et ensuite de dépasser ce niveau dans des proportions plus ou moins considérables.

Dans cette période difficile, le camarade Staline nous a donné un programme détaillé de relèvement de l'économie nationale et a indiqué les voies de sa réalisation. Avec la volonté et l'énergie inflexibles qui lui sont propres, le camarade Staline a dirigé personnellement tout le travail du parti et de l'Etat en vue d'organiser la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne et les intellectuels pour la réalisation du plan quinquennal d'après guerre. Comme nous le savons, le plan quinquennal d'après guerre a été réalisé avec succès. (*Applaudissements.*)

A l'heure actuelle, l'industrie, l'agriculture et les transports de notre pays se développent sur la base de la technique la plus avancée et assurent l'accroissement de toute la production sociale dans des proportions naguère inconnues.

Pour donner une idée nette des proportions de notre production industrielle, je citerai quelques exemples.

Si on compare le volume de la production industrielle des deux dernières années avec la production industrielle de toutes

les années du premier et du deuxième quinquennats prises ensemble, on aura pour 1951 et 1952 une production industrielle de 22 % supérieure à celle de ces deux quinquennats. (*Applaudissements.*) Et au cours de la seule année 1952, la production industrielle sera bien plus considérable que pendant toutes les années du premier quinquennat prises ensemble, pour des secteurs aussi importants que l'énergie électrique, les produits sidérurgiques, le charbon, les produits pétroliers, le ciment et pour les biens de large consommation.

Quant aux constructions mécaniques, qui sont le fondement du progrès technique de toute l'économie nationale, elles se développent à des rythmes encore plus rapides. Rien que pour l'année courante, la production des machines et de l'équipement est de beaucoup supérieure à celle du premier et du deuxième quinquennats pris ensemble.

Avec l'augmentation de la production socialiste, le bien-être de tout le peuple soviétique s'accroît d'année en année.

Tant du point de vue économique et politique que du point de vue de sa capacité de défense, l'Union soviétique est actuellement plus forte que jamais et elle est capable, plus que jamais, de résister à toute épreuve. (*Longs applaudissements.*)

Si l'ennemi ose nous attaquer, l'Union soviétique, qui se tient à la tête du camp de la paix et de la démocratie, saura opposer une riposte foudroyante à tout groupement d'Etats impérialistes agressifs, elle saura écraser et châtier les agresseurs et les fauteurs de guerre déchaînés. (*Applaudissements.*).

Camarades !

La sage et perspicace politique nationale de notre parti a été une des conditions décisives des victoires remportées par le peuple soviétique tant dans la guerre que dans l'édification économique et culturelle pacifique. Plus de 60 nations, groupes nationaux et nationalités vivent et travaillent dans l'Etat soviétique multinational. Dans ces conditions, l'application d'une politique nationale juste acquiert une importance exceptionnelle pour le triomphe de notre cause commune, pour la consolidation de la puissance de l'U.R.S.S. et l'édification de la société communiste.

La politique nationale de notre parti se fonde sur la théorie équilibrée et scientifique de la question nationale, qui fait partie de la doctrine léniniste de la révolution prolétarienne. Lénine et Staline sont les créateurs du programme et de la politique du Parti communiste dans la question nationale. Aussi, qualifions-nous notre politique nationale de léniniste-stalinienne. La politique nationale de notre parti est chaleureusement approuvée par les peuples de l'Union soviétique qui l'appuient unanimement.

Lénine et Staline ont personnellement dirigé la création de l'Etat soviétique multinational. Après la mort du grand Lénine, le camarade Staline a orienté tout le travail du parti en vue d'organiser la collaboration fraternelle des peuples de notre pays, de consolider l'Union des républiques, de développer l'économie et la culture de nos peuples. Un rôle exceptionnel revient au

camarade Staline dans l'élaboration de la doctrine marxiste-léniniste de la question nationale. Il a enrichi le marxisme-léninisme de la théorie de la nation, il a développé la doctrine léniniste de l'unité des tâches nationales et internationales de la classe ouvrière, de la stratégie et de la tactique du mouvement de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, il a élaboré les bases théoriques de la politique nationale du Parti communiste dans les conditions de l'Etat soviétique multinational, il a créé la doctrine des nations socialistes et de leur développement dans la lutte pour le triomphe du communisme.

La grande Révolution d'octobre qui a renversé le capitalisme a affranchi les peuples de Russie, a mis fin au joug national et a conduit ces peuples à une véritable renaissance. Après la liquidation de la bourgeoisie avec ses partis nationalistes et après que le régime soviétique se fût affirmé dans notre pays, des nations nouvelles, socialistes, ont surgi sur la base des anciennes nations bourgeoises, se sont développées et formées.

Grâce à l'application conséquente de la politique nationale léniniste-stalinienne, on en a fini dans notre pays avec l'inégalité de fait héritée du tsarisme qui existait, dans le développement économique et culturel, entre les peuples de la Russie centrale plus évolués et les peuples des régions éloignées jadis retardataires. A présent, il n'y a plus chez nous de peuples retardataires. Dans les années de l'édification socialiste, les nations nouvelles, socialistes, de notre pays ont radicalement changé d'aspect et sont devenues des nations modernes, avancées.

Que renferme la notion de nation socialiste avancée ?

En partant de la définition classique de la nation donnée par le camarade Staline, de sa doctrine des nations nouvelles, socialistes, et en se basant sur l'expérience historique de notre Etat soviétique multinational, on peut dire que les principaux traits, inhérents à la nation socialiste avancée, sont :

Premièrement, l'existence du régime social et étatique le plus avancé du monde, qui ne connaît pas de classes exploiteuses et où tout le pouvoir appartient au peuple.

Deuxièmement, l'existence d'une industrie socialiste hautement développée et d'une grande agriculture socialiste.

Troisièmement, l'absence totale d'illettrés, l'instruction obligatoire des enfants, un système d'enseignement supérieur évolué qui garantit la formation de cadres nationaux, de spécialistes pour toutes les branches de l'économie et de la culture; l'épanouissement de la science et des arts.

Quatrièmement, l'élévation systématique du niveau de vie de toute la population, par l'augmentation du salaire réel des ouvriers et des employés, ainsi que les revenus des paysans; par le développement du commerce, l'essor des villes et leur aménagement, l'amélioration des conditions de logement; l'existence d'un large réseau d'établissements médicaux assurant la protection de la santé du peuple.

Cinquièmement, le triomphe de l'idéologie de l'égalité en droits de toutes les races et nations, de l'idéologie de l'amitié entre les peuples.

Nos républiques soviétiques ont-elles ces traits de nations socialistes avancées ? Oui, elles les ont.

Examinons les faits.

On sait que le tsarisme était l'oppresseur et le bourreau des peuples de la Russie. De nombreuses nations non-russes étaient privées de tous les droits. Elles n'étaient pas organisées en Etats, elles étaient administrées par des fonctionnaires tsaristes; dans toutes les institutions les affaires étaient traitées en russe, langue incompréhensible pour les nationalités locales.

Dans les conditions du régime soviétique, tous les peuples de notre pays ont acquis leur système d'Etat et l'ont développé. Les régions nationales de la Russie tsariste se sont transformées, sous le régime soviétique, de colonies et semi-colonies en Etats réellement indépendants, en républiques soviétiques ayant leur territoire, leur autonomie nationale, leur constitution, leur législation. Dans les organismes du pouvoir, dans les organismes économiques et administratifs, dans les organismes judiciaires des républiques fédérées et autonomes, des régions, des districts, des rayons et villages nationaux, des hommes élus par le peuple, connaissant les us et coutumes et la psychologie de la population locale, traitent des affaires de l'Etat dans la langue maternelle, comprise de toute la population.

Dans aucun Etat bourgeois il n'existe une telle véritable égalité en droits des nations. C'est compréhensible, car la liquidation de l'oppression nationale est impossible dans le cadre du régime capitaliste. Comme on le sait, tout le système d'administration de l'Etat dans les pays bourgeois est fondé sur l'inégalité des races et des nations, sur la discrimination raciale, sur l'utilisation des préjugés nationalistes en vue d'exciter les discordes et la haine entre les nationalités. Actuellement, deux Etats se distinguent par le débordement des discriminations raciales et nationales — ce sont les Etats-Unis et l'Union sud-africaine.

Le Parti communiste et le gouvernement de l'Union soviétique, appliquant avec esprit de suite la politique nationale léniniste-stalinienne, ont assuré, parallèlement au niveau élevé du développement de toute l'économie nationale de l'U.R.S.S., un essor encore plus rapide des républiques nationales économiquement retardataires. Ainsi a été liquidée l'inégalité économique et culturelle entre les peuples de l'U.R.S.S. léguée par le passé; c'est là incontestablement une des réalisations les plus importantes de la politique nationale du pouvoir soviétique.

On pourrait citer beaucoup de données convaincantes sur les succès remportés dans le développement des républiques nationales soviétiques, mais je me bornerai à quelques exemples.

Pendant les quinquennats staliniens, on a entièrement créé, dans les républiques soviétiques, les industries métallurgique, pétrolière et chimique; on y a construit de grandes centrales électriques, des usines de machines agricoles, de tracteurs et d'automobiles, des cimenteries, de grands combinats textiles et de produits alimentaires et beaucoup d'autres entreprises industrielles.

L'exemple des républiques soviétiques orientales : Ouzbékie, Kazakhie, Kirghizie, Turkménie et Tadjikie montre que l'industrie des républiques nationales, et surtout la grande industrie, s'y

est développée plus rapidement que dans l'ensemble de l'U.R.S.S. La production de la grande industrie de ces républiques pour la période allant de 1928 à 1951 a été multipliée par 22, tandis que pour l'ensemble de l'U.R.S.S. elle a été multipliée, pendant la même période, par 16.

On sait que, dans un passé encore récent, les régions orientales de la Russie tsariste ne se distinguaient presque pas, au point de vue du niveau du développement industriel, de leurs voisins tels que la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan. Sous le régime soviétique, nos républiques d'Asie centrale ont rapidement dépassé, de ce point de vue, les pays orientaux limitrophes de l'U.R.S.S., et ont pris sur eux une grande avance. Si nous prenons un indice du niveau du développement industriel aussi important que celui de la production de l'énergie électrique et si nous comparons de ce point de vue les républiques soviétiques en question à une série de pays d'Orient, nous verrons que dans les cinq républiques soviétiques — ouzbèke, kazakhe, kirghize, turkmène et tadjik — qui ont une population d'environ 17 millions d'habitants, on produit trois fois plus d'énergie électrique que dans la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Egypte, l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan pris ensemble et qui comptent une population globale de 156.000.000 d'habitants. (*Applaudissements.*) Si on compare, au point de vue de la production d'énergie électrique, une république soviétique, par exemple l'Azerbaïdjan à la Turquie, il se trouve que l'Azerbaïdjan soviétique, qui compte une population presque sept fois moindre, produit quatre fois plus d'énergie électrique que la Turquie qui s'est passé au cou le nœud coulant de l' « aide » américaine. (*Animation dans la salle. Hilarité.*)

Nos républiques soviétiques ont aussi devancé de beaucoup dans leur développement les vieux pays industriels de l'Europe occidentale.

Comparons, par exemple, une république soviétique — celle d'Ukraine — avec deux grands pays bourgeois européens — avec la France et l'Italie. Dans ce cas, cela va de soi, on ne peut tout comparer. On sait que dans la R.S.S. ukrainienne, les classes exploiteuses sont depuis longtemps liquidées; que les usines, les fabriques, les terres et tous les produits du travail sont le bien du peuple; que le chômage a été supprimé à jamais; que tout le pouvoir appartient sans partage au peuple. Sous ce rapport, l'Ukraine soviétique a laissé loin derrière elle, il y a déjà plus de trente ans, la France et l'Italie où les capitalistes sont au pouvoir. (*Animation dans la salle.*) Aussi, contentons-nous de comparer seulement quelques données très importantes sur l'économie de ces pays.

L'Ukraine soviétique qui, au cours de son existence, a dû être relevée par deux fois de ses ruines et de ses cendres après les invasions étrangères produit maintenant beaucoup plus de fonte que la France et l'Italie prises ensemble (*applaudissements*); fournit plus d'acier et de laminés que la France et plus de trois fois plus que l'Italie; produit une fois et demie autant de charbon que la France et l'Italie prises ensemble; fabrique des tracteurs dont la puissance globale est presque trois fois plus grande que celle des tracteurs produits par la France et l'Italie prises

ensemble; produit des céréales, des pommes de terre, des betteraves à sucre et du sucre en quantités notablement plus grandes que ces deux pays pris ensemble.

Grâce à l'essor de l'industrie socialiste et de l'agriculture kolkhozienne, le peuple ukrainien jouit d'une vie aisée et de tous les biens de la culture, ce dont les masses laborieuses de France et d'Italie sont privées.

Non moins significatif est l'exemple du développement économique rapide des républiques soviétiques baltes, après qu'elles eurent établi chez elles le régime soviétique. Si on compare les républiques fédérées de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie avec la Norvège, la Hollande et la Belgique, on constate que dans les républiques soviétiques, les cadences du développement industriel sont incomparablement plus rapides que celles des Etats capitalistes de l'Europe qui viennent d'être cités.

Au début de 1952, le niveau de la production industrielle, en comparaison du niveau d'avant guerre, a été multiplié en R.S.S. de Lituanie par 2,4, en R.S.S. de Lettonie par 3,6 et en R.S.S. d'Estonie par 4,1, alors que la Norvège, la Hollande et la Belgique n'ont que peu dépassé à cette date le niveau de la production industrielle d'avant guerre. Et cela bien que ces républiques soviétiques soient sorties de la guerre avec une économie beaucoup plus ravagée.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que dans l'ancienne Lettonie capitaliste, même d'après les données édulcorées de ses gouvernants d'alors, la production industrielle a été multipliée par 1,5 de 1913 à 1939, c'est-à-dire en vingt-six années, tandis que dans la Lettonie nouvelle, soviétique, en onze années, de 1940 à 1951, la production industrielle, malgré les ruines provoquées par la guerre et l'occupation ennemie, a été multipliée par 3,6.

On note des succès tout aussi importants dans le développement de l'agriculture.

Par suite de la victoire du régime kolkhozien en U.R.S.S., l'agriculture des républiques soviétiques s'est fermement engagée dans la voie d'un essor continu. Le régime kolkhozien a été une des plus grandes conquêtes du pouvoir soviétique, car il a fait participer les masses paysannes à l'édification du socialisme, il a ouvert de nouvelles possibilités de développement, inconnues jusque-là, à toutes les branches de la production agricole et créé les conditions pour que le niveau culturel et matériel de la vie de millions de paysans s'élève d'une façon permanente.

En conséquence, nous avons maintenant dans toutes les républiques soviétiques une grande agriculture socialiste, à haute production marchande, appliquant sur une grande échelle les dernières réalisations de la science agronomique et équipée d'une technique moderne, supérieure à celle de tout autre pays.

C'est ce qu'on peut voir dans chaque république de l'Union soviétique. Mais j'insisterai de nouveau sur les républiques soviétiques orientales où, comme l'on sait, avant l'établissement du pouvoir soviétique, l'agriculture était la plus arriérée, où les machines agricoles, même les plus simples, étaient parfaitement inconnues.

A l'heure actuelle, 121.000 tracteurs (en prenant pour unité le tracteur de 15 CV), 23.000 moissonneuses-batteuses, 102.000 machines pour semer, cultiver et récolter le coton, et des centaines de milliers d'autres machines et instruments agricoles travaillent dans les champs des kolkhoz et des sovkhoz des R.S.S. d'Ouzbékie, de Kazakhie, de Kirghizie, de Turkménie et de Tadjikie. Sous le rapport de l'équipement technique de l'agriculture, les républiques soviétiques orientales dépassent notablement les pays capitalistes d'Europe les plus évolués. (*Applaudissements.*)

Prenons en exemple le parc de tracteurs. Dans l'Ouzbékistan soviétique, pour mille hectares de surface emblavée, on compte 14 tracteurs, tandis qu'en France, pour une même superficie, on ne compte que 7 tracteurs et en Italie 4 tracteurs, de bien moindre puissance. Il n'est pas besoin de dire que les pays étrangers d'Orient ont une quantité insignifiante de tracteurs. Si en R.S.S. d'Ouzbékie, on compte un tracteur pour 70 ha de surface ensemencée, au Pakistan il y en a un pour 9.000 ha, dans l'Inde un pour 13.000 ha, en Iran un pour 18.000 ha.

L'équipement avec une grande quantité de machines de l'agriculture socialiste a allégé radicalement le travail des paysans et, combiné à l'agrotechnique moderne et à l'extension considérable de l'irrigation, a permis d'obtenir des récoltes abondantes.

Prenons comme exemple le coton, une des principales cultures industrielles de l'agriculture évoluée et variée des républiques soviétiques orientales. Le rendement à l'hectare pour ces républiques était, en 1951, de 21 quintaux de coton brut en moyenne.

Aucun pays producteur de coton ne connaît, dans le monde entier, un rendement comparable à celui obtenu par les producteurs de coton soviétiques. Au cours de la même année 1951, le rendement du coton était en Egypte de 11,5 quintaux à l'hectare; aux Etats-Unis de 8,3; dans l'Inde de 3,4; au Pakistan de 5,2; en Turquie de 7,2; en Iran de 4,5.

Il faut tenir compte de ce que ces fortes récoltes de coton sont obtenues dans les républiques soviétiques orientales sur de grandes superficies, ce dont témoigne le fait que les républiques soviétiques en question produisent autant de coton que l'Inde, l'Egypte, l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan pris ensemble. (*Applaudissements.*)

Tels sont quelques-uns des faits qui témoignent du développement économique des républiques nationales de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Ces faits montrent que l'économie de ces républiques progresse et se développe sans arrêt, sans connaître de crises ni de dépression. Ces faits montrent enfin ce que peuvent obtenir les peuples qui ont brisé avec l'impérialisme et se sont libérés de la domination des propriétaires fonciers et des capitalistes. (*Applaudissements.*)

Pour créer une économie socialiste développée dans les républiques nationales soviétiques, il fallait en finir avec le retard culturel de la majorité des républiques, développer au maximum l'édification culturelle, créer un large réseau d'écoles primaires et secondaires où l'on enseigne dans la langue maternelle de la population, organiser entièrement le système de l'enseignement

supérieur et mettre au point sur une grande échelle un système de formation d'ouvriers qualifiés, d'ingénieurs et de techniciens, d'agronomes et de zootechniciens, d'enseignants et de médecins, parmi les représentants des nationalités autochtones.

Grâce à l'application de la politique nationale léniniste-stalinienne, les peuples de l'Union soviétique ont réalisé une véritable révolution culturelle.

Actuellement, plus de deux millions de techniciens et d'ingénieurs travaillent dans l'industrie, le bâtiment et les transports des républiques soviétiques; environ 400.000 agronomes, zootechniciens, sylviculteurs et autres spécialistes sont occupés dans l'agriculture; près de deux millions de membres du corps enseignant travaillent dans les écoles primaires et secondaires, dans les écoles secondaires techniques et dans les établissements d'enseignement supérieur; près de 300.000 médecins et 900.000 aides-médecins, infirmières et autres membres du personnel médical moyen travaillent dans les établissements médicaux des villes et des campagnes. Dans chaque république soviétique, il y a maintenant des dizaines de milliers de spécialistes possédant une instruction supérieure.

Un grand réseau d'établissements d'enseignement supérieur et d'écoles secondaires techniques a été créé pour former des intellectuels soviétiques parmi les nationalités autochtones des républiques soviétiques. Au moment de l'établissement du pouvoir soviétique, il y avait dans notre pays 96 établissements d'enseignement supérieur qui se trouvaient, sauf quelques exceptions insignifiantes, dans les centres les plus importants de la Russie. Ces établissements étaient fréquentés par 117.000 étudiants.

Actuellement, l'U.R.S.S. possède 887 établissements d'enseignement supérieur fréquentés par 1.400.000 étudiants. En Ukraine, le nombre des étudiants atteint 216.000; dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale 104.000, dans les républiques de Transcaucasie 80.000, en Biélorussie 35.000, dans les républiques soviétiques baltes 37.000.

En ce qui concerne le degré de développement de l'enseignement supérieur, les républiques soviétiques ont devancé de beaucoup non seulement les pays étrangers d'Orient, mais aussi les pays de l'Europe occidentale.

Ainsi, par exemple, en R.S.S. de Tadjikie, on compte 58 personnes étudiant dans les écoles supérieures sur 10.000 habitants, dans la R.S.S. de Turkménie 60, dans la R.S.S. de Kirghizie 64, dans la R.S.S. d'Ouzbékie 71, dans la R.S.S. d'Azerbaïdjan 93, alors qu'en Iran, sur 10.000 habitants, on compte 3 personnes étudiant dans les établissements d'enseignement supérieur, dans l'Inde 9, en Egypte et en Turquie 12, en Suède 21, en Italie 32, au Danemark 34, en France 36.

Sous le régime soviétique, 48 nationalités ont créé leur écriture et publient dans leur langue maternelle des manuels, des livres et des journaux. Durant les 30 dernières années, dans les républiques de l'Union soviétique, on a construit environ 90.000 écoles bien aménagées et bien équipées, dont presque les deux tiers dans les républiques nationales fédérées et autonomes.

Le niveau du bien-être de la population de l'Union soviétique s'élève d'année en année en même temps que se développe l'économie socialiste. Dans toutes les républiques soviétiques, le salaire réel des ouvriers et des employés s'est notablement élevé ainsi que les revenus des paysans. Pendant la période de 1940 à 1951, la somme totale des revenus des ouvriers et des employés et des revenus des paysans a augmenté de 78 %.

L'Etat soviétique fait preuve d'une grande sollicitude pour la protection de la santé des peuples de notre pays. Nous en avons un témoignage significatif dans l'aide médicale assurée à la population. Je citerai quelques exemples pour diverses républiques soviétiques.

Avant l'établissement du pouvoir soviétique, il y avait en Ouzbékistan un médecin pour 31.000 habitants. Il en est à peu près de même actuellement au Pakistan. Aujourd'hui, dans la R.S.S. d'Ouzbékie, il y a un médecin pour 895 habitants. Cette république est pourvue de médecins beaucoup mieux que l'Egypte par exemple où il y a un médecin pour 4.350 habitants, et mieux que des pays de l'Europe occidentale comme la France où il y a un médecin pour 1.000 habitants, la Hollande où il y a un médecin pour 1.160 habitants.

Dans la R.S.S. d'Azerbaïdjan, il y a un médecin pour 490 habitants. La population de l'Azerbaïdjan soviétique est assurée en aide médicale huit fois et demie mieux que la population de la Turquie et 23 fois mieux que la population de l'Iran. En ce qui concerne la R.S.S. de Géorgie, où un médecin assiste 373 personnes et la R.S.S. d'Arménie où il y a un médecin pour 483 habitants, la population de ces républiques est assurée en aide médicale dans des proportions notablement plus grandes que la population de n'importe quel pays du monde. Mais il ne s'agit pas seulement du fait que la population des républiques soviétiques a à son service un grand nombre de médecins. Pour compléter ce tableau, il faut considérer qu'en Union soviétique toutes les formes d'aide médicale sont données gratuitement à la population; des millions de travailleurs jouissent chaque année des meilleures stations de cure et maisons de repos alors que dans les pays bourgeois l'aide médicale, dans la grande majorité des cas, n'est pas gratuite; en outre, le prix en est très élevé, ce qui la rend inabordable aux larges masses des travailleurs. Quant aux stations balnéaires et aux stations de cure, elles sont exclusivement le privilège des parasites exploiteurs.

Le développement des nations socialistes dans les conditions du régime social et étatique soviétique, la liquidation effective de l'inégalité économique et culturelle entre les nations, la collaboration durable des nations aussi bien pour la défense de l'Etat soviétique contre les ennemis extérieurs que dans le domaine de l'édification socialiste ont abouti à l'établissement et au triomphe complet dans notre pays de l'idéologie de l'égalité en droits des nations, de l'idéologie de l'amitié des peuples.

L'amitié entre les peuples de notre pays est passée par de nombreuses épreuves. La guerre contre la coalition hitlérienne a été une des plus sérieuses vérifications de la solidité de l'amitié des peuples.

Après la grande Guerre patriotique, l'amitié entre les peuples de notre pays s'est manifestée avec une vigueur nouvelle au cours de la période de relèvement de l'économie socialiste poursuivie sur les territoires que l'ennemi avait occupés. Tous les peuples de l'Union soviétique ont pris la part la plus active au relèvement de l'économie des républiques et des régions ayant subi l'occupation, car ils considéraient ce relèvement comme leur propre affaire et comme une tâche urgente pour tout le pays. Dans quel Etat bourgeois les peuples se sont-ils jamais prêté mutuellement une telle assistance ?

Aujourd'hui, quand s'effectue en U.R.S.S. le passage graduel du socialisme au communisme, l'amitié des peuples de l'Union soviétique s'enrichit dans son développement d'un contenu nouveau. Le haut niveau de l'économie et de la culture atteint par les républiques soviétiques leur a ouvert des possibilités pour une participation encore plus active à la réalisation des tâches très importantes posées devant l'Union soviétique tout entière.

Le peuple russe, la nation russe en tant que nation la plus éminente de toutes celles qui font partie de l'Union soviétique est la force qui cimente l'amitié des peuples de notre pays. (*Applaudissements enthousiastes.*)

La classe ouvrière russe a réalisé en octobre 1917 sous la direction du parti de Lénine et de Staline un très grand exploit historique : elle a rompu le front de l'impérialisme mondial, détruit le pouvoir de la bourgeoisie et brisé les chaînes du joug national et colonial sur un sixième du globe. Il est hors de doute que, sans l'aide de la classe ouvrière russe, les peuples de notre pays n'auraient pas pu se défendre contre les gardes blancs et et les interventionnistes ni édifier le socialisme. Quant aux peuples qui, dans le passé, n'avaient pas connu de développement capitaliste, ils n'auraient pas pu sans l'aide systématique et continue de la classe ouvrière russe réaliser le passage au socialisme à partir des formes précapitalistes de l'économie.

Dans les années de la grande Guerre patriotique, comme l'a dit le camarade Staline, la lucidité, la fermeté de caractère et la ténacité propres au peuple russe se sont manifestées avec une force particulière. Dans cette guerre, le peuple russe a mérité, par son héroïsme, sa bravoure et son courage, d'être reconnu universellement comme la force dirigeante de l'Union soviétique parmi tous les peuples de notre pays. (*Applaudissements prolongés.*)

Prenant exemple sur le peuple russe, tous les peuples de notre pays ont combattu héroïquement au coude-à-coude avec lui contre l'ennemi; avec le peuple russe ils ont été les artisans de notre victoire sur l'Allemagne hitlérienne et le Japon impérialiste. Les peuples de notre pays ont montré au monde entier de quelle puissance, de quelle force invincible dispose l'Etat multinational socialiste soviétique fondé sur l'amitié stalinienne entre les peuples.

L'amitié des peuples de notre pays a pour base la communauté de leurs intérêts vitaux. Les peuples de l'Union soviétique sont unis par leur désir et par leur volonté de sauvegarder contre tout ennemi leur liberté, leur indépendance et leur vie heureuse,

acquises sous le pouvoir soviétique, ils sont unis par la lutte commune pour l'édification de la société communiste. Les peuples de notre pays savent bien qu'étant groupés, grâce à l'amitié stalinienne indestructible, dans l'Etat soviétique unique, l'Union des républiques, ils sont invincibles et peuvent édifier avec succès le communisme et défendre leurs conquêtes contre toute menace.

Notre parti et le camarade Staline personnellement se soucient constamment de l'application correcte de la politique nationale soviétique. Dans la lutte contre les ennemis du léninisme, le parti a sauvegardé la politique nationale léniniste-stalinienne et a assuré la défaite complète et définitive du chauvinisme de grande puissance, du nationalisme et du cosmopolitisme bourgeois.

Le guide de notre parti, le camarade Staline, a le grand mérite d'avoir assuré par sa sage direction la véritable renaissance et l'essor sans précédent des forces physiques et morales de tous les peuples de notre pays (*applaudissements*), de les avoir cimentés d'une amitié fraternelle indestructible et d'avoir orienté leurs efforts vers un seul et grand objectif : celui de la consolidation de la puissance de notre patrie et de la victoire du communisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Les succès réalisés dans le développement des nations socialistes et obtenus dans le système d'un Etat soviétique multinational unique ont une immense portée internationale.

Dans notre exemple, la classe ouvrière des pays capitalistes voit le chemin qui conduit vers son affranchissement de l'exploitation, de la misère et du chômage, de la menace grandissante de l'instauration du fascisme.

Dans notre exemple, les peuples des colonies et des pays dépendants voient le chemin qui, les arrachant au joug et à la privation de droits, les mène vers la liberté et l'indépendance, qui les conduit de la discorde et de l'hostilité nationales vers l'amitié fraternelle entre les peuples, de la famine et de la misère vers une vie aisée, de l'analphabétisme et du retard culturel vers l'épanouissement de la culture, de la science et des arts.

Toute la marche de l'histoire confirme de plus en plus les paroles du guide de notre parti, le camarade Staline, « *...aujourd'hui le socialisme pourra servir (et il commence déjà à servir !) de drapeau de libération pour les masses innombrables des vastes Etats coloniaux de l'impérialisme* ».

Les idées de liberté, d'indépendance nationale, les idées du socialisme ont pénétré dans les endroits les plus reculés des pays asservis.

Les peuples qui luttent pour leur émancipation savent qu'ils ont de leur côté le grand camp de la paix et de la démocratie, que l'Union soviétique, la République populaire chinoise et les pays de démocratie populaire défendent la cause de la paix, de la liberté, de l'indépendance et de la véritable égalité en droits de toutes les races et de toutes les nations, et que le fait même de l'existence de ces Etats met un frein aux forces occultes de la réaction et facilite par là la lutte des peuples opprimés.

Les milieux gouvernants des Etats-Unis et des autres Etats bourgeois, impuissants devant le mouvement grandissant de libération nationale, poussent les hauts cris à travers le monde

entier, affirmant que la lutte des peuples opprimés contre leurs asservisseurs est le résultat de la propagande soviétique en Orient.

Il y a déjà bien des années que le camarade Staline a répondu à ces politiciens bourgeois malchanceux. Le camarade Staline disait :

« *On nous accuse de faire de la propagande en Orient... Point ne nous est besoin de faire de la propagande en Orient. Il suffit à tout citoyen d'un pays dépendant ou d'une colonie de venir au pays des Soviets et de regarder comment chez nous les hommes dirigent le pays; il lui suffit de regarder comment les noirs et les blancs, les Russes et les non-Russes, les hommes de toutes couleurs et de toutes nationalités se tiennent dans un même attelage et tirent à l'unisson le chariot de la direction du grand pays pour se convaincre que c'est l'unique pays où la fraternité des peuples n'est pas une phrase, mais un fait. Nous n'avons besoin d'aucune propagande imprimée ou verbale si nous avons un facteur de propagande par les faits, tels que l'Union des républiques socialistes soviétiques.* » (Longs applaudissements).

Les pays de démocratie populaire construisant chez eux une vie nouvelle utilisent la riche expérience de l'édification et de la consolidation de l'Etat soviétique multinational.

Il s'est formé entre les Etats démocratiques un nouveau type de rapports, inconnu auparavant dans l'histoire de l'humanité. La principale particularité de ces rapports consiste en ce qu'ils se basent :

sur l'égalité en droits complète et effective de tous les peuples, grands et petits, sur le maintien de tous les droits souverains et de l'indépendance de chaque Etat, sur la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats par opposition à la politique impérialiste de diktat et d'assujettissement des peuples;

sur le respect réciproque des intérêts nationaux, sur la confiance et l'amitié entre les peuples, par opposition à la politique de collusions secrètes, d'intrigues, d'hostilité déclarée ou voilée pratiquée par les Etats impérialistes;

sur l'étroite coopération économique et l'assistance mutuelle qui assurent les conditions les plus favorables au développement économique, en entière conformité avec les intérêts nationaux de chaque pays, par opposition à la concurrence acharnée pour les sources de matières premières et les débouchés qui règne dans le camp de l'impérialisme;

sur l'aspiration commune des Etats démocratiques à garantir la paix, à rétablir et à développer les relations économiques et culturelles entre tous les pays, indépendamment de leurs systèmes économiques et sociaux, dans l'intérêt de l'amélioration de la vie de millions d'hommes dans tous les pays du globe; ceci par opposition à la politique impérialiste de militarisation de l'économie, de préparation et de déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, d'offensive contre le niveau de vie des travailleurs.

L'aspiration cupide du capital américain à la domination mondiale est le trait caractéristique des relations existant entre

les nations et entre les Etats dans le camp de l'impérialisme. L'impérialisme américain, qui a tendu ses filets dans toutes les parties du monde, telle une araignée insatiable, suce la sève de nombreux peuples et Etats, ne négligeant aucun moyen pour les asservir. La méthode la plus répandue est l'assujettissement sous prétexte d' « aide » américaine. Tout pays bénéficiaire de l' « aide » américaine perd, dans un bref délai, ses droits souverains et son indépendance; il est réduit à l'état de vassal. Le mieux qu'il puisse espérer, c'est d'être un partenaire avec des droits qui sont loin d'être égaux.

La Grande-Bretagne qui, jadis, était réputée comme la « maîtresse des mers », l' « atelier du monde », est aujourd'hui un tel partenaire des Etats-Unis, inégal en droits. Chaque jour, l'impérialisme américain évince un peu plus la Grande-Bretagne des sources de matières premières et des débouchés, la chasse par tous les moyens des pays d'Europe et d'Asie, lui enlevant ses positions l'une après l'autre. On en est même arrivé au point que les Américains ont, sans se gêner, refusé d'accéder à l'humble demande du gouvernement britannique d'être autorisé à envoyer son observateur aux pourparlers entamés par les Etats-Unis avec les dominions britanniques : la Nouvelle-Zélande et l'Australie, à propos des questions liées au pacte dit du Pacifique. A cette occasion, la presse conservatrice britannique elle-même s'était plainte dernièrement avec amertume que la Grande-Bretagne fût traitée en parente pauvre (*rires et animation dans la salle*), qu'on sermonne, qu'on maltraite ou bien qu'on méconnaît. Le *Daily Mail*, un des journaux conservateurs, a déclaré sans ambages : « *Si nous perdons nos positions tantôt par-ci, tantôt par-là, bientôt il ne nous restera plus rien à perdre* ». (*Rires dans la salle.*) Il ne faut pas penser que les milieux gouvernants de Grande-Bretagne ne le comprennent pas; cependant ils continuent à se plier au diktat américain, cherchant à faire contre mauvaise fortune bon cœur. (*Animation dans la salle.*)

Les chefs de file impérialistes des Etats-Unis transforment les pays qu'ils asservissent en places d'armes d'une guerre d'agression et vouent la jeunesse de ces pays au rôle de chair à canon. C'est ainsi que, de degré en degré, les pays tombés dans la dépendance des Etats-Unis glissent sur la voie funeste de la guerre.

Voulant sauver le capitalisme partout où il est menacé, luttant pour le maintien de la domination coloniale et des régimes les plus réactionnaires partout où ceux-ci sont menacés par le mouvement de libération nationale ou par la révolution démocratique, l'impérialisme américain est devenu le rempart et la citadelle de la réaction mondiale. Il marche éperdument sur les traces du fascisme allemand, vouant ses troupes au rôle de gendarmes et d'étrangleurs des peuples épris de liberté. On comprend aisément que les peuples des pays tombés dans la dépendance des Etats-Unis s'organisent à l'échelle nationale pour résister à l'ingérence américaine dans leur existence, pour chasser de leurs pays les importuns seigneurs, leur payent de la haine la plus violente les outrages à leur dignité et à leur honneur nationaux.

Le peuple américain, auquel on inculque chaque jour la croyance en une prétendue menace extérieure, commence à comprendre à son tour toute l'absurdité de cette propagande. Sous

le lourd fardeau des dépenses militaires croissantes, il manifeste de plus en plus son mécontentement à l'égard de la politique actuelle des milieux gouvernants des Etats-Unis.

Camarades !

Le principal bilan présenté par notre parti au XIX^e^ congrès est que l'Union soviétique a atteint une puissance et un prestige international sans précédent. Nous y sommes parvenus grâce à une politique d'industrialisation qui a fait de notre pays, jadis agraire, une puissance industrielle d'avant-garde, grâce à la politique de collectivisation qui a fait de notre agriculture une grande agriculture mécanisée, la plus avancée du monde, grâce à l'application conséquente de la politique nationale léniniste-stalinienne qui a assuré l'unité et l'amitié indestructible des peuples de l'U.R.S.S., grâce à l'application sans défaillance de la politique extérieure stalinienne visant au maintien de la paix entre les peuples.

Le bien-être et la culture des peuples de notre pays ont été élevés à un degré supérieur.

L'histoire enseigne qu'en 35 années de pouvoir soviétique notre pays a réalisé un progrès industriel qui aurait demandé des siècles aux pays capitalistes. Si, sous le pouvoir soviétique, l'U.R.S.S. a multiplié sa production industrielle par 39, une telle augmentation a demandé 162 années à la Grande-Bretagne (de 1790 à 1951); quant à la France, ces 90 dernières années, elle n'a multiplié sa production industrielle que par 5,5. En ce qui concerne les Etats-Unis, leur production industrielle n'a été multipliée, au cours des 35 dernières années, que par 2,6.

L'Etat socialiste a obtenu ces réalisations dans un bref délai historique parce que le régime soviétique a ouvert des possibilités inconnues jusque-là pour un rapide développement économique et culturel de l'U.R.S.S., parce que la lutte de notre peuple pour le socialisme a été dirigée par le Parti communiste qui sait ce qu'il faut faire et ne craint pas les difficultés. (*Longs applaudissements.*)

Le chemin de la victoire du socialisme dans notre pays n'a pas été facile. Bien des difficultés et des obstacles, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, se dressaient sur ce chemin, mais notre parti se trouvait toujours dans un état de mobilisation et les a surmontés avec succès. Aujourd'hui que se posent devant nous les grandes tâches complexes de l'édification communiste, notre parti, en tant que parti dirigeant de l'Etat soviétique, est tenu de prévoir les difficultés, d'être bien armé pour conduire le peuple afin de surmonter ces difficultés. Nous sommes convaincus que notre parti, fondé et éduqué par Lénine et Staline, sera toujours, à l'avenir également, à la hauteur de ses grandes tâches. (*Applaudissements.*)

Avec le grand Lénine, le camarade Staline a construit et consolidé notre parti, a conduit la classe ouvrière de Russie à l'assaut du capitalisme en octobre 1917, a fondé le premier Etat soviétique au monde. Depuis plus d'un quart de siècle, depuis la mort du grand Lénine, le camarade Staline conduit notre parti et le peuple soviétique dans la voie inexplorée de l'édification de la vie nouvelle, communiste. A chaque nouvelle étape sur cette

voie, le camarade Staline arme théoriquement notre parti, lui enseigne comment prévoir la marche ultérieure des événements et l'oriente vers la réalisation des tâches principales.

Le nouveau développement de la théorie marxiste-léniniste par le camarade Staline dans son ouvrage *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* est un immense événement dans la vie idéologique du parti.

Les thèses et les déductions que formule le camarade Staline dans cet ouvrage ont une portée toute particulière parce qu'elles ouvrent un nouveau chapitre dans le développement de la science marxiste-léniniste et sont intimement liées aux tâches principales de l'édification communiste en U.R.S.S. On sait que Marx et Engels ont fait du socialisme, qui, avant eux, était une utopie, une science. Développant le marxisme, le grand Lénine a créé la doctrine de l'Etat socialiste et des voies de l'édification, dans notre pays, de la société socialiste sans classes. Mettant en œuvre cette doctrine, le parti a remporté, sous la direction du camarade Staline, une victoire de portée historique mondiale : le rêve des meilleurs penseurs de l'humanité, qu'était jusque-là le socialisme, est devenu une réalité. Le peuple soviétique a édifié le socialisme et notre pays est entré dans la phase du passage graduel du socialisme au communisme.

Dans ces conditions, de nouveaux problèmes de la théorie marxiste-léniniste se sont posés devant notre parti. Quelles sont les conditions préalables indispensables pour réaliser le passage du socialisme au communisme ? Que faut-il faire pour cela ? Quelles sont les principales lois qui régissent cette importante période historique ? Nous voyons comment le camarade Staline a donné, à toutes ces questions urgentes et vitales du mouvement de notre société soviétique, des réponses précises et nettes qui ont éclairé, pour le parti et pour le peuple soviétique, la voie de l'avenir.

Il est hors de doute que notre congrès et tout notre parti adopteront les indications du camarade Staline sur les conditions et les voies de la réalisation du passage graduel du socialisme au communisme comme leur programme de lutte pour l'édification du communisme. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Notre parti et le peuple soviétique tout entier ont accueilli avec le plus grand enthousiasme ce programme stalinien. Il encourage les meilleurs rêves des hommes soviétiques et les incite à de nouveaux exploits héroïques au nom du triomphe des grandes idées de Lénine et de Staline. (*Applaudissements.*)

Notre mouvement victorieux dans la voie du communisme inspirera, à chaque heure, la classe ouvrière et les travailleurs de tous les pays dans leur lutte révolutionnaire pour la paix, la démocratie et le socialisme.

Dans ces journées historiques du XIX^e^ congrès, le peuple soviétique, fort de son unité, est rassemblé comme jamais autour de son cher Parti communiste; il est prêt à de nouveaux exploits dans le travail, pour la gloire de sa patrie. (*Applaudissements.*)

Les peuples de notre pays peuvent être sûrs que le Parti communiste, armé de la théorie marxiste-léniniste, conduira notre pays, sous la direction du camarade Staline, vers le but sublime — le communisme. (*Applaudissements enthousiastes et très prolongés. Tout le monde se lève.*)

DIRECTIVES DU XIXe CONGRÈS AU SUJET DU Ve PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'U.R.S.S. POUR 1951-1955

Résolution du XIXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique sur le rapport du camarade M. Sabourov, Président du plan d'État

(Adoptée à l'unanimité)



LA bonne réalisation du quatrième plan quinquennal permet d'adopter un nouveau plan quinquennal assurant un nouvel essor de toutes les branches de l'économie nationale, le développement du bien-être matériel, de la protection de la santé et du niveau culturel du peuple.

En conséquence, le XIXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique estime indispensable de donner au Comité central du parti et au Conseil des ministres de l'U.R.S.S. les directives suivantes au sujet du Ve plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955.

I. DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE

1. Fixer l'élévation du niveau de la production industrielle pour le quinquennat à environ 70 % avec un rythme d'accroissement annuel moyen de la production globale de l'industrie d'environ 12 %. Fixer le rythme de développement de la production des moyens de produc-

tion (groupe « A ») à 13 % et celui de la production des articles de consommation (groupe « B ») à 11 %.

2. Prévoir un accroissement de la production des plus importantes sortes de produits industriels en 1955 par rapport à 1950 environ dans les proportions suivantes :

Fonte	76 %	Carbonate de soude calciné	84 %
Acier	62 %	Soude caustique	79 %
Laminés	64 %	Engrais minéraux	88 %
Charbon	43 %	Caoutchouc synthétique	82 %
Pétrole	85 %	Ciment	220 %
Energie électrique	80 %	Débardage du bois-d'œuvre	56 %
Turbines à vapeur	230 %	Papier	46 %
Turbines hydrauliques	780 %	Cotonnades	61 %
Chaudières à vapeur	270 %	Lainages	54 %
Equipement pour la métallurgie	85 %	Chaussures de cuir	55 %
Appareils pour l'industrie pétrolière	350 %	Sucre en poudre	78 %
Grandes machines-outils pour la coupe des métaux	260 %	Viande	92 %
Automobiles	20 %	Poisson	58 %
Tracteurs	19 %	Beurre	72 %
		Huile végétale	77 %
		Conserves	210 %

3. Conformément au plan d'accroissement ultérieur de la production industrielle, doubler environ les investissements d'Etat dans l'industrie en 1951-1955 par rapport à 1946-1950. Parallèlement à la mise en service de nouvelles entreprises et installations, assurer l'augmentation de la puissance des entreprises existantes en les reconstruisant, en leur fournissant un nouvel équipement, en les mécanisant et en intensifiant la production, et en améliorant les processus technologiques. Utiliser l'élargissement des entreprises existantes comme une très importante réserve en vue d'augmenter la production avec le minimum de frais. Constituer des réserves dans la construction des entreprises métallurgiques, des centrales électriques, des raffineries de pétrole et des mines de charbon de façon à assurer le développement indispensable de ces branches d'industrie au cours des années suivantes.

Assurer l'amélioration de la disposition sur le plan géographique des entreprises industrielles construites au cours du nouveau quinquennat en tenant compte de la nécessité de rapprocher encore l'industrie des sources de matières premières et de combustibles pour éliminer les transports irrationnels et à trop longue distance.

4. Dans le domaine de la sidérurgie, parallèlement à l'augmentation de la production des métaux ferreux, élargir l'assortiment et augmenter sensiblement la production des types de laminés déficitaires en particulier la production de grosses tôles d'acier de 80 % environ, multiplier par 2,1 la production des tôles minces d'acier et du fil laminé, multiplier par 3,1 la production de la tôle d'acier inoxydable. Développer la production des laminés de types et de profils avantageux.

Augmenter la production et améliorer la qualité des aciers et alliages spéciaux pour les besoins de l'industrie des constructions mécaniques.

Assurer une meilleure utilisation de la puissance des entreprises métallurgiques existantes. Intensifier les travaux visant à accélérer les

opérations de la production dans la métallurgie, à automatiser et à mécaniser les installations métallurgiques et les travaux nécessitant une main-d'œuvre nombreuse dans les entreprises de la sidérurgie.

Au cours du Ve plan quinquennal, augmenter par rapport au IVe plan quinquennal la mise en service de moyens de production pour la fonte d'environ 32 %, pour l'acier de 42 %, doubler au moins pour les laminés, augmenter de 80 % pour le coke et tripler pour le minerai de fer.

Parallèlement au développement de la sidérurgie dans les régions du Sud, de l'Oural, de la Sibérie, du Centre et du Nord-Ouest, assurer le développement ultérieur de l'industrie métallurgique dans les régions de la Transcaucasie et établir des projets pour la prospection des gisements de minerai de fer dans la R.S.S. Carélo-Finnoise.

Prévoir le développement de la production des métaux ferreux dans le système de l'industrie locale en construisant de petites usines métallurgiques de transformation.

5. Augmenter sensiblement la production des métaux non ferreux. Au cours du quinquennat, augmenter cette production d'environ 90 % pour le cuivre raffiné, la multiplier par 2,7 pour le plomb, la multiplier par 2,6 au moins pour l'aluminium, par 2,5 pour le zinc, l'augmenter de 53 % pour le nickel et de 80 % pour l'étain.

Mécaniser les travaux d'extraction et les travaux exigeant une main-d'œuvre nombreuse, automatiser et accélérer les opérations de production, augmenter l'extraction complexe des métaux à partir du minerai, assurer un nouvel accroissement de la production des métaux de types supérieurs, élargir et améliorer sensiblement l'utilisation de la puissance des entreprises existantes et en édifier de nouvelles.

6. Dans le domaine de l'électrification, assurer un rythme élevé d'accroissement de la puissance des centrales électriques en vue de satisfaire toujours mieux les besoins grandissants de l'économie nationale et de la population en énergie électrique et d'augmenter les réserves dans les systèmes énergétiques.

Au cours du quinquennat, doubler environ la puissance totale des centrales électriques, tripler celle des centrales hydro-électriques, et en ce qui concerne les centrales thermiques assurer en premier lieu l'élargissement des entreprises existantes. Mettre en service de grandes centrales hydro-électriques, y compris celle de Kouibychev avec 2.100.000 kw ainsi que celles de Kama, de Gorki, de Minguétchaour, de Oust-Kaménogorsk et autres d'une puissance totale de 1.916.000 kw. Construire et mettre en service la ligne électrique Kouibychev-Moscou.

Développer la construction des centrales hydro-électriques de Stalingrad, de Kakhovka et de Novossibirsk, commencer la construction de nouvelles grandes centrales hydro-électriques : celle de Tchéboskary sur la Volga, celle de Votkinsk sur la Kama, celle de Boukhtarma sur l'Irtych et une série d'autres.

Commencer les travaux d'utilisation des ressources énergétiques du fleuve Angara pour développer, grâce à l'énergie électrique à bon marché et aux ressources locales de matières premières, l'industrie de l'aluminium, l'industrie chimique, l'industrie minière et d'autres branches de l'industrie.

En vue d'améliorer sérieusement la fourniture d'énergie électrique

au Sud, à l'Oural, au bassin de Kouznetsk, assurer un accroissement sensible de la puissance des centrales thermiques de district et d'entreprise dans ces districts. Pour assurer l'alimentation en électricité des villes et des districts, en plus de la construction de grandes centrales électriques, construire de petites et moyennes centrales électriques.

En liaison avec les tâches de l'industrialisation ultérieure, multiplier par 2 ou 2,5 la production d'énergie électrique dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie, dans la R.S.S. d'Estonie. Construire une centrale hydro-électrique à Narva, une centrale thermique à Riga et entreprendre la construction d'une centrale hydro-électrique à Kaunas. Etablir des projets de prospection en vue de la construction d'usines hydro-électriques dans les pays baltes.

Assurer la construction de centrales thermiques et d'installations thermiques pour permettre un large chauffage central des villes et des entreprises industrielles.

Utiliser largement l'automatisation des opérations de production dans les centrales électriques. Assurer l'automatisation complète des centrales hydro-électriques de district et passer également à l'introduction de la télémécanisation dans les systèmes énergétiques.

7. Assurer un rythme élevé de développement de l'industrie pétrolière. Prévoir un nouveau développement de l'extraction du pétrole dans les gisements sous-marins.

Conformément à l'accroissement prévu de l'extraction du pétrole, assurer le développement de l'industrie de transformation du pétrole en rapprochant les raffineries des lieux d'utilisation des produits pétroliers.

Au cours du quinquennat, doubler environ la puissance des raffineries pour le premier raffinage du pétrole et multiplier par 2,7 la puissance des raffineries pour le cracking de la matière première en prévoyant une amélioration considérable du raffinage du pétrole et une augmentation de la production des produits pétroliers raffinés aussi bien dans les usines existantes que dans les raffineries mises en service.

Développer la production du combutible liquide synthétique.

Augmenter considérablement la construction et la mise en service de pipe-lines principaux et de réservoirs pour le stockage du pétrole et des produits pétroliers.

8. Assurer un nouveau développement de l'industrie du gaz. Au cours du quinquennat, accroître d'environ 80 % l'extraction du gaz naturel et du gaz de pétrole ainsi que de la production du gaz de houille et de schiste. Développer l'utilisation du gaz pour les besoins courants, son utilisation en tant que combustible pour automobiles, et la fabrication de produits chimiques issus du gaz.

Multiplier par environ 2,2 la production du gaz artificiel à base de schiste en R.S.S. d'Estonie. Terminer la construction du pipe-line pour le gaz Kokhtla-Yarvé-Tallinn et le mettre en service.

9. Dans l'industrie houillère, prévoir un accroissement plus rapide de l'extraction du charbon cokéfiable en augmentant au cours du quinquennat l'extraction de ce charbon d'au moins 50 %.

Améliorer la qualité du charbon en développant sensiblement son

enrichissement et sa transformation en briquettes; multiplier au cours du quinquennat la production des charbons enrichis par environ 2,7.

Améliorer systématiquement les méthodes d'exploitation des gisements de houille. Introduire plus largement dans les mines les machines et les mécanismes modernes servant à la mécanisation complexe au rééquipement technique de l'industrie houillère et au développement de la productivité du travail. Développer au maximum la mécanisation des travaux d'extraction du charbon les plus pénibles et en premier lieu le chargement du charbon dans les longues tailles, le chargement du charbon et de la terre lors des travaux préparatoires et introduire également encore plus largement les méthodes mécanisées d'étayage.

Par rapport au quatrième quinquennat, augmenter d'environ 30 % les moyens de production mis en service dans les mines de charbon.

Au cours du quinquennat, assurer un accroissement de 27 % de l'extraction de la tourbe et prévoir également un nouveau développement de l'exploitation des gisements locaux de charbon; multiplier par 2,3 la production des schistes, en particulier dans la R.S.S. d'Estonie. En développant l'industrie chimique des schistes, augmenter au cours du quinquennat d'environ 80 % la production du combustible liquide synthétique dans la R.S.S. d'Estonie.

10. Prévoir un rythme élevé de développement des constructions mécaniques en tant que base d'un nouveau et puissant progrès technique dans toutes les branches de l'économie nationale de l'U.R.S.S. Au cours du quinquennat, doubler environ la production des constructions mécaniques et de l'industrie de transformation des métaux.

Considérer qu'une des tâches particulièrement importantes de l'industrie des constructions mécaniques est de fournir pleinement l'équipement nécessaire pour les centrales électriques, pour les entreprises de la sidérurgie et de la métallurgie non ferreuse, pour la construction des raffineries de pétrole, des usines produisant du combustible liquide synthétique et des usines de produits chimiques. Développer autant qu'il est nécessaire la production des turbines hydrauliques et des turbines à vapeur, des générateurs, des appareils à haute tension et des divers appareils de commande pour les grandes centrales hydro-électriques et thermiques, pour les usines métallurgiques, pour les raffineries de pétrole et les autres usines, des grandes machines-outils et des presses.

Au cours du quinquennat, multiplier par plus de 2 la production de l'équipement pour le laminage, doubler environ la production des machines-outils de haute précision, multiplier par 8 la production des presses lourdes et par environ 2,7 la production des appareils de commande et de contrôle ordinaires, automatiques et télémécaniques. Multiplier par environ 3,3 la production de l'équipement chimique au cours du quinquennat. Augmenter sensiblement la production des gros camions Diesel ainsi que celle des automobiles à gazogène.

En 1955, par rapport à 1950, multiplier par environ 2,9 la production des bateaux de marchandise et des pétroliers pour la flotte maritime, par 2,6 la production des bateaux de voyageurs de la flotte fluviale et par 3,8 la production des bateaux pour la flotte de pêche.

Assurer un nouveau développement des constructions mécaniques : des constructions navales, des constructions de turbines, de machines électriques et de machines-outils dans la R.S.S. de Lituanie; des

constructions de machines électriques, des constructions de machines-outils et des constructions navales dans la R.S.S. de Lettonie; des constructions navales et des constructions de machines électriques dans la R.S.S. d'Estonie.

Assurer un développement sensible de la production des moyens de levage et de transport, des machines pour la mécanisation des travaux exigeant une main-d'œuvre nombreuse, de l'équipement complet pour la production des matériaux de construction et de l'équipement automatique pour les branches de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire. Augmenter la production des nouveaux métiers à tisser.

Développer la production des machines et de l'équipement à haut rendement pour l'industrie d'abattage du bois, pour l'industrie du papier et de la cellulose, pour les scieries et pour l'industrie de transformation du bois.

Lors de l'élaboration des projets des nouvelles machines, obtenir la diminution de leur poids et l'augmentation de leur qualité.

En vue d'accomplir les tâches en ce qui concerne la production des plus importantes sortes d'équipement en 1951-1955 : construire et mettre en service de nouvelles usines et terminer la reconstruction des usines existantes de constructions mécaniques énergétiques, d'équipement pour le laminage, commencer la construction de nouvelles usines pour la production d'équipement pour le laminage, de turbines et de chaudières;

augmenter le potentiel des usines existantes et en mettre de nouvelles en service pour la production d'appareils destinés à l'industrie pétrolière, de moyens de levage et de transport et d'équipement complet pour l'industrie des matériaux de construction;

augmenter considérablement le potentiel des usines existantes et en mettre de nouvelles en service pour la production de grandes machines-outils, de presses, ainsi que d'appareils de mesure de précision et d'appareils de commande automatique pour les processus technologiques.

11. Dans l'industrie chimique, assurer les rythmes les plus rapides d'accroissement de la production des engrais minéraux, de la soude et du caoutchouc synthétique en accordant une attention particulière au développement maximum de la production du caoutchouc basée sur l'utilisation des gaz de pétrole.

Augmenter la production des matières plastiques, des colorants, des matières premières pour la soie artificielle et étendre l'assortiment des autres produits chimiques. Développer la production des matériaux synthétiques remplaçant les métaux non ferreux.

Prévoir l'augmentation des puissances de production en ce qui concerne l'ammoniaque, l'acide sulfurique, le caoutchouc synthétique, l'alcool synthétique, la soude, les engrais minéraux, surtout sous forme de granulés, et les produits chimiques destinés à lutter contre les parasites de l'agriculture.

Organiser dans la R.S.S. d'Estonie la production des superphosphates et commencer la construction d'une usine de superphosphates en R.S.S. de Lituanie.

Lors de la construction des usines d'engrais minéraux, créer des réserves assurant le développement indispensable de la production des

engrais minéraux au cours des années suivantes. Utiliser entièrement les scories phosphatées comme engrais.

Introduire largement l'utilisation de l'oxygène dans les processus technologiques dans les diverses branches de l'industrie et en premier lieu dans la sidérurgie et la métallurgie non ferreuse, dans la production du gaz de houille, dans l'industrie de la cellulose et dans l'industrie du ciment.

12. Liquider le retard observé dans l'industrie du bois sur les besoins grandissants de l'économie nationale. Augmenter la production du bois de sciage et développer la fabrication des pièces détachées pour la production et le bâtiment. Réaliser sur une grande échelle le déplacement des exploitations forestières dans les régions très boisées, en particulier dans le Nord, dans l'Oural, dans la Sibérie occidentale et dans la R.S.S. Carélo-Finnoise, en diminuant l'abattage du bois dans les régions peu boisées du pays. Prendre des mesures pour que l'exploitation forestière ait un caractère moins saisonnier et édifier pour cela dans les nouvelles régions des entreprises mécanisées en leur assurant une main-d'œuvre permanente. Assurer un nouveau développement de la mécanisation complexe des travaux d'exploitation forestière. Améliorer l'organisation de la production et l'utilisation des mécanismes en assurant l'accroissement de la productivité du travail dans les exploitations forestières. Au cours du quinquennat et par rapport au précédent, multiplier environ par 8 la mise en service de nouveaux moyens de production dans les scieries des nouvelles régions où se développent les exploitations forestières.

Assurer le développement maximum de l'industrie du papier, de la cellulose, des meubles, des contreplaqués, de l'industrie chimique du bois et de l'industrie hydrolytique. Multiplier par 3 au moins la production des meubles.

13. Pour satisfaire les besoins grandissants de l'économie nationale, prévoir de doubler au moins la production des principaux matériaux de construction au cours du quinquennat, améliorer la qualité et élargir l'assortiment des matériaux de construction. Multiplier environ par 2,3 la production des briques, par 2,6 la production de l'ardoise, par 4 la production du verre poli. Dans le domaine de la construction urbaine et industrielle, introduire plus résolument les nouveaux matériaux perfectionnés pour la construction des murs, en augmentant la production des gros blocs de béton et d'agglomérés au mâchefer. Augmenter sensiblement la production des nouveaux matériaux de construction de haute qualité pour le revêtement et le finissage, la production des pièces détachées et des constructions fabriquées à l'usine, en céramique, en plâtre, en béton et en béton armé, pièces et constructions qui favorisent l'industrialisation ultérieure du bâtiment, qui diminuent son prix de revient et qui améliorent les qualités architecturales et les qualités d'exploitation des bâtiments et des installations. Dans l'Oural, en Sibérie, dans la région de la Volga, en Extrême-Orient et en Asie centrale, ainsi que dans les grands centres industriels où il y a de grandes constructions, fixer des rythmes de développement de la production des matériaux de construction plus élevés qu'ils ne le sont généralement en U.R.S.S. Multiplier par environ 2,1 le potentiel de l'industrie du ciment.

14. Assurer un rythme rapide de développement de la production

des objets de grande consommation. Augmenter la production de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire d'au moins 70 %.

Conformément à l'augmentation des ressources en matières premières agricoles, construire un grand nombre d'entreprises de l'industrie légère et alimentaire, en particulier des combinats pour la fabrication des cotonnades, des usines de nettoyage du coton, des usines de fibres artificielles, des entreprises pour la fabrication de la soie, pour la confection, pour la fabrication d'articles tricotés, d'objets de cuir et de chaussures, des sucreries, des beurreries, des usines pour la déshydratation des légumes, des entreprises pour la préparation de la confiserie, du thé, des conserves, de la bière, du vin, de la viande, du poisson, des matières grasses et des fromages.

Par rapport à 1950, augmenter vers la fin de 1955 le potentiel de production des cotonnades d'environ 32 %, multiplier celui de la production des fibres artificielles par 4,7, augmenter celui de la production des chaussures de 34 %, augmenter le potentiel des usines de sucre en poudre de 25 %, celui des usines de sucre en morceaux de 70 %, celui des entreprises pour la préparation du thé de 80 %, multiplier par 2,5 le potentiel des usines où l'on extrait l'huile des graines oléagineuses, par 3,5 celui des usines pour la déshydratation des légumes, accroître de 40 % la production des usines de conserves de poisson, de légumes et de fruits, accroître de 70 % le potentiel des frigidaires et de la flotte frigorifique pour le poisson congelé, celui des combinats de viande de 40 %, celui des beurreries de 35 %, doubler la production des fromageries, multiplier par 2,6 la production des usines de conserves de lait, doubler la production du lait en poudre, accroître de 60 % la production de lait non écrémé.

Automatiser et mécaniser largement les opérations de production des produits alimentaires et industriels.

Réaliser de grands travaux de pisciculture pour augmenter la quantité des réserves de poissons, surtout dans les eaux intérieures.

Au cours du quinquennat, multiplier par 3,9 environ la pêche du poisson dans la R.S.S. de Lituanie, l'augmenter de 80 % dans la R.S.S. de Lettonie, de 85 % dans la R.S.S. d'Estonie. Dans ces républiques, élargir les entreprises pour la préparation du poisson existantes et en construire de nouvelles.

Assurer une nouvelle amélioration de la qualité et de l'assortiment des produits alimentaires et industriels de grande consommation, améliorer la présentation et l'empaquetage des produits alimentaires.

15. Au cours du quinquennat, augmenter d'environ 60 % la production industrielle des entreprises de l'industrie locale et des coopératives artisanales et en premier lieu la production des produits de large consommation, des objets d'usage ménager, des matériaux de construction locaux et améliorer sensiblement la qualité de la production. Faire en sorte que les républiques fédérées développent leurs propres bases de matières premières pour l'industrie locale et la coopération artisanale. Améliorer le travail des ateliers de l'industrie locale et de la coopération artisanale qui desservent la population. Faire en sorte que les Soviets locaux dirigent plus étroitement l'industrie locale et la coopération artisanale.

16. Assurer un nouveau développement de l'industrie du bâtiment grâce au renforcement et à l'élargissement des organisations du bâtiment

existantes et créer également de nouvelles organisations du bâtiment dans les régions de grande construction. Renforcer les organisations du bâtiment du Ministère de la construction des entreprises de l'industrie lourde qui édifient les entreprises de la sidérurgie et de la métallurgie non ferreuse surtout dans les régions de l'Est ; renforcer les organisations du bâtiment du Ministère des centrales électriques, du Ministère de l'industrie pétrolière, du Ministère de l'industrie houillère, du Ministère des voies de communication, des organisations du bâtiment pour la construction des usines de produits chimiques, les organisations du bâtiment du Ministère de la construction des entreprises de constructions mécaniques qui édifient les usines d'équipement énergétique et métallurgique, d'appareils pour l'industrie pétrolière, de machines-outils lourdes et d'un type particulièrement rare, de presses lourdes, de moyens de levage et de transport ainsi que les chantiers navals. Utiliser largement les méthodes industrielles de construction.

Doubler au moins le potentiel des usines de constructions métalliques. Construire le nombre indispensable de grandes usines pour la préparation de constructions préfabriquées en béton armé. Agrandir les carrières existantes dans les districts et en organiser de nouvelles avec une mécanisation complexe de l'extraction et de la préparation des pierres, des cailloutis, des graviers et des sables ainsi que de la pierre de taille naturelle. Achever la mécanisation des principaux travaux du bâtiment et passer de la mécanisation de diverses opérations à la mécanisation complexe de la construction. Au cours du quinquennat multiplier par environ 2,5 le parc des excavateurs, tripler ou quadrupler celui des scrapers et des bulldozers, quadrupler ou quintupler celui des grues mobiles.

Améliorer la planification dans le bâtiment, réduire les délais de planification et assurer en temps voulu aux chantiers les plans et devis en utilisant largement les projets types. Renforcer les organisations de planification en leur fournissant un personnel qualifié.

17. Assurer dans tous les domaines de l'industrie une nouvelle et sérieuse amélioration de la qualité de la production. Elargir et améliorer l'assortiment et augmenter également la production des types et des sortes de produits déficitaires conformément aux besoins de l'économie nationale. Introduire résolument les modèles standard d'Etat qui correspondent aux exigences actuelles.

18. En vue de satisfaire les besoins croissants de l'économie nationale en matières premières et en combustibles, assurer un nouveau développement des travaux de prospection des richesses naturelles du sous-sol, pour la découverte des réserves de minerais et en premier lieu de minerais de métaux non ferreux et rares, de charbon cokéfiable, de pyrites, de pétrole, de riches minerais de fer et d'autres sortes de matières premières industrielles.

II. DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

1. Aujourd'hui comme hier dans le domaine de l'agriculture, la tâche essentielle reste d'élever le rendement de toutes les cultures agricoles, d'accroître encore le cheptel collectif, tout en assurant en même temps un accroissement sensible de sa productivité, d'augmenter la 7

production globale et marchande de l'agriculture et de l'élevage par un nouveau renforcement et développement de l'exploitation collective des kolkhoz, par l'amélioration du travail des sovkhoz et des stations de machines et de tracteurs grâce à l'introduction d'une technique et d'une agrotechnique avancées dans l'agriculture.

Grâce au développement de la culture des herbes fourragères, à la bonne réalisation des assolements, à l'augmentation de surfaces ensemencées en cultures industrielles, fourragères, en légumes et en pommes de terre, l'agriculture doit devenir encore plus productive et plus qualifiée.

2. Au cours du quinquennat augmenter la production agricole de : 40 à 50 % pour la récolte globale des céréales, y compris de 55 à 65 % pour le blé; de 55 à 65 % pour le coton brut; de 40 à 50 % pour la fibre de lin; de 65 à 70 % pour la betterave sucrière; de 40 à 45 % pour les pommes de terre; de 50 à 60 % pour le tournesol; de 55 à 60 % pour le raisin; de 65 à 70 % pour le tabac et d'à peu près 75 % pour le thé vert de qualité.

Augmenter la production du lin à fibre vrillée, du soja, des arachides et des autres cultures oléagineuses.

Augmenter la production des fourrages : de 80 à 90 % pour le foin, tripler ou quadrupler la production des tubercules et des rhizocarpées et doubler celle des plantes à ensiler.

Porter le rendement des céréles à l'hectare : de 20 ou 22 quintaux en Ukraine du Sud et au Caucase du Nord et dans les terres irriguées de ces régions à 30 ou 34 quintaux ; à 14 ou 15 quintaux dans les régions de la Volga et à 25 ou 28 quintaux dans les terres irriguées ; à 16 ou 18 quintaux dans les régions centrales des terres noires et à 30 ou 34 quintaux dans les terres irriguées ; à 17 ou 19 quintaux dans la région des terres ordinaires ; à 15 ou 16 quintaux dans l'Oural, la Sibérie et le Kazakhstan du Nord-Est, et à 24 ou 26 quintaux dans les terres irriguées ; de 20 à 22 quintaux dans la Transcaucasie et de 30 à 34 quintaux dans les terres irriguées; sur les terres arrosées, porter le rendement du riz à 40 ou 50 quintaux à l'hectare.

Porter la production du coton à l'hectare à 26 ou 27 quintaux dans les régions d'Asie centrale et du Kazakhstan du Sud, à 25 ou 27 quintaux dans la Transcaucasie, à 11 ou 13 quintaux dans les terres arrosées du Sud de la partie européenne et à 5 ou 7 quintaux dans les terres non arrosées de cette région.

Porter la production à l'hectare de la fibre de lin dans la région des terres ordinaires à 4,5 ou 5,5 quintaux et dans l'Oural et en Sibérie à 4 ou 5 quintaux à l'hectare ;

celle de la betterave sucrière à 255 ou 265 quintaux dans la R.S.S. d'Ukraine, dans la R.S.S. de Moldavie et dans le Caucase du Nord, à 200 ou 210 quintaux dans les régions centrales des terres noires et à 400 ou 425 quintaux dans l'Asie centrale et le Kazakhstan ;

celle de la pomme de terre à 155 ou 175 quintaux dans la région des terres ordinaires, à 140 ou 160 quintaux dans les régions centrales des terres noires, à 135 ou 155 quintaux dans le Sud et le Caucase du Nord et à 125 ou 145 quintaux dans l'Oural et en Sibérie ;

celle du tournesol à 17 ou 20 quintaux dans la R.S.S. d'Ukraine, la R.S.S. de Moldavie et le Caucase du Nord, à 14,5 ou 16,5 quintaux dans les régions centrales des terres noires et à 10 ou 12 quintaux dans les régions de la Volga.

3. Augmenter la production des légumes, des pommes de terre et des produits de l'élevage dans les régions de Moscou, de Léningrad, des villes de l'Oural, du bassin du Donetz et du bassin du Kouznetsk et des autres centres industriels et des grandes villes ; créer des bases de production de pommes de terre et de légumes et des bases d'élevage dans les nouvelles régions industrielles.

Au cours du quinquennat, augmenter d'environ 50 % la production des pommes de terre dans les régions où il y a des distilleries et des usines pour la production de la fécule et de la mélasse et doubler la production des légumes dans les régions où il y a des usines de conserves et des usines pour la déshydratation des légumes.

Au cours du quinquennat, augmenter la surface des jardins et des vergers d'environ 70 % dans les kolkhoz, acroître de 50 % celle des vignes, de 60 % celle des plantations de thé et multiplier par 4,5 celle des plantations d'agrumes.

4. Au cours du plan quinquennal, augmenter la production de l'élevage : pour la viande et le lard de 80 à 90 %, pour le lait de 45 à 50 %, la multiplier par 2 ou 2,5 pour la laine dont par 4 ou 4,5 pour la laine fine, multiplier par 6 ou par 7 la production des œufs (dans les kolkhoz et les sovkhoz).

Accroître le cheptel : de 18 à 20 % pour le gros bétail à cornes dans toute l'agriculture (dans les kolkhoz le gros bétail augmentera de 36 à 38 % et le nombre des vaches doublera environ) ; augmenter le nombre des moutons pour toute l'agriculture de 60 à 62 % (de 75 à 80 % dans les kolkhoz) ; celui des porcs pour toute l'agriculture de 45 à 50 % (de 85 à 90 % dans les kolkhoz) ; multiplier par 3 ou 3,5 le nombre des volailles dans les kolkhoz, augmenter celui des chevaux dans toute l'agriculture de 10 à 12 % (de 14 à 16 % dans les kolkhoz).

Assurer un nouveau développement de l'élevage à grande productivité dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie, dans la R.S.S. d'Estonie, surtout en ce qui concerne le bétail laitier et les porcs.

Porter la production du lait par vache dans les kolkhoz de la région des terres ordinaires à 1.800 ou 2.000 kilos, dans les régions centrales des terres noires à 1.700 ou 2.000 kilos, dans les régions du Sud et de la Volga à 1.600 ou 1.900 kilos, dans la Sibérie, l'Oural et le Kazakhstan du Nord-Est à 1.500 ou 1.700 kilos, dans l'Asie centrale à 700 ou 900 kilos, en Transcaucasie à 900 ou 1.100 kilos.

Porter la production de la laine dans les kolkhoz des régions du Sud et du Caucase du Nord à 5,2 ou 5,8 kilos par mouton mérinos, à 4,2 ou 4,8 par mouton semi-mérinos ; dans les régions centrales des terres noires, à 4,2 ou 5 kilos par mouton mérinos et à 4 ou 4,2 kilos par mouton semi-mérinos ; dans les régions de la Volga, à 4,6 ou 5,4 kilos par mouton mérinos et à 3,9 ou 4,5 kilos par

mouton semi-mérinos ; en Sibérie, à 4,3 ou 4,9 kilos par mouton mérinos et à 3,8 ou 4,2 kilos par mouton semi-mérinos.

5. Assurer l'introduction dans la production de nouvelles sortes de céréales plus productives, de nouvelles sortes de coton plus productives et plus hâtives, de nouvelles sortes de betteraves à sucre plus riches en sucre, de nouvelles sortes de tournesols plus riches en huile, ainsi que la création de nouvelles variétés de cultures agricoles destinées aux terres irriguées. Améliorer la production des semences dans les kolkhoz et les sovkhoz.

6. Assurer un nouvel élargissement des travaux visant à planter des bandes forestières de protection dans les régions de steppes et de forêts-steppes, l'application de mesures agrotechniques pour lutter contre l'érosion de terrains, ainsi que pour boiser les régions de sables, pour créer des forêts d'importance économique, des zones de verdure autour des villes et des centres industriels, sur les berges des fleuves, des canaux et des réservoirs d'eau.

Au cours du quinquennat, planter au moins 2.500.000 hectares de bandes forestières de protection dans les kolkhoz et les sovkhoz et planter et semer environ 2.500.000 hectares de forêts domaniales.

7. Assurer l'utilisation hautement productive de toutes les terres irriguées et asséchées. Passer partout au nouveau système d'irrigation qui substitue des canaux d'irrigation provisoires aux canaux permanents. Considérer comme travaux prioritaires la construction de systèmes d'irrigation et d'alimentation en eau grâce à l'utilisation de l'énergie électrique de la centrale hydro-électrique de Kouibychev et la construction de systèmes similaires dans la zone du canal navigable Volga-Don « Lénine » ; passer à la construction de systèmes d'irrigation et d'alimentation en eau dans la région de la centrale hydro-électrique de Stalingrad, du Grand canal turkmène, du canal de l'Ukraine du Sud et du canal de la Crimée du Nord.

Procéder aux travaux préparatoires pour l'édification de systèmes d'irrigation et d'alimentation en eau de la steppe de Koulounda. Poursuivre les travaux de construction de systèmes d'irrigation dans les régions centrales des terres noires, dans la plaine de Koura-Aras, dans les bassins des fleuves Syr-Daria, Zerafchan et Kachka-Daria, dans les régions de la Ferghana centrale, du système Kouban-Egorlyk, du réservoir d'eau d'Orto-Tokoï et du grand canal de Tchou. Augmenter au cours du quinquennat la surface des terres irriguées de 30 à 35 %, creuser dans les kolkhoz et les sovkhoz 30.000 à 35.000 étangs et points d'eau et assurer leur utilisation économique maximum.

Procéder à des travaux d'asséchement des marécages dans la R.S.S. de Biélorussie, dans la R.S.S. d'Ukraine (en premier lieu dans la dépression de Poliessié), dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie, dans la R.S.S. d'Estonie, dans la R.S.S. Carélo-Finnoise, dans les régions du Nord-Ouest et du Centre de la R.S.F.S.R., dans la dépression de Barabinsk et dans d'autres régions. Accroître en 1951-1955 de 40 à 45 % la surface des terres asséchées.

8. Pour élever la production laitière du gros bétail à cornes dans les kolkhoz et les sovkhoz considérer comme particulièrement importante l'utilisation encore plus large du système d'élevage intensif,

système consistant à élever le bétail dans les étables en tenant compte des particularités des régions.

Pour assurer un nouveau développement de l'élevage des moutons, organiser l'aménagement de pâturages dans les régions alimentées en eau du canal navigable Volga-Don « Lénine », de la dépression de la Caspienne, de la steppe de Nogaïsk et dans les régions du Canal turkmène, en alimentant en eau les pâturages au fur et à mesure de la mise en service des installations d'alimentation en eau, de façon à créer dans ces régions des pâturages bien aménagés pour de grands et de très grands troupeaux de moutons.

En Asie centrale et dans le Kazakhstan, assurer la création de secteurs de plantes fourragères à grand rendement et de pâturages, en utilisant l'irrigation locale et les eaux artésiennes de façon à réduire peu à peu les trop longs déplacements du bétail.

9. Achever la mécanisation des principaux travaux des champs dans les kolkhoz, développer largement la mécanisation des travaux exigeant une main-d'œuvre nombreuse dans l'élevage, les cultures maraîchères, l'horticulture, dans le transport, le chargement et le déchargement des produits agricoles, dans l'irrigation, l'assèchement des marécages et la mise en culture de nouvelles terres.

Porter en 1955 le niveau de la mécanisation : à 90 ou 95 % pour les labours, les ensemencements de céréales, de cultures industrielles et fourragères ; à 80 ou 90 % pour la récolte des céréales et du tournesol avec moissonneuses-batteuses ; à 90 ou 95 % pour la récolte de la betterave sucrière ; à 60 ou 70 % pour la récolte du coton brut avec machines à récolter le coton ; à 80 ou 90 % pour l'ensemencement et la récolte du lin à longue soie ; à 55 ou 60 % pour la plantation, le binage et la récolte des pommes de terre ; à 70 ou 80 % pour la fenaison et l'ensilage.

Assurer l'amélioration du travail des stations de machines et de tracteurs, étendre leur activité en ce qui concerne la mécanisation des travaux exigeant une main-d'œuvre nombreuse dans tous les domaines de la production kolkhozienne et attribuer une plus grande responsabilité aux S.M.T. pour la réalisation des plans de rendement des cultures agricoles et de productivité de l'élevage.

Augmenter d'à peu près 50 % vers la fin du quinquennat le potentiel du parc de tracteurs des S.M.T. en particulier celui des tracteurs avec les instruments portés pour le binage des cultures. Assurer au cours du quinquennat une élévation d'environ 50 % de la norme journalière de travail par tracteur. Généraliser l'emploi des tracteurs Diesel plus économiques.

Développer le réseau des stations de machines et de tracteurs dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie, dans la R.S.S. d'Estonie et leur fournir des tracteurs et des machines agricoles.

Considérer comme une tâche très importante l'introduction de tracteurs électriques et de machines agricoles utilisant l'énergie électrique surtout dans les régions des grandes centrales hydro-électriques.

10. Faire en sorte que les investissements dans les kolkhoz soient orientés en premier lieu vers le développement de l'économie collective : construction de bâtiments d'exploitation, de bâtiments pour

l'élevage, des canaux d'irrigation et d'assèchement, de points d'eau, essouchement, plantation de bandes forestières de protection, construction de centrales électriques kolkhoziennes et d'autres installations indispensables pour assurer le bon développement de l'économie collective des kolkhoz et l'augmentation des revenus des kolkhoz et des kolkhoziens.

11. Dans le domaine de la construction des sovkhoz, considérer comme une tâche très importante l'augmentation de la capacité de production marchande, en premier lieu du blé, de la laine fine et semi-fine, de la viande, ainsi que la fourniture à l'élevage kolkhozien de producteurs de race.

En vue de créer une base fourragère stable et de ravitailler entièrement le bétail des sovkhoz avec des fourrages secs et verts, étendre les ensemencements des cultures fourragères dans les sovkhoz de 45 à 55 %. Assurer dans les sovkhoz une élévation sensible du rendement à l'hectare de toutes les cultures agricoles. Augmenter dans les sovkhoz le cheptel du gros bétail à cornes de 35 à 40 %, y compris celui des vaches de 70 à 75 %, des moutons de 75 à 80 % et des porcs de 40 à 45 %.

En 1955, porter la production du lait par vache dans les sovkhoz à 3.500 ou 3.900 kilos dans les régions des terres ordinaires, à 3.000 ou 3.400 kilos dans les régions centrales des terres noires, à 2.800 ou 3.200 kilos dans le Sud et le Caucase du Nord, à 2.400 ou 2.900 kilos en Sibérie et dans les régions Nord du Kazakhstan, à 2.100 ou 2.600 kilos dans les sovkhoz de bétail sélectionné de la Volga, de l'Asie centrale, de la Transcaucasie et dans les régions Sud du Kazakhstan.

Porter la production moyenne de la laine par mouton mérinos dans les sovkhoz à 5,5 ou 6,5 kilos dans les régions du Sud, du Caucase du Nord et de la Volga, à 4,3 ou 5 kilos en Sibérie, au Kazakhstan, en Asie centrale et en Transcaucasie.

Terminer dans les sovkhoz pour l'essentiel la mécanisation complexe de tous les travaux exigeant le plus de main-d'œuvre dans les champs, dans l'élevage, dans la culture et la préparation du fourrage. Construire sur une large échelle dans les sovkhoz des maisons d'habitation, des immeubles d'intérêt culturel et d'usage public et des bâtiments d'exploitation.

12. Pour assurer le développement prévu de la production agricole, fixer pour le quinquennat le volume des investissements d'Etat dans l'agriculture à environ 2,1 fois plus qu'au cours du quatrième quinquennat, et les quadrupler en ce qui concerne l'irrigation et les amendements.

III. DANS LE DOMAINE DU COMMERCE, DES TRANSPORTS ET DES P.T.T.

1. Sur la base de l'accroissement de la production industrielle et agricole augmenter d'environ 70 % le commerce de détail d'Etat et coopératif au cours du quinquennat.

Augmenter en 1955 par rapport à 1950 la vente à la popu-

lation des marchandises essentielles dans les proportions suivantes : de 90 % pour la viande et ses dérivés, de 70 % pour les produits de la pêche, de 70 % pour le beurre, la doubler pour le fromage et l'huile, la multiplier par 2,5 ou 3 pour les conserves de légumes, de fruits et de produits laitiers, la doubler pour le sucre, le thé, le vin, l'augmenter de 80 % pour la bière, de 80 % pour les vêtements, de 70 % pour les cotonnades, les lainages, les soieries et les tissus de lin, de 80 % pour les chaussures, la doubler pour les bas et chaussettes, la multiplier par 2,2 pour les articles tricotés, la tripler pour les meubles, la multiplier par 2,5 pour la vaisselle de métal, la multplier par 3,5 pour les bicyclettes, par 2,4 pour les machines à coudre, par 2 pour les postes de radio et de télévision, par 2,2 pour les articles d'horlogerie, l'augmenter de plusieurs fois pour les frigidaires, les machines à laver et les aspirateurs.

Au cours du quinquennat élargir le réseau des cantines, des restaurants, des salons de thé et augmenter la production des entreprises d'alimentation publique d'environ 80 % en améliorant sensiblement l'assortiment.

Augmenter le nombre des magasins spécialisés dans la vente des produits alimentaires, des vêtements, des chaussures, des tissus, des meubles, de la vaisselle, des ustensiles de ménage, des articles pc les loisirs et des matériaux de construction. Augmenter sensiblement construction de frigidaires et de dépôts dans l'industrie et dans réseau commercial. Continuer de fournir des installations frigorifiq et de l'équipement moderne aux magasins d'alimentation, cantin restaurants et dépôts.

2. Prévoir pour 1955 par rapport à 1950 un accroissement 35 à 40 % du trafic-marchandises par chemin de fer, de 75 à 80 du trafic-marchandises par voie fluviale, de 55 à 60 % par vc maritime, de 80 à 85 % par automobile, de 100 % au moins p avion, de 400 % par pipe-line.

3. Considérer comme une tâche essentielle dans le domaine c transport par chemin de fer l'accroissement de la capacité du trafi Conformément à cela :

a) augmenter d'environ 60 % par rapport au dernier quinquennat la mise en service de la seconde voie et quadrupler la mise en service de lignes électrifiées. Porter la longueur des voies de stationnement à environ 46 % de la longueur des lignes ouvertes au trafic ;

b) construire et ouvrir au trafic permanent de nouvelles lignes de chemin de fer, dans une proportion environ deux fois et demie plus grande qu'en 1946-1950. Terminer la construction de la ligne principale de la Sibérie du Sud sur le tronçon d'Abakan à Akmolinsk. Terminer la construction de la ligne de chemin de fer Tchardjoui-Koungrad et passer à la construction de la ligne Koungrad-Makat.

Développer la construction des lignes Krasnoïarsk-Eniseisk, Gouriev-Astrakhan, Agryz-Pronino-Sourgout. Procéder aux travaux indispensables pour reconstruire les lignes de chemin de fer dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie et dans la R.S.S. d'Estonie ;

c) augmenter vers la fin du quinquennat par rapport à 1950

la longueur des secteurs équipés de blocs automatiques d'environ 80 % et multiplier au moins par 2,5 la longueur de ceux qui sont équipés d'un système de stoppage automatique. Multiplier par à peu près 2,3 également le nombre des aiguillages munis d'une centralisation électrique. Augmenter sensiblement l'utilisation de la centralisation par dispatchers. Assurer une mécanisation plus large des voies de triage. Poursuivre les travaux afin d'introduire la liaison radio pour diriger le mouvement des trains et les manœuvres ;

d) améliorer l'état des lignes de chemin de fer. Au cours du quinquennat, fournir aux transports par chemin de fer environ 85 % de rails de plus qu'en 1946-1950 ;

e) satisfaire entièrement les besoins des transports par chemin de fer en locomotives de grandes lignes, en locomotives électriques, en locomotives diesel, en wagons de marchandises, en wagons isothermiques et en wagons de voyageurs. Terminer pour l'essentiel le passage du parc de wagons à l'accrochage automatique et passer à l'équipement du matériel roulant avec des roulements à galets. Passer à la production de nouvelles puissantes locomotives, de locomotives électriques et diesel, y compris de locomotives équipées de générateurs à gaz.

Améliorer l'utilisation du matériel roulant. Réduire en 1955 le temps de roulement des wagons d'au moins 18 % par rapport à 1950 et augmenter le parcours moyen journalier des locomotives d'au moins 12 %. Améliorer sensiblement l'utilisation de la capacité de chargement des wagons et accroître le poids des trains de marchandises.

Assurer l'application de mesures pour améliorer l'organisation du travail des employés qui dépendent du mouvement des trains et surtout des équipes travaillant sur les locomotives.

4. Doubler environ le trafic des ports fluviaux. Terminer la première tranche des travaux de construction et de reconstruction des ports de Stalingrad, Saratov, Kouibychev, Oulianovsk, Kazan, Gorki, Iaroslav, Molotov, Omsk, Novosibirsk, Khabarovsk, Ossetrov, Kotlas et Petchora. Fournir aux principaux ports des moyens mécanisés à haut rendement. Développer la construction des quais mécanisés des entreprises industrielles riveraines.

Terminer les travaux de reconstruction de la voie fluviale Volga-Baltique, augmenter le cours navigable de la Kama et créer un système de transport unique en eau profonde dans la partie européenne de l'U.R.S.S.

Améliorer la navigation et accroître le transport des passagers et des marchandises dans le bassin des fleuves Niémen et Daugava. Prévoir la construction de ponts sur le Niémen à Kaunas et sur la Daugava à Riga.

Reconstruire les chantiers existants de constructions et réparations navales pour la flotte fluviale et en construire de nouveaux. Assurer la construction d'une flotte fluviale pour les voyageurs et les marchandises répondant aux conditions de la navigation sur les grands réservoirs d'eau. Elever le rôle du transport fluvial en ce qui concerne le transport des marchandises en Sibérie et dans l'Extrême-Nord.

Assurer le développement des transports sur les petites rivières pour les besoins locaux.

5. Augmenter considérablement le tonnage de la flotte marchande maritime, élargir la base des constructions navales maritimes nationales en construisant de nouveaux chantiers de constructions et de réparations navales et en agrandissant ceux qui existent. Procéder à des travaux pour agrandir et reconstruire les ports maritimes de Léningrad, d'Odessa, de Jdanov, de Novorossiisk, de Makhatch-Kala, de Mourmansk, de Narian-Mar et de l'Extrême-Orient. Assurer un nouveau développement des transports maritimes dans la R.S.S. de Lituanie, dans la R.S.S. de Lettonie et dans la R.S.S. d'Estonie, procéder à l'agrandissement des ports de Riga et de Klaipeda.

Assurer l'accroissement du trafic des ports de mer et doubler environ la capacité de production des chantiers navals maritimes de réparation. Augmenter le trafic des ports de pêche.

Accroître le transport des marchandises par la voie maritime du Nord, compléter la flotte maritime par de nouveaux brise-glaces.

Elever la qualité du travail des flottes fluviale, maritime et de pêche, réduire les délais de transport des marchandises aux consommateurs, améliorer le travail des ports, réduire le temps de stationnement des bateaux.

6. Par rapport à 1946-1950, construire et reconstruire environ 50 % de plus de routes carrossables munies de revêtements solides, surtout dans les régions du Sud, en Transcaucasie et dans les régions baltes.

Elever le poids spécifique du transport automobile d'utilisation générale dans le transport des marchandises et des voyageurs. Terminer le regroupement des parcs automobiles dépendant des départements ministériels. Améliorer l'utilisation des automobiles et diminuer sensiblement le prix de revient des transports. Elargir le réseau des entreprises de réparations automobiles et des stations de services techniques pour les automobiles. Doubler environ au cours du quinquennat la longueur des lignes d'autobus interurbaines fonctionnant en permanence.

7. Augmenter sensiblement le parc des avions de transport de la flotte aérienne civile ainsi que le réseau des lignes aériennes et des aéroports équipés pour fonctionner jour et nuit.

8. Assurer un nouveau développement des P.T.T.; doubler au moins au cours du quinquennat la longueur des câbles téléphoniques et télégraphiques interurbains. Accroître sensiblement la puissance des stations de radio. Développer les travaux pour introduire la radiodiffusion sur ondes ultra-courtes et les stations de relais. Elever de 30 à 35 % au cours du quinquennat la puissance des stations téléphoniques urbaines.

Améliorer le travail des liaisons postales pour le transport à la population de la presse et des envois postaux et assurer le transport de la poste sur les chaussées inter-district pour l'essentiel par automobiles.

9. Conformément au plan du nouveau développement des transports et des P.T.T., augmenter en 1951-1955 les investissements d'Etat dans les transports et les P.T.T. d'environ 63 % par rapport à 1946-1950.

IV. DANS LE DOMAINE DE L'AMELIORATION CONTINUE DU BIEN-ETRE MATERIEL, DE LA PROTECTION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE

1. Grâce à l'accroissement continu de la production socialiste et à l'élévation de la productivité du travail social, augmenter le revenu national de l'U.R.S.S. au cours du quinquennat de 60 % au moins et par conséquent assurer une nouvelle augmentation des revenus des ouvriers et des employés ainsi que des revenus des paysans.

Tenant compte de l'augmentation du volume de la production et de la productivité du travail, considérant également les tâches qui se posent dans le domaine de l'édification culturelle, prévoir pour 1955, dernière année du quinquennat, une augmentation du nombre des ouvriers et des employés occupés dans l'économie nationale de 15 % environ par rapport à 1950.

2. Poursuivre fermement la baisse des prix de détail des marchandises de consommation courante, étant donné que la baisse des prix est un moyen essentiel pour accroître systématiquement le salaire réel des ouvriers et des employés et augmenter les revenus des paysans. Augmenter le salaire réel des ouvriers et des employés d'au moins 35 %, compte tenu de la baisse des prix de détail.

Assurer au cours du quinquennat, par rapport à 1950, une augmentation de 30 % environ des crédits d'Etat pour les assurances sociales des ouvriers et des employés.

Par suite de l'accroissement de la productivité du travail des kolkhoziens, du développement de la production kolkhozienne, de l'élévation du rendement de l'agriculture et de l'élevage, accroître les revenus des kolkhoziens en espèces et en nature (exprimés en espèces) de 40 % au moins.

3. Développer au maximum la construction des maisons d'habitation pour améliorer encore les conditions d'habitat des ouvriers et des employés. Prévoir dans le plan quinquennal un large programme de construction de maisons d'habitation par l'Etat en doublant environ, par rapport au quinquennat précédent, les investissements accordés à cet effet. En ce qui concerne le secteur d'Etat, mettre en service dans les villes et les cités ouvrières de nouvelles maisons d'habitation d'environ 105 millions de mètres carrés de surface totale. Contribuer à la construction de maisons d'habitation individuelles dans les villes et les cités ouvrières par les propres moyens de la population avec l'aide des crédits de l'Etat.

Améliorer les services publics dans les villes et les cités ouvrières, étendre les services de distribution d'eau et des égouts, le chauffage urbain et l'installation du gaz dans les maisons, les transports publics, améliorer les travaux d'urbanisme. A la fin du quinquennat, augmenter le volume des capitaux investis dans les services publics de 50 % environ par rapport à 1950.

4. Assurer une nouvelle amélioration et un nouveau développement de la protection de la santé publique.

Elargir au cours du quinquennat le réseau des hôpitaux, des dispensaires, des maternités, des sanatoria, des maisons de repos, des crèches, des jardins d'enfants en augmentant le nombre des lits dans les hôpitaux d'au moins 20 %, le nombre des places dans les sanatoria d'environ 15 %, dans les maisons de repos de 30 %, dans les crèches de 20 %, dans les jardins d'enfants de 40 %.

Augmenter au cours du quinquennat le nombre des lits d'hôpitaux de 40 % environ dans la R.S.S. de Lituanie, de 30 % dans la R.S.S. de Lettonie, de 30 % dans la R.S.S. d'Estonie.

Assurer l'équipement des hôpitaux, des dispensaires, des sanatoria en matériel sanitaire moderne et élever le niveau de leur travail.

Augmenter au cours du quinquennat le nombre des médecins dans le pays d'au moins 25 % et prendre de nouvelles mesures pour élever leur qualification.

Orienter les efforts des travailleurs de la science médicale vers la solution des tâches les plus importantes de la protection de la santé publique en accordant une attention particulière aux problèmes de la prophylaxie, assurer l'application rapide des réalisations de la science médicale.

Porter en 1955 à un niveau 2 fois et demie supérieur au moins à celui de 1950 la production des médicaments, des appareils et des instruments médicaux en attachant une attention particulière au développement de la production des médicaments nouveaux et d'autres moyens thérapeutiques et prophylactiques efficaces ainsi que de l'équipement sanitaire moderne pour le diagnostic et la thérapeutique.

Assurer le développement continu de la culture physique et des sports.

5. Terminer pour la fin du quinquennat le passage de l'enseignement de sept classes à l'enseignement moyen général (dix classes) dans les capitales des républiques, les villes dépendant de l'administration centrale de la république, les chefs-lieux des régions, des territoires et les grands centres industriels. Préparer les conditions qui permettront de réaliser entièrement au cours du prochain quinquennat l'enseignement moyen général (dix classes) dans les autres villes et dans les régions rurales.

Pour assurer le nombre nécessaire d'enseignants au réseau d'écoles qui grandit, augmenter de 45 % de 1951 à 1955, par rapport aux années 1946-1950, le nombre des élèves admis dans les instituts pédagogiques. Multiplier par 2,3 le nombre des élèves admis dans les instituts pédagogiques de la R.S.S. de Lituanie, augmenter leur nombre de 90 % dans la R.S.S. de Lettonie, de 60 % dans la R.S.S. d'Estonie.

Augmenter de 70 % environ par rapport au quinquennat précédent la construction des écoles dans les villes et les villages.

Pour accroître encore le rôle de l'école d'enseignement général dans l'éducation socialiste et pour assurer aux élèves qui terminent l'école moyenne le libre choix de leur profession, procéder à la réalisation de l'enseignement polytechnique dans l'école moyenne et prendre des mesures pour passer à l'enseignement polytechnique général.

6. Conformément aux tâches posées par le développement futur de l'économie nationale et de l'édification culturelle, augmenter d'en-

viron 30 à 35 % au cours du quinquennat la promotion de spécialistes de tous genres qui sortiront des écoles supérieures et moyennes spéciales.

En 1955, doubler environ par rapport à 1950 la promotion des spécialistes sortant des établissements d'enseignement supérieur pour travailler dans les branches principales de l'industrie, du bâtiment et de l'agriculture.

Au cours du quinquennat, développer la formation des cadres scientifiques et pédagogiques en doublant par rapport au quinquennat précédent le nombre des élèves ayant fait un stage d'aspirant dans les établissements d'enseignement supérieur et dans des instituts de recherche scientifique.

Améliorer le travail des instituts de recherche scientifique et le travail scientifique des établissements d'enseignement supérieur, mieux utiliser les cadres scientifiques pour résoudre les problèmes essentiels du développement de l'économie nationale, pour généraliser l'expérience d'avant-garde en assurant une large application pratique des découvertes scientifiques. Aider par tous les moyens les savants à élaborer les problèmes théoriques dans tous les domaines de la connaissance et renforcer la liaison de la science avec la production.

En tenant compte du désir croissant de la population adulte, d'élever le niveau de son instruction, assurer le développement des établissements spéciaux d'enseignement supérieur et moyen par correspondance ou fonctionnant le soir, ainsi que des écoles d'enseignement général pour permettre aux citoyens travailleurs d'étudier sans abandonner la production.

7. Pour satisfaire les besoins croissants de l'économie nationale en cadres qualifiés, surtout en liaison avec l'introduction continue de la technique d'avant-garde dans la production, améliorer la qualité de la formation des jeunes ouvriers qualifiés dans le système des réserves d'Etat de la main-d'œuvre et assurer la formation et l'amélioration de la qualification des ouvriers par l'étude individuelle ou collective ainsi que par des cours et des écoles organisées dans les entreprises.

8. Assurer un nouveau développement du cinéma et de la télévision. Agrandir le réseau des salles de cinéma en augmentant au cours du quinquennat le nombre des installations cinématographiques de 25 % environ, accroître également la production cinématographique.

En 1955, développer par rapport à 1950 le réseau des bibliothèques de masse d'au moins 30 %, celui des clubs de 15 % en améliorant leur fonctionnement.

En vue d'assurer l'augmentation considérable de la publication d'œuvres artistiques et scientifiques, de manuels, de revues et de journaux, développer l'industrie du livre et de la presse, améliorer la qualité de l'impression et la présentation des livres.

9. Conformément au développement prévu de la protection de la santé publique, de l'enseignement, des établissements scientifiques, culturels et éducatifs, augmenter de 50 % environ au cours du quinquennat le volume des investissements dans ce domaine, par rapport au quinquennat précédent.

Le V^e^ plan quinquennal prévoit un nouveau et puissant essor de l'économie de l'U.R.S.S. et assure une nouvelle élévation importante du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple.

La réalisation du V^e^ plan quinquennal sera un pas important dans la voie menant du socialisme au communisme.

Pour accomplir les tâches du V^e^ plan quinquennal, il faut :

a) Mobiliser les ressources intérieures de l'économie pour assurer l'accroissement continu des accumulations socialistes, en assurant le respect rigoureux de la discipline d'Etat et l'accomplissement du plan de production par chaque entreprise selon l'assortiment qui lui est fixé. Pour permettre la réalisation des prévisions du quinquennat en ce qui concerne le développement de l'économie nationale et l'élévation du nivau matériel et culturel des travailleurs, il faut augmenter de 1951 à 1955 le volume global des grands travaux de construction d'Etat de 90 % environ et les crédits accordés par l'Etat à cette construction de près de 60 % par rapport au quatrième quinquennat, de façon que les 30 % qui restent soient couverts par la réduction du coût de la construction grâce à l'augmentation de la productivité du travail, à la réduction des faux frais, à la baisse des prix des matériaux de construction et de l'équipement.

b) En introduisant la technique d'avant-garde dans tous les domaines de l'économie nationale, en améliorant l'organisation du travail et en élevant le niveau culturel et technique des travailleurs, augmenter au cours du quinquennat la productivité du travail d'environ 50 % dans l'industrie, de 55 % dans le bâtiment, de 40 % dans l'agriculture. Terminer pour l'essentiel au cours du cinquième quinquennat la mécanisation des travaux pénibles et exigeant une main-d'œuvre nombreuse dans l'industrie et le bâtiment;

c) Réduire au cours du quinquennat le prix de revient de la production industrielle d'environ 25 % et le coût des travaux du bâtiment de 20 % au moins. Réduire les délais de construction et améliorer la qualité des travaux de construction. Diminuer le prix de revient des travaux effectués par les tracteurs des stations de machines et de tracteurs de 25 % environ, le coût des transports par chemins de fer de 15 %, les frais du commerce de détail de 23 %. Réduire considérablement les faux frais des organisations de vente de l'industrie ainsi que les faux frais en ce qui concerne le stockage et la vente des produits agricoles ;

d) Développer un large mouvement d'invention et de rationalisation parmi les ingénieurs, les techniciens, les ouvriers et les kolkhoziens pour assurer de nouveaux perfectionnements techniques et l'élargissement de la production, une mécanisation dans tous les domaines, pour faciliter et améliorer encore les conditions de travail. Condamner la pratique des organisations économiques qui sous-estiment les tâches relatives à l'introduction de la nouvelle technique et à la mécanisation du travail et qui tolèrent une utilisation irrationnelle de la main-d'œuvre ;

e) Appliquer fermement un régime d'économie dans tous les secteurs, grands et petits, de l'édification économique, augmenter la rentabilité des entreprises. Les dirigeants de l'industrie doivent rechercher, trouver et utiliser les ressources cachées de la production, utiliser au maximum les moyens de production existants, améliorer systémati-

quement les méthodes de production, réduire le prix de revient de la production, appliquer le principe de l'autofinancement.

Assurer une nouvelle économie considérable des ressources matérielles en supprimant les dépenses excessives de matériaux et d'équipement, en intensifiant la lutte contre les malfaçons, en utilisant des matériaux économiques, en employant largement les produits de remplacement de même rendement et une technologie avancée de la production.

Accentuer le contrôle financier de la part des organismes financiers sur la réalisation des plans économiques et le respect du régime d'économies ;

f) Doubler les réserves d'Etat en matériaux et en produits alimentaires pouvant garantir le pays contre toute éventualité.

★

L'actuel plan quinquennal (le cinquième) montre une nouvelle fois au monde entier la grande force vitale du socialisme, les avantages fondamentaux du système d'économie socialiste sur le système capitaliste. Ce plan quinquennal est un plan d'édification économique et culturelle, un plan de construction pacifique. Il contribuera à renforcer et à étendre encore la collaboration économique de l'Union soviétique avec les pays de démocratie populaire et à élargir ses relations économiques avec tous les pays qui désirent développer leur commerce sur la base de l'égalité en droits et des avantages mutuels.

Le développement pacifique de l'économie soviétique prévu par le plan quinquennal est en contraste avec l'économie des pays capitalistes engagés dans la voie de la militarisation de l'économie nationale, voie qui assure le maximum de profits aux capitalistes et voue les travailleurs à un appauvrissement continu.

Les tâches assignées par le plan quinquennal posent de grandes exigences aux organisations du parti, aux organisations des Soviets, économiques, syndicales, les organisations du Komsomol et les engagent à mobiliser les larges masses des travailleurs pour réaliser et dépasser le nouveau plan quinquennal en développant une large critique des insuffisances dans le travail de nos organisations de façon à supprimer rapidement ces insuffisances.

Il faut aider par tous les moyens les novateurs de la production industrielle et kolkhozienne, les pionniers des transports et des autres branches de l'économie nationale dans leurs efforts pour accroître la production, augmenter la productivité du travail, réduire le prix de revient.

La grande force de l'émulation socialiste, la volonté unanime des ouvriers, des kolkhoziens et des intellectuels de sauvegarder la cause de la paix, la résolution inébranlable des travailleurs de construire la société communiste doivent être orientées vers l'accomplissement et le dépassement du nouveau quinquennat.

Les peuples de l'Union soviétique, sous la direction éprouvée du parti communiste, réaliseront avec succès le nouveau plan quinquennal.

Le rapport présenté par le camarade SABOUROV au XIX^e^ Congrès sera publié dans le n^o^ 70 des *Etudes économiques*.

DISCOURS
DU CAMARADE N. BOULGANINE



Camarades!

Le rapport d'activité du Comité central de notre parti et le rapport sur les directives du congrès au sujet du cinquième plan quinquennal mettent en lumière des questions et des événements qui sont un nouveau témoignage convaincant de la puissante force et de la justesse de la grande doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline. Les succès de l'Union soviétique dans l'édification du communisme, la formation d'un puissant camp démocratique populaire, le développement et le renforcement des partis communistes et ouvriers le confirment de façon éloquente.

La force, l'unité et la cohésion du mouvement communiste mondial sont caractérisées notamment par ce fait, qui nous emplit tous de joie, que de nombreuses délégations des partis communistes et ouvriers de l'étranger assistent au congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. (*Applaudissements.*)

Examinant le chemin parcouru par le pays soviétique depuis le XVIII[e] congrès, on peut remarquer avec un sentiment de satisfaction et de fierté que la politique de notre parti a été juste, qu'elle a été fondée comme toujours sur les intérêts du peuple et qu'elle a eu pour but de renforcer notre Etat au maximum. (*Applaudissements.*)

Au cours de ces années, la politique du parti aussi bien que son activité pratique dans tous les domaines de l'économie, de la culture et de l'art militaire ont été soumises à la plus sévère vérification, au creuset des dures épreuves de la Grande guerre patriotique.

La guerre s'est abattue sur notre pays au moment où le peuple soviétique travaillait avec enthousiasme à réaliser le troisième plan quinquennal de développement économique de l'U.R.S.S., au moment où notre pays entrait dans une nouvelle phase de développement, dans la phase du passage graduel du socialisme au communisme. Dans cette voie glorieuse proclamée par le XVIII[e] congrès de notre parti, de remarquables victoires dans le travail avaient déjà été remportées.

L'attaque brusque et perfide des envahisseurs fascistes a d'un seul coup et radicalement changé la situation. Les millions de Sovié-

tiques ont été obligés d'abandonner le travail pacifique et de prendre les armes pour sauvegarder les grandes conquêtes socialistes et délivrer leur patrie du danger de l'asservissement fasciste.

Dans la Grande guerre patriotique il s'agissait de la vie ou de la mort de notre Etat. La question comme on le sait se posait ainsi : ou bien l'Union soviétique conservera son indépendance et les peuples de notre pays resteront libres, ou bien l'Union soviétique se transformera en colonie et les peuples qui l'habitent deviendront les esclaves des impérialistes allemands. Il ne pouvait y avoir aucune autre issue.

La Grande guerre patriotique n'était pas seulement une guerre entre deux armées, mais la guerre de tout le peuple soviétique contre les envahisseurs étrangers. Cette guerre avait non seulement pour but de supprimer le monstrueux danger qui planait sur notre patrie, mais aussi d'aider les peuples d'Europe gémissant sous le joug du fascisme allemand. Ce fut la plus dure de toutes les guerres traversées par notre Etat et c'est pourquoi elle a exigé du peuple soviétique une incroyable tension des forces, de grandes privations et de lourds sacrifices.

Il n'est pas nécessaire de parler en détail des difficultés exceptionnelles que dut supporter notre patrie dans les années de la guerre. Les dures épreuves du temps de guerre sont encore fraîches dans notre mémoire à tous. Il est important de souligner une fois de plus une chose : si n'importe quel Etat bourgeois avait eu à faire face à de semblables difficultés, il n'aurait pas supporté un coup comme celui que les hitlériens ont porté à notre pays. Seul l'Etat socialiste soviétique pouvait dans ces conditions tenir, supporter des difficultés inouïes et remporter la victoire. (*Applaudissements prolongés.*)

Qu'est-ce qui nous a donc aidés à briser la ruée de l'ennemi et ensuite à remporter la plus grande victoire de l'histoire ?

Le camarade Staline enseigne que la guerre moderne est une vérification dans tous les domaines des forces matérielles et morales de chaque peuple. Seuls les Etats qui se révèlent plus forts que leur adversaire par le développement et l'organisation de l'économie, par l'expérience, la maîtrise et l'esprit combatif de leurs troupes, par la fermeté et l'unité du peuple durant toute la guerre, supportent cette épreuve.

En bref, l'issue de la guerre dépend des possibilités économiques, morales et militaires des parties belligérantes. En tout cela, notre Etat soviétique s'est révélé considérablement plus fort que son ennemie, l'Allemagne hitlérienne, bien que cette dernière, au moment de l'attaque contre notre pays, ait disposé non seulement des ressources économiques et humaines de son territoire, mais aussi de celles qui se trouvaient sur les territoires de France, de Tchécoslovaquie, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, de Hongrie, de Roumanie, d'Espagne et d'une série d'autres pays.

Durant les années d'avant guerre, de même qu'à l'heure actuelle, les efforts principaux de notre peuple étaient orientés vers la construction pacifique. L'Union soviétique menait fermement et avec esprit de suite une politique extérieure pacifique. En même temps, notre parti n'a jamais oublié le danger de guerre, les menées des impérialistes, et, sous la sage direction stalinienne, il a préparé le pays et l'armée à la défense active. Cette préparation consistait en premier lieu à créer des ressources matérielles capables d'assurer en cas de

guerre l'organisation rapide de la production de guerre et le ravitaillement régulier de l'armée et de la population en produits alimentaires et celui de l'industrie en matières premières. Notre parti a réalisé cette tâche difficile grâce à la politique d'industrialisation du pays et de collectivisation de l'agriculture au cours des trois quinquennats staliniens d'avant guerre. C'est précisément durant ces années que s'est produite la transformation historique à la suite de laquelle notre pays, autrefois agraire, est devenu un pays industriel.

La réalisation des plans quinquennaux de développement de l'économie nationale a beaucoup élevé la puissance défensive de l'Etat soviétique. Déjà, le premier quinquennat avait obtenu des résultats permettant de conclure que l'Union soviétique, jadis pays faible et mal préparé à sa défense, s'était transformée en un pays puissant du point de vue de sa capacité de défense, prêt à toutes les éventualités, capable de produire sur une grande échelle toutes les armes de défense modernes et de les fournir à son armée en cas d'attaque venue de l'extérieur.

Ayant assuré la poursuite de l'industrialisation du pays, le deuxième quinquennat et les premières années du troisième quinquennat avaient encore renforcé la puissance défensive de l'Union soviétique. On avait créé une base économique qui nous permettait d'être prêts pour la guerre, de faire face à toutes ses exigences et de supporter durant quatre ans toutes ses épreuves.

Pendant la période d'avant guerre, on avait également pris des mesures pour renforcer notre armée. A la suite de l'important travail effectué en ce sens par le parti, le gouvernement et tout le peuple soviétique, sous la direction du camarade Staline, l'Armée soviétique s'était transformée en une force puissante, redoutable. Le rééquipement technique de l'armée et l'application de la thèse stalinienne sur la nécessité de développer toutes les armes avaient joué dans cette transformation un rôle important.

Après la première guerre mondiale, la science militaire bourgeoise n'avait pas pu résoudre la question du juste rapport des différentes armes. Toutes sortes de « théories » étaient apparues sur le rôle prépondérant de telle ou telle arme, de telle ou telle technique militaire. Ces « théories » avaient été mises en pratique dans plusieurs cas. Par exemple, le commandement militaire hitlérien avait accordé une attention particulière au développement des tanks, espérant, avec leur aide, remporter une victoire rapide dans la guerre. La deuxième guerre mondiale a montré l'inanité de ces espoirs.

Dans notre pays, dès les années d'avant guerre, on avait créé une artillerie de première classe, de puissantes unités blindées et motorisées, une aviation moderne, le tout équipé d'une technique d'avant-garde et on avait commencé la construction d'une grande Flotte militaire maritime. Cela avait porté à un niveau élevé la capacité de défense et la préparation au combat des Forces armées de l'Union soviétique.

La guerre a commencé. Elle exigeait l'utilisation intelligente et juste des possibilités matérielles créées. Grâce au travail d'organisation du parti, cette tâche a été résolue elle aussi avec beaucoup de succès.

Le passage de notre industrie à la production de guerre, qui avait commencé dès les premiers jours de la guerre, a été terminé pour l'essentiel en trois ou quatre mois, et la mise sur pied de guerre

de toute l'économie a demandé près d'un an. Il est indispensable à ce sujet de tenir compte que cette réorganisation s'est poursuivie dans des conditions incroyablement difficiles, alors qu'une partie importante de notre territoire était soumise à l'occupation ennemie et qu'il fallait transporter un grand nombre d'entreprises vers l'Est. Tout cela créait de grandes difficultés supplémentaires. Il suffit de dire que les régions industrielles que nous avions temporairement perdues fournissaient en temps de paix un tiers de toute la production industrielle de l'Union soviétique. Plus de 1.300 grandes entreprises d'Etat durent être transférées dans les régions de l'Est. On avait également évacué dans ces régions des millions de gens et une énorme quantité de biens matériels. Aucun pays belligérant n'a eu à réorganiser son économie sur le pied de guerre dans des conditions aussi difficiles.

Dans un court laps de temps, on a créé une économie de guerre organisée et en développement rapide, une économie de guerre qui avait pour base non seulement les entreprises existantes, mais aussi les entreprises nouvellement construites.

Durant les années d'une guerre difficile, notre industrie et notre agriculture socialistes ont réalisé leurs tâches avec succès. C'est une confirmation éloquente de la perspicacité de la politique de notre parti qui sait voir loin en avant et résoudre avec sagesse les problèmes les plus complexes. (*Applaudissements.*)

La guerre a montré qu'il existe dans notre pays une unité du peuple dont aucun Etat capitaliste ne peut même rêver.

Dès avant la guerre, la victoire du socialisme en U.R.S.S. avait assuré la liquidation définitive des vestiges des classes exploiteuses et le rassemblement des ouvriers, des paysans et des intellectuels dans un front uni des travailleurs. Dès ce moment-là, l'unité politique et morale de la société soviétique s'était formée dans notre pays, l'amitié des peuples de l'Union soviétique s'était affermie, la démocratisation complète de la vie politique du pays avait été réalisée.

En attaquant notre pays, les ennemis comptaient sur la fragilité de l'arrière soviétique et du régime soviétique ; ils espéraient qu'il y aurait des conflits entre les ouvriers et les paysans soviétiques, des discordes et des désaccords entre les peuples de l'U.R.S.S. Les espoirs de l'ennemi ne se sont pas justifiés. Il s'est produit autre chose. Le grand danger qui menaçait l'Union soviétique a uni encore plus étroitement les Soviétiques autour du parti communiste, du gouvernement soviétique du camarade Staline et a suscité dans notre peuple un essor sans précédent du patriotisme soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour la liberté et l'indépendance de leur patrie, les Soviétiques ont travaillé avec ardeur et abnégation à l'arrière, ils ont combattu courageusement et vaillamment sur le front, supporté des privations innombrables et consenti de grands sacrifices. La guerre a montré que notre peuple soviétique est un peuple de héros. Il peut faire des merveilles et sortir vainqueur des épreuves les plus difficiles. (*Applaudissements.*)

L'arrière de notre pays, qui est le plus solide au monde, assurait non seulement les besoins matériels, mais aussi les besoins moraux de l'armée ; c'est de là que lui venaient les idées et les sentiments, les idées les plus avancées, les idées du parti communiste, les idées du marxisme-léninisme ; de là il tirait sa certitude inébranlable, profonde de notre victoire.

Pendant la guerre, le parti expliquait aux combattants soviétiques la signification et les objectifs de la guerre, il les éduquait dans l'amour de la patrie et la haine de l'ennemi, il renforçait leur esprit combatif, il les incitait à accomplir des exploits.

Les paroles du parti, les paroles du grand Staline ont mis entre les mains des Soviétiques une arme d'une force exceptionnelle : la profonde certitude du triomphe de notre juste cause. Rappelez-vous, camarades, les jours sombres de l'automne 1941 lorsque les hitlériens approchaient de Moscou, la capitale de notre patrie. Les ennemis se réjouissaient et se préparaient à fêter la victoire. Ceux qui aujourd'hui outre-Atlantique préparent une nouvelle guerre attendaient aussi la fin prochaine du pouvoir soviétique.

Et voici que dans ces jours difficiles, le camarade Staline a présenté le 6 novembre un rapport sur le 24e anniversaire de la grande Révolution d'octobre et a prononcé le lendemain sur la tribune du mausolée de Lénine un discours devant les troupes qui allaient participer à la parade.

Malgré la situation du moment, critique pour le pays et l'armée, le camarade Staline a déclaré que notre victoire ne pouvait faire aucun doute et il a ouvert sur la guerre des perspectives qui par leur hardiesse ont surpris bien des gens. Il a dit que l'Armée soviétique était capable non seulement d'anéantir les hordes pillardes des envahisseurs fascistes, mais aussi de libérer les peuples asservis d'Europe.

Il est difficile de surestimer la force de ces interventions du camarade Staline. Comme un projecteur, elles ont éclairé la voie de notre lutte, elles ont élevé le moral de notre peuple et de nos troupes, elles ont donné courage à tous les amis de l'Union soviétique à l'étranger et provoqué l'inquiétude dans le camp de l'ennemi.

Tout s'est passé précisément comme l'avait dit le camarade Staline. (*Vifs applaudissements prolongés.*) L'Armée soviétique a non seulement balayé l'ennemi de la terre natale, mais elle a rempli aussi sa grande mission libératrice.

Dans son rapport, le camarade Malenkov a parlé de la grande confiance que, dans les jours de la guerre, notre peuple a accordée au parti communiste. Elle s'est traduite notamment par l'importante augmentation des effectifs du parti pendant la période de la guerre et, à cet égard, il est particulièrement caractéristique que le plus grand afflux de demandes d'adhésion ait été observé dans les périodes où la situation sur le front ne nous était pas favorable. Cela montre les liens très solides qui unissent notre parti aux masses et cela confirme la justesse de sa ligne.

Le critère le plus complet, le plus décisif de la justesse de la politique et de la direction de notre parti dans les questions militaires est évidemment l'issue de la dernière guerre, notre victoire complète sur l'ennemi, remportée grâce aux efforts communs du peuple et de l'armée.

La guerre a montré que l'Union soviétique dispose d'une armée de premier ordre, dotée d'un armement tout à fait moderne, possédant un commandement très expérimenté et des qualités morales et combatives incomparables. La guerre a confirmé avec une force nouvelle que notre armée est une armée de type nouveau, qu'elle est une armée véritablement populaire, l'armée de la fraternité entre les nations de notre pays, une armée éduquée dans l'esprit de l'internationalisme. La guerre a montré ensuite que les combattants de notre

armée sont forts parce qu'ils sont convaincus de la justesse des guerres que notre pays est obligé de mener et parce qu'ils sont conscients, élément comme on le sait très important, qui assure la victoire.

Les combattants soviétiques, éduqués dans l'esprit de la responsabilité personnelle pour la défense de la patrie, comprenaient que dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne ils défendaient ce qu'ils y a de plus cher, la liberté et l'indépendance de leur patrie. Ce noble objectif a donné naissance parmi les combattants, fils de tous les peuples de l'Union soviétique, à un héroïsme de masse. Le camarade Staline a maintes fois souligné dans ses ordres du jour les remarquables actions militaires et l'héroïsme des soldats et des officiers de toutes les armes : fantassins, artilleurs, tankistes, aviateurs, marins. Toutes les armes de nos Forces armées ont apporté leur contribution à la victoire sur l'ennemi.

Au cours des années de guerre, les troupes soviétiques ont remporté sous la direction de leurs chefs glorieux de nombreuses victoires remarquables dont notre peuple est fier à juste titre. Toutes ces victoires vivront dans les siècles. Chacune d'entre elles est une page d'or dans l'histoire militaire de notre peuple. (*Applaudissements enthousiastes.*)

L'écrasement des troupes fascistes allemandes devant Moscou qui a brisé le plan ennemi pour l'encerclement et la prise de notre capitale et en même temps le plan de guerre « éclair » ; la grande bataille de Stalingrad qui s'est terminée par l'encerclement, l'écrasement et la capture d'une armée ennemie d'élite comptant 330.000 hommes et qui a marqué le début du tournant radical dans le déroulement de la deuxième guerre mondiale ; l'écrasement des troupes hitlériennes sur les contreforts du Caucase qui a fait échouer les plans ennemis visant à atteindre nos régions pétrolifères et à détourner nos réserves principales vers le sud ; la bataille de Koursk qui a mis fin à la stratégie offensive des hitlériens ; les dix coups staliniens foudroyants de 1944 qui ont porté les actions militaires hors de notre patrie et qui ont provoqué l'écroulement complet du bloc hitlérien ; les victoires finales de 1945 avec les brillantes opérations en Prusse orientale, sur la Vistule et sur l'Oder, devant Budapest et Vienne, et enfin la prise de Berlin, telles sont les plus glorieuses victoires de nos armées, qui ont conduit à l'écrasement et à la capitulation sans conditions de l'Allemagne hitlérienne. Il ne faut pas oublier non plus les opérations victorieuses de nos armées pour écraser le Japon impérialiste.

Chacune de ces victoires est le résultat de la vaillance, du courage et des exploits sans précédent des soldats et des officiers de tous les grades ainsi que des efforts héroïques des travailleurs de l'arrière. Ce sont eux, les hommes soviétiques, qui par leur travail et leur maîtrise militaire, avec leur sueur et leur sang, ont remporté de glorieuses victoires et ont sauvé leur pays de l'asservissement. (*Applaudissements.*)

Chacune de ces victoires est l'incarnation de l'art militaire soviétique, de la maîtrise des officiers et des généraux soviétiques, le triomphe de la science militaire stalinienne, le triomphe de l'art du commandement de notre guide et Commandant en chef, le camarade Staline. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Le camarade Staline a dirigé la lutte du peuple soviétique et des forces armées contre l'invasion étrangère. C'est sous sa direction

immédiate, selon ses idées géniales, qu'ont été préparées et réalisées toutes les opérations décisives de la Grande guerre patriotique et qu'ont été écrasés l'Allemagne hitlérienne et le Japon impérialiste.

Quand on parle de notre victoire sur les forces du fascisme, on ne peut manquer de rappeler qu'avec l'Armée soviétique, la glorieuse Armée polonaise et le glorieux Corps tchécoslovaque (*applaudissements*), créés pendant la guerre sur le territoire de l'Union soviétique, y ont apporté leur contribution. Luttant au coude à coude avec les troupes soviétiques contre l'ennemi commun, les combattants des unités polonaises et tchécoslovaques ont effectivement montré leur courage et leur maîtrise militaire. Leurs actions militaires couronnées de succès ont été maintes fois soulignées dans les ordres du jour du Commandant en chef, le camarade Staline. Dans la dernière étape de la guerre, les armées roumaine et bulgare ont pris part à la lutte armée contre le fascisme et ont également fait preuve de bonnes qualités militaires.

Notre pays est sorti de la guerre fort et solide. Les impérialistes qui comptaient sur l'affaiblissement et l'épuisement de l'Union soviétique ont dû déchanter.

Grâce à notre victoire, les peuples des pays d'Europe du Centre et du Sud-Est ont eu la possibilité de renverser le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes et d'instaurer dans leur pays le régime démocratique populaire. Du fait que ces pays et une série de pays d'Asie se sont détachés du système du capitalisme, un tiers de l'humanité est aujourd'hui débarrassé à jamais du joug impérialiste.

Le résultat de la guerre a montré au monde entier quelle force puissante représente notre Union soviétique. Les années d'après guerre ont montré à nouveau la force de notre Etat.

Etant donné l'importance des destructions causées par la guerre à l'économie de notre pays, le peuple soviétique s'est également heurté à de nombreuses difficultés pour résoudre les tâches de la période d'après guerre. Les ennemis de l'Union soviétique avaient également misé sur cela dans leurs calculs ; ils espéraient que nous ne pourrions pas surmonter ces difficultés avec nos seules forces. Mais le peuple soviétique dirigé par son parti communiste s'est également tiré avec honneur de ces dures épreuves en trouvant les forces et les ressources non seulement pour panser les blessures causées par la guerre, mais aussi pour donner un puissant essor à l'industrie et aux transports, à l'agriculture, à la vie culturelle et au bien-être matériel des travailleurs. Cela fut réalisé durant les années du quatrième quiquennat dont les résultats sont bien connus de tous.

Le succès qui a couronné la réalisation du quatrième plan quinquennal a été un nouveau triomphe de la politique de nôtre parti.

Par suite des victoires historiques remportées par l'Union soviétique dans les années de la guerre et des remarquables succès obtenus dans la période d'après guerre, notre paya a connu un renforcement sans précédent.

On peut déclarer sans aucune exagération qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir, dans quelque Etat bourgeois que ce soit, de situation intérieure aussi solide et aussi inébranlable que celle de l'Union soviétique aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

L'Union soviétique est aujourd'hui un Etat socialiste fortement organisé, disposant d'une industrie de premier ordre, de transports bien développés, d'une agriculture hautement productive.

La vie économique de notre pays est déterminée par le plan économique d'Etat qui a pour but d'accroître la richesse sociale, d'assurer une augmentation incessante du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'Union soviétique et d'accroître sa capacité de défense.

Le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'Union soviétique soumis au congrès du parti a également pour but de réaliser ces tâches. Le projet incarne la grande force du régime socialiste et reflète la loi économique fondamentale du socialisme qui consiste à assurer la satisfaction maximum des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

C'est ce que montre en premier lieu l'élévation, prévue par le projet de directives, d'environ 70 % du niveau de la production industrielle au cours du quinquennat, l'accroissement annuel moyen de la production globale de l'industrie étant d'environ 12 % et l'accroissement de la production des moyens de production étant prépondérant. Le résultat, c'est que le volume de la production industrielle en 1955 sera le triple de celui de 1940.

En témoignent aussi les rythmes rapides de développement des principales branches de l'industrie, l'accroissement du revenu national au cours du quinquennat de 60 % au moins, l'augmentation du salaire réel des ouvriers et des employés d'au moins 35 %, l'augmentation des revenus des kolkhoziens de 40 % au minimum, l'extension considérable du commerce et beaucoup d'autres indices.

Les tâches envisagées dans le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal assurent un nouvel et puissant développement de la technique d'avant-garde, des machines, des machines-outils et des appareils de haute précision ; celui-ci à son tour entraînera une augmentation correspondante du nombre des ingénieurs, techniciens et ouvriers hautement qualifiés. Cela aura une grande importance positive tant pour la consolidation ultérieure de notre économie que pour l'élévation de la capacité de défense du pays, car la guerre moderne exige de nombreux types d'armements basés sur les dernières réalisations de la science et de la technique.

L'accroissement de la production des principaux produits agricoles dans les proportions de 40 à 70 % et l'augmentation considérable de la production de l'élevage prévus par le projet de directives témoignent du nouvel essor que connaîtra notre agriculture au cours de ces prochaines années.

Les tâches fixées par les directives en matière d'instruction publique : élargir sensiblement l'enseignement moyen général et commencer à réaliser l'enseignement polytechnique dans l'école moyenne ont une grande importance nationale. L'exécution pratique de ces tâches élèvera encore le niveau culturel de notre peuple, donnera de nouveaux cadres bien instruits et techniquement formés de bâtisseurs du communisme et de défenseurs de la patrie. L'enseignement polytechnique obligatoire est nécessaire, comme le dit le camarade Staline, pour que les membres de la société soient à même de choisir librement une profession et qu'ils ne soient pas rivés à une seule profession pour toute la durée de leur vie.

La politique nationale léniniste-stalinienne de notre parti visant à la consolidation de l'amitié entre les peuples, à l'épanouissement éco-

nomique et culturel encore plus complet de toutes les républiques fédérées, trouve son expression concrète dans le projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal comme d'ailleurs dans tous les quinquennats précédents. Les camarades qui ont pris la parole ici ont cité beaucoup de faits et de chiffres éloquents, caractérisant l'essor économique et culturel impétueux des républiques fédérées sous le pouvoir soviétique et en particulier dans la période d'après guerre. Le nouveau quinquennat sera marqué par un nouvel et puissant développement de l'économie nationale dans les républiques de l'Asie centrale, de Transcaucasie, en Biélorussie, en Ukraine et dans toutes les autres républiques.

De grandes tâches sont prévues pour développer toutes les branches de l'économie et de la culture dans les Républiques socialistes soviétiques de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie dont les peuples sont entrés peu avant la guerre dans la famille soviétique fraternelle et s'étaient trouvés jusque-là sous le pouvoir de gouvernements bourgeois.

Au cours du quatrième quinquennat, les républiques soviétiques baltes ont obtenu, malgré les dures conséquences de la guerre, d'importants succès dans le dévelopement de l'économie nationale et surtout de l'industrie. Les directives au sujet du nouveau plan quinquennal assurent un nouvel essor de l'économie nationale de ces républiques.

Le projet de directives au sujet du cinquière plan quinquennal prouve une fois de plus que le peuple soviétique consacre toutes ses forces à l'édification pacifique et n'aspire pas à la guerre. En même temps, nous ne cachons pas que notre économie peut être mise sur le pied de guerre dans les délais les plus brefs.

Sous la direction de notre parti, le peuple soviétique réalise le passage graduel du socialisme au communisme. Dans son nouvel et remarquable ouvrage, *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, le camarade Staline indique que pour préparer ce passage il est nécessaire d'assurer solidement la croissance continue de toute la production sociale, primauté étant accordée à la croissance de la production des moyens de production ; de porter, par étapes graduelles, la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété de tout le peuple, de substituer à la circulation des marchandises, par étapes graduelles également, un système d'échange des produits ; de parvenir enfin à un essor culturel de la société assurant à tous ses membres le développement de leurs dons physiques et intellectuels dans tous les domaines.

Le programme de développement de notre pays prévu par le projet de directives est précisément dirigé dans le sens indiqué par le camarade Staline. L'accomplissement des tâches prévues par les directives au sujet du cinquième plan quinquennal assurera à notre peuple de nouveaux succès dans tous les domaines de l'édification communiste.

Les tâches posées par le nouveau plan quinquennal contiennent de grandes exigences à l'égard des organisations du parti, des soviets, des organisations économiques, syndicales, des organisations du Komsomol et leur font un devoir de mobiliser les grandes masses de travailleurs pour l'accomplissement et le dépassement du nouveau plan quinquennal.

« *Il serait stupide de croire,* dit le camarade Staline, *que le plan de production se réduit à une énumération de chiffres et de tâches.*

En réalité, le plan de production, c'est l'activité vivante et pratique de millions d'hommes. La réalité de notre plan de production, ce sont les millions de travailleurs qui créent la vie nouvelle. »

Dans le passé, le peuple soviétique avait déjà maintes fois manifesté sa ferme volonté non seulement d'accomplir, mais aussi de dépasser les plans de l'économie nationale, grâce à quoi ces plans étaient réalisés avant terme. Cette volonté de notre peuple s'explique par le fait qu'il trouve dans les plans économiques l'expression de ses intérêts vitaux et qu'il voit de ses propres yeux que l'exécution des plans raffermit notre Etat soviétique, multiplie notre richesse sociale, améliore la vie des Soviétiques et, d'année en année, de quinquennat en quinquennat, rapproche notre pays de son but suprême, le communisme. (*Applaudissements.*)

La volonté des Soviétiques : accomplir et dépasser les plans de l'économie nationale, trouve son expression dans le développement de l'émulation socialiste du peuple tout entier. Il est hors de doute qu'au cours du nouveau quinquennat, cette méthode communiste de travail éprouvée deviendra celle des millions de Soviétiques qui l'utiliseront pour élever au maximum la productivité du travail, pour exécuter avant terme et dépasser avec la plus grande maîtrise toutes les tâches de la production.

L'expérience accumulée pendant de longues années de l'édification socialiste nous montre que les succès économiques dépendent directement de la trempe idéologique, marxiste-léniniste, de nos cadres, de tous les membres du parti et du niveau de la conscience politique des grandes masses travailleuses.

Au cours de ces dernières années, notre parti a déployé une grande activité pour développer et améliorer le travail idéologique. Les tâches de l'édification communiste exigent un nouvel essor du travail idéologique du parti, un nouveau développement du travail de propagande et l'élévation du niveau théorique des membres du parti. C'est là une des conditions principales de notre mouvement en avant.

Camarades !

Le rapport d'activité du C.C. présenté par le camarade Malenkov au congrès du parti contient une analyse profonde et détaillée de la situation internationale. Une des caractéristiques les plus marquantes de la situation internationale actuelle, c'est son aggravation, c'est le renforcement par les impérialistes des préparatifs en vue d'une guerre contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire.

Profitant de la situation qui s'est créée après la guerre, les Etats-Unis sont ouvertement passés à une politique visant à l'instauration de la domination américaine sur le monde entier. Ces derniers temps, les monopolistes des Etats-Unis tentent de voiler cette politique par des phrases pompeuses sur « la collaboration et les actions concertées entre les pays du monde non communiste ». Mais ces messieurs ont beau s'ingénier, il est clair que leurs plans et leurs desseins ne se distinguent en rien des plans et des desseins de Hitler et de ses complices qui eux aussi voulaient établir la domination mondiale, mais se sont cassé les reins dans cette entreprise. Il serait bon que les nouveaux prétendants à la domination mondiale ne l'oublient pas.

Au cours de ces dernières années, les effectifs des troupes terrestres et des forces aériennes se sont sensiblement accrus dans tous les pays agressifs. Ainsi aux Etats-Unis, les effectifs de toutes les

forces armées ont plus que sextuplé par rapport à 1939. Les effectifs des forces armées régulières de la Grande-Bretagne ont été multipliés par 2,5 par rapport à la période d'avant guerre. Sur ordre de l'Amérique, des forces armées sont créées en Allemagne occidentale et au Japon et on forme une armée dite européenne qui, d'après les plans des impérialistes, doit sensiblement augmenter vers la fin de cette année.

Sous le couvert de discours fallacieux à propos de son attachement à la paix, le gouvernement américain organise et aménage sur une grande échelle des bases militaires en dehors de son pays et principalement sur les territoires d'Allemagne occidentale, de France, de Grande-Bretagne, du Maroc français, de Turquie et du Japon. L'Amérique crée aussi ses bases navales de préférence en territoire étranger et avant tout sur les mers qui sont incluses dans les frontières du bloc Atlantique-nord.

Il n'est guère difficile de deviner que les Etats-Unis aménagent toutes ces bases militaires de telle façon qu'elles encerclent l'Union soviétique, ceci afin de se créer des conditions favorables en cas de guerre.

Ces derniers temps, les généraux du bloc atlantique qui, sur l'ordre de leurs maîtres de Wall Street, vont de pays en pays, font preuve d'une grande activité belliciste. Tantôt ils inspectent les troupes, tantôt ils effectuent des manœuvres terrestres, navales et aériennes, tantôt ils rôdent le long des frontières soviétiques. Rien qu'au cours de ces trois derniers mois, une dizaine de représentants marquants de la clique militaire américaine et britannique a visité la frontière soviéto-turque. L'apparition de ces chacals en uniforme près de nos frontières n'est nullement le fait du hasard. C'est là un des éléments de la préparation, par les impérialistes, d'une guerre contre l'U.R.S.S.

Cela prouve également que le gouvernement actuel de la Turquie, ayant perdu tout sentiment de responsabilité vis-à-vis du sort de son peuple et s'étant transformé en un appendice du bloc américano-britannique, entraîne son pays dans la voie de dangereuses aventures.

Récemment, non loin des frontières de l'Union soviétique, dans la zone située entre les côtes Nord de la Norvège et l'île danoise de Bornholm, ont eu lieu des manœuvres combinées des forces navales du bloc atlantique. Neuf pays ont pris part à ces manœuvres. A l'exception de la Norvège et du Danemark, les autres pays participant aux manœuvres n'ont pas d'intérêts directs dans la zone de la Baltique.

Les agissements et les intentions du camp impérialiste dirigé par l'actuel gouvernement de l'Amérique revêtent un caractère agressif et provocateur évident.

Bien sûr, il ne faut pas sous-estimer les forces du camp agressif, mais il ne faut pas non plus les surestimer. Ces forces portent en elles tous les vices du système impérialiste qui les a engendrées.

Il ne faut pas oublier que le camp capitaliste groupe des Etats qui ne jouissent pas de droits égaux et qu'il est déchiré par de graves contradictions internes. Arborant le drapeau de l'anticommunisme, les leaders de ce camp prétendent qu'ils créent la « communauté des pays libres ». Mais en fait de quelle communauté de pays libres peut-il être question ? Est-ce que les peuples des pays entraînés dans l'orbite des Etats-Unis veulent participer à cette « communauté » ? Sont-ils alléchés par la perspective d'une nouvelle guerre pour les intérêts de pillages des monopoles américains?

Pour cette raison, les milieux gouvernants des pays capitalistes enveloppent les peuples de mensonges, répandent des contes à dormir debout sur l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, crient qu'il est nécessaire de « libérer » ces pays du communisme. Les représentants des milieux gouvernants américains font preuve à cet égard d'un zèle tout particulier. Ils en arrivent même à préconiser la « libération » par la force des armes d'une partie considérable de l'Europe et de l'Asie, en désignant la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, la Chine, la République populaire mongole et d'autres pays.

Ces plans insensés provoquent l'étonnement, même dans le camp bourgeois. Les représentants les plus lucides de ce camp demandent : Mais les peuples dont il est question désirent-ils être « libérés » ?

C'est là une question raisonnable. En effet les peuples des pays mentionnés n'ont pas besoin des services de tels « libérateurs ». Si ces peuples ont réellement besoin de se libérer définitivement de quelqu'un, c'est des espions, des agents de diversion et des terroristes qu'y envoient continuellement les Américains. (*Applaudissements.*) Aucune autre « libération » ne leur est nécessaire, d'autant plus que le monde entier sait ce que signifie la « libération à l'américaine ». Dans le passé, c'était l'extermination inhumaine des tribus indiennes de l'Amérique du Nord, la répression cruelle contre le peuple philippin, l'intervention militaire contre la jeune République soviétique. A l'heure actuelle, la « libération à l'américaine », c'est la guerre de pillage et de conquête en Corée, les bombardements barbares des villes et des villages paisibles de Corée, l'extermination des femmes et des enfants avec des bombes et des bactéries meurtrières.

Les impérialistes américains couvrent leur brigandage du mensonge de la « libération ». Mais le mensonge ne leur sera d'aucune aide. Le mensonge a les jambes courtes. Avec de telles jambes on ne saurait aller loin. (*Applaudissements.*)

Actuellement, le gouvernement des Etats-Unis est sérieusement inquiet de la « solidarité politique et morale » insuffisante des pays adhérant au bloc atlantique. Et probablement, de ce fait, on exalte particulièrement l'aide américaine aux pays qui font partie de ce bloc. Mais la signification de l'« aide » américaine est suffisamment connue. C'est le pillage direct de ces pays et leur subordination à la domination américaine. Prêtant « aide » à ses satellites, le gouvernement américain s'en tient à la règle en usage dans le monde du capitalisme : « Prends ce dont nous n'avons pas besoin », en écoulant ses rossignols et ses armements périmés. L'aide militaire et économique aux autres Etats est employée pour les entraîner à la préparation active d'une nouvelle guerre mondiale.

Caractérisant la situation actuelle qui s'est créée dans le monde capitaliste, le camarade Staline dit : « *En apparence, la « sérénité » règne partout : les Etats-Unis ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des Etats-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse maintenir « pour l'éternité », que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis, qu'ils n'essaieront pas de s'arracher du joug américain pour s'engager sur le chemin de l'indépendance.* »

Les contradictions et les difficultés intérieures des participants

du bloc atlantique empêchent la réalisation de leurs plans agressifs. Mais notre puissant camp de la paix et de la démocratie les empêche davantage encore.

Les travailleurs des Etats démocratiques populaires ont remporté des succès remarquables sous la direction de leurs partis communistes et ouvriers dans tous les domaines de la vie économique, étatique et sociale. Ces succès sont la preuve concrète que les pays du camp démocratique sont devenus beaucoup plus forts qu'ils n'étaient avant la guerre, sous les anciens régimes antipopulaires.

Les pays du camp démocratique populaire ont organisé entre eux une collaboration économique permanente. A la base de cette collaboration se trouve le désir sincère de s'entraider et de stimuler l'essor économique général, ce qui assure des cadences rapides du développement de l'industrie dans ces pays.

Telle est la différence dans les rapports entre les pays du monde du capitalisme et ceux du monde du socialisme. Chez les capitalistes, ce sont des rapports de domination et de subordination menant à la ruine et à l'asservissement des pays d'économie débile. Chez nous, ce sont des rapports fondés sur l'égalité en droits, des rapports d'amitié fraternelle menant à l'essor économique général.

Le camp de la paix et de la démocratie, qui s'étend de l'Elbe au Pacifique, est pénétré de l'enthousiasme de l'édification pacifique et du désir de maintenir la paix pendant de longues années. Mais il importe de remarquer qu'en cas de nécessité il possède des forces armées tout à fait modernes et suffisamment puissantes.

Que messieurs les capitalistes sachent et se rappellent qu'une nouvelle guerre mondiale est plus dangereuse pour le capitalisme que pour le camp de la démocratie. S'ils la déclenchent, cela suscitera une puissante riposte armée de tous les peuples attachés à la liberté qui ne ménageront pas leurs forces pour en finir à jamais avec le capitalisme. (*Vifs applaudissements.*)

Quoi qu'il en soit, nous sommes tenus de faire constamment preuve d'une haute vigilance et d'élever notre capacité de riposte à l'agresseur. L'expérience historique nous enseigne que plus les positions de l'impérialisme faiblissent, plus de ce fait augmente le danger d'aventures militaires de sa part, et plus fortes sont les intentions des impérialistes de rétablir leurs affaires chancelantes aux dépens de l'Union soviétique.

Ainsi il nous est nécessaire aujourd'hui comme hier de renforcer par tous les moyens notre Armée, notre Aviation et notre Flotte militaire maritime. L'incessante préparation au combat de nos Forces armées et des forces armées de tout le camp démocratique est la garantie la plus sûre contre toute éventualité.

Notre Armée et notre Flotte ont pour but la défense de leur patrie, la protection du travail pacifique du peuple soviétique. Nous sommes pour la paix et nous faisons une politique de paix, une politique visant à prévenir la guerre. Cependant, toutes les propositions du gouvernement soviétique visant à assurer la paix sont repoussées par le gouvernement américain et par ses sous-ordres. Elles sont déclinées parce que ces propositions font échouer la besogne des fauteurs de guerre et leurs plans agressifs. Des menaces haineuses sont proférées et les manœuvres d'intimidation les plus absurdes mises en œuvre contre l'Union soviétique.

A cela, nous ne pouvons que dire :

C'est en vain que vous vous mettez en quatre messieurs les impérialistes ! Le grand peuple soviétique n'est pas au nombre des peureux et les menaces ne l'intimideront pas. Eh bien, si les affaires en viennent aux dernières extrémités, notre peuple saura se défendre et sauvegarder les intérêts de sa patrie. (*Vifs applaudissements.*) Si cela est nécessaire, les Forces armées soviétiques sauront donner la riposte à tout agresseur suivant toutes les règles de l'art militaire soviétique. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Camarades !

Le présent congrès de notre parti accomplit son travail en des jours qui nous rapprochent du 35e anniversaire de la grande Révolution socialiste d'octobre.

A la veille de la Révolution d'octobre, la Russie était au seuil de l'abîme : elle était menacée de perdre son indépendance nationale et d'être réduite à l'état de colonie des impérialistes étrangers. La Russie avait été acculée à cette situation par ses classes gouvernantes — les propriétaires fonciers et les capitalistes.

La grande Révolution socialiste d'octobre a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de notre patrie. Notre parti, après avoir organisé l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, est parvenu, par cette révolution, à renverser le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, à organiser la dictature du prolétariat, à liquider le capitalisme, à détruire l'exploitation de l'homme par l'homme et il a assuré la construction de la société socialiste.

Sous la direction du parti, notre peuple a réalisé le précepte du grand Lénine sur la transformation de notre pays en pays riche et puissant.

Maintenant, la tâche principale de notre parti est de construire la société communiste en passant graduellement du socialisme au communisme. L'exécution du cinquième quinquennat stalinien sera un pas important dans cette voie.

Les victoires de notre peuple ont une importance historique mondiale. Nous sommes déjà entrés depuis longtemps dans la phase où les travailleurs du monde entier voient les résultats concrets de la grande œuvre que nous accomplissons. Grâce aux succès de l'édification socialiste, notre pays est devenu un centre d'attraction pour les travailleurs, pour les hommes avancés du monde entier. D'après l'exemple de notre pays, tous les gens non prévenus voient ce que les travailleurs peuvent obtenir quand ils dirigent eux-mêmes l'Etat et quand ils sont guidés par un parti tel que le nôtre.

La force de notre parti est dans la théorie avancée qui le guide, dans la théorie marxiste-léniniste; la force de notre parti est dans ses liens étroits, indissolubles avec le peuple, dans sa capacité à entraîner les masses pour la réalisation de tâches historiques; la force de notre parti est dans son unité monolithique.

Notre parti est arrivé à son XIXe congrès uni et étroitement groupé autour du Comité central léniniste-stalinien, autour du camarade Staline. (*Vifs applaudissements.*)

Vive le grand et invincible drapeau de notre parti, le drapeau de Lénine et de Staline! (*Applaudissements prolongés.*)

Vive notre guide et éducateur, le grand Staline! (*Tonnerre d'applaudissements prolongés. Tout le monde se lève. Acclamations : « Pour le grand Staline, hourra ! ».*)

DISCOURS
DU CAMARADE A. MIKOIAN



CAMARADES!

Le compte rendu d'activité du Comité central du parti, le projet de directives pour le cinquième plan quinquennal, le projet des statuts modifiés du parti et l'ouvrage génial du camarade Staline sur les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., publié à la veille du congrès, éclairent du vif génie stalinien aussi bien le chemin parcouru, de grande portée historique, que la voie en avant conduisant vers un avenir communiste de plus en plus concret.

Notre puissant parti, réuni en son XIX^e^ congrès, rend un hommage mérité à celui qui nous a éduqués, qui nous a organisés, qui nous a conduits à travers toutes les difficultés et épreuves, et qui nous guide avec assurance vers le triomphe complet du communisme, un hommage au génial Staline, le grand architecte du communisme. (*Applaudissements enthousiastes.*)

La loi économique fondamentale du socialisme et la loi économique fondamentale du capitalisme actuel découvertes et nettement formulées par le camarade Staline dans son nouvel ouvrage sur les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., ce trésor d'idées, ont une importance toute particulière.

L'essence de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel consiste à assurer le maximum de profit par l'exploitation de l'homme par l'homme. Au contraire, l'essence de la loi économique fondamentale du socialisme consiste à assurer au maximum la satisfaction des besoins sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant sans cesse la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

Le camarade Staline a également déterminé la portée de la loi, importante pour nous mais non fondamentale, du développement harmonieux et proportionné de l'économie nationale. Il a démontré que l'action de cette loi ne peut se manifester dans toute sa plénitude que si elle s'appuie sur la loi économique fondamentale du socialisme.

Le camarade Staline a justifié le caractère objectif des lois économiques du socialisme et, par là même, il a renforcé davantage encore notre parti, a consolidé le fondement scientifique de sa politique.

Le camarade Staline a administré à temps une douche froide aux camarades qui se sont emballés et chez qui nos grandioses succès ont provoqué le vertige. Ils se sont imaginé que, maintenant, les lois économiques objectives ne jouent plus, que maintenant, ce sont eux qui forment les lois et ceci les a amenés, pratiquement, dans le camp de l'idéalisme, les a conduits à l'aventurisme en matière de politique économique.

Le camarade Staline a montré de façon complète la confusion qui régnait dans la tête de certains camarades, les uns prétendant que la loi de la valeur ne joue pas, en général, en régime socialiste et, les autres, transportant aveuglément l'action de cette loi, dans toute son ampleur, dans la réalité socialiste, voire même dans la réalité communiste.

Le camarade Staline a montré nettement et clairement que la loi de la valeur continue d'agir chez nous étant donné que la production marchande se maintient. Mais cette loi exerce son action dans un cadre strictement limité, car notre production marchande est une production marchande d'un type particulier dont le champ d'action est limité aux objets de consommation personnelle.

Le nouvel ouvrage de Staline nous permet de comprendre les principales questions relatives au passage graduel du socialisme au communisme, à la création de la base matérielle et technique du communisme, aux voies menant à la liquidation des différences essentielles entre la ville et la campagne, des différences essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Ayant démontré que la différence entre les deux formes de la propriété socialiste — nationale ou collective (de groupe) — est à la base de notre circulation des marchandises, le camarade Staline a déterminé les voies permettant d'élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale, sur la base de quoi la circulation des marchandises doit graduellement céder la place à l'échange des produits. Cela aura également pour effet de faire cesser l'action de la loi de la valeur et des autres attributs de l'économie marchande.

Le camarade Staline a indiqué qu'il existait actuellement des embryons de l'échange des produits sous forme de « paiement en marchandises » de la production agricole au moyen de contrats conclus par l'Etat avec les kolkhoz cultivant le coton, le lin, la betterave à sucre, etc. Ce sont ces embryons qui doivent être favorisés dans toutes les branches de l'agriculture et se transformer en un vaste système d'échange de produits afin que les kolkhoz reçoivent pour leur production non seulement l'argent, mais surtout les articles dont ils ont besoin, au fur et à mesure de leur accumulation entre les mains de l'Etat. De ce fait, dans le domaine des échanges entre la ville et la campagne, une importante réorganisation du travail doit être effectuée dans les organismes commerciaux et de stockage.

Il faut, comme le conseille Staline, sans trop de précipitation, mais fermement et sans hésitation, « *que l'excédent de la production kolkhozienne soit éliminé de la circulation des marchandises et intégré au système d'échange de produits entre l'industrie d'Etat et les kolkhoz* », c'est-à-dire réduire pas à pas la sphère d'action de la circulation des marchandises et élargir la sphère d'action de l'échange des produits en incorporant dans le plan général d'Etat l'excédent de la production kolkhozienne ou, en d'autres termes, préparer le passage graduel au système communiste de la répartition des produits du travail. Comme le montre la pratique, le « paiement en marchandises » est avantageux pour les kolkhoz et, pour cette raison, l'extension du système d'échange des produits à tous les kolkhoz du pays apportera des avantages considérables à la paysannerie kolkhozienne.

A l'étape actuelle de l'histoire mondiale et de l'histoire de notre patrie, il est inconcevable de vivre, de construire et de lutter sans assimiler profondément tout le nouveau qu'a apporté Staline dans la science marxiste-léniniste sur les lois et les voies du développement social. (*Applaudissements.*)

Le camarade Staline éclaire notre vie de la vive lumière de la science, nous donne un programme d'action et oriente notre mouvement victorieux en avant vers le communisme.

Le camarade Staline nous enseigne que « *le socialisme ne peut vaincre que sur la base d'une haute productivité du travail, plus élevée qu'en régime capitaliste, sur la base d'une abondance de produits et de toute sorte d'objets de consommation, sur la base d'une vie aisée et cultivée pour tous les membres de la société.* »

Notre parti a obtenu un essor considérable de la production d'articles de grande consommation et des denrées alimentaires.

Le nouveau plan quinquennal prévoit encore un grand développement des industries légère et alimentaire.

L'accroissement plus rapide de la production des produits alimentaires les plus précieux est devenu une particularité caractéristique du développement de notre industrie alimentaire. Cela répond entièrement aux besoins toujours croissants de notre peuple.

Chez nous, la production et la consommation de produits tels que viande, lait, poisson, légumes, fruits, sucre, etc., s'accroît rapidement, ce qui se répercute déjà dans la croissance plus lente de la production du pain.

De même, la demande de la population en simples cotonnades passe à une demande d'étoffes de haute qualité en laine, soie, rayonne et cotonnades de qualité supérieure.

La demande est entièrement satisfaite pour des articles tels que le sel, les allumettes, le pétrole pour les besoins ménagers et, pour cette raison, leur production se développera faiblement. Cependant, tout dernièrement encore, la fourniture de ces marchandises à la campagne était l'objet de grandes préoccupations.

L'amélioration de la consommation de la population suppose un accroissement considérable de la production du pain de froment aux dépens du pain de seigle. Il est à noter également que la

production des articles de boulangerie en farine de froment, vendus à la pièce, a plus que doublé en 1952 par rapport à 1940 et continuera d'augmenter à l'avenir.

La production industrielle du pain, qui remplace de plus en plus la panification artisanale et domestique, se développe à une cadence rapide.

Il est à remarquer qu'en 1936, 353 villes étaient approvisionnées en pain fabriqué industriellement. En 1952, ce nombre s'est élevé à 1.104, soit 751 villes de plus qu'en 1936. Notre industrie de panification applique sur une large échelle la mécanisation et l'automatisation de la production. Les procédés essentiels de la fabrication sont mécanisés et automatisés de 78 à 98 %. A la fin de la période quinquennale, ce travail de mécanisation sera entièrement terminé.

Le plan quinquennal prévoit la construction d'un grand nombre de nouvelles usines de panification dans les régions qui en ont besoin, et ce besoin existe encore.

Les tâches des travailleurs de l'industrie de la panification consistent à améliorer dans toutes les villes du pays l'assortiment et les qualités gustatives et nutritives du pain et des articles de boulangerie et à élever la technique de la production jusqu'au niveau des entreprises modèles de Moscou et de Léningrad, et dans ces villes — à faire de nouveaux progrès.

Chez nous, la déshydratation des légumes et de la pomme de terre est fortement en retard.

Sur l'initiative du camarade Staline a été adopté un large programme qui prévoit la construction d'usines modernes pour la déshydratation de la pomme de terre et des légumes dont la puissance totale permettra à la fin du quinquennat de traiter 1.100.000 tonnes de pommes de terre et de légumes frais par an. Cela permettra de ravitailler les régions éloignées et septentrionales du pays et d'approvisionner sans à-coup la population en pommes de terre et en légumes, indépendamment de la saison.

On projette également d'accroître rapidement la production des légumes et des fruits congelés.

Le fonds marchand centralisé de la viande en 1952, par rapport à 1948 — première année après la suppression des cartes —, a été multiplié par 2,3. La production de viande au cours du cinquième quinquennat augmentera en moyenne de 14 % au moins par an et, à la fin du quinquennat, elle devra doubler par rapport à 1940.

Alors qu'aux Etats-Unis la production de la viande en 1951 est tombée de 437.000 tonnes par rapport à 1946, en Union Soviétique la production de la viande a augmenté de 709.000 tonnes au cours de la même période.

Il faut dire que, malgré la grande augmentation de la production de viande dans le pays, les demandes de la population en produits à base de viande dans nombre de villes ne sont pas encore complètement satisfaites, les demandes augmentant plus rapidement que la production.

Maintenant que le problème des céréales a été définitivement

résolu, ainsi que l'a dit avec entière raison le camarade Malenkov, nous pouvons et nous devons mettre particulièrement l'accent sur la croissance rapide de l'élevage, sur la préparation d'animaux de boucherie engraissés dans des quantités toujours plus grandes et sur la réalisation de l'abondance de lait. En ce qui concerne l'augmentation de la production de viande, la parole décisive est non seulement aux travailleurs de l'industrie de la viande, mais aussi aux travailleurs de l'élevage dans les sovkhoz et les kolkhoz.

La pêche du poisson a augmenté en 1952 de presque 70 % en comparaison de 1940.

La puissance de la flotte de pêche en 1952 a été multipliée, par rapport à l'avant-guerre, par 3,2. En 1955, elle dépassera la puissance d'avant guerre de plus de 4,5 fois.

La pêche du poisson en pleine mer représente actuellement 66 % de toute la pêche contre 48 % avant la guerre.

Il s'est formé une armée d'intrépides marins et pêcheurs qui, par tous les temps, par mer calme et par tempête, sous un froid rigoureux et sous la pluie, luttent contre les forces aveugles de la mer, offrant des exemples de travail héroïque, de bravoure et de hardiesse au service de la patrie. Si, dans un passé récent, les pêcheurs devaient savoir manier les embarcations à voiles et les filets, maintenant on leur demande de savoir conduire des bateaux modernes à moteurs pourvus de mécanismes perfectionnés de pêche. Pour gouverner ces bateaux, il a été formé dans les années d'après guerre un grand nombre d'équipages qualifiés : conducteurs de bateaux, pilotes, mécaniciens. Cependant, il en manque encore. Actuellement, ces professions sont enseignées à 12.800 représentants de notre magnifique jeunesse au lieu de 740 personnes en 1940.

Cependant, si la pêche augmente de façon satisfaisante dans les bassins de Mourmansk et de la Baltique, les progrès sont encore faibles dans les bassins d'Azov et de la mer Noire, de la Caspienne et de l'Extrême-Orient.

Une grande tâche se pose à l'industrie du poisson : celle d'organiser une pisciculture d'intérêt industriel dans les réservoirs d'eau de l'Union Soviétique. La création de gigantesques réservoirs d'eau, liée aux travaux hydrauliques sur le Don, la Volga, le Dniepr, la Koura et l'Amou-Daria, permet, sous réserve d'une gestion régulière et habile de la pisciculture, d'augmenter les réserves de poissons tels que la brême, la carpe, la sandre, etc.

Les grands travaux hydrauliques changent radicalement les conditions naturelles de la multiplication du poisson dans les mers Caspienne et d'Azov et obligent de façon impérieuse à étendre au maximum l'élevage industriel des espèces recherchées de poissons. Pour cette raison, il est nécessaire de construire sur une large échelle des entreprises d'alevinage et des exploitations pour l'engraissage et l'élevage.

Le ministère de l'Industrie poissonnière tarde, cependant à appliquer les mesures indiquées plus haut.

De grandes possibilités pour l'augmentation des ressources en poissons sont offertes par l'exploitation des étangs dans les artels agricoles en liaison avec le large plan d'aménagement

8

d'étangs et avec leur haute productivité, ce qui ressort des exemples des exploitations poissonnières des régions de Koursk et de Kiev, du territoire de Krasnodar où existent plusieurs exploitations poissonnières fournissant de 15 à 20 quintaux de poissons par hectare de réservoir d'eau.

Toutes les possibilités existent pour assurer des rythmes plus élevés dans l'augmentation de la pêche et dans la livraison des produits du poisson de haute qualité non seulement pour accomplir mais pour dépasser les tâches du plan quinquennal et plus que doubler la pêche du poisson en comparaison de l'avant-guerre. Pour cela, il est nécessaire de renforcer et de construire de nouvelles bases côtières, desservant la flotte de pêche, de construire encore davantage d'entreprises pour le traitement du poisson, de développer la mécanisation de la pêche et du traitement du poisson, d'élargir la construction d'habitations pour les pêcheurs.

Alors que la production du beurre aux Etats-Unis a diminué en 1951 de 281.000 tonnes par rapport à l'année d'avant guerre 1940, en Union Soviétique la production du beurre a augmenté, pendant la même période, de 132.000 tonnes, sans compter une quantité importante de beurre de production domestique.

Durant la dernière année du quinquennat, la production du beurre en U.R.S.S. sera multipliée, en comparaison de l'avant guerre, par 2,7; celle du fromage fera plus que tripler ainsi que celle de la margarine.

Il semblerait qu'avec une telle rapidité dans la croissance de la production des matières grasses nous aurions dû nous heurter à des difficultés d'écoulement. Cependant, il n'en a rien été, car le pouvoir d'achat de la population croît plus rapidement que les disponibilités du marché. Dans nombre de districts, la demande en matières grasses, et particulièrement en beurre, n'est pas encore aujourd'hui complètement satisfaite.

La production des conserves a plus que doublé en 1952; elle triplera en 1955. La production des conserves de poisson et de viande fera plus que quintupler, par rapport à 1940, année d'avant guerre.

Pour supprimer la saison d'approvisionnement réduit de la population en lait, c'est-à-dire en hiver, la production du lait condensé et en poudre prend une importance toujours plus grande. En 1952, la production de lait condensé et en poudre a doublé par rapport à 1940; à la fin du quinquennat, elle sera multipliée par 5 par rapport à 1940. L'industrie du sucre a souffert de l'occupation allemande plus que toutes les autres branches de l'industrie alimentaire. Sur 211 raffineries qui existaient avant la guerre, 196 ont été détruites complètement ou partiellement. En 1943, la livraison de sucre avait été réduite de près de 20 fois en comparaison du niveau d'avant guerre.

Maintenant, l'industrie sucrière est rétablie; de nouvelles raffineries équipées de l'outillage le plus moderne ont été construites. En 1952, la production de sucre dépassera de plus de 50 % le niveau de 1940 et, à la fin du nouveau quinquennat, elle doublera en comparaison de l'avant guerre.

La production de sucre de betterave aux Etats-Unis a dimi-

nué en 1951 par rapport à 1950 de 338.000 tonnes, en France de 142.000 tonnes, alors que chez nous la production de sucre a augmenté pour la même période de 454.000 tonnes. Nous avons fabriqué, en 1951, plus de 40 % de plus de sucre de betterave que les Etats-Unis n'ont fabriqué de sucre de betterave et de canne, pris ensemble. En 1952, l'U.R.S.S. fabriquera plus de sucre de betterave que les U.S.A., la France et l'Angleterre pris ensemble n'en ont produit en 1951. (*Applaudissements.*)

Il faut continuer à augmenter les surfaces ensemencées, à élever le rendement de la betterave et sa teneur en sucre. Il faut de même augmenter les surfaces ensemencées en tournesol et sa teneur en huile.

En Ukraine, grâce au grand attachement des kolkhoziens pour la culture de la betterave à sucre et à l'habile direction des organisations ukrainiennes, la récolte de betteraves assure ces dernières années la réalisation et le dépassement des plans de fabrication du sucre. On ne saurait en dire autant de certaines autres régions de culture betteravière, particulièrement du territoire de l'Altaï et de la région de Koursk où la culture de la betterave est encore mal pratiquée. La Kirguizie et le Kazakhstan, malgré certains succès, n'utilisent pas encore toutes leurs possibilités et, l'année dernière, ont même rentré une récolte inférieure à celle d'avant guerre.

Je n'ai pas besoin de démontrer que dans la mesure où s'améliore l'alimentation de la population il devient nécessaire d'augmenter la production de toute sorte de boissons qui aiguisent l'appétit. (*Animation dans la salle, rires et applaudissements.*)

La production de vin en 1952 dépasse de 30 % celle de 1940 et à la fin du nouveau quinquennat aura presque doublé par rapport au niveau d'avant guerre. La production des vins mousseux et du cognac en 1952 a doublé et augmentera de 3,5 fois vers la fin du quinquennat. La production de la bière s'est accrue de 42 % et doublera vers la fin du quinquennat. La production de la vodka se trouve maintenant chez nous à un niveau un peu inférieur à celui d'avant guerre et, conformément à la demande de la population, elle croît un peu plus lentement, mais croît quand même. (*Animation dans la salle, rires.*)

Dans le quinquennat en cours, il faut accorder une attention spéciale à un accroissement sensible de la production des denrées alimentaires empaquetées et semi-fabriquées.

Les gens aiment beaucoup, non seulement des produits fabriqués depuis déjà longtemps et largement répandus tels que saucissons, saucisses et glaces, mais aussi des produits tels que les boulettes de viande hachée, les raviolis, les petits déjeûners préparés et les soupes en conserves, dont la production en fabrique s'est accrue de plusieurs fois par rapport à l'avant-guerre et s'élèvera encore davantage vers la fin du quinquennat.

Mais il faut dire franchement que la vente de ces produits n'a reçu pour l'instant d'extension que dans les grandes villes. La tâche consiste à développer dans le nouveau quinquennat la production de ces denrées dans un grand nombre de villes non seulement parce que ces produits sont très bons et bien préparés

(leur qualité est garantie et vérifiée par des médecins hygiénistes et des inspecteurs d'Etat), mais aussi parce qu'ils dispensent nos femmes d'un travail pénible et leur permettent sans grande dépense de temps de préparer de bons repas à la maison.

Les médecins soviétiques se réfèrent légitimement au grand savant Pavlov qui disait : « *Tous avouent que la nourriture normale et utile est une nourriture que l'on mange avec appétit, que l'on mange en éprouvant du plaisir.* » La tâche ne consiste pas seulement à fabriquer des produits alimentaires en grandes quantités. Les produits alimentaires doivent avoir une haute qualité nutritive, une belle apparence, un bon arôme, développer le goût et aiguiser l'appétit pour qu'en mangeant les gens éprouvent un véritable plaisir. (*Vifs applaudissements.*)

Le développement des installations frigorifiques dans le pays est d'une grande importance pour améliorer la nourriture de la population et pour réduire encore les pertes de produits pendant leur conservation.

Nous avons déjà obtenu dans ce travail d'importants succès.

Par rapport à 1940, le volume global des appareils frigorifiques dans les branches de l'industrie alimentaire a plus que doublé en 1952 et devra presque quadrupler à la fin du quinquennat.

On élimine rapidement le retard dans l'équipement en installations frigorifiques du réseau commercial. Si, en 1948, il n'existait que 1.650 installations, en 1952 leur nombre a atteint 18.000, et à la fin du quinquennat le réseau commercial disposera de 40.000 installations frigorifiques mécaniques.

La flotte de navires frigorifiques, destinés principalement au transport du poisson, double presque en 1952 et devra plus que tripler à la fin du quinquennat, par rapport à l'avant-guerre.

Le nombre de wagons frigorifiques se trouve augmenté à l'heure actuelle de 40 % et, en 1955, il devra doubler par rapport à l'avant-guerre.

Les réfrigérateurs d'appartements acquièrent une grande importance pour la conservation de la qualité des produits alimentaires et en raison du confort apporté à la population.

Avant la guerre, nous n'avions pas de production massive de tels réfrigérateurs. A présent nous produisons en série trois types de réfrigérateurs électriques d'appartement qui ne le cèdent en rien aux meilleurs modèles étrangers. Ce sont le petit réfrigérateur produit par l'usine « Gazoapparat », le réfrigérateur moyen « Saratov » et le grand réfrigérateur « ZIS ». Cette année, la fabrication de ces appareils double par rapport à 1951 et en 1955 elle sera décuplée.

L'accroissement du nombre des réfrigérateurs à toutes les étapes, depuis les entreprises industrielles jusqu'aux transports, depuis les entrepôts et magasins jusqu'aux logements des consommateurs, assurera le ravitaillement de la population soviétique en une bonne nourriture saine, ce dont se soucient constamment notre grand parti et le camarade Staline personnellement. (*Applaudissements.*)

Les ministères des branches alimentaires de l'industrie ont pour tâche de supprimer les insuffisances dans le travail de l'industrie relevées dans le rapport du camarade Malenkov; d'employer à fond les réserves encore existantes dans la capacité de production; de porter le travail des entreprises retardataires au niveau des entreprises d'avant-garde et de s'aligner sur le travail des novateurs; de faire des économies dans les dépenses de ressources financières, dans la consommation des matières premières et des matériaux au cours de la production, ainsi que dans les dépenses de ressources financières quant au stockage et à l'écoulement de la production; de réaliser un vaste programme de mécanisation et d'automatisation des processus de production.

En réalisant toutes ces mesures les ministères de l'Industrie alimentaire doivent assurer une économie de 45 milliards de roubles au minimum, économie prévue pour le cinquième quinquennat.

Les succès obtenus dans l'accroissement de la production des denrées alimentaires et de toutes les marchandises de large consommation, ainsi que l'élévation ultérieure du bien-être des masses populaires prévue par le nouveau quinquennat sont le résultat de la sollicitude permanente du camarade Staline pour l'homme soviétique et son bien-être. (*Applaudissements.*)

On peut affirmer avec assurance que les travailleurs de l'industrie alimentaire accompliront avec honneur leur devoir dans la réalisation de la tâche posée par le camarade Staline en vue de créer l'abondance de produits dans notre pays.

Le chiffre d'affaire du commerce de détail dans le réseau du commerce d'Etat et des coopératives fera plus que doubler en 1952 par rapport à 1948, première année après la suppression des cartes de rationnement (en prix comparables).

La part des articles manufacturés et surtout des articles de long emploi tels qu'automobiles, motocyclettes, bicyclettes, postes récepteurs de T.S.F., postes de télévision, meubles, réfrigérateurs, instruments de musique, etc., s'est sensiblement élevée ces dernières années dans la circulation des marchandises, ce qui traduit éloquemment le bien-être matériel croissant du peuple soviétique.

L'augmentation, en 1952, de quatre fois par rapport à 1940, des dépôts de la population dans les caisses d'épargne représente un autre indice de l'élévation du bien-être de la population et de la confiance accordée à la monnaie soviétique.

L'accroissement de la masse des marchandises de grande consommation a élevé tout naturellement les exigences de la population quant à leur qualité et à leur assortiment. Autrefois, lorsqu'il y avait peu de marchandises, on achetait souvent sans effectuer de choix particulier. A présent, la situation a radicalement changé. Mais l'industrie et les organisations commerciales continuent souvent de travailler comme autrefois, étudient mal la demande de la population, continuent de fournir les marchandises « en masse », choisissent mal l'assortiment, livrant parfois dans un district ou une ville de grands lots de vêtements et de chaussures de deux ou trois modèles, de deux à trois mesures

ou pointures et de trois à quatre dessins, se souciant peu de la richesse de l'assortiment.

Il faut améliorer plus rapidement la qualité et l'assortiment des marchandises livrées par l'industrie pour la vente à la population. Les besoins et les intérêts du consommateur soviétique doivent être une loi pour l'industrie.

Le système des commandes préalables à l'industrie, effectuées par les organisations commerciales, s'est montré entièrement justifié et doit connaître un nouveau développement.

Il est nécessaire d'agrandir le réseau de magasins spécialisés bien aménagés et de fonder dans les grands centres, pour diriger ces magasins, des organisations commerciales spécialisées à l'exemple de Moscou et de Léningrad.

Il convient de s'occuper sérieusement d'une distribution territoriale plus rationnelle des magasins et de corriger la situation qui s'est créée. Il faut enfin liquider le retard des entrepôts par rapport à la circulation croissante des marchandises.

Il faut développer encore plus largement le réseau de réfectoires et de restaurants et améliorer sérieusement le travail des établissements publics d'alimentation.

Les travailleurs du commerce sont tenus d'élever leur maîtrise professionnelle, de connaître les demandes de la population et de savoir proposer aux acheteurs les marchandises qui leur conviennent; le mot d'ordre lancé par Lénine : apprendre à vendre, conserve aujourd'hui encore son actualité pour les travailleurs du commerce.

Les tâches de l'industrie locale et des coopératives artisanales produisant des articles de grande consommation consistent à améliorer la qualité des articles, à diminuer le prix de revient, à organiser la spécialisation possible, l'équipement technique et le rééquipement de leurs entreprises.

Aussitôt après la liquidation des plus dures conséquences de la guerre, le parti et le gouvernement ont assuré les conditions nécessaires à l'abolition du système de rationnement et à une baisse systématique des prix des marchandises de consommation massive.

Grâce à la mise en œuvre de la politique stalinienne de baisse des prix, ces cinq dernières années, le niveau général des prix des marchandises de consommation courante en U.R.S.S. a baissé de 50 %, c'est-à-dire de moitié. Cela signifie qu'aujourd'hui le consommateur soviétique peut acheter pour 50 roubles autant de marchandises qu'il pouvait en acheter il y a cinq ans pour 100 roubles.

Plus la production augmente, plus le prix de revient baisse, plus la productivité du travail s'accroît et plus grandissent les possibilités de diminuer les prix et d'augmenter le bien-être de notre peuple.

Les intérêts des travailleurs se confondent avec ceux de l'Etat socialiste et c'est là la source de la force intérieure et de la puissance de notre société socialiste.

Parallèlement à la baisse systématique des prix en U.R.S.S.,

le niveau des prix dans le pays du capitalisme augmente inflexiblement, comme on le voit par la comparaison suivante des données officielles :

NIVEAU DES PRIX DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES EN 1952, PAR RAPPORT A CELUI DE LA FIN DE 1947 (INDICE 100)

Genres de marchandises	U.R.S.S.	U.S.A.	Angleterre	France
Pain	39	128	190	208
Viande	42	126	115	188
Beurre	37	104	225	192
Lait	72	118	130	174
Sucre	49	108	233	378

Alors que, de la fin 1947 à 1952, le prix du pain aux Etats-Unis s'est élevé de 28 %, en Angleterre de 90 %, et a plus que doublé en France, en Union Soviétique il a baissé de 61 %.

Alors que le prix de la viande pour cette période a augmenté aux Etats-Unis de 26 %, en Angleterre de 35 %, en France de 88 %, il a baissé en U.R.S.S. de 58 %.

Dans les pays capitalistes, afin d'obtenir le maximum de bénéfices, les monopoles dominants appliquent une politique de hausse des prix tout en bloquant les salaires, tandis qu'en U.R.S.S. la politique stalinienne assure la baisse inflexible des prix.

En Angleterre, aux Etats-Unis et dans les autres pays du capitalisme l'élévation incessante des prix conduit infailliblement à la diminution de la consommation des travailleurs. L'Angleterre peut servir d'exemple concret. Suivant les données de sources anglaises, la consommation moyenne, par habitant, des plus importants produits alimentaires a baissé en 1951 en comparaison de l'avant-guerre : pour les produits de la viande, de 40 %; pour le beurre, de 40 %; pour les conserves de poisson, de 46 %; pour le riz, de 37 %; pour le sucre, de 16 %, pour le thé, de 23 %, etc. Evidemment, la chute de la consommation moyenne par habitant est peu significative. On sait, en effet, qu'il n'y a pas d'habitant moyen et que toute la diminution de la consommation se réalise aux dépens de la classe ouvrière. La bourgeoisie anglaise ne s'est pas appauvrie, elle mange autant qu'elle veut.

L'accélération de la course aux armements mène à une baisse encore plus grande du niveau de vie des travailleurs anglais. Ce n'est pas un effet du hasard si ni les conservateurs anglais, ni les démagogues travaillistes — laquais des impérialistes américains — ne peuvent même pas promettre aux ouvriers anglais une amélioration de leur situation dans ce monde, ne fût-ce que dans l'avenir. Il ne leur reste plus qu'à promettre, eux et leurs prêtres, le paradis dans l'autre monde. (*Rires, applaudissements.*)

Par ironie du sort, le gouvernement anglais a « marqué » le jour de l'ouverture de notre congrès par une nouvelle hausse des prix sur les produits alimentaires à partir du 5 octobre. Les travailleurs anglais doivent encore se serrer la ceinture d'un cran.

Le commerce extérieur de l'Union Soviétique connaît dans l'après-guerre un nouvel essor.

A la différence de la période d'avant guerre, où nous n'avions pas de croissance ininterrompue dans le commerce extérieur par suite de l'isolement de l'Union Soviétique, dans les conditions de l'après-guerre, le chiffre d'affaires du commerce extérieur du pays grandit d'année en année. L'explication en réside dans l'affermissement de la situation internationale de l'U.R.S.S., dans l'apparition d'un nouveau marché mondial ainsi que dans la croissance de notre puissance économique.

Le volume du commerce extérieur de l'Union soviétique est actuellement le triple de celui d'avant guerre.

L'Union Soviétique, dans la période d'après guerre, reste fidèle à son orientation invariable qui vise à développer des relations d'affaires avec les pays capitalistes sur la base d'avantages réciproques.

Le commerce avec les pays du capitalisme, qui avait pris une certaine animation dans les premières années d'après guerre s'est fortement réduit par suite de l'orientation agressive des Etats-Unis. Cette réduction est compensée au centuple par l'augmentation du commerce avec les pays amis.

Quant aux pays du capitalisme qui veulent développer leurs relations commerciales avec l'Union Soviétique sur la base d'avantages réciproques, ils trouvent toujours un bon accueil de notre côté. Nous en avons un exemple frappant dans notre commerce avec la Finlande. L'échange de marchandises entre l'U.R.S.S. et la Finlande en prix comparables a été en 1951 neuf fois plus actif qu'en 1938. L'accord à long terme relatif à l'échange de marchandises pour la période 1951-1955 prévoit un nouvel élargissement sensible du commerce. De la sorte, en 1953, l'échange de marchandises dépassera de près du double le niveau de 1951, c'est-à-dire doublera presque en deux ans.

Le plus important changement dans notre commerce d'après guerre consiste dans le fait que la masse fondamentale des marchandises échangées revient maintenant au commerce avec les pays du camp démocratique. Cette année, la part de ces pays dans notre commerce extérieur atteindra 80 %.

« *Le résultat économique de l'existence des deux camps opposés*, dit le camarade Staline, *fut que le marché unique, universel s'est désagrégé, ce qui fait que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui, eux aussi, s'opposent l'un à l'autre.* »

La collaboration économique entre les pays du camp démocratique, c'est-à-dire sur le nouveau marché mondial, se développe sur la base solide de l'essor régulier de leur économie et de la coordination amicale de leurs plans d'économie nationale et s'édifie sur l'égalité en droits des peuples, grands et petits, sur le respect des intérêts mutuels et sur l'entraide dans le développement économique. Il ne saurait y avoir place ici pour une concurrence visant à l'anéantissement réciproque de ces pays, étant donné qu'ils sont sincèrement intéressés à leurs succès mutuels.

L'échange de marchandises entre les pays du camp de la paix et de la démocratie pour la période allant de 1948 à 1952 a plus que triplé; même si l'on tient compte de la diminution du

commerce avec les pays capitalistes, le chiffre d'affaires du commerce extérieur des pays du camp démocratique a doublé.

Le marché du camp démocratique dispose de ressources qui permettent à chaque pays de trouver dans le nouveau marché mondial tout ce qu'il lui faut pour son développement économique. En outre, chaque pays importe ce qui lui est nécessaire et exporte les marchandises nécessaires aux autres pays. Aucun pays n'impose à l'autre les marchandises qui ne lui sont pas nécessaires comme cela a lieu sur le marché capitaliste. La collaboration entre les pays du camp démocratique est entrée dans une nouvelle étape par la conclusion d'accords économiques à long terme que le passage des pays de démocratie populaire à des plans à longues perspectives a rendus possibles. Les accords commerciaux à long terme garantissent aux pays pour de longues périodes l'approvisionnement en machines, en outillage, en matières premières et autres marchandises nécessaires au développement économique, garantissent l'écoulement de leur production, créent une perspective claire et l'assurance de l'essor continu de l'économie.

Nous sommes redevables de l'affermissement politique et économique rapide du camp de la démocratie et de la paix à la politique perspicace du camarade Staline et à sa sollicitude quotidienne pour la consolidation de l'amitié entre l'Union soviétique et les peuples frères des pays du camp démocratique. (*Applaudissements.*)

Les fournitures par l'Union Soviétique de machines et d'équipement modernes aux pays de démocratie populaire ont décuplé en 1952 par rapport à 1948.

L'Union Soviétique fournit de l'équipement moderne aux pays de démocratie populaire, leur accorde une aide technique bon marché et de premier ordre, leur transmet gratuitement les brevets, les licences et leur enseigne la technologie de la production.

Tout cela a permis aux pays de démocratie populaire de créer de nouvelles entreprises et des branches industrielles entières dotées de mécanismes modernes qu'ils ne possédaient pas et ne pourraient pas posséder dans d'autres conditions.

Prenons, par exemple, la Roumanie qui, ayant développé à plein l'extraction du pétrole, est devenue un pays où l'industrie des constructions mécaniques se développe et qui, dès maintenant, utilisant l'aide fraternelle de l'Union Soviétique, produit elle-même la presque totalité de l'équipement nécessaire pour l'extraction du pétrole et procède à la production des appareils compliqués pour le raffinage du pétrole. C'est l'unique exemple au monde où un petit Etat possédant des gisements de pétrole dispose également de sa propre industrie des constructions mécaniques pour l'industrie du pétrole. Les pays de l'Amérique latine et du Moyen-Orient où les monopoles anglo-américains accaparent de gigantesques quantités de pétrole ne peuvent pas même y songer.

Par suite de l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les rapports économiques entre pays sur le marché capitaliste mondial se trouvent dans un état de désorganisation profonde.

Cette désorganisation est renforcée encore par la politique expansionniste des Etats-Unis qui briguent la suprématie mondiale.

L'impérialisme américain mène une lutte fiévreuse pour la mainmise sur les débouchés, cherchant à trouver dans une exportation intensive, une soupape pour les contradictions internes de son économie. L'Amérique veut vendre beaucoup et acheter très peu aux autres pays. On le voit, ne fût-ce qu'au fait que, dans l'après-guerre, la valeur des exportations annuelles moyennes des Etats-Unis a représenté 12,5 milliards de dollars tandis que les importations n'ont été que de 7,3 milliards de dollars et que, par conséquent, l'excédent annuel des exportations américaines a dépassé 5 milliards de dollars.

L'absurdité économique d'un tel commerce ressort clairement des rapports commerciaux de l'Amérique avec l'Europe occidentale où les Américains exportent annuellement dans l'après-guerre des marchandises pour plus de 4 milliards de dollars et n'en importent chez eux, en provenance de l'Europe, que pour un milliard de dollars, en fermant leurs frontières devant les marchandises européennes par des droits de douane élevés.

Le commerce peut-il se développer alors que la vente des marchandises américaines dépasse de quatre fois les achats américains en Europe occidentale? Non, un tel commerce conduit inévitablement à une désorganisation encore plus grande du marché capitaliste international et à l'exacerbation des contradictions entre les pays du monde bourgeois. Une telle expansion poursuivie par les Etats-Unis par tous les moyens de la guerre commerciale y compris le dumping, dans des proportions sans précédent, vise à léser les intérêts de l'Angleterre, de la France et des autres pays capitalistes que les Américains évincent du marché mondial et même de leurs propres colonies, britanniques et françaises.

Toutes les formes de l' « aide » américaine aux autres pays ne sont qu'un paravent servant à cacher le renforcement du pillage et de l'exploitation des autres peuples.

Le retour sur le marché mondial de l'Allemagne occidentale et du Japon vaincus aggrave encore plus les contradictions entre les pays vaincus et les pays qui ont accaparé leurs marchés après la guerre.

Dans les conditions de l'après-guerre, les pays impérialistes intensifient encore plus les échanges non équivalents avec les pays dépendants, en y accaparant à vil prix les matières premières et les vivres et en y écoulant leurs marchandises à des prix exorbitants. Ainsi, les Etats-Unis achètent en monopole à vil prix le cuivre au Chili, l'étain en Bolivie, le pétrole au Vénézuéla, le café au Brésil et le caoutchouc dans les pays de l'Asie, ce qui soulève des protestations véhémentes et provoque le changement des gouvernements dociles aux Américains.

Les monopoles américains agissant par exemple en Arabie Séoudite tirent par tonne de pétrole extrait un bénéfice de plus de treize dollars, ce qui dépasse de sept fois le prix de revient du pétrole. Ils réalisent des bénéfices non moindres dans les

autres pays du Moyen-Orient dont les peuples vivent dans la misère et l'ignorance.

Les pays impérialistes dominants étouffent l'économie des pays sous-développés, en font leurs fournisseurs de produits agricoles et de matières premières et les transforment en débouchés pour l'écoulement de leur camelote. Par là même, le caractère difforme de la répartition internationale du travail entre pays capitalistes se trouve encore plus renforcé.

A l'opposé de tout cela, on voit grandir et se développer sur une base saine un nouveau marché mondial qui s'appuie sur les relations fraternelles entre les pays du camp démocratique et sur l'harmonie de leurs intérêts, ce qui assure la création d'une répartition raisonnable du travail entre ces pays, ainsi que le développement harmonieux et sans crise de leur économie nationale, conformément à leurs ressources naturelles et à leurs possibilités économiques.

Camarades !

Il est difficile d'embrasser du regard et d'apprécier à leur juste valeur les grands succès et les réalisations avec lesquels notre pays s'est présenté au XIX[e] congrès du parti. Le cœur de tous les hommes progressistes du monde est rempli de joie pour la grande Union Soviétique, pour le camp de la paix et de la démocratie qui grandit et se consolide impétueusement.

Nos succès mettent en rage les ennemis jurés de l'humanité — les manitous du capital monopoleur — qui préparent l'agression militaire, qui ont recours aux provocations et aux menaces à l'égard de l'Union Soviétique et de tout le camp démocratique. Notre congrès a dit d'une façon suffisamment claire et ferme que nous ne craignons pas les provocations ni les intimidations, que nous luttons pour la paix, que nous sommes prêts à accueillir dûment tout danger et à donner une riposte foudroyante à tout agresseur. (*Applaudissements.*)

Après le XIX[e] congrès du parti, notre pays ira encore plus tranquillement et avec plus d'assurance en avant vers la victoire du communisme sous la conduite de notre guide et éducateur, le génial architecte du communisme, notre cher camarade Staline. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Gloire au grand Staline! (*Longs applaudissements enthousiastes, tout le monde se lève.*)

A PROPOS DES MODIFICATIONS AUX STATUTS DU PARTI

Résolution du XIXe Congrès sur le rapport du camarade N. KHROUCHTCHEV, secrétaire du Comité Central

(Adoptée à l'unanimité)



LE XIXe congrès décide :

1. *Approuver le projet de statuts du parti présenté par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. avec les corrections et amendements du Congrès.*

2. *Considérer dorénavant les Statuts du parti adoptés par le Congrès comme Statuts du Parti Communiste de l'Union Soviétique.*

STATUTS
DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

I. — Le parti. Les membres du parti, leurs devoirs et leurs droits

1. Le Parti communiste de l'Union soviétique est une union volontaire, combative des communistes unis par un même idéal, union organisée avec des gens issus de la classe ouvrière, des paysans travailleurs et des intellectuels travailleurs.

Le Parti communiste de l'Union soviétique, après avoir organisé l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, a obtenu par suite de la grande Révolution d'octobre 1917 le renversement du pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, l'organisation de la dictature du prolétariat, la liquidation du capitalisme, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et a assuré l'édification de la société socialiste.

Aujourd'hui, les principales tâches du Parti communiste de l'Union soviétique consistent à édifier la société communiste en passant progressivement du socialisme au communisme, à élever sans cesse le niveau matériel et culturel de la société, à éduquer les membres de la société dans l'esprit de l'internationalisme et dans un esprit visant à établir des liens fraternels avec les travailleurs de tous les pays, à renforcer au maximum la défense active de la Patrie soviétique contre les actes d'agression de ses ennemis.

2. Peut être membre du Parti communiste de l'Union soviétique tout citoyen travailleur de l'Union soviétique qui n'exploite pas le travail d'autrui, qui accepte le programme et les Statuts du parti, contribue activement à leur application, milite dans une des organisations du parti et accomplit toutes les décisions du parti.

Le membre du parti acquitte les cotisations établies.

3. Le membre du parti est tenu de :

a) préserver par tous les moyens l'unité du parti comme la principale condition de la force et de la puissance du parti ;

b) combattre activement pour l'application des décisions du parti. Il ne suffit pas seulement pour un membre du parti d'être d'accord avec les décisions du parti, le membre du parti est tenu de lutter pour l'application de ces décisions. L'attitude passive et formelle des communistes à l'égard des décisions du parti affaiblit la combativité de celui-ci et est par conséquent incompatible avec la qualité de membre du parti ;

c) donner l'exemple dans le travail, acquérir la maîtrise de son métier en élevant sans cesse sa qualification professionnelle, pratique ; ménager et consolider par tous les moyens la propriété sociale socialiste en tant que base sacrée et imprescriptible du régime soviétique;

d) resserrer chaque jour davantage les liens avec les masses, répondre en temps opportun aux aspirations et aux besoins des travailleurs, éclairer les masses sans-parti sur le sens de la politique et des décisions du parti en se souvenant que la force et l'invincibilité de notre parti résident dans ses liens intimes et indissolubles avec le peuple;

e) travailler à élever le niveau de sa conscience, à assimiler les principes du marxisme-léninisme;

f) respecter la discipline du parti et de l'Etat obligatoire à titre égal pour tous les membres du parti. Il ne peut pas y avoir deux disciplines dans le parti, l'une pour les dirigeants, l'autre pour les membres de base. Le parti a une seule discipline, une seule loi pour tous les communistes, indépendamment de leurs

mérites et des postes qu'ils occupent. La violation de la discipline du parti et de l'Etat est un grand mal qui porte préjudice au parti et qui est par conséquent incompatible avec la qualité de membre du parti ;

g) développer l'autocritique et la critique venant de la base, mettre à nu les insuffisances du travail et obtenir leur élimination, lutter contre les tendances à considérer que tout est pour le mieux et à se laisser griser par les succès obtenus dans le travail. L'étouffement de la critique est un mal grave. Quiconque étouffe la critique, lui substitue une vaine phraséologie et la vantardise n'a pas sa place dans les rangs du parti ;

h) faire connaître les insuffisances du travail aux organismes dirigeants du parti, jusques et y compris au Comité central, en dehors de toute considération de personne. Le membre du parti n'a pas le droit de cacher une situation insatisfaisante, de fermer les yeux devant les actions irrégulières qui portent préjudice aux intérêts du parti et de l'Etat. Quiconque empêche le membre du parti de remplir ce devoir doit être sévèrement puni comme ayant violé la volonté du parti;

i) être sincère et honnête à l'égard du parti, ne pas admettre que la vérité soit cachée ou dénaturée. Le manque de sincérité du communiste vis-à-vis du parti, le mensonge à l'égard du parti représentent le pire mal et sont incompatibles avec la qualité de membre du parti;

j) respecter le secret du parti et de l'Etat, faire preuve de vigilance politique, en se souvenant que la vigilance des communistes est indispensable dans chaque secteur et dans toutes circonstances. La divulgation d'un secret du parti et de l'Etat est un crime à l'égard du parti et est incompatible avec la qualité de membre du parti;

k) appliquer fermement à n'importe quel poste confié par le parti les indications du parti sur le juste choix des cadres selon leurs qualités politiques et pratiques. La violation de ces indications, la sélection des militants qui se fondé sur les relations d'amitié, sur le dévouement personnel, sur la communauté du pays d'origine et sur la parenté est incompatible avec la qualité de membre du parti.

4. Le membre du parti a le droit :

a) de prendre part dans les réunions et dans la presse du parti à la discussion libre et sérieuse des problèmes de la politique du parti;

b) de critiquer dans les réunions du parti tout militant du parti;

c) d'élire et d'être élu aux organismes du parti;

d) d'exiger de participer personnellement à la discussion toutes les fois qu'une décision est prise concernant son activité ou sa conduite;

e) d'adresser n'importe quelle question ou déclaration à toutes les instances du parti, y compris le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

5. L'admission au parti se fait exclusivement à titre individuel. Les nouveaux membres sont recrutés parmi les candidats qui ont accompli le stage de candidat fixé. Sont admis au parti les ouvriers, les paysans et les intellectuels conscients, actifs et dévoués à la cause du communisme.

Pour être admis au parti, il faut avoir 18 ans révolus.

Le mode d'admission des candidats comme membres du parti est le suivant :

a) ceux qui entrent au parti doivent présenter trois recommandations de membres du parti ayant eux-mêmes au moins trois ans d'ancienneté dans le parti et les connaissant pour avoir travaillé avec eux un an au minimum.

Première remarque. — Lors de l'admission des membres de l'Union des Jeunesses communistes-léninistes de l'U.R.S.S. au parti, la recommandation du comité de rayon des Jeunesses communistes-léninistes est assimilée à la recommandation d'un membre du parti.

Deuxième remarque. — Les membres et les suppléants du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique s'abstiennent de faire des recommandations.

b) L'assemblée générale de l'organisation de base discute et décide de l'admission au parti ; cette décision entre en vigueur dès qu'elle a été ratifiée par le comité de rayon et, dans les villes non divisées en rayons, par le comité de la ville.

Au moment où l'on discute d'une admission, la présence des répondants n'est pas obligatoire.

c) Les jeunes gens jusqu'à 20 ans révolus ne sont admis au parti que s'ils sont membres de l'Union des Jeunesses communistes-léninistes de l'U.R.S.S.

d) Les anciens membres d'autres partis sont admis sur recommandation de cinq membres du parti ; trois membres ayant dix ans d'ancienneté au parti et deux membres du parti d'avant la révolution. L'admission se fait uniquement par l'organisation de base du parti avec confirmation obligatoire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

6. Les répondants sont responsables des recommandations qu'ils donnent.

7. Le stage dans le parti pour les nouveaux adhérents commence à partir de la date où l'assemblée générale de l'organisation de base a décidé de confirmer le postulant comme membre du parti.

8. Quand un membre d'une organisation du parti va se fixer dans le rayon d'activité d'une autre organisation, il se fait enregistrer par cette dernière comme un de ses adhérents.

Remarque. — La mutation des membres du parti d'une orga-

nisation dans une autre s'effectue en accord avec les règles établies par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

9. Les membres et les candidats du parti qui, sans raison suffisante, ne s'acquittent pas de leurs cotisations pendant trois mois sont considérés automatiquement comme radiés. L'organisation de base prend une décision appropriée que doit ratifier le comité de rayon ou le comité de ville.

10. L'exclusion d'un communiste du parti est décidée par l'assemblée générale de l'organisation de base du parti à laquelle appartient l'intéressé ; elle est ratifiée par le comité de rayon ou le comité de ville. La décision d'exclusion du parti prise par le comité de rayon ou le comité de ville n'entre en vigueur qu'après ratification du comité de région, de territoire ou du Comité central du parti communiste de la république fédérée.

Jusqu'au moment où la décision d'exclusion est ratifiée par le comité de région, le comité de territoire ou le Comité central du parti communiste de la république fédérée, la carte du parti reste entre les mains de l'intéressé. Celui-ci a le droit de se rendre aux assemblées intérieures du parti.

11. L'organisation de base ne peut pas prendre la décision d'exclure un communiste du parti ou de le rétrograder parmi les candidats si celui-ci est membre du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique, du C.C. du parti communiste de la république fédérée, du comité de territoire, de région, de district, de ville, de rayon.

Quand il s'agit d'exclure d'un comité du parti ou du parti, ou de rétrograder parmi les candidats un membre du C.C. du parti communiste de la république fédérée, du comité de territoire, de région, de district, de ville et de rayon, la décision est prise par la session plénière du comité correspondant, aux deux tiers des voix si celui-ci le juge nécessaire.

12. L'exclusion du Comité central d'un membre du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique, de même que l'exclusion du parti ou la rétrogradation parmi les candidats est décidée par le congrès du parti ou bien, entre deux congrès, par la session plénière du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique à une majorité des deux tiers des membres de cette session. La personne exclue du C.C. est automatiquement remplacée par un membre suppléant selon l'ordre établi par le congrès lors des élections des membres suppléants du C.C.

13. Au cas où le membre du parti a commis des délits passibles des tribunaux, il est exclu du parti et son délit est porté à la connaissance des autorités administratives et judiciaires.

14. Quand il s'agira de décider une exclusion du parti, on observera le maximum de prudence et d'esprit de camaraderie ; on examinera avec soin si les accusations formulées contre le membre du parti sont justifiées.

Pour des manquements peu graves, le parti prendra des mesures visant à éduquer et à convaincre (mise en garde, blâme, etc.) et ne décidera pas l'exclusion qui est le châtiment suprême dans le parti.

En cas de nécessité, l'organisation du parti peut, comme sanction du parti, renvoyer un membre du parti parmi les candidats pour une période allant jusqu'à un an. La décision de l'organisation de base du parti concernant la rétrogradation d'un membre du parti parmi les candidats est soumise à la ratification du comité de rayon ou du comité de ville du parti. A l'expiration du délai établi le camarade rétrogradé parmi les candidats est pris parmi les membres du parti aux conditions générales et garde son stage précédent dans le parti.

15. Les pourvois présentés par les exclus ainsi que les décisions d'exclusion prises par les organisations du parti doivent être examinés par les organismes compétents du parti dans un délai maximum de vingt jours à dater de leur réception.

II. — Les candidats du parti

16. Tous ceux qui désirent entrer au parti accomplissent un stage de candidat nécessaire pour pouvoir prendre connaissance du programme, des Statuts, de la tactique du parti, et pour que l'organisation soit en mesure de vérifier les qualités personnelles du postulant.

17. Le mode d'admission des candidats est exactement le même que pour l'admission des membres dans le parti (l'admission est individuelle, on exige des recommandations et on les vérifie, l'organisation de base décide de l'admission qui est ensuite soumise à la ratification).

18. Le stage établi pour les candidats est d'un an.

L'organisation du parti est tenue d'aider les candidats à se préparer à adhérer au parti. A l'expiration du stage des candidats, l'organisation du parti doit examiner le cas du candidat lors d'une assemblée du parti. Si le candidat n'a pas pu faire ses preuves pour des raisons reconnues valables par l'organisation du parti, l'organisation de base peut prolonger son stage pour un délai maximum d'un an. Dans le cas où au cours de son stage il est apparu que les qualités personnelles du candidat ne le rendent pas digne d'être admis au parti, l'organisation du parti décide son exclusion des rangs des candidats. Les décisions de l'organisation de base du parti concernant la prolongation du stage de candidat ou l'exclusion des candidats entrent en vigueur après leur ratification par le comité de rayon ou le comité de ville du parti.

19. Les candidats du parti prennent part aux assemblées de l'organisation à laquelle ils appartiennent avec voix consultative.

20. Les candidats du parti versent une cotisation ordinaire à la caisse du comité local du parti.

III. — Structure du parti. Démocratie intérieure

21. Le principe directeur de la structure du parti est le centralisme démocratique. Cela signifie :

a) élection de tous les organismes dirigeants du parti, de la base au sommet;

b) comptes rendus périodiques des organismes du parti devant leurs organisations respectives;

c) discipline rigoureuse dans le parti et soumission de la minorité à la majorité;

d) caractère strictement obligatoire des décisions des organismes supérieurs pour les organismes inférieurs.

22. Le parti est organisé sur la base du territoire et du lieu de travail : l'organisation du parti qui développe son activité dans un rayon donné est considérée comme supérieure à toutes les organisations communistes qui limitent leur activité à des parties seulement de ce rayon ; ou encore l'organisation du parti qui développe son travail dans une branche d'activité est considérée comme supérieure à toutes les organisations du parti qui limitent leur travail à des parties seulement de cette branche.

23. Toutes les organisations du parti sont autonomes quant au règlement des questions locales, dans la mesure où ces décisions ne contredisent pas celle du parti.

24. L'organisme dirigeant supérieur de chaque organisation du parti est l'assemblée générale (pour les organisations de base), la conférence (par exemple, pour les organisations de rayon, de région), le congrès (pour les partis communistes des républiques fédérées, pour le Parti communiste de l'Union soviétique).

25. L'assemblée générale, la conférence ou le congrès élisent un bureau ou un comité qui en est l'organe exécutif et dirige l'ensemble du travail courant de l'organisation.

26. Lors des élections aux organismes du parti, il est interdit de voter par scrutin de liste. On procédera au vote uninominal en garantissant à tous les membres du parti le droit illimité de refuser ou de critiquer les candidats. L'élection se fait au scrutin secret.

27. Dans les villes et les chefs-lieux de rayon, les organisations des villes et des rayons du parti réunissent leurs militants pour discuter les décisions essentielles du parti et du gouvernement. Ces militants doivent être réunis non pas pour la parade ni pour l'approbation solennelle et de pure forme de ces décisions, mais pour en discuter réellement.

28. La discussion libre et sérieuse des problèmes de la politique du parti dans les diverses organisations et dans l'ensemble du parti est pour chaque adhérent un droit imprescriptible découlant de la démocratie intérieure du parti. Ce n'est que sur la base de la démocratie intérieure que peut être développée l'autocri-

tique et consolidée la discipline du parti ; celle-ci doit être consciente et non mécanique.

Mais une large discussion sur les problèmes de la politique du parti, surtout une discussion à l'échelle de l'U.R.S.S., doit être organisée de telle façon qu'elle ne puisse provoquer des tentatives d'une minorité insignifiante d'imposer sa volonté à la majorité du parti, ou des tentatives de constituer des groupements de fractions propres à briser l'unité du parti, des tentatives de scission capables d'ébranler la force et la solidité du régime socialiste.

Une large discussion à l'échelle de l'U.R.S.S. ne peut être jugée indispensable qu'au cas où :

a) cette nécessité serait reconnue au moins par plusieurs organisations de régions ou de républiques du parti ;

b) à l'intérieur du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, il n'y aurait pas de majorité nettement affirmée sur les questions essentielles de la politique du parti ;

c) malgré l'existence d'une majorité nettement affirmée dans le Comité central, celui-ci estimerait toutefois nécessaire de vérifier la justesse de sa politique par une discussion dans le parti.

Ce n'est que si ces conditions sont remplies que le parti peut être garanti contre les abus de la démocratie intérieure de la part des éléments hostiles au parti ; c'est à ces conditions seulement que l'on peut escompter que la démocratie intérieure du parti sera utile et ne sera pas exploitée au préjudice du parti et de la classe ouvrière.

IV. — Organismes supérieurs du parti

29. L'organisme supérieur du Parti communiste de l'Union soviétique est le congrès du parti. Les congrès ordinaires sont convoqués au moins une fois tous les quatre ans. Les congrès extraordinaires sont convoqués par le Comité central du parti de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers au moins des membres représentés au dernier congrès. La convocation du congrès du parti et l'ordre du jour sont annoncés au moins un mois et demi à l'avance. Les congrès extraordinaires sont réunis dans un délai de deux mois.

Le congrès a droit de décision quand y sont représentés au moins la moitié des membres du parti représentés au précédent congrès ordinaire.

Le mode de représentation au congrès du parti est fixé par le Comité central.

30. Au cas où le Comité central ne convoquerait pas le congrès extraordinaire dans le délai prévu au paragraphe 29, les organisations ayant requis la convocation du congrès extraordinaire ont le droit de former un comité d'organisation jouissant des droits du Comité central du parti pour la convocation d'un congrès extraordinaire.

31. Le congrès :

a) entend et ratifie les rapports du Comité central du parti,

de la Commission centrale de vérification et des autres organisations centrales ;

b) révise et modifie le programme et les Statuts du parti;

c) détermine la ligne tactique du parti sur les questions fondamentales de l'actualité politique ;

d) élit le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et la Commission centrale de vérification.

32. Le congrès détermine la composition du Comité central du parti et de la Commission centrale de vérification et procède à leur élection. En cas de départ d'un ou de plusieurs membres du Comité central, ils sont remplacés par des suppléants élus au congrès.

33. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique tient une assemblée plénière au moins une fois tous les six mois. Les membres suppléants du Comité central y assistent avec voix consultative.

34. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique organise : un Præsidium pour diriger le travail du C.C. entre les sessions, un Secrétariat pour diriger le travail courant et surtout pour organiser la vérification de l'application des décisions du parti et sélectionner les cadres.

35. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique organise auprès du C.C. un Comité de contrôle du parti.

Le Comité de contrôle du parti auprès du C.C. :

a) contrôle l'observation de la discipline du parti par les membres et les candidats, prend des sanctions contre les communistes qui violent le programme et les Statuts du parti, la discipline envers le parti et envers l'Etat ; il prend également des sanctions en cas de violation de la morale du parti (mensonge à l'égard du parti, manque d'honnêteté et de sincérité envers le parti, calomnie, bureaucratisme, mœurs dissolues, etc.);

b) examine les appels aux décisions des comités centraux des partis communistes des républiques fédérées, des comités de territoire et de région du parti sur les exclusions et les sanctions du parti;

c) a, dans les républiques, les territoires et les régions, ses représentants qui sont indépendants des organismes locaux du parti.

36. Dans l'intervalle des congrès, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique dirige l'ensemble du travail du parti, représente le parti dans ses rapports avec les autres partis, organisations et institutions, constitue diverses institutions du parti et en dirige l'activité, nomme les rédactions des organes centraux qui fonctionnent sous son contrôle et ratifie la composition des rédactions des organes du parti dans les organisations locales importantes ; il organise et dirige les entreprises de portée sociale, répartit les forces et les ressources financières du parti, gère la caisse centrale.

Le Comité central dirige le travail des organisations centrales soviétiques et sociales à l'aide des groupes du parti formés dans ces organisations.

37. En vue de renforcer la direction et le travail politique, le Comité central du parti a le droit de constituer des sections politiques et de déléguer des organisateurs du C.C. dans certains secteurs de l'édification socialiste présentant une importance particulière pour l'économie nationale et le pays dans son ensemble ; il a également le droit, dans la mesure où ces sections politiques ont réalisé leurs tâches, de les supprimer ou de les transformer en organismes ordinaires du parti organisés sur la base du territoire et du lieu de travail.

Les sections politiques fondent leur travail sur des instructions spéciales approuvées par le Comité central.

38. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique informe régulièrement les organisations du parti de son activité.

39. La Commission centrale de vérification contrôle : *a*) la rapidité et la régularité avec lesquelles sont examinées les affaires dans les organismes centraux du parti ainsi que le bon fonctionnement de l'appareil du Secrétariat du C.C. ; *b*) la caisse et les entreprises du Comité central du parti.

V. — Organisations du parti dans les régions, territoires et républiques

40. L'organisme supérieur de l'organisation du parti dans la région, le territoire, la république est respectivement la conférence de région, de territoire ou le congrès du parti communiste de la république fédérée ; dans l'intervalle de ces derniers, c'est le comité de région, de territoire, le Comité central du parti communiste de la république fédérée. Dans leur activité, ils s'inspirent des décisions du Parti communiste de l'Union soviétique et de ses organismes dirigeants.

41. La conférence ordinaire de la région, du territoire, ou le congrès du parti communiste de la république fédérée sont convoqués respectivement par le comité de région, de territoire, par le Comité central du parti communiste de la république fédérée une fois tous les dix-huit mois. La conférence ou le congrès extraordinaire sont réunis sur décision du comité de région, de territoire, du Comité central du parti communiste de la république fédérée ou à la demande d'un tiers du nombre total des membres des organisations groupées dans l'organisation du parti de la région, du territoire et de la république.

Le mode de représentation à la conférence de région, de territoire, au congrès du parti communiste de la république fédérée est fixé par le comité de région, de territoire, par le Comité central du parti communiste de la république fédérée.

La conférence de région, de territoire, le congrès du parti communiste de la république fédérée entendent et approuvent

les rapports d'activité des comités de région, de territoire, du Comité central du parti communiste de la république fédérée, de la Commission de vérification et des autres organisations de région, de territoire ou de la république fédérée. Ils discutent des questions du travail du parti, des organisations soviétiques, économiques et syndicales dans la région, le territoire ou la république et élisent le comité de région, le comité de territoire, le Comité central du parti communiste de la république fédérée, la Commission de vérification et les délégués au congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

42. Les comités de région, de territoire, les comités centraux des partis communistes des républiques fédérées élisent des organismes exécutifs correspondants composés de onze personnes au maximum, y compris trois secrétaires confirmés par le C.C. du parti. Les secrétaires doivent être membres du parti depuis cinq ans au moins.

Les comités de région et les comités de territoire, les C.C. des partis communistes des républiques fédérées constituent des secrétariats pour l'examen des problèmes courants et le contrôle de l'application. Ces secrétariats rendent compte des décisions qu'ils ont prises respectivement au bureau du comité de région, du comité de territoire, du C.C. du parti communiste de la république fédérée.

43. Le comité de région, le comité de territoire, le C.C. du parti communiste de la république fédérée organisent diverses institutions du parti dans le cadre de la région, du territoire, de la république, dirigent leur activité, assurent l'application inflexible des directives du parti, le développement de la critique et de l'autocritique et l'éducation des communistes dans un esprit d'intransigeance envers les insuffisances ; ils dirigent l'étude du marxisme-léninisme par les adhérents et les candidats du parti, organisent le travail pour l'éducation communiste des travailleurs ; ils désignent la rédaction de l'organe du parti dans la région, le territoire, la république, organe qui travaille sous leur contrôle, ils orientent l'activité des organisations soviétiques et sociales de la région, du territoire, de la république par l'intermédiaire des groupes du parti qui y sont formés, ils organisent et dirigent leurs entreprises ayant une importance pour l'ensemble de la région, du territoire, de la république ; ils répartissent dans le cadre de leur organisation les forces et les ressources financières du parti, ils gèrent la caisse du parti dans la région, le territoire, la république, ils informent systématiquement le Comité central du parti et, dans les délais fixés, ils lui présentent leur rapport d'activité.

44. La session du comité de région, du comité de territoire, du C.C. du parti communiste de la république fédérée est convoquée au moins une fois tous les deux mois.

45. Les organisations du parti des républiques autonomes ainsi que des régions nationales et autres faisant partie des territoires et des républiques fédérées travaillent sous la direction des comités de territoire, des C.C. des partis communistes des républiques fédérées et, dans leur vie intérieure, elles s'inspi-

rent des principes exposés au chapitre V des Statuts du parti sur les organisations de région, de territoire et de république.

VI. — Organisations de district du parti

46. Dans les régions, territoires et républiques, où il existe des districts, on crée dans ces derniers des organisations de district du parti.

L'organisme supérieur de l'organisation de district du parti est la conférence de district du parti réunie par le comité de district au moins une fois tous les dix-huit mois ; une conférence extraordinaire est réunie sur décision du comité de district ou à la demande d'un tiers du nombre total des membres des organisations faisant partie de l'organisation de district.

La conférence de district entend et ratifie les rapports d'activité du comité de district, de la commission de vérification et des autres organisations de district du parti ; elle élit le comité de district du parti, la commission de vérification et les délégués à la conférence de région, de territoire ou au congrès du parti communiste de la république fédérée.

47. Le comité de district élit un bureau composé au maximum de neuf membres, dont trois secrétaires du comité de district. Les secrétaires doivent être membres du parti depuis au moins trois ans. L'élection des secrétaires du comité de district est ratifiée par le comité de région, par le comité de territoire, par le C.C. du parti communiste de la république fédérée.

Une session du comité de district est convoquée au moins une fois tous les mois et demi.

48. Le comité de district organise diverses institutions du parti dans le cadre du district et dirige leur activité ; il assure l'application inflexible des directives du parti, le développement de la critique et de l'autocritique et l'éducation des communistes dans un esprit d'intransigeance envers les insuffisances, il dirige l'étude du marxisme-léninisme par les membres et les candidats du parti, il organise le travail pour l'éducation communiste des travailleurs, il nomme la rédaction de l'organe de district du parti travaillant sous sa direction et son contrôle, il oriente l'activité des organisations soviétiques et sociales de district par l'intermédiaire des groupes du parti qui y sont formés, il organise ses entreprises ayant une importance pour l'ensemble du district, il répartit dans le cadre du district les forces et les ressources financières du parti, il gère la caisse du parti dans le district.

VII. — Organisations de ville et de rayon (rural et urbain) du parti

49. La conférence du parti dans la ville, dans le rayon est convoquée par le comité de ville, de rayon au moins une fois par an ; une conférence extraordinaire est convoquée sur décision du comité de ville, de rayon ou à la demande d'un tiers du nombre

total des membres des organisations faisant partie de l'organisation de ville ou de rayon.

La conférence de ville, de rayon entend et ratifie les rapports d'activité du comité de ville, de rayon, de la commission de vérification et des autres organisations de la ville ou du rayon ; elle élit le comité de ville, de rayon, la commission de vérification ainsi que les délégués à la conférence du territoire, de la région ou au congrès du parti communiste de la république fédérée.

50. Le comité de ville, de rayon élit un bureau composé de sept à neuf membres dont trois secrétaires du comité de ville, de rayon. Les secrétaires des comités de ville, de rayon doivent être membres du parti depuis au moins trois ans. L'élection des secrétaires du comité de ville, de rayon est ratifiée par le comité de région, le comité de territoire, le C.C. du parti communiste de la république fédérée.

51. Le comité de ville, de rayon organise et confirme les organisations de base du parti dans les entreprises, dans les sovkhoz, les S.M.T., les kolkhoz et les administrations, il dirige leur activité et procède au recensement des communistes, il assure l'application des directives du parti, le développement de la critique et de l'autocritique et l'éducation des communistes dans un esprit d'intransigeance envers les insuffisances, il organise l'étude du marxisme-léninisme par les membres et les candidats du parti, il organise le travail pour l'éducation communiste des travailleurs, il nomme la rédaction de l'organe de ville, de rayon du parti qui travaille sous sa direction et son contrôle, il oriente l'activité des organisations soviétiques et sociales de ville et de rayon par l'intermédiaire des groupes du parti qui y sont formés, il répartit dans le cadre de la ville et du rayon les forces et les ressources financières du parti, il gère la caisse du parti dans la ville et le rayon. Le comité de ville, de rayon présente au comité de région, au comité de territoire, au C.C. du parti communiste de la république fédérée son rapport d'activité dans les délais et sous la forme fixés par le Comité central du parti.

52. Une session du comité de ville, de rayon est convoquée au moins une fois par mois.

53. Dans les grandes villes, avec l'autorisation du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique, on crée des organisations de rayon, subordonnés au comité de ville.

VIII. — Organisations de base du parti

54. Le fondement du parti est constitué par des organisations de base.

Les organisations de base du parti sont constituées dans les fabriques, les usines, les sovkhoz, les S.M.T. et autres entreprises économiques, dans les kolkhoz, dans les unités de l'Armée soviétique et des Forces navales militaires, dans les villages, les administrations, les établissements d'enseignement, etc., où il y a au moins trois membres du parti.

Dans les entreprises, les kolkhoz, les administrations, etc., où il y a moins de trois membres du parti, on crée des groupes de candidats ou des groupes mixtes du parti et du Komsomol avec à leur tête un organisateur du parti désigné par le comité de rayon, le comité de ville ou la section politique.

Les organisations de base du parti sont confirmées par les comités de rayon, de ville ou les sections politiques correspondantes.

La plus haute instance de l'organisation de base du parti est la réunion du parti convoquée au moins une fois par mois.

55. Dans les entreprises, administrations, kolkhoz, etc., comptant plus de cent membres et candidats du parti, à l'intérieur de l'organisation de base intéressant toute l'entreprise, l'administration, etc., des organisations du parti par atelier, secteur, service, etc., peuvent être constituées dans chaque cas particulier avec l'approbation du comité de rayon, du comité de ville ou de la section politique correspondante.

Dans les organisations d'atelier, de secteur, etc., de même que dans les organisations de base du parti comptant moins de cent membres et candidats, des groupes du parti peuvent être créés par brigade, par agrégat.

56. Dans les grandes entreprises et administrations comptant plus de 300 membres et candidats du parti, des comités du parti pourront être créés avec, dans chaque cas particulier, l'autorisation du Comité central du parti ; dans ce cas, les organisations d'atelier de ces entreprises et administrations auront les droits d'une organisation de base du parti.

57. L'organisation de base du parti relie les masses d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels aux organismes dirigeants du parti. Sa tâche est de :

a) mener parmi les masses un travail d'agitation et d'organisation pour l'application des appels et décisions du parti, en assurant la direction de la presse de base (journaux imprimés, journaux muraux, etc.) ;

b) recruter de nouveaux membres au parti et les éduquer politiquement ;

c) organiser l'éducation politique des membres et des candidats du parti et contrôler l'assimilation par eux d'un minimum de connaissances dans le domaine du marxisme-léninisme ;

d) aider le comité de rayon, le comité de ville ou la section politique dans tout leur travail pratique ;

e) mobiliser les masses à l'entreprise, au sovkhoz, au kolkhoz, etc., en vue d'appliquer le plan de production, de renforcer la discipline du travail et de développer l'émulation socialiste ;

f) lutter contre le désordre et l'incurie dans les entreprises, les sovkhoz, les kolkhoz et veiller constamment à améliorer les conditions matérielles et culturelles des ouvriers, des employés et des kolkhoziens ;

g) développer la critique et l'autocritique et éduquer les communistes dans un esprit d'intransigeance envers les insuffisances ;

h) prendre une part active à la vie économique et politique du pays.

58. Afin de renforcer le rôle des organisations de base du parti dans les entreprises de la production et du commerce, y compris le sovkhoz, les kolkhoz et les S.M.T., et afin d'élever leur part de responsabilité dans le fonctionnement des entreprises, ces organisations ont le droit de contrôler l'activité de l'administration de l'entreprise.

Les organisations du parti des ministères qui, par suite des conditions de travail particulières des administrations soviétiques, ne peuvent pas exercer la fonction de contrôle, sont tenues de signaler les lacunes dans le travail de l'administration, de relever les insuffisances dans le travail du ministère et de ses différents collaborateurs et d'adresser leur documentation et leurs avis au C.C. et aux dirigeants du ministère.

Les secrétaires des organisations de base du parti dans le ministère sont confirmés par le Comité central du parti.

Tous les communistes travaillant dans l'appareil central du ministère appartiennent à l'organisation unique du parti pour le ministère.

59. Pour assurer le travail courant, l'organisation de base du parti élit pour un an un bureau composé de onze membres au maximum.

Des bureaux sont créés dans les organisations de base du parti comptant au moins quinze membres.

Les organisations du parti comptant moins de quinze membres ne constituent pas de bureau, mais élisent un secrétaire de l'organisation de base du parti.

Afin d'accélérer la formation et l'éducation des membres du parti dans un esprit de direction collective, les organisations d'atelier du parti comptant au moins quinze membres, mais pas plus de cent, ont le droit d'élire un bureau de l'organisation d'atelier du parti composé de trois à cinq membres et celles qui comptent plus de cent membres, un bureau de cinq à sept membres.

Dans les organisations de base du parti ne groupant pas plus de cent adhérents, le travail du parti est en règle générale exécuté par des militants non exemptés du travail dans la production.

Les secrétaires des organisations de base et des organisations d'atelier du parti doivent être membres du parti depuis au moins un an.

IX. — Le parti et le Komsomol

60. L'Union des Jeunesses communistes-léninistes de l'U.R.S.S. fait son travail sous la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Le C.C. des J.C., organisme dirigeant du

Komsomol, relève du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique. Le travail des organisations locales des J.C. est orienté et contrôlé par les organisations intéressées de la république, du territoire, de la région, de la ville ou du rayon du parti.

61. Les membres des J.C. qui sont membres ou candidats du parti quittent le Komsomol à partir du moment où ils sont admis au parti, s'ils n'occupent pas de poste dirigeant dans les organisations du Komsomol.

62. Les J.C. sont les auxiliaires actifs du parti dans toute l'édification économique et étatique. Les organisations du Komsomol doivent contribuer activement à l'application des directives du parti dans tous les domaines de l'édification socialiste, surtout là où il n'y a pas d'organisations de base du parti.

63. Les organisations du Komsomol ont toute initiative pour discuter et poser devant les organisations correspondantes du parti toutes les questions concernant le travail de l'entreprise, du kolkhoz, du sovkhoz, de l'administration. Cela afin de supprimer les insuffisances de leur activité, de leur prêter l'aide nécessaire pour améliorer le travail, organiser l'émulation socialiste, réaliser des campagnes de masse, etc.

X. — Organisations du parti dans l'Armée soviétique, les Forces navales, militaires et les transports

64. Le travail du parti dans l'Armée soviétique et les Forces navales militaires se fait sous la conduite des directions politiques centrales de l'Armée soviétique et des Forces navales militaires de l'U.R.S.S. et dans les transports sous la conduite des directions politiques des Ministères des voies de communication de l'U.R.S.S., de la Flotte maritime de l'U.R.S.S. et de la Flotte fluviale de l'U.R.S.S. qui fonctionnent au titre de sections du C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique.

Les organisations du parti dans l'Armée soviétique, les Forces navales militaires et les transports travaillent sur la base d'instructions spéciales approuvées par le Comité central.

65. Les chefs des directions politiques des régions militaires, des flottes et des armées et les dirigeants des sections politiques des chemins de fer doivent être membres du parti depuis cinq ans ; les dirigeants des sections politiques des divisions et des brigades doivent être membres du parti depuis trois ans.

66. Les organismes politiques sont tenus d'entretenir une liaison étroite avec les comités locaux du parti. A cet effet, les dirigeants des organismes politiques participeront de façon constante au travail des comités locaux du parti et présenteront régulièrement à ces derniers des rapports sur le travail politique dans les unités de l'armée ; les dirigeants des sections politiques dans les transports présenteront de même des rapports d'activité.

XI. — Groupes du parti dans les organisations extérieures au parti

67. Dans tous les congrès, conférences et dans les organismes élus des organisations soviétiques, syndicales, coopératives et autres organisations de masse, où il y a au moins trois membres du parti, on organise des groupes du parti dont la tâche est de renforcer par tous les moyens l'influence du parti et d'appliquer sa politique parmi les sans-parti, d'affermir la discipline à l'égard du parti et de l'Etat, de lutter contre le bureaucratisme, de contrôler l'application des directives du parti et des administrations soviétiques. Pour assurer le travail courant, le groupe élit un secrétaire.

68. Les groupes du parti sont subordonnés aux organisations du parti correspondantes (C.C. du Parti communiste de l'Union soviétique, C.C. du parti communiste de la république fédérée, comité de territoire, de région, de district, de ville, de rayon).

Dans toutes les questions, les groupes sont tenus de s'inspirer strictement et rigoureusement des décisions des organismes dirigeants du parti.

XII. — Ressources financières du parti

69. Les ressources financières du parti et de ses organisations proviennent des cotisations, des revenus des entreprises du parti et d'autres versements.

70. Les cotisations mensuelles pour les membres du parti et les candidats sont établies comme suit (en pourcentage par rapport au gain) :

Ceux qui ont un

gain mensuel ne dépassant pas 500 roubles versent ½ %
gain mensuel de 501 roubles à 1.000 roubles versent 1 %
gain mensuel de 1.001 roubles à 1.500 roubles versent 1 ½ %
gain mensuel de 1.501 roubles à 2.000 roubles versent 2 %
gain mensuel de plus de 2.000 roubles versent 3 %

71. Les camarades admis comme candidats versent un droit d'admission équivalant à 2% de leur gain mensuel.

DISCOURS DU CAMARADE M. SOUSLOV

CAMARADES,



LA voie parcourue par notre parti dans la période comprise entre les XVIII[e] et XIX[e] Congrès a été jalonnée d'événements d'une importance historique mondiale au cours desquels se décidait le sort de la patrie socialiste soviétique.

Le parti de Lénine et de Staline a victorieusement parcouru ce chemin; il a inscrit en lettres d'or de nouvelles pages dans son histoire, dans l'histoire du pays des Soviets et de toute l'humanité, grâce à la justesse de sa politique, grâce au fait que c'est le génie de l'humanité, le guide et éducateur aimé, le camarade Staline, qui conduit avec une volonté inébranlable et une sagesse immense notre parti et le peuple soviétique tout entier dans la voie léniniste. (*Applaudissements prolongés.*)

Le XIX[e] Congrès du P. C. (*b*) de l'U.R.S.S. et le nouvel ouvrage génial du camarade Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, ouvrent des perspectives grandioses de marche victorieuse de notre pays vers le communisme et fait une nouvelle fois la démonstration aux yeux du monde entier de la force, de la puissance intarissable du régime social socialiste, soviétique, et de sa supériorité incontestable sur le régime social capitaliste.

Le cinquième plan quinquennal détermine un nouvel et puissant essor de l'économie nationale de l'U.R.S.S. et marque une nouvelle étape dans la création de la base matérielle et technique du communisme. Le plan fixe également des objectifs d'une extrême importance dans le domaine du développement de la culture socialiste, et c'est à ces objectifs que je voudrais consacrer mon intervention.

Lénine et Staline enseignent que l'une des principales conditions de la victoire complète du communisme réside dans le puissant essor du niveau culturel et de la conscience politique de tous les hommes soviétiques, dans l'éducation communiste des travailleurs. Dès 1906, dans son remarquable ouvrage *Anarchisme ou socialisme?*, le camarade Staline a indiqué que la société

future « *suppose des forces productives suffisamment développées et une conscience socialiste des hommes.* » (1).

Dans le nouvel ouvrage classique, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, le camarade Staline a donné une analyse complète et très approfondie des problèmes les plus importants de l'économie politique et, en premier lieu, des problèmes relatifs au passage progressif de la société soviétique du socialisme au communisme. Le camarade Staline a projeté la vive lumière de la science marxiste-léniniste sur les moyens et les méthodes à employer pour édifier le communisme et il a, par là même, apporté une aide gigantesque à notre parti, à tous les bâtisseurs de la société communiste, à tout le mouvement ouvrier international. (*Applaudissements.*)

Dans cet ouvrage, notre grand guide et éducateur a souligné, une fois de plus, qu'une des conditions préalables de la préparation du passage au communisme consiste à « *parvenir à un essor culturel de la société assurant à tous ses membres le développement dans tous les domaines de leurs dons physiques et intellectuels afin que les membres de la société puissent recevoir une instruction suffisante pour devenir des artisans actifs du développement social, pour qu'ils soient à même de choisir librement une profession et ne soient pas rivés, en vertu de la division du travail existante, à une seule profession pour toute la durée de leur vie* ».

Voilà pourquoi le Comité central du parti et le camarade Staline accordent une attention aussi exceptionnelle au travail idéologique du parti et luttent avec persévérance pour assurer par tous les moyens l'essor de l'éducation communiste du peuple soviétique.

L'éducation communiste a pour but de faire de tous les travailleurs, en premier lieu de la jeunesse de notre pays, des hommes profondément cultivés et instruits, vaillants et courageux, ne craignant ni les difficultés, ni les obstacles; elle a pour but de cultiver en eux une attitude socialiste à l'égard du travail et de la propriété sociale, le patriotisme soviétique ardent et l'internationalisme prolétarien, un dévouement sans borne à la grande cause du communisme. L'éducation communiste des travailleurs constitue un moyen très important dans la lutte pour une haute productivité du travail, pour la consolidation de la discipline socialiste du travail, pour la consolidation et le développement de la propriété sociale, pour un nouveau développement de la puissance de l'Etat soviétique.

L'édification du communisme ne se déroule pas chez nous sous la forme d'une progression régulière, « sans conflits », sans difficultés et sans lutte. La théorie dite de « l'absence de conflits » — qui a eu une certaine vogue parmi les écrivains et les artistes et qui porte préjudice à notre littérature et à notre art, qui les éloigne de la lutte active contre les survivances et l'influence de l'idéologie bourgeoise, contre tout ce qui est ancien, désuet, contre tout ce qui empêche les hommes soviétiques d'avancer vers le communisme — est profondément fausse et étrangère au marxisme-léninisme.

(1) Editions Sociales, 1950, p. 37.

Nous ne pouvons surtout pas oublier l'encerclement capitaliste qui a aujourd'hui à sa tête les milieux impérialistes les plus réactionnaires des Etats-Unis et de l'Angleterre, milieux qui préparent, y compris du point de vue idéologique, une nouvelle guerre mondiale; qui utilisent tous les moyens de la culture et de l'idéologie bourgeoises pour abrutir les larges masses de leurs pays et pour empoisonner par les mensonges et les calomnies les plus lâches et les plus subtils, la conscience des éléments les moins stables de notre société.

Le mouvement en avant de notre société ne va pas tout seul, mais se déroule au milieu de la lutte du nouveau contre toutes les survivances encore nombreuses et vivaces du passé, contre les vieilles habitudes et mœurs néfastes, parfois répugnantes, héritées du régime bourgeois. Le camarade Staline enseigne :

« *Toujours, chez nous, quelque chose dépérit. Mais ce qui meurt ne veut pas mourir simplement, mais lutte pour son existence, défend sa cause désuète.*

« *Toujours, chez nous, quelque chose de nouveau naît à la vie. Mais ce qui naît, ne naît pas simplement, mais piaille, crie, défendant son droit à l'existence.*

« *La lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît : voilà la base de notre développement.* »

Voilà pourquoi tout le travail idéologique du parti, toute son activité en vue de donner une éducation communiste aux masses, de former des qualités morales et spirituelles nouvelles et élevées chez nos hommes en tant que membres de la société communiste, ne peut avoir un caractère abstrait et se borner à diffuser des connaissances, à répandre la culture. Il doit, comme par le passé, diriger son dard et mener une lutte implacable contre l'idéologie bourgeoise réactionnaire et sa pénétration dans notre science, notre littérature et notre art, afin de surmonter et d'extirper les survivances du capitalisme de la conscience des hommes, de renforcer l'intransigeance bolchévique à l'égard des déformations idéologiques de tout genre.

L'édification de la culture socialiste et l'éducation communiste des travailleurs est une offensive contre l'idéologie bourgeoise réactionnaire, contre les fainéants et les dilapideurs de la propriété sociale, contre les bureaucrates et les violateurs de la discipline d'Etat, contre les admirateurs serviles de la culture réactionnaire bourgeoise et du mode de vie capitaliste, contre les déformations nationalistes et cosmopolites hostiles à l'idéologie soviétique et à l'amitié entre les peuples, contre l'apolitisme et l'absence de contenu idéologique en littérature, en art et en science.

Le levier puissant pour édifier la culture socialiste et donner une éducation communiste aux travailleurs, c'est l'instruction publique.

Le parti et l'Etat soviétique manifestent une sollicitude inlassable pour l'instruction des larges masses populaires, pour l'assimilation de toutes les conquêtes de la culture par ces masses. Dans ce domaine important, des succès d'une portée historique ont été remportés. Déjà, au moment du XVIII[e] congrès du parti, notre pays avait accompli une véritable révolution culturelle. Dans son rapport au XVIII[e] congrès du P. C. (*b*) de

l'U.R.S.S., le camarade Staline avait fixé un nouvel objectif historique : faire de tous les ouvriers et de tous les paysans des hommes cultivés et instruits.

Cette tâche s'accomplit avec succès et sans défaillance. On a instauré l'enseignement général de sept ans; l'enseignement moyen, général et spécial a été considérablement étendu. De très grands succès ont été obtenus dans l'extension et l'amélioration de l'enseignement supérieur. Le nombre des élèves des établissements d'enseignement supérieur a atteint 1.400.000 en 1952, soit 73 % de plus qu'avant la guerre.

Pas un Etat capitaliste ne connaît et ne peut connaître une instruction publique d'une telle ampleur. Les classes dominantes ont besoin de l'obscurité et de l'ignorance des travailleurs pour maintenir ceux-ci dans la soumission et tirer le maximum de profits d'une exploitation impitoyable. L'instruction publique traverse une crise profonde aux Etats-Unis. Dans ce pays, on compte plus de dix millions d'illettrés; le tiers environ des enfants d'âge scolaire n'étudient pas. En ce qui concerne l'enseignement moyen, et surtout l'enseignement supérieur, il est le monopole des classes dirigeantes et il est inaccessible aux enfants de travailleurs.

Alors que l'Etat soviétique assigne chaque année des sommes considérables pour le développement de l'instruction publique, le gouvernement des Etats-Unis, bien que l'instruction publique de ce pays soit dans une situation catastrophique, y consacre moins de 1 % du budget. Par contre, les crédits militaires servant à la préparation d'une nouvelle guerre absorberont cette année 74 % du budget. 1 % pour l'instruction publique et 74 % pour les dépenses militaires! Ces chiffres donnent une idée de la direction dans laquelle est orientée la politique antipopulaire des classes dirigeantes des Etats-Unis.

S'appuyant sur les succès obtenus dans le développement de l'instruction publique dans notre pays et tenant compte également du besoin vital qu'éprouve la société soviétique d'une nouvelle élévation du niveau culturel et technique des travailleurs, les directives du XIX[e] congrès du parti concernant le cinquième plan quinquennal fixent, dans le domaine de l'instruction publique, de nouveaux objectifs d'une immense importance.

Le projet de directives du XIX[e] congrès du parti prévoit :

« *Terminer pour la fin du quinquennat le passage de l'enseignement de sept classes à l'enseignement moyen général (dix classes) dans les capitales des républiques, les villes dépendant de l'administration centrale de la république, les chefs-lieux des régions, des territoires et les grands centres industriels. Préparer les conditions qui permettront de réaliser entièrement, au cours du prochain quinquennat, l'enseignement moyen général (dix classes) dans les autres villes et dans les localités rurales.* »

Ainsi, l'on se propose, au cours du présent quinquennat et du suivant, de passer à l'enseignement obligatoire de dix ans.

Il est difficile de surestimer la signification, le caractère grandiose de cet objectif que, seul, l'Etat socialiste est en mesure d'atteindre. Le fait même de fixer un tel objectif n'est possible que dans une société où le peuple est le maître, où la sollicitude pour le peuple, pour l'élévation de son niveau matériel et culturel

est une loi imprescriptible. La garantie pour toute la jeune génération de notre pays de pouvoir recevoir une instruction moyenne marque une étape très importante dans la solution de la tâche historique posée par le camarade Staline : faire de tous les travailleurs des hommes cultivés et instruits. Cela constitue aussi un grand pas en avant vers la liquidation des différences essentielles entre le travail manuel et le travail intellectuel.

L'application de l'enseignement obligatoire de dix ans aura aussi une immense influence sur l'accélération du développement de l'économie nationale, étant donné que les rangs de la classe ouvrière compteront de plus en plus d'hommes cultivés et instruits, capables d'utiliser la technique la plus moderne et de la faire progresser avec rapidité et une très grande efficacité.

Sur l'initiative du camarade Staline, un autre objectif très important a encore été fixé dans le nouveau plan quinquennal en ce qui concerne l'instruction publique. Il consiste à passer à l'instauration de l'enseignement polytechnique à l'école moyenne et à prendre les mesures nécessaires pour passer à l'enseignement polytechnique universel.

L'enseignement spécial moyen et supérieur continuera aussi à se développer au cours du nouveau quinquennat. Pour instruire les travailleurs sans leur faire quitter la production, on étendra le réseau des établissements d'enseignement spécial, moyen et supérieur, du soir et par correspondance, ainsi que des écoles d'enseignement général.

Pour atteindre les objectifs très importants du cinquième plan quinquennal dans le domaine de l'instruction publique, il faut considérablement améliorer l'activité du ministère de l'Enseignement, du ministère de l'Enseignement supérieur; d'autre part, les organismes locaux du parti et des soviets devront accomplir un grand travail concernant la construction de nouveaux locaux scolaires, la préparation et le perfectionnement des cadres enseignants, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'éducation donnés aux élèves, concernant aussi la préparation sous tous leurs aspects et l'application de mesures destinées à instaurer l'enseignement polytechnique.

La nouvelle étape dans le développement de l'instruction publique inaugurée par le cinquième plan quinquennal aboutira à une nouvelle et immense élévation du niveau culturel des masses populaires et sera une base solide pour un épanouissement encore plus puissant de la science, de la technique, de la littérature et de l'art dans notre pays.

Camarades,

Pour atteindre les objectifs fixés par notre parti dans le domaine de l'édification culturelle et de l'éducation communiste des hommes soviétiques, pour organiser et mobiliser ceux-ci en vue d'atteindre les objectifs économiques et politiques fixés au pays, la presse : les journaux, les revues et les livres, a une grande importance.

Le peuple soviétique aime sa presse, celle-ci a à faire face à une demande considérable. Notre presse est devenue une force puissante, aidant activement à l'édification du communisme. Livres et revues sont édités à des tirages immenses dans les

9

dizaines de langues des peuples de notre pays. En ce qui concerne les journaux, la *Pravda*, à elle seule, paraît à l'heure actuelle à un tirage qui dépasse sensiblement celui de tous les journaux édités en Russie en 1913.

Au cours du cinquième quinquennat, on envisage un grand développement de notre presse. Cela fait naître de nouvelles exigences à l'égard des organisations chargées des éditions, ainsi que de l'industrie du livre et du papier.

Les travailleurs des maisons d'éditions doivent considérablement améliorer le travail d'édition, faire preuve de plus d'esprit de responsabilité pour le contenu idéologique et l'exécution technique des livres édités, rendre impossible l'édition de livres idéologiquement néfastes et techniquement ratés, phénomène encore assez fréquent, malheureusement.

Il faut également prendre des mesures pour que l'extension prévue par le plan de la base technique de notre presse, pour que son équipement en matériel moderne d'une haute productivité et l'approvisionnement des maisons d'édition en quantités nécessaires de papier soient assurés sans restrictions.

Les objectifs extrêmement importants fixés au parti exigent instamment de toutes les organisations du parti qu'elles élèvent le niveau de leur travail idéologique et politique et qu'elles éliminent les gros défauts existant encore dans ce domaine, défauts qui ont été entièrement révélés dans le rapport d'activité présenté par le camarade Malenkov.

Les décisions historiques du XIX^e^ congrès du parti, l'ouvrage éminent de Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, la mobilisation des travailleurs pour la réalisation et le dépassement du nouveau plan quinquennal, doivent être au centre de tout le travail idéologique et politique des organisations du parti.

La principale condition pour élever le niveau du travail idéologique des organisations du parti et atteindre tous les objectifs fixés au parti dans le domaine de l'édification économique et culturelle, est l'amélioration de la propagande du parti.

Le grand enseignement de Marx, Engels, Lénine et Staline sert de base scientifique à toute la politique du parti communiste, il sert de base à l'éducation communiste des travailleurs. Il nous éclaire la voie du communisme. En mettant en lumière les lois du développement de la société, le marxisme-léninisme aide le parti, la classe ouvrière, les travailleurs, à utiliser consciemment et habilement les lois connues pour édifier le communisme dans les délais les plus courts et avec le minimum de difficultés.

Le parti a créé les conditions favorables pour que nos cadres assimilent avec succès la théorie révolutionnaire. Les ouvrages des classiques du marxisme-léninisme ont été édités dans les langues des peuples de l'U.R.S.S. à un tirage global de 511 millions d'exemplaires depuis le XVIII^e^ congrès du Parti. A l'heure actuelle, la quatrième édition, la plus complète et la plus soigneusement préparée, des Œuvres de Lénine est terminée, treize tomes des Œuvres du camarade Staline, constituant un trésor inépuisable de pensée marxiste-léniniste créatrice, sont parus.

Cependant, malgré une certaine extension de la propagande des idées du marxisme-léninisme, il faut souligner que jusqu'à

présent, elle n'est pas encore organisée de façon satisfaisante chez nous.

Critiquant à juste raison les défauts existant dans l'organisation de la propagande du parti, le camarade Staline a indiqué que l'un des principaux est l'absence d'un manuel qui donnerait aux communistes le minimum nécessaire de connaissances dans le domaine de la théorie marxiste-léniniste. Le camarade Staline a proposé de rédiger un cours élémentaire de marxisme-léninisme pour les membres et les candidats du parti. La rédaction de ce cours sera d'une aide sérieuse à nos cadres.

L'enseignement donné dans le parti et le contrôle sur l'assimilation par les communistes du minimum nécessaire de connaissances dans le domaine du marxisme-léninisme constituent une tâche de premier plan pour toutes les organisations du parti. Cependant, les faits montrent que le contrôle nécessaire sur l'étude politique des communistes est presque totalement inexistant. C'est là un autre grand défaut de l'organisation de la propagande du parti que le camarade Staline a également indiqué. Ainsi que le montrent les faits, par suite de l'absence de contrôle, beaucoup de communistes comptés comme étudiant individuellement la théorie ne font à vrai dire, aucun travail pour élever leur niveau idéologique et politique.

La tâche consiste à faire disparaître le laisser-aller, l'absence d'organisation et de contrôle en matière de propagande du parti; elle consiste à élever la responsabilité des organisations du parti et des communistes eux-mêmes pour l'étude politique en introduisant dans tout le réseau d'enseignement du parti un contrôle systématique sur l'assimilation d'un minimum de connaissances dans le domaine du marxisme-léninisme par les membres et les candidats du parti. Il faut accorder une attention particulière à l'amélioration du contenu idéologique du travail de propagande, à l'extirpation résolue de l'étude dogmatique, talmudiste, du marxisme-léninisme, à l'élévation du niveau idéologique et théorique des études à tous les échelons de l'enseignement du parti.

Camarades,

Le camarade Staline attache personnellement une attention exceptionnelle à tout le travail idéologique et politique du parti et à l'édification culturelle. Il est difficile de désigner une branche de la science, de la culture et de l'art, un secteur du front idéologique où l'on ne sente le rôle de notre grand guide et éducateur — qui les inspire et les oriente — l'influence bienfaisante de ses idées géniales. (*Applaudissements*).

C'est le gage que les nouvelles tâches dans le domaine de l'édification culturelle, de l'éducation communiste des travailleurs et de la propagande des idées immortelles du marxisme-léninisme seront résolues avec succès.

Notre parti est venu à son XIX[e] congrès dans une unité, une cohésion idéologique et d'organisation inouïe; il y est venu fort de la confiance sans borne de tout le peuple soviétique. En mettant en application les décisions historiques du congrès, le parti conduira avec assurance le peuple soviétique à la victoire complète du communisme, sous la sage conduite de notre grand guide et éducateur, de la sommité de la science qu'est notre cher et aimé camarade Staline. (*Applaudissements prolongés.*)

DISCOURS
DU CAMARADE L. KAGANOVITCH



CAMARADES !

LE Comité central du parti m'a chargé de soumettre au XIX^e^ congrès une motion de remaniement du programme de notre parti.

Au XVIII^e^ congrès, une Commission fut élue pour modifier le programme du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. On sait que le parti a perdu des camarades marquants qui étaient membres de la Commission : les camarades Kalinine, Jdanov, Chcherbakov, Yaroslavski. La Commission a été dans l'impossibilité de remplir la tâche dont elle avait été chargée. La Grande guerre patriotique et le travail effectué pour en finir avec les suites de la guerre, la grande œuvre de relèvement de l'économie nationale ont empêché la Commission d'achever ses travaux.

A l'heure actuelle, après le XIX^e^ congrès du parti, les conditions seront plus propices pour accomplir cette tâche complexe. Nous nous sommes enrichis de l'expérience acquise dans les années de la Grande guerre patriotique, où la victoire a été remportée par notre régime social et d'Etat soviétique, par notre système socialiste d'économie, par notre valeureuse armée soviétique. Nous nous sommes enrichis de l'expérience du relèvement d'après guerre et du développement de l'économie nationale.

La période actuelle du travail de notre parti diffère profondément de celle de 1919, où fut adopté le programme de notre parti.

Dans la période écoulée depuis le VIII^e^ congrès, où fut adopté le programme actuel, des changements radicaux sont intervenus dans le domaine des relations internationales et dans celui de l'édification du socialisme en U.R.S.S.

Dans le cours des années qui nous séparent du VIII^e^ congrès du parti, notre patrie est devenue, de pays agraire arriéré, un puissant Etat socialiste industriel-kolkhozien. La structure économique multiple qui existait a été liquidée ; le système socialiste d'économie et la propriété socialiste sous ses deux formes —

propriété du peuple tout entier et propriété kolkhozienne — dominent sans partage. Notre pays s'est métamorphosé. Sous la direction du camarade Staline le socialisme a été bâti chez nous.

Au cours des trente dernières années, surtout à la suite de la victoire historique de l'Union Soviétique dans la Grande guerre patriotique, la puissance et le prestige de l'Etat Soviétique se sont accrus incommensurablement. Les résultats de la lutte et des victoires de notre parti et du peuple soviétique, nos réalisations ont été exposés éloquemment, dans les rapports et discours, au XIX[e] congrès du parti.

Etant donné tous ces changements, un certain nombre de points du programme de notre parti et de tâches exposées dans ce programme — pour autant qu'ils ont déjà été réalisés au cours de cette période — ne correspondent plus aux conditions actuelles et aux tâches nouvelles du parti. C'est pour cela qu'il est absolument nécessaire de remanier le programme de notre parti.

Durant plus de trente années après l'adoption du programme, le parti et son guide, le camarade Staline, se basant sur la doctrine féconde du marxisme-léninisme, ont fait progresser la théorie du parti, ont développé et enrichi de nouvelles découvertes scientifiques la théorie de Marx, Engels, Lénine.

Le camarade Staline, dans ses ouvrages géniaux, a étudié toutes les questions essentielles du programme : l'édification du socialisme et du communisme dans un seul pays ; les deux faces de la question de l'édification du socialisme et du communisme dans notre pays dans les conditions de l'entourage capitaliste ; l'industrialisation socialiste du pays ; la collectivisation de l'agriculture ; l'Etat socialiste ; les nations socialistes ; la théorie marxiste en linguistique et divers autres grands problèmes de théorie et de pratique.

Le programme remanié doit incarner tout ce que notre guide et éducateur, le grand Staline, a apporté de neuf au trésor du marxisme-léninisme. (*Tempête d'applaudissements.*)

Le programme nouveau, remanié, du parti doit synthétiser l'expérience, de portée historique mondiale, de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, l'expérience de l'édification du socialisme en U.R.S.S., et tracer les voies nouvelles d'accomplissement de la tâche principale du parti : l'édification de la société communiste par le passage graduel du socialisme au communisme.

Le fait que le parti, à la veille de son XIX[e] congrès, a reçu un nouvel ouvrage classique du camarade Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, a une importance décisive pour le remaniement du programme et la détermination du chemin à suivre dans l'édification du communisme.

Cet ouvrage génial est un grand événement de la vie de notre parti, de tous les peuples de l'Union Soviétique et de tous les partis communistes frères dans le domaine de l'idéologie et de la théorie.

C'est un grand bonheur pour nous que notre parti, notre peuple, bâtissant le communisme, s'enrichissent constamment, sans cesse, de l'œuvre géniale du grand Staline en matière de théorie,

qu'ils reçoivent cette arme. (*Applaudissements enthousiastes et prolongés.*)

Dans *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, le camarade Staline a posé et résolu les questions fondamentales suivantes : le caractère des lois économiques en régime socialiste; la production marchande en régime socialiste; la loi de la valeur en régime socialiste; les mesures à prendre pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale; les lois économiques fondamentales du capitalisme actuel et du socialisme; les trois conditions essentielles préalables pour le passage du socialisme au communisme; la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel; la désagrégation du marché mondial unique et l'aggravation de la crise du système capitaliste mondial; l'inévitabilité des guerres entre les pays capitalistes.

La portée historique du nouvel ouvrage du camarade Staline découle du fait que la tâche de l'édification du socialisme a été remplie en U.R.S.S. et que, maintenant, le parti voit se poser devant lui, dans toute leur ampleur, des tâches nouvelles appelées à assurer le passage graduel du socialisme au communisme. Le nouvel ouvrage du camarade Staline donne la solution théorique et pratique des problèmes de première importance qui se sont posés devant le parti dans les conditions historiques nouvelles. En remaniant le programme du parti il est nécessaire de se baser sur les thèses fondamentales de l'ouvrage du camarade Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*

L'ouvrage génial du camarade Staline a une portée internationale immense. Le génie de Staline projette une vive lumière sur la voie que doit suivre le peuple soviétique, conduit par notre parti, pour consolider encore notre Etat et édifier, dans le plus bref délai, le communisme dans notre pays. (*Applaudissements.*)

Ayant remanié le programme du parti sur la base des thèses fondamentales de l'ouvrage du camarade Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, notre grand parti mènera le peuple soviétique encore plus rapidement en avant, à la victoire complète du communisme. (*Tempête d'applaudissements.*)

Maurice THOREZ

SALUT AU XIXe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE (bolchévik) DE L'U.R.S.S.

Chers camarades,



AU nom du Comité central du Parti Communiste Français, et certain de traduire les sentiments profonds de la classe ouvrière et de tous les travailleurs de France, j'apporte au XIXe Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'Union Soviétique une ardente et fraternelle salutation de combat. (Vives acclamations prolongées.)

Nous saluons le glorieux peuple soviétique, étroitement uni à son Parti communiste, auquel il se sait redevable de ses victoires sans précédent et du bonheur de sa vie.

Notre Parti et les travailleurs de France saluent, le cœur plein d'amour et de confiance, le guide et l'éducateur des communistes du monde entier, l'architecte du communisme, le champion de la paix, de l'indépendance et de la souveraineté des peuples, le camarade Staline. (Vifs applaudissements prolongés.)

Des millions de travailleurs de France tournent leur regard vers cette salle du Kremlin où vous êtes assemblés parce qu'ils savent que la sagesse et l'ampleur de vues de la politique du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., force vitale du régime soviétique, ont rendu possible, pour la première fois dans le monde, la construction victorieuse de la société socialiste, stade graduel du socialisme au communisme, ce qui suscite l'admiration enthousiaste

des fils des Communards de 1871 et de toute l'humanité progressiste. (Applaudissements.)

Les travailleurs de France se souviennent des paroles historiques du camarade Staline affirmant au XVIII^e^ Congrès du Parti Communiste (bolchévik) : « Si les succès de la classe ouvrière de notre pays, si sa lutte et sa victoire contribuent à relever le moral de la classe ouvrière des pays capitalistes et à consolider sa foi en ses propres forces, la foi en sa victoire, notre Parti pourra dire qu'il ne travaille pas en vain. On ne peut pas douter qu'il en sera justement ainsi. »

Ces paroles se sont brillamment vérifiées. L'Union Soviétique apparaît avec une éclatante valeur d'exemple aux yeux de la classe ouvrière de France, qui aspire à sa complète libération, à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, au socialisme.

L'Union Soviétique est la preuve que la loi fondamentale du régime socialiste est la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse développés de toute la société. Le but de l'économie socialiste s'avère aux yeux de tous comme n'étant pas le profit, mais l'homme avec tous ses besoins.

Les travailleurs de France savent qu'au temps de sa grande guerre patriotique contre les impérialistes allemands et japonais, le peuple soviétique, se couvrant d'une gloire immortelle, a sauvé la France et toute l'humanité de l'esclavage fasciste.

Les travailleurs de France savent que votre patrie socialiste, de par sa structure économique et sociale, est foncièrement étrangère à toute agressivité, qu'elle constitue le ferme rempart de la paix en Europe et dans le monde.

Le peuple soviétique, qui a souffert plus qu'aucun autre peuple de la guerre, s'est placé au premier rang de ce puissant mouvement de notre temps qu'est le mouvement démocratique des partisans de la paix.

C'est pour toutes ces raisons que des millions et des millions de nos compatriotes ont fait leur ce serment solennel : « Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique. » (Applaudissements enthousiastes se transformant en ovation. Tout le monde se lève.)

Les milieux dirigeants de la bourgeoisie française, renonçant à toute politique extérieure indépendante, transforment notre territoire en une base de guerre américaine, en vue de l'agression contre

l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Par haine de notre peuple, et avec l'espoir de maintenir leurs profits, les impérialistes français se sont placés sous la direction américaine. Ils sacrifient les intérêts vitaux de la nation, sa souveraineté.

Au lieu de s'orienter vers les forces démocratiques et populaires existant en Allemagne en vue d'assurer une solution pacifique du problème allemand, conforme aux intérêts de tous les peuples, les milieux dirigeants de la bourgeoisie française, sous le couvert d'une prétendue armée européenne, s'emploient à faire renaître le militarisme allemand, mettant ainsi de nouveau en danger la sécurité de la France et la paix.

Ils pratiquent une politique de militarisation de l'économie et d'organisation d'une nouvelle guerre, politique qui aggrave l'exploitation des travailleurs, accentue la misère pour la majorité de la population et conduit le pays à la ruine.

L'impérialisme français opprime férocement les peuples coloniaux qui luttent pour leur indépendance nationale. Il mène, depuis six ans, une guerre injuste contre la République démocratique du Viet-Nam.

Pour tenter d'enrayer la protestation grandissante des masses populaires et d'étouffer le mécontentement qui apparaît dans les milieux les plus divers, les dirigeants réactionnaires de notre pays, avec le soutien actif du Parti socialiste, développent une politique de répression, une politique de fascisation visant en premier lieu le Parti Communiste Français et les organisations démocratiques luttant pour le pain des travailleurs, pour la paix, la liberté et l'indépendance nationale.

Chers camarades,

Les travaux et les décisions historiques du XIX^e^ Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique aideront puissamment les communistes et tout le peuple de France dans leur lutte contre les forces de réaction et de guerre. Le Parti Communiste Français est profondément reconnaissant au Parti de Lénine et de Staline pour son apport exceptionnel dans le développement et l'enrichissement des principes de la théorie marxiste-léniniste-stalinienne. Les conseils du camarade Staline ont contribué, dans une mesure décisive, à la formation du Parti Communiste Français, parti ouvrier de type nouveau s'identifiant avec la nation. (Applaudissements.)

Guidé par les enseignements et l'exemple de votre Parti bolchévik, notre Parti, dès avant la deuxième guerre mondiale, avait su lutter pour l'unité de la classe ouvrière, contre la social-démocratie, principal soutien social de la bourgeoisie. Il fut l'initiateur et l'animateur d'un large front populaire et antifasciste.

Après avoir tout fait pour éviter la guerre, notre Parti, bien que réduit à l'illégalité par les munichois, a su poursuivre son combat pour le salut du peuple de France et pour l'amitié franco-soviétique, ce qui lui permit de se placer seul, en tant que Parti, dès le début de l'occupation hitlérienne, au premier rang de la Résistance à l'envahisseur fasciste et aux traîtres de Vichy.

Aujourd'hui, notre Parti contribue efficacement à l'effort de tous les hommes de bonne volonté, décidés à faire échec aux projets monstrueux d'une nouvelle guerre mondiale.

Camarades,

L'examen et la solution des problèmes du Parti, présentés dans le rapport du camarade Malenkov et dans les propositions de statuts modifiés, constituent pour nous une aide nouvelle particulièrement précieuse en un moment où notre Parti mène une lutte active pour l'unité de principes, contre toute déviation, toute activité désagrégatrice.

La publication de l'ouvrage génial du camarade Staline sur les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., généralisation grandiose de l'expérience de la construction du socialisme en U.R.S.S. et du mouvement révolutionnaire international, constitue un événement capital dans la vie idéologique de tous les partis communistes. Cet ouvrage aidera puissamment les communistes français à bien comprendre les lois du développement de la société, à mieux s'orienter dans leur combat pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour le socialisme.

Vive le XIX^e^ Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'Union Soviétique ! (Applaudissements.)

Gloire au grand Parti de Lénine et de Staline ! (Applaudissements.)

Gloire à l'éducateur et au guide des communistes de tous les pays, à l'ami et au frère des travailleurs du monde entier, à notre cher et grand camarade Staline! (Applaudissements enthousiastes et prolongés se transformant en ovation. Tout le monde se lève.)

DISCOURS DU CAMARADE K. VOROCHILOV



CAMARADES !

LE XIXe congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a terminé ses travaux. Il ne fait aucun doute que, dans la glorieuse histoire du parti de Lénine et de Staline, l'actuel congrès occupera une place éminente.

Réuni au moment où le peuple soviétique réalise le passage graduel du socialisme au communisme, le congrès a fait le bilan de la lutte et des victoires de notre parti et a défini les perspectives de notre mouvement en avant.

Les travaux du congrès ont été une éclatante manifestation de la plus grande confiance de notre parti envers sa direction stalinienne, de son amour ardent et de son dévouement sans limite au grand guide et éducateur, le camarade Staline. (*Ovation enthousiaste. Tout le monde se lève.*)

Le congrès a entendu le rapport du camarade Malenkov, secrétaire du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. qui donne un compte rendu complet de l'activité du Comité central pour la période entre les XVIIIe et XIXe congrès et qui fixe les tâches du parti pour la prochaine période. Avec un enthousiasme exceptionnel, le congrès a adopté une résolution approuvant la ligne politique et l'activité pratique du Comité central. (*Vifs applaudissements.*)

L'examen du rapport d'activité du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. a montré une fois de plus la grande unité du parti de Lénine et de Staline, sa cohésion étroite autour de son Comité central et sa liaison indissoluble avec les plus larges masses travailleuses.

Sur la base du rapport du camarade Sabourov, président du Comité du plan d'Etat, le congrès a approuvé les directives au sujet du 5e plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955. Les directives prévoient un nouvel et puissant essor de l'économie nationale de l'U.R.S.S. et garantissent un nouvel et important accroissement du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple. La réalisation du 5e plan quinquennal sera un grand pas en avant sur la voie du passage du socialisme au communisme.

Les décisions du congrès sur les modifications aux Statuts du parti ont une immense importance.

Désormais notre parti s'appellera *Parti Communiste de l'Union Soviétique*. La nouvelle appellation du parti exprime avec

le maximum de précision le contenu marxiste des tâches du parti. La renonciation à la double appellation du parti : « communiste », « bolchévik », reflète ce fait historique d'importance mondiale que les principes léninistes-staliniens ont remporté dans notre parti une victoire complète et sans partage.

Les Statuts du Parti Communiste de l'Union Soviétique adoptés sur la base du rapport du camarade Khrouchtchev, secrétaire du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., généralisent l'énorme expérience d'organisation accumulée par le parti depuis son XVIII[e] congrès. Les changements introduits dans les Statuts par le congrès marquent une étape nouvelle, plus élevée, dans le développement du parti, une étape qui correspond aux tâches de la lutte pour l'édification de la société communiste.

Dans la résolution « Sur le remaniement du programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique », le congrès a reconnu qu'il était indispensable de procéder à un remaniement du programme actuel du parti. La commission créée par le congrès pour procéder au remaniement du programme s'inspirera des principales thèses du nouvel ouvrage génial du camarade Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* Les idées de cet ouvrage stalinien éclairent notre voie en avant, vers la victoire complète du communisme. (*Applaudissements prolongés.*)

Après avoir examiné les questions les plus importantes de l'édification du parti, de l'édification économique et culturelle et après avoir adopté les décisions historiques sur ces questions, le congrès a élu les organismes dirigeants du parti : le Comité central et la Commission centrale de vérification.

Le Comité central nouvellement élu passe au travail d'application des décisions du congrès armé d'une très riche expérience et de la science stalinienne de l'édification communiste. Le parti sait que son Comité central, avec à sa tête le camarade Staline, assurera la bonne réalisation des tâches grandioses de notre patrie. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Le discours du camarade Staline, que les délégués au congrès et nos chers invités ont écouté avec une attention si soutenue, sera un grand programme de lutte et de victoires. L'intervention de notre chef et éducateur, le camarade Staline, sera un guide exaltant pour l'action de tous les hommes soviétiques, ainsi que des travailleurs de tous les pays, dans leur noble lutte pour la paix entre les peuples, contre les fauteurs de guerre. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

CAMARADES !

Toute une période historique sépare le XIX[e] congrès du XVIII[e] congrès du parti. L'histoire ne connaît pas de période plus riche en événements d'importance mondiale que la période écoulée.

Le début de cette période a été marqué, comme on le sait, par les immenses réalisations du parti dans la lutte pour l'accomplissement du 3[e] plan quinquennal stalinien.

Lorsque l'Allemagne hitlérienne et ses satellites, attaquant perfidement l'Union Soviétique, interrompirent son travail créateur, notre peuple, avec à sa tête le parti de Lénine et de Staline, opposa à l'ennemi la puissance économique et militaire de l'Etat socialiste, l'unité politique et morale de ses rangs, son patrio-

tisme ardent et sa volonté inébranlable de lutter pour la liberté et l'indépendance de la patrie socialiste.

Dans la lutte seul à seul contre le fascisme allemand, les forces armées de l'Union Soviétique, dotées d'armes soviétiques de premier ordre et de matériel de guerre moderne et varié, dirigées par les généraux, amiraux et maréchaux de l'école stalinienne, guidées par le grand stratège de la révolution socialiste et génial capitaine, le camarade Staline, ont immortalisé la patrie par leur vaillance, leur héroïsme à toute épreuve, leur véritable maîtrise militaire. (*Vifs applaudissements.*)

La science militaire stalinienne de la victoire a été une arme redoutable aux mains du haut commandement de nos armées, de nos fronts et de leurs états-majors.

A l'aide de cette arme remarquable, les forces armées soviétiques, à la suite de toute une série de batailles historiques qui sont devenues aujourd'hui des modèles classiques de l'art stalinien de la stratégie des opérations, ont remporté une victoire complète, l'ennemi a été écrasé et a capitulé. (*Applaudissements prolongés.*)

Après l'achèvement victorieux de la grande Guerre patriotique, sous la direction du parti, le peuple de notre patrie a fait des miracles d'héroïsme dans le travail il a réalisé avant terme le 4e quinquennat stalinien d'après-guerre et il réalise avec succès les tâches visant à assurer un nouvel et puissant essor de l'économie et de la culture socialistes.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que jamais encore notre patrie n'avait été aussi grande et puissante, aussi pleine de forces vitales et d'énergie créatrice qu'à l'heure actuelle ! (*Applaudissements prolongés.*)

Par suite du chemin parcouru, des victoires et des succès remportés, l'autorité internationale de l'Etat soviétique a immensément grandi, son influence sur le développement des événements mondiaux s'est accrue.

Dès 1927, le camarade Staline a dit : au cours du développement historique ultérieur, « *on verra se former deux centres à l'échelle mondiale : le centre socialiste attirant à lui les pays qui tendent vers le socialisme, et le centre capitaliste attirant à lui les pays qui tendent vers le capitalisme* ».

La vie a entièrement confirmé cette prévision stalinienne géniale.

« *L'Etat soviétique* a dit le camarade Malenkov dans le rapport d'activité du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., *n'est plus aujourd'hui une île isolée, entourée de pays capitalistes.* »

Nous allons de l'avant, unis dans un même front avec le grand peuple chinois, avec les travailleurs des pays de démocratie populaire et de la République démocratique allemande. Tous les hommes progressistes et honnêtes du monde nous accordent leur sympathie et leur appui. Nos forces, les forces des millions de simples gens qui ont rejeté les chaînes du capitalisme, qui se sont rangés sous le drapeau de la lutte en faveur d'une vie nouvelle, d'une vie heureuse pour eux et pour les générations futures, grandissent sans cesse.

Le camp du capitalisme condamné offre un tout autre tableau.

Dans le camp capitaliste, les contradictions entre les pays

s'aiguisent de plus en plus et les contradictions à l'intérieur des pays eux-mêmes s'aggravent, la nouvelle crise économique se fait de plus en plus menaçante, le chômage et son inévitable compagnon, l'appauvrissement des masses travailleuses, grandissent inexorablement.

Après s'être chargé du rôle de sauveur du capitalisme, l'impérialisme américain tente d'unir les forces réactionnaires du monde entier, de déclencher une nouvelle guerre mondiale contre l'U.R.S.S. et les pays du camp démocratique, comptant ainsi conquérir la domination mondiale.

Dirigés par le parti de Lénine et de Staline, les hommes soviétiques, avec les centaines de millions de partisans de la paix dans les autres pays, avec les honnêtes gens du monde entier, ont lutté et lutteront, demain comme hier, infatigablement, pour la paix, l'indépendance et la liberté des peuples.

L'actuel congrès a confirmé avec une nouvelle force la volonté de notre parti, comme de tout le peuple soviétique, de lutter pour la paix et de sauvegarder la cause de la paix.

Cela ne veut pas dire que nous puissions, ne serait-ce qu'un seul instant, laisser faiblir notre attention en ce qui concerne les questions de la défense de l'Etat soviétique.

Notre parti, le gouvernement, tout le peuple soviétique ont considéré et considéreront demain aussi bien qu'hier comme leur devoir primordial d'assurer la capacité de défense de la patrie socialiste, de renforcer au maximum la préparation des hommes soviétiques pour faire face, avec toute la force des armes, à n'importe quel agresseur.

CAMARADES !

Les décisions adoptées par notre congrès ouvrent devant le parti, devant tout le peuple soviétique, de nouvelles perspectives grandioses de travail pacifique créateur pour édifier le communisme dans notre pays.

L'application des décisions prises par le congrès fera de la patrie soviétique un Etat encore plus puissant et sera une grande contribution au renforcement de tout le camp de la démocratie et du socialisme, à la consolidation de la paix dans le monde entier.

Les partis communistes et ouvriers frères, les travailleurs de tous les pays, toute l'humanité progressiste, enrichis par notre expérience, avanceront avec encore plus d'assurance sur la voie de la liberté et du progrès.

C'est en cela que réside la grande importance internationale du XIX^e^ congrès de notre parti.

Les salutations au XIX^e^ congrès présentées ici par les représentants des partis communistes et ouvriers frères témoignent avec éloquence de l'importance de notre grande œuvre pour les travailleurs de tous les pays, pour toute l'humanité progressiste.

L'histoire a dévolu au parti de Lénine et de Staline une grande et noble mission, celle d'assurer l'édification de la société communiste dans notre pays et de frayer par là même la voie du communisme à toute l'humanité. (*Applaudissements prolongés.*) Nous savons que nous ne trouverons pas seulement sur notre chemin les joies des victoires, que les difficultés sont elles aussi inévitables, mais nous savons également que, sous la direction

géniale de son guide, le parti de Lénine et de Staline surmontera toutes les difficultés et remportera une victoire totale. (*Vifs applaudissements.*)

Mais, pour utiliser plus pleinement toutes nos possibilités et avancer plus rapidement vers le but fixé en écartant de la voie toutes les difficultés et tous les obstacles, nous devons lutter résolument contre les insuffisances dans le travail, surmonter les tendances à l'insouciance, à la quiétude et à l'esprit de suffisance.

L'arme irremplaçable dans la lutte du parti contre les insuffisances, les erreurs et toutes sortes de maux, c'est la critique et l'autocritique. Elles renforcent le parti, élèvent sa combativité, élargissent et approfondissent ses liaisons avec les masses, développent l'activité créatrice des membres du parti et de tous les travailleurs.

CAMARADES !

Le parti de Lénine et de Staline jouit de l'amour sans limite des millions d'hommes du peuple soviétique.

Vers notre parti, vers son grand guide, le camarade Staline, sont tournés les regards des travailleurs et des progressistes du monde entier, de tous ceux qui veulent le bonheur pour eux, pour leurs enfants, pour les générations futures. Permettez-moi de déclarer, de cette haute tribune, que notre parti remplira jusqu'au bout sa mission historique. Le drapeau victorieux, le drapeau de Marx, Engels, Lénine, Staline flottera fièrement demain comme hier sur la terre libérée et rénovée ! (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Il est agréable et réjouissant d'avoir conscience que le peuple soviétique édifie et crée la vie nouvelle sous la direction de notre sage éducateur, guide et ami, le camarade Staline, dont la lucidité, la volonté puissante et l'amour infini de l'homme sont le gage de nouvelles victoires, le gage de la bonne réalisation des tâches de l'édification communiste assignées par le XIX^e^ congrès de notre parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Vive notre puissant et libre peuple, bâtisseur de la société nouvelle, communiste ! (*Applaudissements prolongés.*)

Vive le grand Parti Communiste de l'Union Soviétique, le parti de Lénine et de Staline, inspirateur et organisateur de toutes les victoires du peuple soviétique ! (*Applaudissements prolongés.*)

Gloire au grand guide et éducateur des travailleurs et de toute l'humanité progressiste, à l'architecte génial du communisme, le camarade Staline ! (*Applaudissements impétueux et prolongés se transformant en ovation. Tout le monde se lève. On entend les acclamations : « Hourra ! », « Pour le grand camarade Staline, hourra ! ».*)

Je déclare clos le XIX^e^ Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. (*Vifs applaudissements. Tout le monde se lève. On entend les acclamations : « Pour le camarade Staline, hourra ! ». « Gloire au grand Staline ! ». Les délégués au congrès et les invités chantent avec un grand enthousiasme l'hymne du parti, « l'Internationale ». A nouveau éclate une impétueuse ovation en l'honneur du grand Staline. De tous les coins de la salle, on entend en de nombreuses langues des salutations pour le guide et l'éducateur bien-aimé, le grand Staline.*)

CHRONIQUE DU XIX^e CONGRÈS

PREMIÈRE SÉANCE (5 OCTOBRE 1952)

Le XIX^e Congrès du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. s'est ouvert le 5 octobre à Moscou dans la Grande salle du Kremlin. Il y a dans la salle des séances les délégués au congrès et les invités, les représentants des travailleurs de la capitale soviétique, des ouvriers, des hommes d'Etat et des militants du parti, des savants et des artistes, les représentants des partis communistes et ouvriers étrangers.

Il est sept heures du soir. Les délégués saluent par des applaudissements prolongés l'arrivée à la tribune du camarade **Staline** et de ses fidèles compagnons d'armes, les camarades **Molotov, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Béria, Kaganovitch, Krouchtchev, Andreev, Mikoïan, Kossyguine.** Tout le monde se lève. Les acclamations : « Hourra au camarade Staline ! » « Hourra au grand Staline ! », « Vive le camarade Staline ! », « Hourra à notre cher Staline bien-aimé ! » retentissent dans la salle.

Les délégués au congrès expriment par une ovation chaleureuse leurs sentiments d'affection et de dévouement illimités à l'égard de leur cher **Joseph Vissarionovitch Staline,** guide génial du parti communiste, du peuple soviétique et de toute l'humanité progressiste.

Au nom du Comité central du parti communiste, le camarade **V. Molotov** prononce le discours d'ouverture (voir page 74 du présent numéro des **Cahiers**).

⁂

Le congrès passe à l'élection de ses organismes dirigeants.

Le Présidium, élu à l'unanimité par le congrès, est ainsi composé : **V. Andrianov, A. Aristov, M. Baguirov, L. Béria, N. Boulganine, K. Vorochilov, L. Kaganovitch, D. Korotchenko, O. Kuusinen, G. Malenkov, V. Molotov, A. Niazov, N. Patolitchev, J. Staline, N. Khrouchtchev, J. Chaïakhmetov.**

Ensuite, le congrès élit à l'unanimité le Secrétariat du congrès, la commission de Rédaction du congrès et la commission des Mandats du congrès.

Après l'élection des organismes dirigeants, on approuve l'ordre du jour du congrès.

ORDRE DU JOUR DU XIX^e CONGRES.

1. Rapport d'activité du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., rapporteur, le camarade G. Malenkov, secrétaire du C.C.

2. Rapport d'activité de la Commission centrale de vérification du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., rapporteur, le camarade P. Moskatov, président de la Commission de vérification.

3. Directives du XIX^e Congrès du parti au sujet du V^e plan quin-

quennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955, rapporteur, le camarade M. Sabourov, président du Comité du plan d'Etat.

4. Modifications aux Statuts du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., rapporteur, le camarade N. Khrouchtchev, secrétaire du C.C.

5. Elections des organismes centraux du parti.

Ensuite, le congrès adopte le règlement de ses travaux.

Pour le rapport d'activité du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., la parole est donnée au camarade **G. Malenkov**, secrétaire du Comité central. Les délégués saluent la montée à la tribune du camarade **Malenkov** par des applaudissements prolongés et enthousiastes (Voir son rapport pages 79 à 167).

SÉANCES DU 6 OCTOBRE

Au cours de sa séance du matin du 6 octobre, le congrès a entendu le rapport d'activité de la Commission centrale de vérification du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. présenté par le camarade **P. Moskatov.**

Le congrès passe à la discussion des rapports d'activité du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. et de la Commission centrale de vérification du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. Tous les orateurs approuvent chaleureusement la politique léniniste-stalinienne du Comité central, politique qui a permis au peuple soviétique de remporter des victoires historiques d'importance mondiale dans l'édification du communisme.

C'est le camarade **Grichine** (Moscou) qui ouvre la discussion.

— Le rapport d'activité du Comité central, dit-il, arme le parti et le peuple soviétique d'un grandiose programme de lutte pour accroître encore la puissance de l'Etat soviétique, pour édifier la société communiste. L'organisation de Moscou du parti, de même que tout notre parti, est arrivée au XIX[e] Congrès encore plus solide, plus unie que jamais autour du Comité central léniniste-stalinien, autour de notre cher camarade Staline.

La parole est donnée au camarade **Patolitchev** (R.S.S. de Biélorussie). Il cite des chiffres et des faits convaincants qui montrent le développement de l'économie, de la culture et du bien-être du peuple biélorusse et soulève une série de problèmes relatifs au développement ultérieur de l'économie de la R.S.S. de Biélorussie.

Le camarade **Melnikov** (R.S.S. d'Ukraine) monte à la tribune. Il caractérise la période qui s'est écoulée entre les XVIII[e] et XIX[e] congrès du parti comme une période de triomphe grandiose des idées léninistes-staliniennes.

Le camarade Melnikov parle des succès remportés par le peuple ukrainien dans la famille fraternelle des peuples de l'U.R.S.S.

Le camarade Melnikov s'arrête sur les insuffisances et les erreurs qui existent dans le travail idéologique de l'organisation d'Ukraine du parti.

La parole est donnée au camarade **Baguirov** (R.S.S. d'Azerbaïdjan).

Les ouvrages géniaux du camarade Staline, dit-il, sont une arme idéologique puissante dans la lutte pour le communiste. La nouvelle œuvre remarquable du camarade Staline « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » publiée à la veille du congrès, enrichit la science marxiste-léniniste, met en lumière les voies concrètes et indique les moyens qui permettront de passer graduellement du socialisme au communisme.

Le camarade **Baguirov** a consacré une grande place dans son intervention aux questions du travail idéologique.

Après l'intervention de la camarade **Likova** (région d'Ivanovo), la parole est donnée au camarade **Snetchkous** (R.S.S. de Lituanie). Il parle des gigantesques changements qui se sont produits dans la vie du peuple lituanien après son entrée dans la famille fraternelle des peuples de l'Union soviétique. Le peuple lituanien qui, sous le régime bourgeois, était foulé aux pieds par les impérialistes américano-britanniques et les nationalistes bourgeois lituaniens, est actuellement heureux et il est fier de participer, dans la famille des peuples de l'U.R.S.S., comme un membre égal parmi des membres égaux, à l'édification de la société communiste.

Le camarade **Mikhaïlov** (Moscou) consacre son intervention aux jeunes constructeurs du communisme.

Il s'arrête en détail sur les questions de la direction du Komsomol par le parti. Le Comité central du parti, dit le camarade Mikhaïlov, s'occupe de tous les aspects de la vie, du travail et de l'éducation de la jeunesse soviétique. Au moment du XVIII[e] Congrès du P.C. (b.). de l'U.R.S.S., il y avait dans le Komsomol huit millions de jeunes. Il y en a maintenant près de 16 millions.

Le camarade **Pouzanov** (Kouibychev) a consacré une partie importante de son intervention aux questions de la construction de la centrale hydro-électrique de Kouibychev et des systèmes d'irrigation.

Au cours de la séance de l'après-midi du 6 octobre, le camarade **Kalnberzin** (R.S.S. de Lettonie) a pris le premier la parole. Il a cité dans son intervention des faits et des chiffres éloquents qui témoignent du développement impétueux de l'économie nationale de la Lettonie soviétique au cours des années d'après guerre. En conclusion, le camarade Kalnberzin a déclaré que l'organisation de Lettonie du parti sera demain comme hier un détachement fidèle du parti de Lénine et de Staline, un détachement prêt à accomplir toutes les tâches posées devant lui dans la lutte pour l'édification du communisme.

Après avoir parlé des grands succès remportés par la Géorgie soviétique dans le domaine du développement de l'économie et de la culture dans la période d'après-guerre, le camarade **Mgeladzé** (R.S.S. de Géorgie) souligne que ces succès auraient été bien plus grands s'il n'y avait pas eu dans l'activité de l'organisation du parti de la république des lacunes et erreurs sérieuses. Appliquant les indications du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., du camarade Staline, l'organisation du parti surmonte résolument les erreurs et insuffisances qui se sont manifestées.

Dans son intervention, le camarade **Andrianov** (Léningrad), a déclaré que l'organisation de Léningrad du parti, de même que tout le parti, est arrivée au XIX[e] Congrès unie et soudée autour du Comité central léniniste- stalinien, autour du grand guide et éducateur, le camarade Staline.

Par la volonté du parti et du camarade Staline, Léningrad devient un centre très important du progrès technique du pays, un centre de constructions mécaniques, de fabrication d'appareils et de constructions navales d'un niveau élevé. Indiquant une série de faiblesses sérieuses dans le travail de l'industrie, l'orateur critique certains ministères parce qu'ils assurent une direction insuffisante des entreprises.

Le camarade **Chaïakhmetov** (R.S.S. de Kazakhie) parle dans son intervention des immenses succès remportés par le Kazakhstan soviétique sous la direction du parti communiste. En même temps, il souligne les insuffisances dans le développement de l'agriculture de la république et surtout de l'élevage collectif.

Dans son intervention, le camarade **Brejniev** (R.S.S. de Moldavie)

montre par des exemples éclatants les immenses transformations socialistes qui se sont produites ces dernières années en Moldavie.

A la séance du soir, les camarades **Grichine** (région de Stalingrad), **Efimov** (territoire de Khabarovsk), **Fadéev** (Moscou), **Mouratov** (R.S.S. autonome de Tatarie) sont également intervenus.

SÉANCES DU 7 OCTOBRE

Le 7 octobre, à la séance du matin, le camarade **Kebine** (R.S.S. d'Estonie) est intervenu le premier dans la discussion.

Les délégués ont accueilli par des applaudissements enthousiastes prolongés le camarade **L. Béria**, un des plus proches compagnons d'armes du grand Staline.

Le camarade Béria consacre une importante partie de son discours, écouté par les délégués avec une attention soutenue et un grand intérêt, à l'épanouissement sans précédent dans l'histoire des nations socialistes, épanouissement qui est l'expression du triomphe de la politique nationale léniniste-stalinienne de notre parti (voir page 168).

Le camarade **Tchernychev** (Kaliningrad) a parlé dans son intervention de la grandiose ampleur de l'édification économique et culturelle de la jeune région de Kaliningrad.

Ensuite, la parole a été donnée au camarade **Kisselev** (région de Rostov). Le camarade **Niazov** (R.S.S. d'Ouzbékie) a parlé de la sollicitude exceptionnelle manifestée par le parti, par le gouvernement et personnellement par le camarade Staline pour l'Ouzbékistan soviétique. Au cours de ces dix dernières années, l'industrie de la république s'est impétueusement développée. L'Ouzbékistan a remporté de grands succès dans la culture du coton.

Le camarade **Gafourov** (R.S.S. de Tadjikie) a consacré une importante partie de son intervention aux questions du travail idéologique.

Le camarade **Aroutinov** (R.S.S. d'Arménie) s'est arrêté dans son intervention sur les questions du développement de l'économie et de la culture de l'Arménie soviétique.

A la fin de la séance du matin, le congrès a entendu le rapport présenté au nom de la Commission des mandats par le camarade **N. Pegov.**

Les camarades **Biélaïev** (territoire d'Altaï), **Prass** (région de Molotov), **Iegorov** (R.S.S. carélo-finnoise), **Ignatov** (territoire de Krasnodar) et **Korneïtchouk** (R.S.S. d'Ukraine) sont intervenus au cours de la séance du soir du 7 octobre.

La parole est donnée au camarade **Razzakov** (R.S.S. de Kirghizie). Grâce à la ferme application de la politique nationale léniniste-stalinienne du parti, dit-il, le peuple kirghiz a remporté, sous le pouvoir soviétique, de grands succès dans son développement politique, économique et culturel.

Après l'intervention du camarade **Vassilievski**, maréchal de l'Union soviétique, ministre de la guerre de l'U.R.S.S., le congrès décide à l'unanimité de terminer la discussion.

Le camarade **G. Malenkov** renonce à prononcer le discours de conclusion.

Sur la proposition du camarade **Kapitonov**, délégué de l'organisation de Moscou du parti, le congrès adopte à l'unanimité la résolution suivante sur le rapport d'activité du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. :

« Après avoir entendu et discuté le rapport d'activité du camarade G. Malenkov, secrétaire du C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S., sur le travail

du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., le XIXe Congrès du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. décide :

« Approuver la ligne politique et le travail pratique du C.C. du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. »

Toute la salle fait une longue ovation. Tout le monde se lève. On entend des acclamations : « Vive le camarade Staline ! », « Gloire au grand Staline ! ».

Les délégations de 44 partis communistes et ouvriers assistent au congrès en qualité d'invités.

Le camarade **B. Biérut**, président du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, chaleureusement accueilli par le congrès, prononce un discours de salutations au nom du Parti ouvrier unifié polonais. Son discours vibrant a été maintes fois interrompu par de longs applaudissements. (1).

SÉANCES DU 8 OCTOBRE

Au début de la séance du matin, le congrès adopte à l'unanimité la résolution suivante sur le rapport d'activité de la Commission centrale de vérification du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. :

« Approuver le rapport d'activité de la Commission centrale de vérification du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. »

Le congrès passe à la discussion du troisième point à l'ordre du jour : « Les directives du XIXe Congrès du parti au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955 ». Le camarade **M. Sabourov**, président du Comité du plan d'Etat, présente le rapport (2).

Les délégués qui sont intervenus au cours de la discussion ont approuvé avec une unanimité exceptionnelle le projet de directives au sujet du cinquième quinquennat, ont souligné que la réalisation du nouveau plan quinquennal sera un grand pas en avant de l'U.R.S.S. sur la voie du communisme. Ils ont parlé de l'immense importance internationale du nouveau quinquennat. Les hommes progressistes de tous les pays voient dans le nouveau plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. un gage de la consolidation de la paix.

Les interventions du camarade **Aristov** (région de Tchéliabinsk) et du camarade **Baïbakov**, ministre de l'industrie pétrolière de l'U.R.S.S., ont été suivies de discours de salutations prononcés par les représentants d'une série de partis communistes et ouvriers frères.

Accueilli par les applaudissements enthousiastes des délégués, le camarade **Liu Chao-tsi**, secrétaire général du Parti communiste de Chine, a transmis au congrès le salut fraternel des communistes de Chine et de tout le grand peuple chinois. Il a lu ensuite le message de félicitations du Comité central du Parti communiste de Chine signé par le président Mao Tsé-toung et adressé au camarade Staline et aux délégués au congrès.

Le congrès fait un accueil cordial au camarade **C. Gottwald**, président du Parti communiste de Tchécoslovaquie, qui salue le congrès au nom du parti communiste et de tous les travailleurs de Tchécoslovaquie.

L'intervention du camarade **L. Longo**, secrétaire général adjoint du Parti communiste italien, est saluée par des applaudissements prolongés.

(1) La plupart des salutations des partis communistes et ouvriers au XIXe Congrès ont été publiées dans **Paix et Démocratie**, numéros des 17 et 24 octobre.

(2) Le rapport du camarade M. SABOUROV sera publié dans le n° 70 des **Etudes économiques**.

Les camarades **Babaiev** (R.S.S. de Turkémie), **Benediktov** (Moscou) et **Korotchenko** (R.S.S. d'Ukraine) ont pris part à la discussion au cours de la séance du soir.

La parole est donnée au camarade **N. Boulganine**, un des plus proches compagnons d'armes du camarade Staline. Le congrès l'accueille par des applaudissements enthousiastes prolongés (voir son discours page 207).

On lit le télégramme de salutations adressé au congrès par le camarade **Tokuda**, secrétaire général du Parti communiste du Japon.

Dans son intervention, le camarade **V. Kouznetsov** (Moscou) parle de la très grande importance du développement ultérieur de l'émulation socialiste des travailleurs pour l'exécution du cinquième plan quinquennal. Le camarade Kouznetsov indique les insuffisances observées dans les méthodes de direction de l'émulation.

Les délégués saluent chaleureusement l'apparition à la tribune du camarade **P. Ponomarenko**. Celui-ci consacre une partie importante de son discours aux succès de l'agriculture de l'U.R.S.S. Il s'arrête également sur les insuffisances observées dans les livraisons de produits agricoles et de matières premières.

Les délégués au congrès accueillent par des applaudissements prolongés le camarade **M. Rakosi**, secrétaire général du Parti des travailleurs hongrois, qui adresse un discours de salutations au congrès.

Le camarade **H. Pollitt**, secrétaire général du Parti communiste britannique, prononce un vibrant et émouvant discours.

SÉANCES DU 9 OCTOBRE

Le camarade **Yasnov** (Moscou) est intervenu le premier au cours de la séance du matin. Ensuite la parole a été donnée au camarade **A. Mikoïan**, un des plus proches compagnons d'armes du grand Staline. Le congrès l'accueille par des applaudissements enthousiastes prolongés (voir son discours page 221).

Les camarades **Zassiadko**, ministre de l'industrie houillère de l'U.R.S.S., **Smirnov** (région de Gorki) et **Bechtchev**, ministre des voies de communications de l'U.R.S.S., sont également intervenus au cours de la séance du matin.

Les camarades **Pak Den Aï**, secrétaire du Parti du travail de Corée, **Tchervenkov**, secrétaire général du Parti communiste de Bulgarie, **Gh. Gheorghiu-Dej**, secrétaire général du Parti ouvrier roumain, **Ville Pessi**, secrétaire général du Parti communiste de Finlande, qui ont prononcé des discours de salutations, ont été chaleureusement accueillis par les délégués et les invités.

Les débats sur le troisième point de l'ordre du jour « Directives du XIX^e^ Congrès du parti au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955 » se sont poursuivis au cours de la séance de l'après-midi du 9 octobre. Les camarades **Koutyrev** (région de Sverdlovsk), **Malychev** (ministre de l'industrie des constructions navales, **Youssoupov** (ministre de la culture du coton), **Jimérine** (ministre des centrales électriques), **Tevossian** (ministre de la sidérurgie) ont pris la parole.

La parole est donnée au camarade **M. Souslov**, chaleureusement accueilli par les délégués. Le camarade Souslov a consacré une partie importante de son discours aux questions de l'éducation dans le parti. Critiquant à juste raison les insuffisances dans l'organisation de l'éducation dans le parti, le camarade Staline a indiqué, dit le camarade Souslov, qu'une des principales insuffisances dans ce domaine est l'absence de manuels pouvant donner aux communistes

le minimum de connaissances nécessaires en matière de théorie marxiste-léniniste. Le camarade Staline a proposé de créer un cours élémentaire de marxisme-léninisme pour les membres et les candidats du parti. La création d'un tel cours sera d'une aide importante pour les militants du parti communiste.

Le camarade Souslov a souligné que les décisions historiques du XIX[e] Congrès du parti, la nouvelle œuvre géniale du camarade Staline « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », la mobilisation des travailleurs pour l'accomplissement et le dépassement du cinquième plan quinquennal doivent être placées au centre du travail idéologique et politique des organisations du parti (voir son discours page 253).

Les délégués au congrès saluent par des applaudissements prolongés la montée à la tribune du camarade **A. Kossyguine,** qui a consacré son discours aux perspectives du développement ultérieur de l'industrie légère de l'U.R.S.S.

Le congrès a adopté pour base le projet du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. « Directives du XIX[e] Congrès du parti au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955 » et a élu une Commission chargée d'examiner les amendements et les adjonctions au projet de directives.

Des applaudissements enthousiastes ont accueilli la lecture des messages de salutations adressés au XIX[e] Congrès du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. par le camarade **Ajoy Ghosh,** secrétaire général du Parti communiste de l'Inde, et par le Comité central du Parti des travailleurs du Viêt-Nam.

Les délégués ont chaleureusement accueilli le discours émouvant, vibrant, du camarade **Enver Hodja,** secrétaire général du Parti du travail d'Albanie, le message de salutations adressé au congrès par le Comité central du Parti populaire révolutionnaire mongol, lu par le camarade **Dachiine Damba,** secrétaire du parti, et le discours du camarade **L. Sharkey,** secrétaire général du Parti communiste d'Australie.

Ensuite, on a lu le message de salutations du camarade **Luiz Carlos Prestes,** secrétaire général du Parti communiste du Brésil. Les discours de salutations prononcés par les camarades **Victorio Codovilla,** secrétaire du Parti communiste d'Argentine, et **Edgar Lalmand,** secrétaire général du Parti communiste de Belgique, ont été interrompus par de fréquents applaudissements.

SÉANCES DU 10 OCTOBRE

Le matin du 10 octobre, la parole a été donnée au camarade **N. Khrouchtchev,** secrétaire du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., qui a présenté le rapport sur le quatrième point à l'ordre du jour « Modifications aux Statuts du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. ». Les délégués ont accueilli le camarade Khrouchtchev par des applaudissements enthousiastes.

Le camarade **M. Chkiriatov** intervient le premier dans les débats sur le rapport du camarade N. Khrouchtchev; il s'arrête sur le renforcement du contrôle du Parti et de la vérification de l'application des décisions prises ; il montre la grande importance qu'il y a à examiner attentivement les lettres et les déclarations adressées aux organisations du parti.

Le président donne la parole au camarade **Maurice Thorez,** secrétaire général du Parti communiste français, qui va prononcer un discours de salutations. Le congrès accueille debout par applaudissements prolongés le guide du peuple français.

Applaudi avec enthousiasme, le camarade Thorez déclare :

— Des millions et des millions de nos compatriotes ont fait leur le serment solennel : « Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique. » (Voir son discours page 263).

La camarade **Fourtseva** (Moscou) et le camarade **Zimianine** (R.S.S. de Biélorussie) prennent ensuite la parole.

Accueilli, par les applaudissements des délégués, le camarade **Poskrebychev** examine en détail les questions ayant trait à l'affermissement de la discipline à l'égard de l'Etat et du parti, au bon choix, à la répartition et à l'éducation judicieuses des cadres au développement maximum de la critique et de l'autocritique.

Les délégués accueillent par de vifs applaudissements la camarade **Dolorès Ibarruri**, secrétaire générale du Parti communiste d'Espagne, qui transmet au congrès le salut chaleureux des communistes espagnols et des masses populaires d'Espagne. Au nom du Parti socialiste populaire (communiste) de Cuba, le congrès a été salué par le camarade **Blas Roca**, secrétaire général du parti.

Le 10 octobre, à la séance de l'après-midi sont intervenus les camarades **Borissov** (R.S.S. autonome de Yakoutie), **Kozlov** (Léningrad), **Klimenko** (région de Vorochilovgrad), **Yakoubov** (R.S.S. d'Azerbaïdjan), **Alimov** (R.S.S. d'Ouzbékie), **Afonov** (R.S.S. de Kazakhie).

Dans leurs interventions, les délégués ont chaleureusement approuvé le projet des Statuts modifiés du parti. Ils ont souligné que le projet des Statuts visait à augmenter encore la force et la puissance du parti.

La parole est donnée au camarade **Sabourov** pour rendre compte des résultats du travail de la Commission élue par le congrès pour examiner les amendements et les adjonctions au projet de directives au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955.

Les Directives du XIX[e] Congrès du parti au sujet du cinquième plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955 sont adoptées à l'unanimité par le congrès (voir leur texte page 185).

Puis est intervenu le camarade **Kiritchenko** (R.S.S. d'Ukraine).

A la fin de la séance de l'après-midi, le congrès a été salué par le camarade **Emil Lövlien**, président du Parti communiste de Norvège, par un représentant du Comité central du Parti comuniste d'Indonésie qui a lu un message de salutations adressé par le Comité central de ce parti au XIX[e] Congrès du P.C. (b.) de l'U.R.S.S,. par le camarade **F. Bolanos**, représentant du Parti communiste du Venezuela, et par le camarade **Larbi Bouhali**, secrétaire du Parti communiste algérien.

SÉANCES DU 11 OCTOBRE

Le 11 octobre, à la séance du matin, sont intervenus les camarades **Joukov** (région de Voronej), **Borkov** (région de Saratov), **Kouznetsov** (Moscou), **Tcheplakov** (région de Sakhaline), **Vagapov** (R.S.S. autonome de Bachkirie), **Roumiantsev** (région de Velikie Louki), **Khakhalov** (R.S.S. autonome des Bouriates-Mongols), **Pidtytchenko** (R.S.S. d'Ukraine).

Les délégués au congrès écoutent avec une très grande attention le message de salutations du Parti communiste des Etats-Unis. Dans la salle retentissent de longs applaudissements enthousiastes. Tout le monde se lève.

Le discours de salutations du président du Parti socialiste unitaire d'Allemagne, le camarade **Wilhelm Pieck**, est accueilli par une ovation enthousiaste du congrès.

Le camarade **Rodney Arismendi**, secrétaire du Parti communiste d'Uruguay, le camarade **Paul de Groot**, secrétaire général du Parti communiste de Hollande, et le camarade **Hilding Hagberg**, président du Parti communiste de Suède, saluent le congrès.

Au cours de la séance de l'après-midi du 11 octobre, les camarades **Lebedev** (région d'Omsk), **Zakharov** (Léningrad), **Kasnauckaïte** (R.S.S. de Lituanie), **Tskhovrebachvili** (R.S.S. de Géorgie), **Goriatchev** (région de Tumègne), **Ilitchev** (Moscou) et **Loukianov** (région de Yaroslavl) ont pris la parole. Les débats sur le quatrième point à l'ordre du jour prennent fin. Le camarade **N. Krouchtchev** renonce à son discours de conclusion.

Sur proposition du camarade M. Souslov, le congrès adopte à l'unanimité, sur le rapport du camarade N. Khrouchtchev, la décision :

De prendre le texte des Statuts modifiés du parti pour base.

Pour examiner et apporter les amendements et les adjonctions au texte des Statuts modifiés du parti, le congrès a créé une commission.

Ensuite, le camarade **L. Bilen**, représentant du Comité central du Parti communiste de Turquie, le camarade **N. Zachariadis**, secrétaire général du Parti communiste de Grèce, le camarade **Bonomo Tominez**, membre du secrétariat du Parti communiste du Territoire libre de Trieste, le camarade **Axel Larsen**, président du Parti communiste du Danemark, le camarade **R. Radmanech**, secrétaire général du Parti Toudeh, le camarade **Kh. Bagdache**, secrétaire général du Parti communiste de Syrie et du Liban, ont prononcé des discours de salutations.

SÉANCES DU 13 OCTOBRE

A la séance du matin du 13 octobre, le président a donné la parole au camarade **L. Kaganovitch** qui doit faire une proposition et que les délégués ont accueilli par des applaudissements prolongés.

Au nom du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S., le camarade Kaganovitch propose de remanier le programme du parti (voir page 260).

La résolution sur le remaniement du programme du Parti communiste de l'Union soviétique est adoptée à l'unanimité.

Le congrès salue par une ovation impétueuse et prolongée l'élection du camarade **I. Staline** à la Présidence de la Commission pour le remaniement du programme du parti.

Les camarades **Max Reimann**, président du Parti communiste d'Allemagne, **B. Bjarnasson**, secrétaire du Parti socialiste unifié d'Islande, **J. Koplenig**, président du Parti communiste d'Autriche, **S. Mikounis**, secrétaire général du Parti communiste d'Israël, **D. Urbany**, secrétaire général du Parti communiste du Luxembourg, **E. Woog**, secrétaire général du Parti suisse du travail, **P. Popivoda**, président de l'Union des patriotes yougoslaves pour la libération des peuples de Yougoslavie du joug fasciste de la clique Tito-Rankovitch et de l'esclavage impérialiste, saluent chaleureusement de congrès.

Ensuite on lit les salutations du Parti communiste du Mexique, du Parti communiste du Chili, du Parti communiste du Pakistan, du Parti communiste du Thaïland, du Parti communiste de Ceylan, du Parti communiste du Paraguay, du Parti communiste de l'Equateur, du Parti progressiste des travailleurs de Chypre, du Parti communiste du Guatemala, du Parti communiste de Porto-Rico, du Parti communiste de San-Marino et du Parti communiste de Nouvelle-Zélande.

A la séance de l'après-midi du 13 octobre, on a entendu une information sur les résultats du travail de la commission élue par le congrès pour examiner les propositions et les adjonctions au projet de Statuts modifiés du parti.

La résolution à propos du changement d'appellation du parti est adoptée à l'unanimité au milieu d'applaudissements enthousiastes.

Ensuite, le congrès adopte à l'unanimité la résolution sur les modifications aux Statuts du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. et approuve les Statuts du Parti communiste de l'Union soviétique (voir le texte de ces statuts page 236).

SÉANCE DE CLOTURE

Le 14 octobre, la séance de clôture du congrès a été un événement émouvant, inoubliable. Il est 9 heures du soir. Le camarade **Staline** et ses plus proches compagnons d'armes, les camarades **Molotov, Malenkov, Béria, Vorochilov, Boulganine, Kaganovitch, Khrouchtchev, Andréev, Mikoïan, Kossyguine, Chvernik**, les membres du présidium du congrès montent à la tribune. Les délégués et les invités les accueillent par de vifs applaudissements prolongés. Tout le monde se lève. L'ovation en l'honneur du camarade Staline dure plusieurs minutes.

Le camarade K. Vorochilov, qui préside, donne la parole au camarade Kouznetsov pour annoncer les résultats des élections des organismes centraux du parti.

Cent vingt-cinq camarades dont le camarade **Staline**, les camarades **Molotov, Malenkov, Béria, Vorochilov, Boulganine, Kaganovitch, Khrouchtchev, Andréev, Mikoïan, Kossyguine, Chvernik** sont élus membres du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Le congrès accueille par une vive ovation l'annonce que le camarade Staline est élu membre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Tout le monde se lève et salue chaleureusement le guide bien-aimé. Cent onze camarades sont élus membres suppléants du Comité central, trente-sept camarades sont élus membres de la Commission centrale de vérification.

Un représentant du Comité central du Parti communiste de Birmanie, le camarade **M. Leslie**, membre du Comité exécutif du Parti ouvrier progressiste du Canada, le camarade **A. Gopalan**, membre du Comité central du Parti communiste de l'Inde ont ensuite salué le congrès.

Le président annonce :

— La parole est au camarade Staline.

Les délégués accueillent par de vifs applaudissements prolongés se transformant en ovation l'arrivée à la tribune du camarade **Staline**. Les délégués au congrès, les représentants des partis communistes frères, les invités se lèvent d'un seul et même élan et saluent dans l'enthousiasme le grand guide et éducateur des travailleurs du monde entier, le camarade Staline. (Voir son discours page 69.)

Après le discours du camarade Staline, tout le monde se lève. Les applaudissements enthousiastes et prolongés se transforment en ovation. Des acclamations partent de tous les points de la salle :

« Vive le camarade Staline ! », « Hourra pour le camarade Staline ! », « Vive le grand guide des travailleurs du monde, le camarade Staline ! », « Hourra pour le grand Staline ! », « Vive la paix entre les peuples ! ». Un puissant « hourra » retentit d'un bout à l'autre de la salle.

Dans un bref discours, le camarade **K. Vorochilov** fait le bilan des travaux du congrès et annonce la clôture du XIX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (voir ce discours page 267).

Tout le monde se lève et applaudit vivement. Les délégués et les invités chantent avec enthousiasme l'hymne du parti, « l'Internationale ». Une ovation éclate à nouveau en l'honneur du grand Staline.

RÉSOLUTIONS DU XIXe CONGRÈS

(adoptées à l'unanimité)

Sur le rapport d'activité du Comité central présenté par le camarade G. Malenkov

Après avoir entendu et discuté le rapport d'activité du camarade G. Malenkov, secrétaire du Comité central du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., sur le travail du Comité central, le XIXe Congrès du P.C. (b.) de l'U.R.S.S. décide :

Approuver la ligne politique et le travail pratique du Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S.

Sur le remaniement du programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique

Le XIXe Congrès du parti établit que depuis le VIIIe congrès du parti (1919) où avait été adopté le programme du parti, actuellement en vigueur, des changements radicaux sont intervenus tant dans le domaine des relations internationales que dans celui de l'édification du socialisme en U.R.S.S. et que, par conséquent, plusieurs thèses du programme et les tâches du parti qui y sont exposées, du fait qu'elles ont déjà été réalisées au cours de cette période, ne correspondent plus aux conditions actuelles et aux nouvelles tâches du parti.

En portant de cette constatation, le congrès décide :

1) De considérer comme nécessaire et opportun de procéder au remaniement du programme du parti actuellement en vigueur;

2) de s'inspirer, lors du remaniement du programme, des principales thèses de l'ouvrage du camarade Staline, « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. »;

3) De confier le remaniement du programme à une commission comprenant :

1. J. STALINE, président
2. L. BERIA;
3. L. KAGANOVITCH;
4. O. KUUSINEN;
5. G. MALENKOV;
6. V. MOLOTOV;
7. P. POSPELOV;
8. A. ROUMIANTSEV;
9. M. SABOUROV;
10. D. TCHESNOKOV;
11. P. YOUDINE.

4) De soumettre le projet du programme remanié du parti à l'examen du prochain congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Sur le changement d'appellation du Parti

La double appellation de notre parti : « communiste », « bolchévik », s'est formée historiquement, par suite de la lutte contre les menchéviks, et avait pour but de le démarquer par rapport au menchévisme. Etant donné, cependant, que le parti menchévik en U.R.S.S. a depuis longtemps déjà quitté la scène, la double appellation du parti a perdu son sens, d'autant plus que la notion « communiste » est celle qui exprime le plus exactement le contenu marxiste des tâches du parti, alors que la notion « bolchévik » exprime seulement le fait historique, dont l'importance a depuis longtemps déjà disparu, à savoir qu'au IIe congrès du parti, en 1903, les léninistes avaient obtenu la majorité des voix et avaient été nommés pour cette raison « bolchéviks », alors que la partie opportuniste était restée en minorité et avait reçu le nom de « menchévik ».

De ce fait le XIXe congrès du parti décide :

Le Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. (P.C. (b) de l'U.R.S.S.) s'appellera désormais « Parti communiste de l'Union soviétique » (P.C.U.S.)

Sur les modifications aux Statuts du P. C. (b) de l'U. R. S. S.

Le XIXe congrès du parti décide :

1. D'adopter, avec les amendements et les adjonctions de la commission du congrès, le projet de Statuts du parti présenté par le Comité central du P.C. (b.) de l'U.R.S.S.

2. De considérer désormais les Statuts du parti adoptés par le congrès comme les Statuts du Parti communiste de l'Union soviétique.

COMPOSITION DU COMITÉ CENTRAL du Parti Communiste de l'Union Soviétique élu par le XIX^e Congrès du Parti

MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL :

1. A. Andréïev.
2. V. Andrianov.
3. A. Aristov.
4. G. Aroutinov.
5. S. Babaïev.
6. M. Baguirov.
7. N. Baïbakov.
8. N. Biélaïev.
9. I. Bénédiktov.
10. L. Béria.
11. B. Bechtchev.
12. I. Boïtsov.
13. G. Borkov.
14. L. Brejnev.
15. N. Boulganine.
16. S. Vagapov.
17. B. Vannikov.
18. A. Vassilievski.
19. I. Volkov.
20. G. Voronov.
21. K. Vorochilov.
22. A. Vychinski.
23. B. Gafourov.
24. F. Goriatchev.
25. V. Grichine.
26. I. Grichine.
27. M. Goussev.
28. G. Dénissov.
29. A. Iégorov.
30. A. Efimov.
31. L. Efrémov.
32. Y. Jdanov.
33. I. Jégoline.
34. K. Joukov.
35. A. Zassiadko.
36. A. Zvérev.
37. M. Zimianine.
38. N. Ignatov.
39. S. Ignatiev.
40. I. Kabanov.
41. L. Kaganovitch.
42. I. Kalnberzine.
43. I. Kapitonov.
44. Z. Ketskhoviéli.
45. A. Kidine.
46. A. Kiritchenko.
47. V. Kissélev.
48. N. Kissélev.
49. M. Kovriguina.
50. F. Kozlov.
51. I. Koniev.
52. A. Korniéïtchouk.
53. D. Korotchenko.
54. P. Kortchaguine.
55. A. Kossyguine.
56. S. Krouglov.
57. V. Kouznetsov.
58. N. Kouznetsov.
59. T. Kouliev.
60. A. Koutyrev.
61. O. Kuusinen.
62. I. Kébine.
63. A. Larionov.
64. I. Latounov.
65. I Lébédev.
66. V. Loukianov.
67. G. Malenkov.
68. V. Malychev.
69. A. Marfine.
70. A. Mgueladzé.
71. D. Melnik.
72. L. Melnikov.
73. L. Mékhlis.
74. A. Mikoïan.
75. M. Mitine.
76. N. Mikhaïlov.
77. V. Molotov.
78. V. Moskvine.
79. Z. Mouratov.
80. N. Moukhitdinov.
81. V. Nédossékine.
82. B. Nikolaïev.
83. A. Niazov.
84. N. Organov.
85. A. Pankratova.
86. N. Patolitchev.
87. N. Pegov.
88. M. Pervoukhine.
89. P. Ponomarenko.
90. A. Poskrébychev.
91. P. Pospélov.
92. F. Prass.
93. V. Prokofiev.
94. V. Pronine.
95. A. Pouzanov.
96. J. Razzakov.
97. A. Roumiantsev.
98. M. Sabourov.
99. A. Sémine.
100. D. Smirnov.
101. A. Snietchkous.
102. V. Sokolovski.
103. J. Staline.
104. M. Souslov.
105. E. Taïbékov.
106. I. Tévossian.
107. P. Titov.
108. F. Titov.
109. D. Oustinov.
110. A. Fadéïev.
111. A. Khvorostoukhine.
112. M. Khrounitchev.
113. N. Khrouchtchev.
114. P. Tchéplakov.
115. V. Tchernychev.
116. D. Tchesnokov.
117. J. Chaïakhmétov.
118. N. Chvernik.
119. A. Chélépine.
120. D. Chépilov.
121. M. Chkiriatov.
122. P. F. Youdine.
123. O. Youssoupov.
124. I. Iakovlev.
125. M. Iasnov.

Les noms sont donnés dans l'ordre de l'alphabet russe

MEMBRES SUPPLÉANTS DU COMITÉ CENTRAL :

1. G. Alexandrov.
2. G. Alexenko.
3. P. Artémiev.
4. T. Akhazov.
5. I. Bagramian.
6. V. Bakradzé.
7. N. Bassisty.
8. S. Bogdanov.
9. A. Bondarenko.
10. S. Borissov.
11. S. Boudienny.
12. S. Boutouzov.
13. K. Verchinine.
14. M. Guedvilas.
15. L. Govorov.
16. S. Goglidzé.
17. A. Gorbatov.
18. K. Gorchénine.
19. A. Grietchko.
20. V. Grigorian.
21. A. Gromyko.
22. A. Danialov.
23. B. Dvinski.
24. P. Démentiev.
25. N. Dygaï.
26. A. Epichev.
27. D. Efrémov.
28. V. Javoronkov.
29. P. Jigarev
30. D. Jiméring.
31. G. Joukov.
32. A. Zavéniaguine.
33. G. Zaroubine.
34. P. Zakharov.
35. S. Zakharov.
36. L. Ilitchev.
37. N. Kazakov.
38. I. Kaïrov.
39. N. Kaltchenko.
40. M. Kanounnikov.
41. B. Koboulov.
42. A. Kozlov.
43. P. Komarov.
44. L. Korniets.
45. A. Kostooussov.
46. F. Kouznetsov.
47. K. Kouznetsova.
48. K. Koulov.
49. P. Koumykine.
50. P. Ladanov.
51. V. Latsis.
52. P. Lomako.
53. A. Loutchinski.
54. L. Lykova.
55. Y. Maxarev.
56. J. Malik.
57. M. Malinine.
58. R. Malinovski.
59. F. Mamonov.
60. I. Maslennikov.
61. R. Melnikov.
62. K. Méretskov.
63. V. Merkoulov.
64. A. Miourissep.
65. M. Nédéline.
66. P. Nikitine.
67. I. Nossenko.
68. G. Orlov.
69. K. Ostrovitianov.
70. V. Pavlov.
71. D. Pavlov.
72. Y. Paletskis.
73. A. Paniouchkine.
74. P. Parchine.
75. M. Pidtytchenko.
76. M. Pomaznev.
77. B. Ponomarev.
78. G. Popov.
79. S. Postovalov.
80. A. Ptchéliakov.
81. D. Raïzer.
82. V. Riabikov.
83. V. Riasnoï.
84. S. Roumiantsev.
85. Z. Serdiouk.
86. I. Sérov.
87. K. Simonov.
88. I. Skoulkov.
89. K Sokolov.
90. L. Soloviev.
91. S. Stépanov.
92. E. Stépanova.
93. V. Stolétov.
94. S. Timochenko.
95. S. Tikhomirov.
96. S. Toka.
97. Z. Toumanova.
98. A. Fédérov.
99. E. Fourtséva.
100. A. Khakhalov.
101. I. Khokhlov.
102. V. Tskhovrébachvili.
103. V. Tsyren.
104. V. Tchouïkov.
105. G. Tchoumatchenko.
106. N. Chataline.
107. Z. Chachkov.
108. A. Chkolnikov.
109. S. Chtémenko.
110. P. A. Youdine.
111. I. Youmachev.

COMPOSITION DE LA COMMISSION CENTRALE DE VÉRIFICATION

élue par le XIXe Congrès du Parti

1. A. Alexéïev.
2. V. Andréïev.
3. V. Babitch.
4. A. Gorkine.
5. G. Grichko.
6. G. Gromov.
7. E. Gromov.
8. K. Goubine.
9. V. Drouzine.
10. G. Enioutine.
11. V. Zakourdaïev.
12. V. Zintchenko.
13. G. Kossiatchenko.
14. V. Kroujkov.
15. T. Koulatov.
16. Z. Mironova.
17. P. Moskatov.
18. V. Moskovski.
19. B. Oviézov.
20. G. Ossipov.
21. N. Podgorny.
22. B. Podtsérob.
23. P. Prokkonen.
24. D. Rassoulov.
25. G. Roud.
26. V. Semionov.
27. N. Skvortsov.
28. A. Sobiénine.
29. A. Spiridonov.
30. A. Strouïev.
31. M. Souïétine.
32. A. Sourkov.
33. M. Tarassov.
34. S. Tarassov.
35. A. Tvardovski.
36. E. Trétiokova.
37. M. Iakoubov.

ORGANISMES EXÉCUTIFS DU COMITÉ CENTRAL

Le Comité central nouvellement élu du Parti communiste de l'Union Soviétique a tenu une séance plénière le 16 octobre 1952.

PRÉSIDIUM DU COMITÉ CENTRAL

1. L'Assemblée plénière a élu le Présidium du Comité central, composé des membres suivants : J. STALINE, V. ANDRIANOV, A. ARISTOV, L. BERIA, N. BOULGANINE, K. VOROCHILOV, S. IGNATIEV, L. KAGANOVITCH, D. KOROTCHENKO, V. KOUZNETSOV, O. KUUSINEN, G. MALENKOV, V. MALYCHEV, L. MELNIKOV, A. MIKOIAN, N. MIKHAILOV, V. MOLOTOV, M. PERVOUKHINE, P. PONOMARENKO, M. SABOUROV, M. SOUSLOV, N. KHROUCHTCHEV, D. TCHESNOKOV, N. CHVERNIK, M. CHKIRIATOV.

Membres suppléants du Présidium : L. BREJNEV, A. VYCHINSKI, A. ZVEREV, N. IGNATOV, I. KABANOV, A. KOSSYGUINE, N. PATOLITCHEV, N. PEGOV, A. POUZANOV, I. TEVOSSIAN, P. YOUDINE.

SECRÉTARIAT DU COMITÉ CENTRAL

2. L'Assemblée plénière a élu le Secrétariat du Comité central, composé des membres suivants : J. STALINE, A. ARISTOV, L. BREJNEV, N. IGNATOV, G. MALENKOV, N. MIKHAILOV, N. PEGOV, P. PONOMARENKO, M. SOUSLOV, N. KHROUCHTCHEV.

☆

3. L'Assemblée plénière du Comité central a confirmé M. CHKIRIATOV dans ses fonctions de président du Comité de contrôle du Parti près le Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique.

TABLE DES MATIÈRES

★

J. STALINE :
LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN U. R. S. S.

REMARQUES SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES RELATIVES A LA DISCUSSION DE NOVEMBRE 1951 3

I. Du caractère des lois économiques en régime socialiste 3

II. De la production marchande en régime socialiste 8

III. De la loi de la valeur en régime socialiste 15

IV. De la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, et de la liquidation des différences entre eux 19

V. De la désagrégation du marché mondial unique et de l'aggravation de la crise du système capitaliste mondial 22

VI. De l'inévitabilité des guerres entre les pays capitalistes 24

VII. Des lois économiques fondamentales du capitalisme actuel et du socialisme 27

VIII. Autres questions 30

IX. La portée internationale d'un manuel marxiste d'économie politique 33

X. Les moyens d'améliorer le projet de manuel d'économie politique 34

REPONSE AU CAMARADE Alexandre Ilitch NOTKINE 35

DES ERREURS DU CAMARADE L. D. IAROCHENKO 42

I. L'erreur principale du camarade Iarochenko 42

II. Autres erreurs du camarade Iarochenko 51

REPONSE AUX CAMARADES A. V. SANINA ET V. G. VENGER 61

I. Du caractère des lois économiques du socialisme 61

II. Des mesures à prendre pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale 63

LE XIXe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DU L'UNION SOVIÉTIQUE

Discours de J. STALINE 69

Discours d'ouverture de V. MOLOTOV 74

Rapport d'activité du C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S., présenté par G. MALENKOV 79

I. *La situation internationale de l'Union soviétique* 79

1. Le nouvel affaiblissement du système capitaliste mondial et la situation économique dans les pays du capitalisme 81

2. Aggravation de la situation internationale. Menace d'une nouvelle guerre de la part du bloc agressif américano-britannique. Lutte des peuples pour la paix 91

3. L'Union soviétique en lutte pour la sauvegarde et le renforcement de la paix 98

II. *La situation intérieure de l'Union soviétique* 105

1. Le nouvel-essor de l'économie nationale de l'U.R.S.S. 106

A. L'industrie 106

B. L'agriculture 115

C. Commerce, transports, P.T.T. 126

D. Le régime d'économies, très important levier pour un nouvel essor de l'économie nationale 128

2. Essor continu du bien-être matériel, de la protection de la santé publique et du niveau culturel de la vie du peuple 133

3. Renforcement continu du régime social et étatique soviétique 138

III. *Le Parti* 143

Discours de L. BERIA 168

Directives du XIXe Congrès au sujet du Ve plan quinquennal de développement de l'U.R.S.S. pour 1951-1955 185

Discours de N. BOULGANINE 207

Discours de A. MIKOIAN 221

Statuts du Parti communiste de l'Union soviétique..... 236

Discours de M. SOUSLOV 253

Discours de L. KAGANOVITCH 260

Maurice THOREZ : Salut du Parti Communiste Français au XIXe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. 263

Discours de clôture de K. VOROCHILOV 267

Chronique du XIXe Congrès 272

Résolutions du XIXe Congrès..... 282

Composition du Comité central, du Présidium et du Secrétariat 284

HISTOIRE
DU
PARTI COMMUNISTE
(BOLCHÉVIK)
DE L'U.R.S.S.

Une édition reliée de 408 pages ..... **130 fr.**

J. STALINE

LES
QUESTIONS
DU LÉNINISME

Deux volumes, chacun ..... **400 fr.**

Le Directeur-Gérant : V. MICHAUT - 11-52. Imp. MARÉCHAL, 16, r. Mathis, PARIS-19e
4e trimestre C-104.

Numéro spécial des

CAHIERS

DU COMMUNISME

Couverture de FOUGERON
d'après BELOPOLSKY

Prix : 100 francs